هكذا من الأصل

JUILLET 1974
N° 244

Rédacteur en chef :
Claude Julien

Prix : 4 F

Algérie : 4,00 DA — Maroc : 4,00 dir.
Canada : 1,25 $ c. — Roy.-Uni : 33 p.
Espagne : 35 pes. — Suisse : 3 F.S.
Italie : 650 lires — Tunisie : 400 mil.

Abonnements : voir tarif page 3.

Publication mensuelle
(vingt et unième année)

éditée par

Le Monde

LE MONDE diplomatique

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — 5, rue des Italiens, Paris-IXe — Directeur : Jacques Fauvet

Dans ce numéro

LES PALESTINIENS ET LA CONFERENCE DE GENEVE
Samir Frangié et Victor Cygielman.
(page 6.)

LE CHILI, DIX MOIS APRES LE PUTSCH
Armand Mattelart et Alberto Martinez Echeverria
(pages 7 à 10.)

LA GUYANA EST BIEN PARTIE
Reportage de Bernard Cassen.
(pages 34 à 36.)

Succès

Par CLAUDE JULIEN

CONTESTÉ dans son propre pays, le président Nixon remporte à l'étranger des succès appréciables dont il est pourtant douteux qu'ils parviennent à rétablir, aux yeux de ses électeurs, un prestige terni, une autorité ébranlée. D'autant que le principal artisan de ces victoires diplomatiques est lui-même éclaboussé, au point d'en perdre son sang-froid, par les remous d'un scandale déjà largement étalé lorsqu'il accepta d'entrer dans une équipe gouvernementale que d'autres désertaient.

Mais les faits sont là. Sans doute est-il prématuré d'évaluer l'exacte portée des récents entretiens américano-soviétiques. Il reste que M. Nixon est arrivé à Moscou précédé par la déclaration d'Ottawa et par les clameurs qui avaient salué sa tournée en Proche-Orient. Les graves soupçons qui pèsent sur sa personne et sur ses méthodes peuvent discréditer l'homme : ils n'atteignent pas la puissance attachée aux fonctions qu'il occupe. Le jugement sévère porté sur lui par la plupart de ses compatriotes peut être partagé par des chefs d'Etat étrangers : il n'empêche nullement les Européens de se regrouper sous la houlette américaine, les Arabes d'oublier leurs dénonciations de l'impérialisme.

FRAGILE à l'intérieur, le pouvoir de M. Nixon reste donc grand hors des frontières. Ce contraste suscite de troublantes interrogations : le même homme respecterait-il, dans les relations internationales, les principes qu'il viole dans les affaires internes ? Ou bien les deux domaines obéiraient-ils à des lois différentes ? A moins que les partenaires du président américain ne soient moins scrupuleux que ses propres mandants ?

En faisant jouer tous les ressorts de l'égoïsme national, un chef d'Etat élu pourrait jouir chez lui d'un prestige et d'un respect que l'étranger se sentirait fondé à lui refuser. Mais, à moins d'une volonté suicidaire, l'inverse est beaucoup plus difficilement imaginable. Car, à l'extérieur comme à l'intérieur, d'harmonieuses relations supposent un minimum de confiance. Les partenaires de l'Amérique n'ont à cet égard aucune raison de se montrer plus naïfs que les Américains eux-mêmes.

Aussi est-ce sans illusions qu'ils considèrent la puissance des Etats-Unis, la faiblesse de M. Nixon, les habiletés de son secrétaire d'Etat. Cette prudence est particulièrement sensible à Moscou : la discrétion de la presse soviétique sur les difficultés de l'actuel occupant de la Maison Blanche ne doit tromper personne ; le Kremlin s'efforce simplement de voir au-delà du second mandat d'un président qui n'est pas certain de l'assumer jusqu'à son terme. D'autant que les mauvaises relations entre le président et le Congrès ont déçu bien des espoirs que les Soviétiques nourrissaient en accentuant leur ouverture à l'Ouest.

L'EUROPE occidentale serait-elle moins réaliste ? Elle semble avoir choisi de naviguer avec quelque ambiguïté entre le permanent et l'éphémère : l'alliance américaine est plus durable qu'un président impopulaire... La difficulté de cette politique saute aux yeux : si contesté soit-il, M. Nixon pose des actes qui lui survivront et dont il sera malaisé de contrôler les développements. Ainsi en va-t-il de la « paix » trop sanglante qu'il laisse au Vietnam, des dictatures renforcées par l'appui qu'il leur a donné en Amérique latine, des ressentiments qu'il a fait naître dans certains milieux européens, des promesses et des pressions dont nul n'est certain qu'elles soient suivies, au Proche-Orient, de l'effet attendu.

Tout cela serait moins grave si une certaine ostentation n'accompagnait chacun des gestes du président et du secrétaire d'Etat. Il n'y a rien de fortuit dans l'obstination avec laquelle ils se mettent eux-mêmes en avant, alors que souvent plus de discrétion s'imposerait. Plus la situation interne de M. Nixon se dégrade, plus il éprouve le besoin de chercher des succès personnels sur la scène mondiale. Ainsi la forme et le fond de la diplomatie américaine sont marqués par les mauvais coups de la politique intérieure. Rien ne serait plus dangereux que de sous-estimer cette interaction.

LES NOUVEAUX DIRIGEANTS FRANÇAIS ET LE TIERS-MONDE

Un virage diplomatique ?

Par GUY DE BOSSCHERE

IL est peut-être un peu tôt pour tenter de définir la politique que les nouveaux dirigeants français se proposent d'adopter à l'égard du tiers-monde. Néanmoins, dans les premières déclarations officielles, il est de « petites phrases » qui surprennent et certains « silences » qui intriguent encore davantage. Et qui ne manquent pas d'acquérir un singulier relief dès que l'on évoque quelques autres facteurs déterminants, tels que les composantes sociales et politiques de la nouvelle majorité, les convictions personnelles et les attachements profonds du chef de l'Etat et des hommes du gouvernement, ainsi que les forces économiques et financières qui sous-tendent sinon déterminent leur action.

Interrogeons-nous, d'abord, sur ce qui constituait, jusqu'ici, la spécificité de la politique gaulliste et post-gaulliste (jusqu'à la mort de Georges Pompidou) à l'égard du tiers-monde. On a parlé un peu abusivement de la *« politique de décolonisation »* de la France, comme s'il s'agissait d'un acte de foi ou d'une démarche fondamentale du pouvoir gaulliste. Or il suffit de se souvenir du soutien permanent et systématique qu'il a accordé aux gouvernements racistes et colonialistes d'Afrique du Sud et de Rhodésie pour mesurer à quel point cette affirmation est abusive. En fait, la politique gaulliste a simplement eu le mérite de reconnaître à temps, et sans doute avant d'autres, le caractère irréversible de la décolonisation et de s'abstenir « tactiquement » de la combattre, au sein des colonies françaises d'Afrique, afin d'y préserver ses intérêts. En revanche, à travers ses programmes d'aide et d'assistance technique, la politique gaulliste n'a pas manqué de développer, toujours au nom des *« intérêts de la France »*, une puissante action de type néo-colonial dont M. Jacques Foccart a longtemps symbolisé la nature. Il est peu probable que le « nouveau régime » soit en mesure de modifier radicalement les structures fondamentales de cette politique. Sans doute se contentera-t-il, comme ailleurs, de quelques gestes spectaculaires, dont l'éviction de M. Jacques Foccart (satisfaction « négative » s'il en est !) nous donne l'exemple, qui le dispensera de régler la question au fond.

On chercherait en vain dans les différentes « réponses de politesse » adressées par le chef de l'Etat aux dirigeants africains et arabes la moindre indication sur les intentions réelles que le régime nourrit à leur égard. Rarement prose officielle aura été aussi creuse et conventionnelle, dans sa volonté de ne rien dire avec des sourires figés. Au temps du stalinisme, les Polonais eussent appelé cela la « langue de bois ». En revanche, certaines mesures prises récemment dans le cadre de la réorganisation des ministères donnent à réfléchir. Les pays d'Afrique francophone et Madagascar seront désormais représentés auprès du ministère de la coopération, tandis que les pays du Maghreb relèvent toujours du Quai d'Orsay. Est-ce à dire qu'une distinction est dès à présent établie, au sein du tiers-monde, entre les pays qui, aux yeux de l'Occident, ont réussi leur « examen de passage » à l'âge adulte et ceux qui ne méritent pas encore d'entrer dans le « concert des nations » ? On répondra que cette mesure comble d'aise les dirigeants de l'Afrique francophone. Mais en est-il de même pour leurs peuples ? Cette mesure contribue à renforcer le statut de dépendance des pays africains, avantage quelques privilégiés et répond finalement aux intérêts néo-coloniaux de la France. Dans ce domaine, du moins, les nouveaux dirigeants affirment leur vocation à la « continuité ».

Le désaveu voilé que M. Michel Poniatowski a infligé au communiqué publié par le Quai d'Orsay à l'occasion de l'accord israélo-syrien, et qui se bornait à rappeler *« les droits du peuple palestinien »* et sa reconnaissance solennelle par la résolution des Neuf du 6 novembre 1973, est déjà plus significatif. En raison d'abord de la personnalité du ministre de l'intérieur, qui passe pour l'éminence grise du nouveau septennat et dont les sympathies pro-sionistes ne font mystère pour personne. Ensuite, en raison même de la teneur de sa déclaration, où il ne craint pas d'affirmer que la prise de position officielle du ministère des affaires étrangères *« ne pouvait être considérée comme émanant du gouvernement français »*. Ce qui peut signifier deux choses : soit que toute décision prise au niveau d'un ministère n'est plus désormais de nature à engager le gouvernement, soit que le contenu du communiqué du Quai d'Orsay, reflétant la « ligne » adoptée dans ce domaine par le gouvernement précédent, n'est plus conforme à l'esprit de la politique que son successeur se propose de mener au Proche-Orient.

Le " dialogue " euro-arabe

LE malaise s'accentue à la lecture de la déclaration gouvernementale présentée par M. Jacques Chirac le 5 juin devant l'Assemblée nationale. Elle est, en effet, étrangement silencieuse concernant la question du Proche-Orient et le problème du « dialogue » euro-arabe. Pas un mot n'a été prononcé à propos de ces deux aspects, pourtant capitaux, des relations internationales à quoi la France se doit d'être attentive. En revanche, le premier ministre porte un jugement sévère à l'égard de la politique de *« hausse brutale et excessive des prix »* pratiquée par les pays producteurs de *« matières premières »*, et principalement de pétrole. Il ne manque pourtant pas de reconnaître que la pratique d'abaissement artificiel des prix, généralisée avant la crise par les compagnies pétrolières, était injuste et maladroite. Il semble s'offusquer néanmoins de voir les pays producteurs prétendre fixer eux-mêmes les taux de relèvement des prix de leurs matières premières et juger de l'opportunité de ces hausses, en un mot de les voir conserver l'initiative en ce domaine. Sans doute se console-t-il mal de la perte de prépondérance, très relative, qu'accuse l'Occident à cet égard. Maintenant, en rapprochant la déclaration de M. Michel Poniatowski des silences de M. Jacques Chirac à propos du Proche-Orient et de sa philippique contre les producteurs de pétrole, nous obtenons soudain une convergence d'opinions peut-être révélatrice des intentions du nouveau régime.

Ces quelques signes esquissent à peine une orientation, mais, par rapport aux courants politiques et aux forces économiques et financières qui les inspirent, confirment une politique. Quand le chef de l'Etat et le chancelier d'Allemagne fédérale affirment leur résolution de recoller les morceaux du puzzle européen, on est sans doute en droit de les croire sur parole. Mais comment, et dans quelle direction ? Quelle Europe veulent-ils ? Il est symptomatique que tous les « Européens » qui soutiennent le nouveau gouvernement se doublent d' « atlantistes » convaincus. Ce qui n'est pas pour étonner. Dès lors, la construction de l'Europe va, semble-t-il, de plus en plus dépendre du resserrement de ses liens avec les Etats-Unis, « centre » de l'impérialisme mondial, et sera de plus en plus inséparable de l'emprise croissante que le capitalisme multinational exerce sur elle. Les résultats récents des négociations économiques entre la Communauté et Washington en constituent le présage.

Il est donc à prévoir que l'effort essentiel de la politique étrangère de la France se portera désormais dans cette direction et que toute autre préoccupation deviendra accessoire et dépendante du dessein principal. Ainsi verra-t-on sans doute la France réintégrer définitivement le « cartel » des nations industrielles, au prix de l'abandon progressif d'une politique jugée trop ouvertement indépendante. Peut-être rejoindra-t-elle un jour (pourquoi pas ?) le « front » uni des pays utilisateurs de pétrole que M. Nixon rêvait de constituer en vue de briser l'intransigeance des pays producteurs. Et il n'est même pas exclu, en dépit des démentis et des assurances apaisantes, qu'elle prévoie, à moyen ou à long terme, son « dégagement » de l'Afrique francophone, quitte à récupérer, à maintenir ou à accroître même ses intérêts et ses prérogatives à travers l'exercice, partagé avec d'autres nations industrielles d'Europe, d'une politique commune d'exploitation néo-coloniale. A l'époque des concentrations et des intégrations économiques, il semble de moins en moins probable que la France, sous le gouvernement qu'elle s'est choisi, puisse échapper longtemps à l'attraction du mouvement général qui prévaut au niveau du capitalisme mondial. Les *« intérêts de la France »*, après une longue période de repli et d'isolement orgueilleux, risquent de se fondre progressivement et d'être confondus dans les intérêts plus vastes de l'ensemble des pays qui constituent l'impérialisme capitaliste. Ce qui est susceptible de « changer » n'est pas la motivation essentielle de la démarche politique de la France telle qu'elle se manifeste depuis 1958 mais certaines de ses modalités et de ses orientations (une révision de son fonctionnement, en somme), et peut-être aussi une certaine conception, un peu naïve dans la mesure où elle a toujours été privée de toute légitimité économique, de l' « indépendance ».

L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE EN FRANCE

Rompre le dernier lien colonial

Par RAOUL WEEXSTEEN

LA présence des travailleurs étrangers dans les pays de la C.E.E., évaluée à 10 % environ de la population active, a été une des clefs de l'expansion des années passées et reste pour l'ensemble des économies européennes une condition de la « croissance ». Confiantes dans l'inépuisable réservoir de main-d'œuvre que constituent les pays sous-développés, les économies capitalistes européennes sont devenues aussi dépendantes d'une main-d'œuvre étrangère que du pétrole.

Par ailleurs, quel que soit l'avenir politique de la France, la présence d'une population de travailleurs étrangers évaluée à 3 774 804 personnes, soit 7 % de la population française totale au 1er janvier 1974, restera un problème capital touchant à la fibre de la société française. L'hypothèse que les réactions xénophobes, qui s'affirment de jour en jour, façonnent des attitudes fascisantes qui finiront par compter dans la vie politique du pays n'est pas négligeable.

Enfin l'échec avéré d'une certaine forme d'intégration européenne qui a entraîné la diplomatie française à concevoir d'autres relations et d'autres ensembles économiques, jugés aussi viables que les Six ou les Neuf, idée reprise au demeurant par les Italiens et les Allemands, oblige la France à se présenter à tous les pays riverains de la Méditerranée avec une politique d'immigration cohérente et une action décente à l'égard des travailleurs étrangers.

C'est sur ce fond qu'il faut analyser la situation particulière de l'émigration algérienne en France et la décision du président Boumediène (19 septembre 1973) de suspendre les départs de travailleurs algériens vers la France. Cette volonté tarissait un très ancien courant migratoire, commencé avec l'arrivée du premier travailleur vers 1905 et la première famille vers 1938. En Algérie, depuis ces dates, quel bled, quel douar kabyle, quelle communauté n'avaient pas pris ses habitudes d'émigration ? Pourquoi rompre la tradition ?

La conséquence des attentats

DEPUIS 1962, l'arrivée des travailleurs algériens en France s'était effectuée dans le cadre d'accords successifs de plus en plus restrictifs, négociés entre les gouvernements français et algérien (cf. page 21), signifiant que, quantitativement et dans la pratique, l'émigration algérienne était correctement organisée et contrôlée. Au demeurant, elle ne s'était accrue de 1968 à 1973 que de 29 %, contre 89 % pour l'émigration marocaine et 68 % pour l'émigration tunisienne. Aussi est-ce à juste titre que le gouvernement algérien s'est ému des multiples incidents racistes qui ont éclaté dans le courant de l'été 1973 à Marseille, Toulon et Nice, faisant achopper au passage le rétablissement, après 1971, des liens confiants entre la France et l'Algérie, annoncé après la visite du ministre algérien des affaires étrangères en juillet. De janvier à septembre 1973, on ne dénombre pas moins de cinquante-neuf agressions, et il s'en produira encore vingt-sept jusqu'à la fin de l'année, soit quatre-vingt-six au total sans compter les victimes de l'attentat du consulat de Marseille au mois de décembre.

Ces données brutes, de surcroît discutées, en raison de l'ambiguïté toute formelle du concept d' *« attentat raciste »*, ne signifient rien. Il faut ajouter que trente-deux de ces agressions sont des meurtres, toujours perpétrés dans des conditions atroces comme le montre la lecture des rapports.

(Lire la suite page 20.)

Lire page 33 :

CINÉMA POLITIQUE

La seconde guerre mondiale

Jean-Pierre Jeancolas, Ignacio Ramonet, Marie-Noëlle Feart et Marc Ferro.

des Attachés de Direct

INCERTITUDES DE LA DÉCOLONISATION EN AFRIQUE PORTUGAISE

Les visées et l'activisme des "ultras" au Mozambique

De notre envoyé spécial
VIRGILIO DELEMOS

LES structures de guerre restent intactes au Mozambique, en dépit *des déclarations répétées du gouvernement* portugais et de la junte affirmant que seule une solution politique est concevable. Les négociations de Lusaka entre, d'une part, M. Mario Soares et le commandant Othelo de Carvalho pour le gouvernement provisoire et, d'autre part, M. Samora Machel pour le FRELIMO, ont été considérées *en Afrique australe comme* un échec. En effet, le Portugal propose *au FRELIMO une « voie démocratique »* conduisant à terme à un référendum qui permettrait à la majorité africaine et aux *minorités blanche et asiatique du Mozambique* de choisir librement entre l'autodétermination et l'indépendance. Mais la réalité recouverte par ces deux termes reste très mal définie.

Toujours est-il que le FRELIMO et la population africaine refusent cette proposition. Pour eux, l'indépendance n'est *pas négociable : le seul problème est* celui de la transmission des pouvoirs. Le Mouvement démocratique du Mozambique (Blancs, métis et Africains), les étudiants d'université et une partie considérable *des officiers et sous-officiers de la milice* ainsi qu'une fraction moins importante des officiers de carrière soutiennent le FRELIMO. Ce qui, bien entendu, leur a valu les foudres de l'extrême droite. L'in*certitude crée un climat assez pesant.* Dans la population « pied-noir », qui compte de cent quarante mille à cent *soixante mille Blancs, si certains parviennent* à cacher leur peur, la plupart laissent paraître la tension permanente dans laquelle ils vivent.

Le ministre des territoires d'outre-mer, M. Almeida Santos, a déclaré que les dockers en grève du port de Lourenço-Marques devraient attendre l'arrivée au *pouvoir du FRELIMO pour qu'une déci*sion soit prise au sujet de leurs revendications apparemment excessives. Cette *boutade, parmi d'autres, n'a fait qu'ac*croître le désarroi des Blancs et d'une bonne partie de la petite bourgeoisie africaine, en même temps qu'elle inquiétait les Blancs d'Afrique du Sud. La tension s'est encore accentuée lorsque M. Santos a affirmé qu'il suffirait à la population africaine — neuf millions de Bantous — *de choisir l'indépendance par le moyen* démocratique du référendum pour l'obtenir.

Naturellement, le ministre s'est bien gardé de faire valoir que la période démocratique précédant le référendum constitue, *si l'on peut dire, une arme à double* tranchant : dans une conjoncture favorable, dans un climat de loyauté, elle peut conduire à la paix ; *mais, pour l'ins*tant, dans la confusion et les inquiétudes, elle sert les manœuvres des colonialistes « ultras ». D'autant que divers événements ont contribué à accroître la tension : *l'échec de la conférence de Lusaka*, la nomination unilatérale (sans aucune consultation) d'un gouvernement provi*soire du Mozambique, l'entrée en piste* d'innombrables partis politiques, l'escalade de grèves qui, *pour la plupart, sont* fomentées par le patronat en vue de sus*citer la panique.*

L'exode des Blancs en direction de la métropole, de l'Angola ou de l'Afrique du Sud *a pris ces dernières semaines une* nouvelle ampleur. Divers groupes et organisations d'extrême droite — du genre O.A.S. — financés par les intérêts néocolonialistes annoncent des « bains de *sang » pour les mois qui viennent. For*més de mercenaires locaux, portugais ou étrangers venus d'Afrique du Sud, ces groupes se sont lancés, dans le Manica, au Sul-do-Save et dans le district de *Mozambique, dans des campagnes de* mobilisation et de corruption. Leur objectif est de fomenter des dissensions tribales et de créer un climat propice à d'éventuelles sécessions de type katan*gais.*

Une grande partie de la population, blanche aussi bien qu'africaine, juge étrange et surprenante la liberté de mouvement laissée aux dirigeants d'organi*sations d'extrême droite* et à certains agents de la PIDE-D.G.S. (police politique) qui se déplacent sans encombre à l'inté*rieur du pays, vers l'Afrique du Sud*, le Swaziland et le Malawi. Leurs activités tendraient à préparer une sorte de « congolisation » qui ouvrirait la voie à des interventions étrangères.

Des *sources* bien informées confirment l'existence d'un tel plan en vue de soumettre la plus grande partie du pays au *contrôle économique et politique de socié*tés portugaises ou multinationales, y compris Champalimaud, la CUF, A. Quina, Entreposto, B.C.C.I., etc. On envisagerait ainsi de couper le Mozambique en deux *Etats : le Nord serait abandonné au* contrôle du FRELIMO, alors qu'un nouvel Etat néo-colonial verrait le jour au sud du Zambèze. *Une autre tentative de* sécession concernerait le district de Mozambique — nouveau bantoustan — où de larges secteurs de la population makwa et lomue ont été mobilisés par *l'administration et par la PIDE-D.G.S.* contre le peuple makonde, qui fut à l'origine de la lutte contre le colonialisme *portugais. Le district de Mozambique pour*rait constituer une zone-tampon protégeant *le très riche grenier et les réserves* minérales du district de Zambezia et du Sud du district de Tete où se trouve le grand barrage de Cabora-Bassa. Par la distribution d'énergie à des prix très bas, le barrage contribuerait à l'expansion économique accélérée de l'Afrique du Sud, de la Rhodésie et du Malawi.

Le nouvel Etat indépendant du Mozambique, limité au nord par la Zambèze, serait « multiracial », avec un président africain, et il s'intégrerait à l'espace économique et politique des Bantoustans et *autres systèmes contrôlés par l'Afrique* du Sud.

S'il ne fait pas de doute qu'un réfé*rendum qui se déroulerait en ce moment* donnerait une écrasante victoire au FRELIMO, un an de vie « démocratique » faciliterait les desseins avoués ou non des « ultras », qui comptent sur l'appui agissant des « *compagnies de commandos* » de l'armée. C'est ainsi que l'attentat terroriste contre la vie de l'avocat blanc Pereira Leite, l'un des dirigeants du Mouvement démocratique du Mozambique, est *attribué à la huitième compagnie de* commandos.

D'AUTRE part, les difficultés économiques et financières s'accentuent. Les *principales entreprises du Mozambique*, comme Sonap-Sonarep, refusent les revendications de leurs salariés et affirment que seul le gouvernement provisoire pourra trancher la question. Le chômage s'accroît. *Les dernières grèves* du port de Beira ont été organisées par des contremaîtres blancs qui ont réussi *à intimider une minorité* de dockers noirs. Tout aussi suspecte est l'origine des grèves des ports et des chemins de fer de Lourenço-Marques en mai dernier. Elles auraient été fomentées par des élé*ments extérieurs, et les récits qui en ont* été diffusés un peu partout paraissent inexacts. Limitées aux dockers payés par *les services des ports et chemins de fer, les grèves n'auraient pas* eu l'adhésion de la majorité des travailleurs payés par *les compagnies étrangères liées au tran*sit des marchandises vers l'Afrique du Sud et la Rhodésie. Dans un cas comme *dans l'autre, il s'agit de salariés tempo*raires dont le temps de travail moyen ne dépasse pas une semaine par mois : il leur est difficile d'accepter un salaire inférieur à 600 escudos par mois, d'au*tant qu'ils ont à leur charge des familles* de cinq à onze personnes. Après les grèves, ces travailleurs temporaires ont vu leurs salaires augmentés de 65 à 80 escudos par jour. Entre le 1ᵉʳ et le *20 juin, certains d'entre eux* n'avaient *pu* travailler que deux jours...

La plus grande partie des travaux de construction civile ont été paralysés, ainsi que la route qui relie Beira au Nord. Les *seuls crédits obtenus pour l'importation* sont destinés à l'équipement du barrage de Cabora-Bassa. Les difficultés de trans*fert de devises se sont aggravées.* Pour éviter la faillite, le Mozambique a pu jusqu'ici compter sur *les devises fournies* pour les services accordés à l'Afrique du Sud : taxes d'utilisation des ports et des *chemins de fer de Lourenço-Marques*, Beira, etc., main-d'œuvre africaine pour les mines et plantations d'Afrique du Sud, tourisme, etc.

Si les structures économiques imposées par le colonialisme ont commencé à évoluer depuis cinq ans, les rapports entre le Mozambique et *la métropole restent typiquement néo-colonialistes* (voir l'*article* « Entre l'exploitation des colonies et l'intégration à l'Europe », *le Monde diplomatique,* mai 1974). La politique économique et financière continue à permettre la saignée que constitue le rapatriement des bénéfices des sociétés portugaises et étrangères. Les petites et moyennes entre*prises en ont été appauvries. Comme* l'économie du pays est fondée sur l'exportation de produits agricoles (coton, noix de cajou, sucre, coprah), sur le raffinage du pétrole et sur les services accordés à *l'Afrique du Sud, les mesures de restric*tions ont affecté surtout l'importation des biens d'équipement indispensables à un *pays sous-développé.*

Pour éviter la paralysie totale, on recourt au subterfuge des paiements diffé*rés à cinq ou dix ans. Il n'empêche* que des biens de consommation qui n'ont rien d'indispensable et des articles de *luxe ont* été importés avec la caution du gouvernement. Ainsi l'héritage colonialiste, qui *est très lourd, représente, selon la formule* d'un journaliste local, Rui Cartaxana, *« un gigantesque défi aux compétences de ceux à qui incombera la responsabilité politique du pays ».*

Assez facilement et à court terme, les pressions des groupes étrangers *soucieux* de préserver leur position et leurs profits pourraient paralyser le pays et mobiliser *certaines fractions* de la petite bourgeoisie africaine, et même des travailleurs, contre un gouvernement qui, en se réclamant d'un socialisme, imposerait des sacrifices d'ordre matériel. Dans les circonstances *actuelles, un pareil défi au capitalisme* international, à sa stratégie militaire dans les océans Indien et Atlantique, ainsi qu'à la politique de l'Afrique du Sud, pourrait bien équivaloir à un suicide.

D'un côté, la politique « démocratique », avec tous ses risques, *proposée par le* gouvernement de Lisbonne. De l'autre, l'aventurisme des mouvements *de* droite *(GUMO, Groupe uni du Mozambique,* FICO, qui entend représenter les colons blancs) financés par des *banques*, des sociétés industrielles, des compagnies pétrolières, liés à M. Jorge Jardim et à *ses agents à Beira et à Lourenço-Marques*, soutenus par des organisations paramilitaires comme l'O.P.V.D.C., que commande la capitaine Vasconcelos Porto, les « flechas » et les milices. Entre les deux, il semble que l'unique paix désirée par la population africaine et une partie de la population blanche soit bien celle que pro*pose le FRELIMO : un nouveau pays indé*pendant. Pour le FRELIMO, la définition de la nationalité mozambicaine exclurait tout préjugé racial, ethnique ou religieux. Pour lui, l'indépendance n'est pas négo*ciable : seule peut être négociée la procé*dure de transmission du pouvoir. Si ce vœu n'est pas satisfait, il est à prévoir que *la guerre de libération se poursuivra.*

Les conflits de tendances au sein du nationalisme angolais

Par RENÉ LEFORT

« *DESORMAIS, notre plus grand ennemi est le néo-colonialisme.* » En effet, « *l'objectif de notre lutte de libération nationale est la reconquête de ce droit usurpé par l'impérialisme, à savoir la libération du processus de développement des forces productives nationales* ».

A partir de cette déclaration qu'Amilcal Cabral faisait en 1965, et qui concernait autant l'Angola que la Guinée-Bissau, on peut établir un premier clivage entre les trois mouvements nationalistes angolais. Le M.P.L.A. (Mouvement pour la libération de l'Angola), et peut-être l'UNITA (Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola), luttent pour atteindre cet objectif. Mais il ne guide sûrement pas les activités de M. Roberto Holden, l'inamovible président du F.N.L.A. (*Front national pour la libération de l'Angola*). Pourtant il fut un des fondateurs, avec d'autres émigrés angolais au Congo, de l'Union des populations angolaises (U.P.A.). Lorsqu'en 1961 éclate la révolte de Luanda, son mouvement est fortement implanté *parmi les populations rurales* du nord de l'Angola, surtout dans *l'ethnie Bakongo. Mais l'U.P.A., faute* d'un minimum de maturité politique et donc de la moindre *stratégie*, est rapidement dépassée par l'insurrection qui dégénère en une jacquerie anti-Blancs et même anti-métis. Incapable de résister à la terrible répression de l'armée portugaise, elle refluera au Congo-Kinshasa et se transformera en *un mouvement purement tribaliste* fermement dirigé par M. Robert Holden et sa famille.

Rien, *sur le plan politique ou militaire* en Angola, n'aurait sauvé le *F.N.L.A., ex-U.P.A., de l'oubli si le* Zaïre et ses alliés occidentaux ne *l'avaient soutenu dans certaines limites* pour l'imposer, l'heure venue, comme le seul interlocuteur valable des Portugais. Le Zaïre et l'Angola ont 2 000 kilomètres de frontières communes ; *en grande partie*, le cuivre zaïrois est exporté par le chemin de fer de Benguela : *950 000 Angolais sont* réfugiés au Zaïre où ils constituent une *réserve de main-d'œuvre importante* ; et enfin l'enclave de Cabinda, qui devrait produire 100 à 150 millions de tonnes de pétrole brut en 1980, pourrait accéder à une certaine autonomie et tomber alors dans la zone d'influence de Kinshasa. Les liens entre le Zaïre et l'Angola sont trop étroits pour que le président Mobutu ne garde entre ses mains une carte maîtresse à placer dans un Angola indépendant.

Par suite, depuis 1963, seul le F.N.L.A. était autorisé à utiliser le Zaïre comme base de départ pour opérer en Angola : il n'en fera pratiquement rien. Cette exclusivité allait contraindre le *M.P.L.A. à opérer à partir de la* Zambie et donc à se battre dans des *conditions géopolitiques déplorables*. D'une part, la frontière Zambie-*Angola est à 3 000 kilomètres de Dar-Es-Salaam*, le port où débarque le *matériel fourni par les pays socialistes*. D'autre part, pour atteindre les centres vitaux de l'Angola à partir de l'Est, il faut traverser des *régions désertiques* (moins d'un habitant au kilomètre carré) que les Portugais n'ont eu aucun mal à vider de leurs rares habitants en les forçant à rejoindre les « hameaux stratégiques » ou en les contraignant à se réfugier dans les pays voisins.

Mais ces facteurs physiques, conséquences de l'acharnement portugais pour asphyxier tout particulièrement le M.P.L.A., n'expliquent pas à eux seuls les crises successives qui déchirent ce mouvement depuis sa fondation.

Créé par des Noirs ou le plus souvent des métis issus de la petite bourgeoisie *urbaine, le M.P.L.A. avait adopté une* ligne politique et une stratégie très proches de *celles qui ont fait le succès* du FRELIMO et du P.A.I.G.C. Mais le M.P.L.A. réussit peut-être aujourd'hui seulement, et sur une partie du front est, à faire coïncider sa pratique avec sa théorie. Les cadres du mouvement, à l'origine du nationalisme angolais, *n'arrivaient* pas à faire partager leurs aspirations à des masses paysannes très *méfiantes* envers ceux *qui leur* apparaissaient comme des étrangers, hommes d'une origine géographique, ethnique, sociale et culturelle si différente.

En plus, ces masses paysannes restaient traumatisées par la répression portugaise de 1961 où personne n'avait pu les défendre : les paysans veulent bien rejoindre la guérilla, ou du moins *la soutenir, s'ils ont la certitude qu'elle* pourra à son tour les protéger des représailles portugaises. Ainsi le M.P.L.A. ne pouvait mettre en place des institutions suffisamment assises pour qu'y soient représentés ceux qui auraient dû résoudre les problèmes concrets de *la lutte et appliquer sur le terrain* les solutions dégagées. Le Mouvement restait un *mouvement* de cadres, pour *la* plupart exilés dans les capitales des pays voisins ou aux frontières, soumis à toutes les pressions des pays « amis », usés physiquement et moralement par des semaines de *marche* pour un travail *infructueux*. Le *non-fonctionnement* des institutions débouchait donc *très rapidement sur une crise de la* direction paralysée par des problèmes de personnes qui, à la recherche d'une clientèle pour les soutenir, allaient en fin de compte essayer d'asseoir eux aussi leurs pouvoirs respectifs sur des bases raciales et tribales.

Dans cette même logique, M. Agostinho Neto exerçait un pouvoir de plus en plus absolutiste. Il devait mener pratiquement seul les négociations de décembre 1972 avec le F.N.L.A. qui devaient aboutir à un accord désastreux *pour le M.P.L.A. puisqu'en* plaçant M. Roberto Holden à la présidence du Conseil supérieur de la lutte il remettait en selle le F.N.L.A. sans que l'ouverture, promise en échange, de la frontière du Zaïre aux activités du M.P.L.A. soit réalisée. Ce fut la goutte d'eau *qui fit déborder le vase*. Le comité exécutif de quarante membres est dissous. *Une commission* de réajustement impulse sur le front est un large mouvement de critique démocratique pour analyser les échecs de la lutte et dégager des solutions durables.

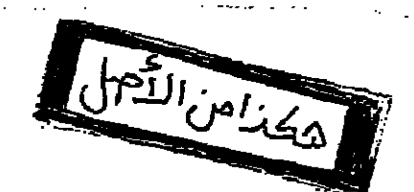
Un enracinement profond

MAIS cette réanimation de la vie démocratique dans le mouvement ouvre une nouvelle crise. Sur le front est, M. Daniel Chipenda, « numéro deux » du M.P.L.A., est mis en cause dans une tentative de complot contre M. Agostinho Neto : les Portugais cherchaient à refaire en Angola l'opération réussie contre Amilcar Cabral en Guinée. Utilisant la prédominance et l'autoritarisme, réels, *des cadres du nord sur le* front est, M. Chipenda dénonce la *mainmise des métis et des ethnies du* nord sur le M.P.L.A., fait sécession en entraînant avec lui la majorité des militants de l'ethnie M'Bunda, et obtient sur cette même base tribale des appuis dans les milieux dirigeants zambiens qui trouvent ainsi une occasion pour bloquer de fait la frontière et paralyser encore plus l'activité militaire du M.P.L.A.

Sur le front nord, la réaction au mouvement de *réajustement prend* la forme d'un « Appel aux cadres et mili*tants du M.P.L.A.* ». *Contrairement* aux partisans de M. Agosthino Neto qui *affirment que cette crise* au nord n'est que le prolongement, dans la *forme et le fond, de la scission* Chipenda à l'est, les signataires de l'appel assurent qu'ils ont dû faire état publiquement de leurs critiques et de leurs propositions parce que la campagne de réajustement a été bloquée par le « *présidentialisme* » que justement elle mettait en cause pour expliquer les échecs du mouvement. Ils demandent la convocation rapide d'un congrès — en fait, des assises très larges du mouvement — qui « *redresserait la barre* » pour donner à un M.P.L.A. uni autour d'une ligne politique et *d'une stratégie* le premier rôle dans la constitution d'un Front *uni* de l'indépendance de l'Angola rassemblant tous les « *patriotes anticoloniaux* ».

Cette proposition d'unité s'adresse bien entendu à des militants du F.N.L.A. Mais elle concerne aussi ceux qui luttent dans le dernier né des mouvements nationalistes angolais : l'UNITA. En 1966, M. Jonas Savimbi, transfuge du M.P.L.A. puis du F.N.L.A., veut tirer les leçons des échecs des autres mouvements *en fondant* l'UNITA. Il crée un parti d'avant-garde qui *s'appuie sur une idéologie* très précise : le marxisme-léninisme-pensée-maotsetoung. La lutte est dirigée exclusivement de l'intérieur par un noyau très restreint de militants à la fois politiques et militaires : armée populaire et parti ne font qu'un. *Complètement coupée* du reste du monde, obligée de lutter, selon ses *dires, contre trois ennemis à la fois* — colonialisme portugais, M.P.L.A., F.N.L.A. — l'UNITA *affirme* contrôler aujourd'hui une population d'un million et demi d'habitants dans le centre-est et le sud-est du pays. Ce chiffre est certainement excessif. Quoi qu'il en soit, pour les uns l'implantation de l'UNITA en Angola, dans des conditions aussi difficiles, prouve le bien-fondé de sa ligne politique. Pour les autres, et en *particulier* le M.P.L.A., cette implantation ne signifie rien du *tout, pour la bonne raison que l'UNITA* aurait été utilisée par les Portugais pour bloquer l'avance vers l'ouest du M.P.L.A. et que M. Jonas Savimbi même aurait eu des liens constants avec l'état-major portugais, liens qu'ils prouveraient sous peu...

C'est dire l'extrême confusion qui règne chez les nationalistes angolais. Loin de faciliter une négociation avec le Portugal, en supposant qu'il souhaite effectivement reconnaître l'indépendance de l'Angola, *cette division favorise* l'installation à Luanda d'un pou*voir qui ne serait que le paravent* d'intérêts étrangers à l'Angola. Ainsi *est-elle entretenue* tant par *le Portugal* et ses alliés que par les Etats voi*sins* qui veulent aussi contrôler l'avenir de ce pays. Mais elle ne saurait masquer une réalité profonde : la vigueur du nationalisme angolais. Celui-ci reste marqué par son échec originel de 1961. Il s'est épuisé dans les immensités désertiques de l'Est angolais. Il est encore divisé par des *querelles* exacerbées dans un exil interminable. Mais tout prouve que le nationalisme angolais exprime des aspirations populaires larges et *profondes*. *Nier* ce fait serait contraindre l'Angola à poursuivre une guerre qui n'a déjà que trop duré.



LA FRANCE ET SES ALLIÉS OCCIDENTAUX

Une nouvelle forme de l'atlantisme ?

Par CHARLES ZORGBIBE

AVEC l'accession de M. Giscard d'Estaing à la présidence, une « ère nouvelle » de la politique étrangère française a-t-elle commencé ? Les convictions européennes des républicains indépendants — membres du Comité d'action pour les Etats-Unis d'Europe, de M. Jean Monnet, — l'entrée des réformateurs au gouvernement, le retour aux affaires de diplomates qui avaient préféré l'exil intérieur à l'application de la stratégie gaullienne, laissent attendre une réhabilitation de l'atlantisme.

Mais cet atlantisme ne peut être celui, figé, des années 50 : si l'heure n'est plus aux susceptibilités déployées et aux querelles historiques, la nouvelle politique européenne des Etats-Unis, les démarches unilatérales du gouvernement de Washington, l'abandon de l'appui à l'union européenne qui était l'un des dogmes américains depuis la fin du conflit mondial, traumatisent la classe politique européenne et aident à la prise de conscience d'une « identité » continentale.

Dans le même temps, les maladies de l'Europe économique privilégient la coopération politique parmi les éléments d'une éventuelle relance de l'Europe — une coopération politique dont les progrès étaient déjà manifestes dans le dialogue transatlantique et face aux problèmes du Proche-Orient ainsi que, plus discrètement, dans les négociations paneuropéennes. Dans les prochains mois, l'action diplomatique française pourrait donc contribuer à l'approfondissement de l'identité politique européenne — mais, cette fois, dans le cadre général de la communauté des nations occidentales développées.

Les analyses officieuses des « planificateurs » du Quai d'Orsay confirment ces perspectives. La vision générale des nouveaux gouvernants est proche de celle des « Européens historiques » : elle incite à constater les limites de la notion d'indépendance, plus qu'elle n'exalte la survie des nations. Le but est, toujours, l'indépendance de l'Europe : mais des interrogations surgissent sur les méthodes d'un passé ancien et récent, dans la mesure où elles ont abouti au résultat inverse de celui qui était recherché. Une plus grande flexibilité tactique est donc déjà esquissée, même si les dirigeants français érigent en tests la discussion de certains dossiers : celui des consultations euro-américaines (y aura-t-il réciprocité ? les Européens seront-ils, par exemple, consultés sur la seconde phase des SALT ?), celui de l'affaire britannique (il s'agit d'un problème-clé ; pourra-t-il être longtemps masqué ?).

Les priorités que s'assigne la diplomatie française sont également significatives : la consolidation économique, car il faut survivre... même dans un cadre atlantique, celui de l'O.C.D.E. ou d'un front commun des consommateurs d'énergie ; le rétablissement d'un climat de coopération étroite entre la France et l'Allemagne fédérale, car ces relations doivent avoir un caractère exemplaire ; par contre, les perspectives institutionnelles de l'horizon 1980 sont relativement négligées, la réflexion portant plutôt sur les mesures pratiques de nature à améliorer les procédures communautaires, à aménager les compétences.

Sur l'échiquier énergétique, la modification du jeu français est manifeste. Jusqu'ici, l'approche politique était privilégiée. Transposition de la querelle atlantique : le groupe spécial sur l'énergie, préconisé par M. Henry Kissinger, était présenté comme une « *OTAN du pétrole* », l' « *atlantisme pétrolier* » n'était qu'un nouveau moyen de réaffirmer la tutelle américaine sur l'Occident. Collusion objective avec les pays producteurs : le même anathème de « *Sainte-Alliance des riches* » était lancé par le président algérien et par les porte-parole français sur les tentatives occidentales de concertation des consommateurs — dont la nécessité économique était peu perçue.

Priorité à l'économique

DESORMAIS, la situation est inversée : l'approche économique est dominante. Puisque la crise pétrolière est la première « crise interne » de la société internationale, puisqu'elle révèle un resserrement du tissu social international, les Etats doivent être considérés moins comme des entités juridico-politiques que comme des acteurs économiques ; la légitimité d'un cartel des consommateurs, face au cartel des producteurs, peut-elle être contestée ? « *Les pays en voie de développement dénient aux consommateurs le droit d'organiser une coalition défensive... Il est évident qu'une telle exigence est fondamentalement déraisonnable* » : l'appréciation était formulée, à titre personnel, devant le dernier congrès des économistes de langue française, par M. Thierry de Montbrial, directeur du centre d'analyse et de prévision du Quai d'Orsay...

Et l'un de ses proches collaborateurs de constater lucidement, lors d'une réunion de travail, à Bonn, de la Société allemande de politique étrangère, que la conférence de Washington (février 1974) et ses suites avaient ruiné à la fois un certain idéalisme gaulliste — le rêve d'une Europe intermédiaire entre le monde développé et les pays arabes s'est déchiré sous les coups, non seulement de l'Arabie Saoudite, décidée à jouer le jeu américain, mais aussi de l'Algérie et de l'Irak dont la bonne volonté attendue s'est révélée extrêmement mesurée — et un certain idéalisme atlantiste : les bonnes intentions américaines se concrétisent peu, les Etats-Unis apparaissant plus soucieux d'approfondir leurs relations bilatérales, en particulier en matière de recyclage des capitaux arabes... Reste la voie du pragmatisme, celle des dialogues simultanés, européen, euro-arabe, euro-américain, en vue de résoudre le problème du financement des achats de pétrole et de relever le défi, technologique, du développement des substituts énergétiques.

La convergence des démarches de la France et de ses associés européens semble, par contre, moins nette dans le domaine de la défense. Le 21 novembre 1973, devant l'assemblée de l'U.E.O., M. Jobert avait incité les Européens à repenser le problème de leur défense, ce qui impliquait qu'ils réussissent à définir ensemble une politique. Plus précisément, l'ancien ministre envisageait une double opération dans le cadre de l'Union de l'Europe occidentale : une réflexion stratégique commune ; une harmonisation des armements — mais l'échec sur le second point entraîna le refus de toute ouverture sur le premier point...

A court terme, les positions à cet égard ne paraissent guère devoir être modifiées. Les partenaires européens de la France soutiennent qu'une structure bipolaire de l'alliance atlantique est la seule structure réaliste ; leurs préférences vont à l'Eurogroupe — subdivision européenne officieuse de l'OTAN — et non à l'U.E.O., qui symbolise le statut diminué de l'Allemagne fédérale, et dont les Etats-Unis sont absents. Les nouveaux gouvernants de Paris seraient tentés de tenir pour secondaires les querelles institutionnelles sur l'harmonisation des armements conventionnels ; mais le consensus sur l'existence d'une force nucléaire nationale est très large — la récente rébellion du président du parti radical fut solitaire... La participation de la France au petit « sommet » de Bruxelles et à la déclaration d'Ottawa ne préfacent donc pas nécessairement un retour à l'OTAN.

UNION SOVIÉTIQUE

Après les succès américains au Proche-Orient

Moscou veut regagner à Genève le terrain perdu

Par BERNARD FÉRON

LES relations soviéto-américaines restent marquées d'une certaine ambiguïté. Tout se passe comme si les deux superpuissances s'étaient donné pour rôle de veiller ensemble au maintien de la paix dans l'univers, ou du moins de contrôler ensemble l'évolution des conflits qu'elles ne veulent ou ne peuvent apaiser. L'an dernier, aussitôt après la première visite de M. Brejnev aux Etats-Unis, le gouvernement français s'inquiétait du « condominium » que Moscou et Washington exerceraient. Au même moment, la Chine dénonçait vivement la « collusion des deux impérialismes ». De fait, les dirigeants soviétiques et américains se consultent fréquemment au risque de heurter tels ou tels de leurs alliés qui ne sont pas mis dans la confidence. Apparemment donc tout va pour le mieux entre les chefs de file du camp socialiste et du capitalisme. Le voyage que vient de faire en U.R.S.S. le président Nixon était d'abord destiné à montrer au monde entier que la charte de coexistence établie il y a deux ans était bien entrée dans les mœurs.

Cependant l'association n'a pas supprimé la rivalité. On a pu s'en rendre compte une fois encore à propos des dernières péripéties au Proche-Orient. La presse moscovite a certes mentionné le voyage du président Nixon dans cette région, mais elle l'a fait avec discrétion. Le commentaire le plus autorisé sur ces événements a été présenté par M. Brejnev dans son discours électoral à Moscou, le 14 juin. Il a dit : « Grâce en bonne partie à la politique de l'Union soviétique et du camp socialiste, grâce au changement de climat dans les relations internationales, les conditions ont été réunies pour lutter contre l'agression impérialiste et pour liquider les foyers de guerre au Proche-Orient. Des résultats ont été obtenus en ce qui concerne la séparation des forces au Sinaï et au Golan. Mais il faut bien voir que l'on n'a fait que les premiers pas. Il reste à examiner à la conférence de Genève les questions essentielles. C'est une affaire compliquée, que l'on ne peut régler que par les efforts conjugués de tous les Etats qui participent à la conférence. L'Union soviétique apporte et apportera sa contribution à cette œuvre. »

Ce discours est d'autant plus intéressant qu'il a été prononcé le jour où M. Nixon signait au Caire la déclaration de principe sur les relations et la coopération entre l'Egypte et les Etats-Unis. M. Brejnev n'a pas dit un mot de la tournée au Proche-Orient du président des Etats-Unis ni du rôle joué par M. Kissinger dans la mise au point difficile des accords de dégagement. En effet, bien que le Kremlin se félicite de l'amélioration constatée, les initiatives de la diplomatie américaine ont laissé un arrière-goût d'amertume. M. Nixon, naguère honni dans les grandes capitales arabes, n'a-t-il pu faire en Egypte, en Syrie, en Israël, etc., un voyage que M. Brejnev ne peut encore rêver d'entreprendre ?

Naturellement, Américains et Soviétiques étaient d'accord pour réduire la tension au Proche-Orient et, si possible, pour établir une paix durable. A la fin de 1973, on pouvait penser — et les Russes certainement le pensaient — que les deux grandes puissances se partageraient le travail et éventuellement les lauriers. Chacune exercerait des pressions sur ses protégés... ou clients pour les inciter à faire des concessions. C'était un jeu difficile car les Etats de cette région ne peuvent être guidés comme des satellites. Et puis les positions des uns ou des autres sont moins tranchées qu'il ne le semblait. Certes, quand il s'agissait de préparer et de conduire la guerre, les pays arabes comptaient essentiellement sur l'assistance soviétique. Maintenant qu'une ébauche de règlement se dessine, les données du problème sont modifiées.

La diplomatie soviétique a donné l'impression d'avoir été prise de court par les initiatives de la diplomatie américaine. L'acharnement spectaculaire de M. Kissinger s'est révélé, en tout cas dans un premier temps, plus efficace que la ténacité lente de M. Gromyko. Mais s'agit-il simplement d'une différence de méthode et de style ? Certainement pas. Les dirigeants américains ont été d'autant mieux entendus qu'ils apportaient à leurs interlocuteurs les moyens d'entreprendre la reconstruction économique. C'est sans doute pour les Soviétiques la leçon la plus amère de cette période. L'U.R.S.S. n'a pas ménagé sa peine depuis une quinzaine d'années pour fournir une aide militaire, mais aussi économique, à des pays qui veulent se débarrasser de l'impérialisme. Or, au moment où ils examinent des projets d'une certaine envergure, les hommes d'Etat égyptiens et syriens ont l'air de faire davantage confiance au dollar qu'au rouble.

Les Soviétiques n'ont guère été surpris de constater que le président Sadate succombait à la tentation américaine. En maintes circonstances, le successeur de Nasser a montré qu'il trouvait pesante l'amitié de l'U.R.S.S. Les dirigeants du Kremlin ne lui accordent qu'un crédit limité. L'Egypte a cessé d'être un élément stable dans leur stratégie. Ils se sont d'ailleurs habitués à la « fluidité » qui caractérise la politique égyptienne. Ils espèrent toujours que le président Sadate reviendra vers eux après avoir penché du côté de Washington, ou que de nouvelles équipes situées plus à gauche corrigeront la trajectoire. L'Egypte a perdu ce qui, aux yeux de Moscou, faisait son prix : le nassérisme, dont l'influence s'exerçait bien au-delà des frontières nationales. Il faut néanmoins continuer de la ménager sans trop s'émouvoir de ses oscillations, puisqu'elle est le pays arabe le plus important.

LE rapprochement syro-américain inquiète ou intrigue davantage les Soviétiques. Le gouvernement de Damas était et reste pour eux le facteur sûr dans cette région. Il est composé de nationalistes progressistes et de communistes. La diversité des réactions russes après les accords de dégagement au Sinaï et au Golan est significative. La presse moscovite ne s'est pas émue lorsqu'il a été décidé de séparer soldats égyptiens et israéliens. En revanche, lorsque l'accord sur le Golan a été conclu, elle a affirmé que tout encore était à faire.

Bien sûr, l'inquiétude des Soviétiques n'est pas clairement exprimée, ni même peut-être nettement ressentie. D'ailleurs, le président syrien a accueilli M. Nixon avec beaucoup moins d'enthousiasme que ne l'avait fait M. Sadate. Il a indiqué que, par simple souci de politesse, il avait bien été obligé de recevoir un homme d'Etat aussi éminent qui souhaitait le rencontrer. Il n'empêche qu'un processus a été mis en marche lors des visites répétées à Damas de M. Kissinger, et que la Syrie n'a pas été tout à fait insensible à l'offre d'un crédit de 100 millions de dollars. L'allié syrien est-il aussi sûr que l'U.R.S.S. le pensait ?

Le Kremlin n'a pas, dans la situation actuelle, de carte de rechange au Proche-Orient. Il lui resterait sans doute la possibilité de s'appuyer sur les Palestiniens. C'est là une hypothèse d'école. La propagande russe peut saluer la résistance, l'encourager à lutter contre les « impérialistes », exiger la reconnaissance de ses droits nationaux. Néanmoins, une entente durable entre les Soviétiques et les Palestiniens est présentement inconcevable parce que les objectifs des uns et des autres sont inconciliables. L'U.R.S.S. prie Israël d'abandonner toutes ses conquêtes, mais elle admet l'existence de l'Etat hébreu, ce que refusent la plupart des mouvements palestiniens. Il y a aussi un désaccord sur les méthodes. Les fedayin se signalent par des actes de terrorisme que réprouvent les Soviétiques. Et ils sont incontrôlables.

QUE faire alors ? M. Brejnev a donné sa solution dans le discours électoral du 14 juin. Pour le secrétaire général du parti communiste, ce qui a été réalisé a simplement permis de créer des conditions favorables à la négociation, mais la discussion des affaires sérieuses n'a pas commencé. Elle aura lieu à Genève et avec la participation active de l'Union soviétique. M. Gromyko s'emploiera certainement à regagner dans la cité helvétique le terrain perdu ces dernières semaines.

On peut enfin s'interroger sur les discussions que provoque nécessairement une telle situation dans les milieux dirigeants de l'U.R.S.S. M. Brejnev a fondé sa politique sur la coexistence active avec les principaux pays capitalistes, et d'abord avec les Etats-Unis. En décidant et en faisant approuver cette orientation, il a pris quelques risques. Peut-être même se condamnait-il à obtenir rapidement des résultats pour prouver le bien-fondé de son choix. Il a en effet signé bon nombre d'accords avec les Américains. Mais leur réalisation est lente. Le président Nixon se dit prêt à accorder à son partenaire le bénéfice de la clause de la nation la plus favorisée, mais il doit compter avec un Congrès soucieux d'obtenir de l'Union soviétique le plus de concessions possibles et peu désireux de rehausser le prestige de la Maison Blanche.

La coopération économique démarre donc lentement. La coopération politique laisse quelques déconvenues aux Soviétiques. A ceux qui lui reprocheraient d'avoir conclu des marchés de dupe, M. Brejnev peut répondre, il est vrai, que la collaboration avec les pays capitalistes les plus avancés est pour l'U.R.S.S. le moyen le meilleur — ou le plus court — de s'installer véritablement à sa place de seconde puissance mondiale.

LE MONDE DIPLOMATIQUE

Directeur de la publication :
JACQUES FAUVET
Rédacteur en chef :
CLAUDE JULIEN
Rédactrice en chef adjointe :
MICHELINE PAUNET

Prix de l'abonnement annuel
(en francs)

France, D.O.M., T.O.M., ex-colonies (sauf Algérie) 40
Etranger 48

PAR AVION
(Abonnement et taxes)

Europe (y compris Turquie d'Asie, Açores, Chypre, Madère) et Algérie 62
Maroc, Tunisie 57
Afrique francophone, Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Réunion 71
Comores, Madagascar, Laos, Sud-Vietnam, Nouvelle-Calédonie, Nouvelles-Hébrides, Polynésie française, République khmère, Saint-Pierre-et-Miquelon, Wallis et Futuna 91
Arabie Saoudite, Iran, Irak, Israël, Jordanie, Liban, Libye, Egypte, Syrie 76
Birmanie, Chine, Corée, Hongkong, Japon, Indonésie, Macao, Malaisie, Mongolie, Philippines, Singapour, Taïwan, Timor, Thaïlande, Nord-Vietnam, Australie, Nouvelle-Zélande, autres pays d'Océanie 115
Autres pays d'Afrique, d'Amérique et d'Asie 96

Rédaction et administration :
5, rue des Italiens,
75427 PARIS CEDEX 09
(Chèque postal : Paris n° 4207-23)
Tél. Rédaction : 770-91-29
Tél. Publicité : LAP. 05-02
Télex : Le Monde 65.572 Paris
Adr. télégraphique : Journonde Paris

JAPON

Les "retombées" politiques d'un certain type de croissance

Une gauche attentive aux désirs de changement

Par PHILIPPE PONS

LA crise du pétrole ne fut pour le Japon qu'un détonateur. Une crise interne, latente, tant économique que politique, avait ces dernières années rongé les structures de la nation et ébranlé les fondements du système qui a régi le pays au cours des trente ans passés. Le mécontentement populaire engendré par la situation économique la plus dure depuis la guerre a brusquement éclairci le paysage politique. Le Japon est conduit aujourd'hui à une confrontation majeure de ses forces politiques — la première véritable depuis vingt-cinq ans. Premier rendez-vous : les élections du 7 juillet pour la Chambre haute, où le parti conservateur au pouvoir depuis un quart de siècle ne dispose que d'une majorité de dix-huit sièges.

Le Japon semble sortir de son archaïsme politique et s'orienter, à la suite de toutes les grandes nations de l'Europe occidentale, vers une société politique où la gauche et la droite tendent à s'équilibrer. Mais au Japon cette polarisation porte également en germe une montée aux extrêmes. Face à la gauche — et notamment au parti communiste (P.C.J.). — qui trouve enfin sa chance, resurgissent, tels de vieux démons, les conceptions d'ordre politique et social héritées du régime militaire.

Pour les spécialistes japonais de sciences politiques, une nouvelle époque de l'histoire politique du Japon s'inaugure en novembre 1955 (1). Jusqu'alors les conservateurs formaient deux partis distincts à la Diète, le parti libéral et le parti démocrate, héritiers des formations politiques d'avant guerre. Pour contrecarrer l'action de la gauche, et notamment du parti socialiste qui avait réussi provisoirement à unifier ses différents courants (2), ils décidèrent de former le parti libéral démocrate (P.L.D.). Dès lors, et pendant vingt ans, aucune formation d'opposition n'aura suffisamment de poids pour faire pièce à la politique des conservateurs. Le parti socialiste (P.S.J.) ne parvint jamais à dépasser la barrière du tiers des sièges.

Un certain nombre de facteurs de nature institutionnelle et politique ont contribué au maintien de l'opposition dans un rôle mineur pendant un quart de siècle. D'abord, le système électoral. Le scrutin uninominal combiné à une sur-représentation des campagnes a longtemps favorisé les libéraux démocrates fortement implantés dans les régions rurales traditionnellement conservatrices. Une série d'autres facteurs ont également joué. Si, dans l'immédiat après-guerre, les idées socialistes, qui pendant un demi siècle avaient été traquées au Japon, se répandent et si les partis de gauche apparaissent aux Japonais comme une réponse à leurs problèmes, les « purges rouges » de Mac Arthur, l'anticommunisme triomphant de la guerre de Corée redonnent immédiatement vigueur au réflexe antisocialiste et place la gauche en position de faiblesse dès le début des années 50. Il leur faudra une décennie pour regagner du terrain. La grande offensive contre le traité de sécurité nippo-américain en 1960 marquera l'apogée du parti socialiste, qui comptera alors cent quarante-cinq sièges à la Chambre des représentants.

Au cours de ces vingt dernières années, les Japonais ont constamment voté pour les libéraux-démocrates parce qu'ils estimaient qu'ils leur apportaient une amélioration certaine de leur niveau de vie. Et ils ont continué parce que le P.L.D. avait « fait ses preuves » et que l'opposition était incapable de proposer un programme cohérent. En fait, replié dans son rôle d'éternel opposant, le parti socialiste n'a jamais vraiment agi comme un parti à vocation majoritaire, se cantonnant dans des actions négatives et des options de politique étrangère. Pendant plusieurs années, les parlementaires socialistes ont négligé les revendications sociales et se sont attachés à attaquer le traité de sécurité et les bases américaines. Leurs homologues libéraux démocrates faisaient campagne, eux, dans les circonscriptions rurales sur le prix du riz et la construction des routes... Au niveau syndical, l'organisation même du système n'était guère favorable à une mobilisation des travailleurs, les accords entre patronat et syndicat se négociant dans le cadre de l'entreprise ou du trust, mais non dans le cadre d'une branche industrielle. On aboutit ainsi à une absence de solidarité horizontale et à l'atomisation des luttes.

Initiatives spontanées contre le capitalisme "sauvage"

LES années 70 sont marquées par un certain nombre de changements. D'une part, les inégalités du système électoral diminuent en raison d'une urbanisation croissante. La population agricole, clientèle principale de la droite, est tombée en dessous de 10 millions et les villes votent en majorité pour l'opposition. D'autre part, la nouvelle orientation de la politique étrangère du Japon — retour d'Okinawa, et surtout relation avec la Chine — prive l'opposition de l'un de ses chevaux de bataille. Ce fut salutaire pour elle, la contraignant à déboucher enfin sur des options de politique intérieure.

La crise latente du capitalisme occidental (inflation, urbanisation « sauvage », pollution) atteint en effet au Japon des proportions inouïes. Au cours de 1973, les prix de gros augmentent de 34 %, le coût de la vie de 20 % et les logements de 38 %, ce qui prive 10 millions de Japonais de tout espoir d'acquérir un logement. Chaque jour, la presse parle de nouvelles maladies de la pollution (Minamata, Itai-Itai sont presque du passé) ; les images des trains bondés de voyageurs entassés par des pousseurs professionnels, pour spectaculaires quelles soient, n'en révèlent pas moins un des aspects de la vie quotidienne des citoyens nippons. De cette vie à la limite de la rupture, les Japonais sont saturés. Mais la rigidité du système et la souplesse des mécanismes de récupération dans une société verticale avec un attachement œdipien à la hiérarchie, l'impossibilité aussi d'une véritable expression de la gauche par le jeu de l'alternance ou d'une participation au pouvoir, a refermé la crise sur elle-même dans une situation analogue à celle d'une chaudière sans soupape de sûreté.

Pourtant, depuis quelques années, dans cette société bloquée les failles apparaissent. Les désirs de changement qui ne trouvaient pas de relais dans la structure politique pour s'exprimer se sont engouffrés dans des mouvements spontanés. Mouvements de citoyens luttant contre la pollution, la spéculation foncière, les prix — nouvelle expression peut-être de cette autogestion communale qui existait dans le Japon traditionnel face à la hiérarchie féodale. Leurs actions vont des manifestations de masse aux pétitions, au boycottage de certains produits et aux comités de soutien. Parti spontanément d'un quartier ou d'une localité, tel mouvement s'étend par osmose au quartier voisin, à d'autres localités. Rapidement, du plan local, il prend des envergures nationales. Mais en même temps, ces mouvements informels, nés d'une lutte pour l'air, l'eau, le « droit au soleil », qui se veut apolitique au départ, conduisent inévitablement à une sensibilisation politique. Elle débouche naturellement sur une formulation politique du combat.

Cette démarche est caractéristique. Le Japon, comme l'Inde, s'est vu doter d'institutions parlementaires sans avoir connu les situations qui ont marqué la naissance du parlementarisme en Europe ou en Amérique. Même si le fonctionnement semble voisin, la base des institutions est différente dans la mesure où un fac-similé de démocratie occidentale a été plaqué sur une structure féodale sans en détruire les rouages qui pouvaient servir la société industrielle (paternalisme, système de clan, etc.). Les issues du système démocratique libéral faisant défaut, c'est par les réseaux sous-jacents que vont se faire les accommodements, mais également que passent les désirs de changements.

Sur le plan politique, ces mouvements de citoyens trouvent un premier relais dans les assemblées provinciales et municipales. C'est également là que les partis de gauche rencontrent leurs premiers succès. Ils se flattent aujourd'hui d'administrer 30 millions de Japonais. Toutes les grandes villes du Japon ont un maire élu sur une coalition de partis progressistes. Dans l'immense agglomération de Tokyo (8 millions d'habitants) les libéraux démocrates n'ont le soutien que d'un tiers de la population. « Le pouvoir des maires des grandes agglomérations est faible : il n'y a aucun pouvoir régional au Japon », nous disait M. Minobe, maire socialiste de Tokyo, réélu voici deux ans. « Mon premier but est de donner toute leur ampleur aux mouvements des citoyens. Je m'efforce de promouvoir des centres d'information et de permettre aux citoyens de manifester pour infléchir la politique du gouvernement, car, pour les logements, la spéculation foncière, je suis désarmé. »

Une autre faille dans le système japonais de ces vingt dernières années apparaît également au niveau syndical : on assiste à un bourgeonnement de mouvements qui se situent en marge des syndicats d'entreprises et tentent de regrouper les ouvriers inorganisés. Nouvelle preuve de l'extrême robustesse des structures anciennes, si le syndicalisme réapparaît sous l'occupation américaine, il se calque sur les syndicats corporatistes du régime militaire et n'a de prise que sur les grandes entreprises. Individuellement, on ne peut pas adhérer à un syndicat. Dans les années 60, apparaissent différents mouvements syndicaux en relation avec les groupes gauchistes. Les comités de la Jeunesse contre la guerre (Hansen Seinen Iinkai), rassemblent bon nombre d'ouvriers non syndiqués (vingt mille en 1970). D'autres syndicats de ce type se développent actuellement comme le Zenkoku Ippan (Union générale des travailleurs). L'adhésion se fait individuellement et la lutte porte non seulement sur les salaires mais également sur les conditions de travail.

Les grandes confédérations syndicales n'ont pas échappé à cette influence du gauchisme et sont obligées d'en tenir compte pour ne pas perdre le contact avec la base. C'est ce qui explique sans doute que lors des dernières grèves traditionnelles de printemps (en avril), les revendications des salaires n'ont pas été les seules à être mises en avant. Les cadences du travail, sa durée, la qualité de la vie, le droit de grève pour les fonctionnaires, ont été les principaux thèmes de ces grèves qui mobilisèrent 8 millions de travailleurs. Les demandes ont été partiellement satisfaites : 30 % d'augmentation de salaires, études pour le droit de grève, allocation pour les plus défavorisés. La capitulation des milieux dirigeants, les thèmes des revendications, l'ampleur de ces grèves — les plus importantes dans l'histoire du Japon d'après-guerre, — et, sur un autre plan, le développement des mouvements de citoyens dénotent la crise qui secoue le système politico-économique au Japon et trahissent le malaise de la société japonaise.

Une droite coupée des masses

TOUTE cette effervescence sollicite les appareils des partis politiques. La droite japonaise a sans doute hissé le Japon au rang de troisième puissance mondiale, mais elle n'en est pas moins vieillissante et incapable, semble-t-il, de donner des réponses aux maux qui assaillent le pays. Les Japonais ne sont plus grisés par leur succès et ne croient plus en leurs prophètes. Si le P.L.D. sent l'urgence d'une mutation, il est incapable de la promouvoir. Par leur langage, leur façon d'aborder les problèmes, les députés libéraux démocrates ne sont pas à même de saisir les motivations des mécontents, des laissés pour compte de la croissance ou des victimes de la pollution, ni les objectifs des travailleurs. M. Kasunagi, directeur du bureau des affaires politiques du P.L.D., devait en convenir devant nous, lors d'une enquête sur l'information des parlementaires au Japon (3) : « Nous nous sentons souvent coupés de nos électeurs. La plupart d'entre nous ne comprennent pas toujours ce qu'ils veulent. »

Au contraire, les partis à structure rigide, comme le parti communiste ou le Komeito (parti du gouvernement probe), issu de la secte bouddhiste Sokagakkai (4), ont su garder et développer des contacts étroits avec la population, notamment en encadrant et aidant les mouvements de citoyens. Ils mènent surtout une action quotidienne et pratique au service des milieux populaires. Le Komeito, le plus jeune parti politique japonais créé en 1964, vise une couche sociale assez bien définie : les petits salariés, les petits industriels dont la production décline, les petits commerçants, les immigrants des campagnes, les serveuses de bars, etc., bref, tous les exclus du miracle, les laissés-pour-compte de la prospérité. Pour s'implanter dans la population, le Komeito a utilisé la structure de la Sokagakkai, qui compte, selon ses statistiques, 16 millions de membres. Ainsi des « centres de discussion des conditions de vie » ont été implantés dans les municipalités ou les quartiers pour recueillir les doléances des habitants. Le Komeito décrit le système comme « une main tendue vers ceux que les politiciens négligent ». En fait, sur le plan électoral, ces centres permettent de cerner les griefs de la population contre le gouvernement et de définir, pour chaque circonscription, la cible à atteindre.

Si le Komeito se sépare officiellement de la Sokagakkai en 1970, c'est sans doute pour parer aux mouvements de protestation qui s'élèvent à travers le Japon contre les conversions forcées que pratique parfois la secte mais également pour essayer d'accroître sa base en attirant un électorat non religieux. Cette tactique fut en fait l'une des causes du recul du Komeito aux élections de décembre 1972 : de quarante-sept, ses sièges tombent à vingt-sept. En fait, le Komeito se heurte à la politique du parti communiste qui convoite les mêmes couches de la population.

Depuis plusieurs années, le P.C.J. s'est implanté en profondeur dans la population par des actions pratiques : ici contre la pollution, là pour la construction d'une école, ailleurs pour la venue d'un médecin dans un village, etc., mais également pour l'organisation des loisirs et des activités culturelles. Il a même créé une Association démocratique pour le commerce et l'industrie (Minshu Shoko-kai) qui regroupe 10 % des petits commerçants et est l'un des fers de lance de sa récente montée. Qu'ils soient conseillers généraux ou députés, les communistes déploient un grand zèle à entretenir des contacts étroits avec leurs administrés et à trouver des solutions aux problèmes individuels qui leur sont soumis. Il suffit de suivre les activités d'une administration communiste pour constater qu'elles sont menées sur le ton bon enfant et teintées le moins possible d'options idéologiques. Ce qui permet au P.C.J. de rassembler autour de lui bon nombre d'électeurs sans engagement politique. Les élections de décembre 1972 pour la Chambre basse marquent une nette avance des communistes : leurs sièges passent de quatorze à trente-neuf, ce qui représente 10,5 % de l'électorat. Désormais, augmentant leur place dans les commissions parlementaires, les députés communistes peuvent bloquer un certain nombre de projets à l'étude.

La remontée du parti communiste

LA chute du Komeito, comme celle d'ailleurs des sociaux-démocrates, dénote en fait la nouvelle tendance à la polarisation de la société politique japonaise et l'écrasement des partis centristes entre la gauche et la droite. Le parti socialiste, qui a repris en 1972 un certain nombre de sièges sur les élections de 1969 (de quatre-vingt-dix, il remonte à cent dix-huit) demeure sans doute la première formation d'opposition. Mais il paraît usé par une attitude trop longtemps oppositionnelle et pratiquement axée uniquement sur la politique étrangère. Les Japonais en ont assez qu'on leur parle du traité de sécurité nippo-américain. Ils veulent qu'on agisse sur les prix, les transports, les logements, l'insécurité sociale. Au moment de la campagne présidentielle en France, la presse japonaise n'a d'ailleurs pas manqué d'insister dans ses commentaires sur l'importance que prenaient les problèmes économiques intérieurs dans cette campagne.

Face aux problèmes soulevés par la crise de l'énergie, les réponses des socialistes japonais ont paru insuffisantes et inadaptées, cloisonnées dans le dogmatisme. En fait, les divisions intérieures du P.S.J. l'empêchent de formuler un programme véritable. La force majeure du parti socialiste réside dans ses relations étroites avec la plus importante confédération syndicale, Sohyo. Mais, là encore, on note une certaine désaffection pour les thèses des socialistes dans les rangs des jeunes syndicalistes. Aujourd'hui, le P.C.J. contrôle un tiers des membres de la Sohyo. Face aux carences socialistes, le P.C.J., qui est aujourd'hui la seconde force d'opposition, apparaît comme le seul interlocuteur véritable du pouvoir conservateur. Non, bien entendu, au niveau de la représentation parlementaire, mais parce qu'il représente, avec un programme cohérent et modéré, une solution de rechange. Ce qui jusqu'à présent n'avait jamais existé au Japon, où tout se passait comme si l'efficacité d'un système capable d'accroître le niveau de vie interdisait de mettre en question les conditions de la répartition de ce revenu et le coût humain de l'expansion.

Le P.C.J. n'ignore pas que sa récente poussée aux élections générales de décembre 1972 signifie moins une adhésion au communisme qu'une protestation contre la droite. Il sait également qu'il sollicite les voix d'un électorat historiquement nourri d'anticommunisme. Créé en 1922, le parti n'a eu un statut légal qu'en 1945. Au cours des deux décennies passées, le principal objectif des communistes japonais a été de conjurer les craintes et de promouvoir l'image d'un parti démocratique, indépendant, jouant le jeu parlementaire et soucieux de l'amélioration des conditions de vie des Japonais (5). Thèmes classiques qui n'en prennent pas moins une dimension particulière en ce qui concerne le parti communiste japonais. Car toute une génération se souvient qu'il y a un peu plus de vingt ans, sur la pression de Moscou et de Pékin, le P.C.J. avait dû se lancer dans l'action directe. Alors que dans l'immédiat après-guerre, la « voie parlementaire vers le socialisme » définie par M. Sanso Nosaka, l'un des fondateurs du parti et compagnon de Mao Tse-toung à Yenan, avait fait en trois ans du P.C.J. l'une des forces principales d'opposition, l' « ère des cocktails Molotov » et les « purges rouges » de Mac Arthur allaient le réduire à presque rien. En 1955, lorsqu'il émerge à nouveau, il n'a plus un seul député à la Diète, ne contrôle plus un syndicat. De cette expérience tragique une leçon va être tirée par un homme : M. Kenji Miyamoto, aujourd'hui président du présidium du comité central (6).

Bien que le conflit sino-soviétique ait engendré des problèmes complexes au sein du P.C.J. et provoqué des exclusions retentissantes, de congrès en congrès, la « ligne Miyamoto » n'a cessé de s'affirmer. La politique actuelle du parti se veut modérée et réaliste. La modération s'affirme lors du onzième congrès, en 1970, par des changements de terminologie dans les documents du parti : on ne parle plus de « cellule » mais de « branche », la « dictature du prolétariat » devient « la loi du prolétariat », etc. Ces derniers mois, dans Akahata (le Drapeau rouge), organe du parti, le mot « révolution » s'est fait de plus en plus rare. Le douzième congrès, en novembre dernier, marque clairement que le P.C.J. n'entend pas instaurer un régime de parti unique, que le marxisme-léninisme est la « base théorique » et non plus, comme auparavant, « le principe » de l'action du parti, qu'enfin le conquête du pouvoir doit être menée par une action commune de toutes les forces démocratiques au sein de la Diète. « Nous n'excluons a priori aucun parti, même non marxiste, d'un gouvernement de coalition démocratique », nous dit M. Koichiro Ueda, membre du présidium du comité central et rédacteur en chef d'Akahata. « Face au monopole du pouvoir exercé par le parti libéral démocrate, il s'agit d'abord de promouvoir l'établissement d'un régime véritablement démocratique, c'est-à-dire mené par le prolétariat et la bourgeoisie ; et ce n'est que dans une seconde étape qu'on pourrait passer à un régime socialiste. » Dans une interview au journal Asahi (7), M. Kenji Miyamoto précisera que « la plate-forme du P.C.J. pour un gouvernement de coalition démocratique — abrogation du traité de sécurité, arrêt des superprofits des monopoles et accroissement du niveau de vie, sauvegarde de la démocratie — n'est qu'un plan minimum du point de vue socialiste ». « Nous cher-

(1) C'est notamment l'avis du professeur de sciences politiques Junnosuke Masumi : cf. « Sen hyukyaku goju gonen no seiji Taisei » (« La structure politique en 1955 »). Shinso, Tokyo, juin 1964.

(2) Le P.C.J. est alors décimé par les « purges rouges » de Mac Arthur en 1951 et 1952.

(3) En novembre 1973. Etude comparative sur les moyens d'information des parlementaires et leur utilisation dans le processus décisionnel, menée dans le cadre du Centre de recherches des Parlements (équipe associée au C.N.R.S.), sous la direction de Maurice Duverger.

(4) La Sokagakkai (Société pour la création des valeurs) fait partie de ces nouvelles religions qui apparaissaient après la guerre au moment où le Shinto, religion d'Etat centrée sur l'empereur, perd sa signification, et où le bouddhisme est statique. En fait, la Sokagakkai a été fondée par Tsunesaburo Makiguchi en 1937, mais connaît un développement spectaculaire à partir de 1960. Elle rassemble tous ceux qui accordent leur action à la doctrine du moine Nichiren (XIIIe siècle). La base de la doctrine de la Sokagakkai repose sur le soutra du Lotus et tout ce que son fondateur Makiguchi a apporté de philosophie utilitariste et de néo-kantisme.

(5) Cf. « Le cinquantenaire du P.C.J. », Ph. Pons, le Monde diplomatique, août 1972.

(6) Poste créé en 1960. Le président du comité central est M. Sanso Nosaka. Le secrétaire général, M. Tetsuzo Fuwa, quarante ans, évolue dans la mouvance de M. Miyamoto.

(7) Asahi Shimbun, 15 novembre 1973.

chons avant tout à être réalistes et à engager des actions en relation directe avec les aspirations de la population. »

Le traité de sécurité est, du point de vue des marxistes japonais, tant du côté communiste que socialiste, l'articulation principale de la situation actuelle du Japon. Le pays est, selon eux, dans une position de « sous-impérialisme » « surdéterminé » par le système mondial dominé par les Etats-Unis. L'abrogation du traité suscite donc le premier pas vers un régime indépendant. Il serait remplacé par un pacte de non-agression quadripartite entre la Chine, l'U.R.S.S., les Etats-Unis et le Japon. Par contre, les communistes précisent qu'au cours du gouvernement « intermédiaire » de coalition démocratique, le système impérial, la Constitution et les forces d'autodéfense seront maintenus. En ce qui concerne ces dernières, les socialistes prônent un désarmement complet alors que le P.C.J. entend les maintenir dans leur « état actuel » (à la fin de 1976, le Japon aura la septième armée du monde). Ces options rassurantes peuvent-elles déboucher sur un front uni ? C'est actuellement peu probable. Les socialistes sont divisés et le P.C.J. se heurte à une double exclusive : radicale de la part des sociaux-démocrates, ambiguë de la part du Komeito.

Un front uni de la gauche ?

L'ATTITUDE résolument anticommuniste du parti social-démocrate n'est pas très grave pour les communistes. C'est une formation mineure en perte de vitesse (de vingt-neuf, le nombre de ses députés à la Chambre basse est tombé à dix-neuf en décembre 1972), laminée par la polarisation que connaît actuellement la vie politique au Japon. Il n'en va pas de même du Komeito, autre grand perdant des élections de décembre 1972. Le parti néo-bouddhiste, après avoir effectué un virage à gauche pour se rapprocher des socialistes, a enregistré une certaine avance lors de l'élection des conseillers généraux de la municipalité de Tokyo en juillet dernier. Mais lorsqu'il s'agit d'une alliance avec le P.C.J., le Komeito retrouve sa vocation centriste. Pour M. Junya Yano, président du Komeito, la voie médiane du Komeito lui permet, certes, d'envisager une alliance avec les communistes mais n'exclut pas non plus des liens avec le parti libéral. En fait, le Komeito cherche à s'allier aux socialistes tout en préservant une équidistance entre libéraux-démocrates et communistes, mais tente également d'isoler les communistes des socialistes.

L'articulation naturelle d'un front uni de la gauche passe par une alliance entre socialistes et communistes. C'est depuis la guerre le principal objectif de ces derniers. Mais les socialistes ont toujours reculé devant une telle alliance. Ces dernières années, aucune alliance durable n'a pu être réalisée, sinon sur de grands problèmes : retour d'Okinawa, bases américaines au Japon, guerre du Vietnam, reconnaissance de la Chine. Seules des alliances électorales ont pu intervenir au niveau local pour les élections des maires et des conseillers généraux. Au sein de la Diète, en 1973, une entente existait entre les partis d'opposition pour bloquer certains votes. Mais il est symptomatique que les deux gouvernements de coalition — celui de Tetsu Katayama et celui du libéral Ashida —, aient toujours exclu les communistes qui alors, en 1947 et 1948, représentaient une force certaine dans le pays et contrôlaient la majeure partie des syndicats. Et c'est en fait sous la pression des syndicats que tomba le gouvernement du socialiste Katayama. Le P.C.J. a renoncé à la tactique qui visait, en attaquant les leaders socialistes, à tenter de mobiliser directement les masses. Mais les choses ne sont pas plus aisées. Le P.S.J. a toujours craint qu'à la faveur d'une coalition son aile gauche ne bascule du côté communiste : ce qui mettrait automatiquement le parti socialiste sous la tutelle du P.C.J.

M. Narita, le président du parti socialiste, doit en effet ménager son aile droite. Son parti est divisé en plusieurs groupes dont on peut se demander comment ils forment un parti unique tant leurs dissensions sont grandes. En gros, le groupe Susuki-Narita représente l'aile gauche (40 % du parti) avec, à l'extrême gauche, une frange trotskysante. A droite, le groupe de Saburo Eda compte 30 % des membres du parti. En avril dernier, lors de l'élection pour la septième fois consécutive d'un maire soutenu par la gauche à Kyoto, le parti socialiste était au bord de la rupture. En fait, cette élection donne le dernier clivage de la gauche japonaise. D'un côté, les communistes et l'aile gauche du parti socialiste ; de l'autre, le Komeito, les sociaux-démocrates, l'aile droite du P.S.J. et le parti libéral démocrate. Pour les communistes et les socialistes de gauche, c'est la trahison du front antilibéral démocrate établi depuis un an. Du côté de la faction Eda, le soutien du candidat communiste revient à capituler devant le P.C.J. Pour Saburo Eda, Kyoto est l'exemple symptomatique des conséquences d'une alliance entre le P.S.J. et le P.C.J. En 1947, l'électorat de Kyoto se répartit de la façon suivante : 40 % pour les socialistes, 2,5 % pour les communistes. En 1972, le pourcentage s'inverse : 18 % pour les socialistes, 24 % pour les communistes.

Alchimie de rivalités personnelles, une telle escalade dans les divisions au sein du groupe socialiste ne peut que le desservir pour les élections à la Chambre haute. Le P.C.J. tire parti de l'affaire : il apparaît de plus en plus évident, en effet, que la lutte politique s'oriente vers une confrontation entre les communistes et les libéraux-démocrates au-dessus de la tête des socialistes.

La stabilité politique du Japon est aujourd'hui chancelante. La gauche désunie n'a sans doute guère de chance d'accéder au pouvoir dans l'immédiat. Du moins peut-elle devenir assez forte, malgré ses divisions, pour rendre difficile la vie des gouvernements libéraux-démocrates.

PHILIPPE PONS.

Les milieux d'affaires face à l'inflation galopante

Par CHRISTIAN SAUTTER

LA hausse du coût de la vie dépasse désormais 20 % l'an au Japon, et les prix de gros des produits manufacturés montent de 30 % l'an. Pourquoi cette inflation record ? (1). La crise du pétrole ne peut être considérée comme seule responsable puisqu'elle est survenue à la fin de l'année 1973, alors que les prix japonais galopaient depuis de nombreux mois. Les matières premières non énergétiques ont effectivement marqué une brusque accélération début 1973 et se sont renchéries de 30 % entre janvier et novembre (2) mais elles ne constituent qu'une partie des coûts de production. Certes, les charges salariales ont fortement progressé, à un rythme annuel de l'ordre de 20 %, mais la productivité du travail dans l'industrie a augmenté d'autant (3), ce qui, par parenthèse, est une progression tout à fait stupéfiante. Les salaires ne sont donc pour rien dans la brusque flambée des prix : une fois la part faite de la répercussion mécanique des hausses de matières premières, nous sommes en présence d'une *inflation par les profits*. Tirant le meilleur parti d'une demande extrêmement forte tant sur le marché intérieur qu'à l'étranger, les industriels japonais (le secteur tertiaire aussi) ont poussé les prix au maximum.

L'occasion était bonne et la nécessité profonde. Le développement japonais se nourrit en effet d'une véritable débauche d'investissements industriels qui se caractérise par l'alternance de phases extensives, durant lesquelles l'investissement galope, et de phases intensives, durant lesquelles il stagne, la pause d'investissement s'accompagnant en profondeur de réorganisations et d'éliminations des entreprises qui ont été trop téméraires ou trop timides dans ce jeu de surenchère à la capacité de production qui ne se pratique plus guère qu'au Japon. Le dernier boom d'investissement s'est produit de 1965 à 1970 : le volume des équipements industriels a été multiplié par 3, soit un rythme de 25 % l'an pendant cinq années consécutives, rythme excessif même dans un pays où la production manufacturière a crû de 16 % l'an. Excessif, car la demande a eu du mal à suivre la production, et des excédents de capacité de production ont pu apparaître et se gonfler. Excessif encore, car il est difficile de rentabiliser de telles immobilisations et, quoi que certains puissent en penser, l'économie japonaise est une économie capitaliste mue par une dynamique de rentabilité : le système financier privé par lequel transite une grande partie des capitaux veille à ce que ceux-ci soient placés au meilleur rendement possible.

Tant que les revendications des salariés japonais étaient handicapées par l'existence d'un fort chômage déguisé dans l'agriculture, les profits pouvaient croître plus vite que les salaires et donc rentabiliser les immobilisations croissant plus vite que la valeur ajoutée. Le chômage déguisé a disparu au début des années 60 et, depuis, le partage salaires-profits est devenu beaucoup plus rigide. L'industrie japonaise qui avait des problèmes de rentabilité a donc trouvé dans l'inflation de 1973 une bouffée de profits bienvenue qui a permis de différer l'échéance de la restructuration.

L'HERITAGE est d'autant plus lourd au début de l'année 1974, car l'inflation de 1973 a eu des conséquences désastreuses, dans l'optique même des milieux d'affaires. Il est bien clair que pour la masse des Japonais la hausse du coût de la vie, la dépréciation de l'épargne, vitale dans ce pays dépourvu de système décent de retraite, et où les charges d'acquisition du logement et d'éducation des enfants sont si lourdes, ont été catastrophiques. Même les milieux d'affaires ont été débordés par l'inflation dont ils portaient la responsabilité première : la crise du pétrole est venue jeter de l'huile sur le feu et il y a eu *fuite devant la monnaie*, non du fait des ménages (hormis quelques cas pittoresques de stockage de papier hygiénique, de savon, etc.) mais *de la part des entreprises*. Pour se débarrasser de leurs encaisses, elles en sont venues à acheter n'importe quoi : des matières premières, des produits finis, des terrains, des titres et même des machines (de novembre 1972 à novembre 1973, les commandes d'équipements par l'industrie ont été multipliées par 2,7).

Durant les premiers mois de super-inflation, le comportement de l'État a été confus : très vite, la Banque du Japon a serré la vis du crédit, mais, simultanément, le gouvernement lançait les premiers programmes du plan Tanaka de remodelage de l'archipel qui stimulaient la demande globale déjà excessive. Les grands programmes ont été abandonnés et la politique restrictive du crédit s'est poursuivie sans faiblir.

Cette année, les entreprises vont être coincées entre la hausse de leurs coûts énergétiques et salariaux (lors de la récente « offensive de printemps », les travailleurs japonais ont obtenu des hausses de salaires de 30 %), la moindre croissance de leurs débouchés et la contraction du crédit. Le nombre des faillites commence à croître vivement, et l'on peut prévoir d'amples mouvements de restructuration et de concentration, dans la logique du mode de développement japonais et qui sont latents depuis 1970. Il est probable que la crise énergétique les rendra encore plus brutaux, accélérant le remodelage de l'industrie japonaise vers les activités possédant les quatre vertus cardinales : faible pollution, faible consommation en matières premières et énergie, amples débouchés et valeur ajoutée suffisamment élevée pour payer des salaires importants et des profits substantiels.

Le proche avenir aurait été difficile pour le Japon et les Japonais, même sans l'aléa énergétique. Les discussions sur la croissance à échéance de l'an 2000 sont devenues académiques, l'horizon des milieux dirigeants est maintenant à deux ans. Autrefois, les sacrifices auraient été sans nul doute supportés. Aujourd'hui, l'on ne peut être aussi affirmatif : l'inflation a lézardé la pyramide sociale.

Il y a cependant une bonne probabilité que le Japon parvienne à casser son inflation, à restructurer complètement son appareil productif (en en transférant une partie dans les pays à bas salaires ou producteurs de matières premières) et reparte d'un bon pied dans la course à la puissance économique.

DE cette évolution récente, les Européens devraient tirer deux types de conclusions. L'une, d'abord, à usage interne : lorsque l'inflation dépasse un certain seuil, elle devient dangereuse pour le monde des affaires lui-même. Aussi vient-il un moment où les difficultés structurelles que l'inflation permet de différer doivent être abordées de front. En second lieu, la crise va durcir la concurrence entre l'Europe et le Japon. Certes, elle ouvre aussi des perspectives de coopération, par exemple dans l'édification des nombreuses usines clés en main que commanderont les pays producteurs de pétrole, mais l'essentiel n'est pas là. Parce qu'il faut des devises pour payer le pétrole et l'investissement outre-mer, parce qu'il faut étaler les coûts fixes sur une production aussi large que possible, le maître mot des industriels et des sociétés de commerce nippones sera « exporter », le marché européen restant la cible privilégiée (4).

Le moment où l'économie japonaise est en porte à faux pourrait paraître propice pour chercher à s'implanter sur le vaste marché nippon. Il n'est pas sûr que ce soit le cas. Les produits manufacturés que le Japon ne fabrique pas, et ils sont nombreux, y seront toujours les bienvenus, mais l'on trouve dans cette catégorie une forte proportion de biens de consommation de luxe, dont la demande va marquer un temps d'arrêt. Quant aux biens que le Japon fabrique, et ils sont encore plus nombreux, on peut prévoir que la défense sera d'autant plus acharnée que le marché intérieur sera plus contracté : seuls les très grands groupes européens pourront élargir leur pénétration, au prix d'un énorme effort.

(1) En 1972, au terme d'une année de recherche à Tokyo, je concluais que les « faux frais » de la croissance industrielle effrénée devenaient tels que le Japon serait rapidement « *candidat à une inflation record du coût de la vie* ». A l'époque, les prix à la consommation suivaient une pente de 6 % l'an et les prix de gros industriels étaient au niveau de 1956, quinze ans auparavant. (Cf. *Japon, le prix de la puissance*, Le Seuil, Paris, 1973, page 272.)

(2) Voir *Japanese Economic Indicators*, mensuel, Economic Planning Agency, Japanese Government, Tokyo.

(3) Selon le Japan Productivity Center (*Japan Economic Journal*, 9 avril 1974).

(4) « Les industriels japonais ont besoin des marchés européens », Ph. Pons et Ch. Sautter, *le Monde diplomatique*, août 1973.

SPÉCIALISATION, INCOHÉRENCE, LAIDEUR

Le mal urbain : cancer et explosion

Par YVES FLORENNE

IL était dans l'ordre des choses, et même dans leur ordre classique, qu'un Grec, Constantin Doxiadis, soit le fondateur d'une nouvelle discipline interdisciplinaire qui porte bien entendu un nom grec, l'ekistique, et qui est la science humaine — au sens le plus large — de la ville et de la vie. Vie de la ville et vie dans la ville, prises dans une vue unifiée qui considère ensemble et dans leurs rapports l'architecture, l'urbanisme planifié, les communications, les données culturelles, la sociologie, la psychologie, la biologie, la médecine, etc. Une telle étude ne pouvait pas ne pas stimuler et féconder la recherche : elle est à l'origine de la réflexion d'Arnold Toynbee qui s'exprime dans un livre récemment paru en français (1). Le titre — les Villes dans l'histoire — serait assez trompeur s'il n'était éclairé d'un sous-titre dynamique : Cités en mouvement. C'est bien, certes, dans l'histoire du passé que Toynbee cherche ses applications mais pour les projeter dans une histoire future qui peut paraître parfois quelque peu de la prospective-fiction. Dans ce domaine, on est prêt à tout imaginer et plus encore.

L'idée intéressante réside dans une analogie entre deux phénomènes évidemment liés : à l' « explosion démographique », thème devenu banal, en répond un autre qui l'est moins : l' « explosion urbaine ». La seconde, au contraire de l'autre qui s'est déjà produite en diverses périodes, est entièrement moderne. Jusqu'à la fin du dix-huitième siècle, les villes ont connu une croissance ou des métamorphoses si lentes, à l'intérieur de cadres immuables, qu'elles ont paru immobiles. Les villes et tout habitat humain (le nomadisme était une exception et une curiosité). Voici donc l'histoire des cités humaines, de leur fondation, de leur site, de leurs fonctions : capitales, villes saintes, cités-Etats, sanctuaires ou citadelles, de Saint-Pétersbourg à Udaipur, de Thèbes à Jéricho, de La Mecque à Jérusalem, de Londres à Paris... Sans doute, elles bougent, mais comme les glaciers, ou la terre même. Et soudain, c'est le redoutable et fascinant prodige : comme la forêt de Dunsinane, les villes, et Londres la première, se mettent en marche.

LA « ville mécanisée » est un autre monde et même un autre monstre. Toynbee la voit et la prévoit sans complaisance : ses habitants y gagnent beaucoup d'argent et le dépensent à seule fin de « s'évader aussi fréquemment que possible de cet enfer qui est la source de leur richesse ». Du coup, la ville infernale recrée le nomadisme : fuir ailleurs. « Les rapports que les citoyens avaient autrefois avec leurs villes ont été dangereusement bouleversés. » Leurs sentiments étaient « la fierté et l'amour ». Ils ne subsistent guère que pour le cœur des cités anciennes. A de tels sentiments, le citoyen d'une ville mécanisée est « complètement étranger, qu'il ait gagné là de l'argent d'une façon inhumaine ou qu'il ait été exploité d'une façon inhumaine ».

Toynbee propose-t-il des remèdes ? En aucune façon (tout au plus proclame-t-il qu'il faut que ça change !). Le rôle de l'historien n'est pas de proposer, de disposer moins encore. Il tâche de voir ce qui est et ce qui sera. Une simple remarque est éclairante : sur « l'inversion des murs ». Autrefois, ils protégeaient la ville, non seulement contre les autres mais contre l'envahissement par la nature. Désormais, ils tentent de protéger, contre la ville, des lambeaux de nature. Et voilà la vision d'Œcuménopolis (dont Doxiadis a déjà ébauché les contours sur le planisphère) : ville à la dimension de la terre, qui recouvrira la terre. Avec les nécessaires enclaves vertes, pour les cultures et les réserves. En somme, l' « enfer » urbain généralisé. A moins, bien entendu, que les hommes n'aient assez d'imagination et de volonté pour en faire autre chose. Mais Toynbee ne voit pas trop quoi, sinon cette rue qu'on pourra parcourir de Londres à Vladivostock. Ce qui ne va pas, d'ailleurs, sans plaisantes contradictions ou inadvertances : pour rendre vie au centre des villes anciennes enkystées dans cette monstrueuse tumeur, il préconise « l'interdiction de la circulation automobile à l'intérieur de la cité mondiale ». Puisqu'elle couvrirait à peu près tout l'espace, où diable circulerait-on ?

TOYNBEE confesse que, dans son enfance, vers 1896, il éprouvait beaucoup d'orgueil à savoir que Londres était la plus grande ville du monde. Il s'est lentement guéri de ce sentiment. Mais si Londres retient tant l'attention des spécialistes, plus que Paris, plus que New-York, n'est-ce pas parce qu'elle paraît exemplaire ? Parce que, à l'échelle du petit « continent » britannique, elle préfigure assez bien Œcuménopolis ? La monographie exhaustive de Claude Chaline (2) semble déjà décrire dans le réel ce que Doxiadis et Toynbee projetaient dans un avenir proche. Appliquée à Londres, la description et l'analyse se formulent en termes généraux : conditions de la croissance métropolitaine, mécanismes créateurs de la région métropolitaine, dynamisme interne, anatomie...

Mais justement, cette anatomie est inquiétante. Les villes anciennes offrent la figure exactement définie, contenue, harmonieuse d'un organisme équilibré entre santé et beauté. Ces planches nouvelles et successives où s'inscrit une prolifération accélérée évoquent d'abord un cancer. L'analogie se retrouve avec le « cancer démographique ». Et pourtant, il n'est pas vrai que ce « cancer »-ci soit la cause directe et principale de ce cancer-là : la prolifération urbaine est disproportionnée à la croissance démographique. Et elle n'est pas toujours nécessaire. Elle est illusion fascinante. Toynbee évoque certains de ces camps de la misère investissant les villes sud-américaines, et dont, selon lui, la collectivité n'a pas à être responsable, parce que ces hommes, qui avaient dans leurs villages des conditions satisfaisantes d'habitat et de travail, préfèrent la stagnation dans les bidonvilles et le chômage, aux confins de la cité-mirage. La cause directe et principale est donc l'espèce d'attraction universelle exercée par la ville, et le vide qu'elle crée. C'est pourquoi Œcuménopolis semble être une fiction. On verrait plutôt une constellation de villes démesurées rayonnant dans l'espace terrestre, désert partout où la culture industrielle intensive ne pourrait fonctionner dans les conditions optimales.

DEUX traits sont frappants dans ces ouvrages. D'abord, l'absence, à peu près, de toute préoccupation qu'on dira « esthétique » pour aller vite, encore qu'il s'agisse de bien davantage et qui touche au vif de l'humain. Ou bien, c'est pour un constat négatif et désolé, sinon tout à fait résigné : « La ville mécanisée, écrit Toynbee, est d'une laideur aussi repoussante que le sont les produits qu'elle dispense. » Est-ce inévitable ? « Non », répondent Georges Pillement — mais avec le sentiment de la résistance presque désespérée — et Michel Bataille, avec, lui, un optimisme combatif. Tous deux ont Paris en vue, l'un exclusivement, l'autre comme type capital. Le premier s'attache au passé et au présent ; l'autre, au présent aussi : pour dénoncer ce que ne doit pas être l'avenir.

Il suffit déjà de feuilleter l'album de Georges Pillement (3) pour être saisi de tristesse et d'indignation devant tant d'édifices et d'ensembles admirables « jetés à la poubelle ». Le Second Empire, à lui seul (avec des réussites, mais aux confins : les deux Bois, les avenues de l'Etoile) a plus détruit Paris que tous les siècles antérieurs. Or, à cet égard, le règne actuel est en passe de ne pas faire moins. Souvent pour rien : on aura anéanti les berges de la Seine pour retarder un peu l'inévitable congestion circulatoire. Georges Pillement, membre de la commission des sites, avait préconisé, pour la voie rive droite, le tube sous la Seine. Ce projet, repris pour la voie rive gauche, a, bien entendu, été, à la lettre, enterré. A ce train, on finira par couvrir le fleuve comme le furent les rivières parisiennes. Mussolini eût-il duré, on sait qu'il aurait transformé en rues les canaux de Venise.

Une telle crainte n'est nullement de l'ordre de la fiction. Michel Bataille (4) l'évoque très sérieusement. Et il illustre la menace non chimérique et l'absurdité ubuesque des situations et des mentalités de « progrès » par une anecdote. Peu après la libération, il conduit, pensant l'éblouir, un militaire américain place de la Concorde. L'autre regarde avec scandale et pitié, et explique que cette place était la preuve de l'esprit rétrograde et du retard économique de la France : tant d'espace à bâtir ainsi perdu au cœur de la ville. Prenons garde que les promoteurs ne s'en avisent eux aussi : tout ce terrain libre, et de quel prix ! Car le mal tient d'abord à l'immense et scandaleux profit qui est en jeu et contre lequel la loi et les pouvoirs publics sont impuissants. Quel programme politique prévoit, non la dénationalisation de la place de la Concorde, mais la nationalisation des sols urbains ? Sur cette base assainie, l'ordre urbaniste et l'imagination créatrice pourraient se donner carrière. Michel Bataille rappelle ce mot d'orfèvre : « Pour qu'un bâtiment de qualité soit construit dans ce pays, il faut un miracle » ; et il dénonce, en orfèvre aussi, l'incohérence, l'incompétence, la laideur, le mesquin jusque dans l'énorme sans grandeur. L'emplacement de la tour Montparnasse est une aberration insultante. Mais, même là où elle est, elle aurait pu être — il nous le montre — non ce « gros menhir marron plein de vent », mais un édifice. Ce qui sépare ceci de cela, c'est l'architecture. Architecte, Michel Bataille fait en elle un acte de foi. Pour assurer sa victoire sur la non-architecture actuellement triomphante dans la spéculation et le chaos, il propose et définit le contrat urbain : « Un contrat urbain ou la mort ! »

L'autre trait, inséparable du premier, c'est que, dans les livres comme celui de Toynbee, le témoin est effrayé pour l'homme, mais jusque dans son alarme et ses avertissements, il est dépassé par une fatalité. Il se sent Cassandre. Quant au géographe urbain, il décrit une réalité, un phénomène, une évolution : la « qualité de la vie » n'est pas son affaire. Plus tonique est l'attitude du praticien et du croyant de l'architecture. Intéressante aussi une réflexion — plus abstraite, plus politique, d'aucuns diraient : utopique — comme celle de Richard Sennett (5) sur le « bon usage des villes ». Pourvu que ce ne soit pas le bon usage des maladies.

« Explosion » ou « cancer ». L'image est évocatrice de catastrophes. Œcuménopolis risque d'exister, au moins sous la forme de ces agglomérations — mot soudain chargé de quel sens ! — proliférantes, rigoureusement semblables, parfaitement « invivables », qui couvriront le globe, réalisant, cette fois sans métaphore, l'univers concentrationnaire.

(1) Payot, Paris, 1973, 286 pages, 37 F.

(2) *La Métropole londonienne*, A. Colin, Paris, 1973, 292 pages, 68 F.

(3) *Paris Poubelle*, J.-J. Pauvert, Paris, 1974, 206 pages, 54 F.

(4) *Sans toit ni loi*, Calmann-Lévy, Paris, 1973, 18 F.

(5) *The uses of disorder*, Pelican Book, Londres, 1973, 35 pence (en anglais).

LES PALESTINIENS ET LA CONFÉRENCE DE GENÈVE

Comme il était clair dès l'arrêt des hostilités, en octobre dernier, le chemin de la paix au Proche-Orient devient de plus en plus ardu à chacune de ses trois étapes successives (voir *le Monde diplomatique*, novembre 1973). Parce que tel était le désir commun de Moscou et de Washington, et qu'Israël n'y voyait pas d'inconvénient majeur, le dégagement du canal de Suez, qui laisse une bonne part du Sinaï sous occupation israélienne, put être obtenu sans trop de difficultés. En revanche, l'accord syro-israélien se heurtait à des obstacles beaucoup plus considérables, dont rendent témoignage les innombrables « navettes » de M. Henry Kissinger entre les deux capitales. La troisième phase fut ensuite abordée, et c'est elle qui pourrait décider du sort final de la négociation : le destin des Palestiniens.

A cet égard, les positions se sont précisées de part et d'autre : du côté israélien, grâce à l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement plus modéré, influencé par les pressions américaines ; du côté palestinien, grâce à de longues tractations entre organisations intéressées. Mais d'énormes difficultés subsistent encore, et les puissances concernées ont estimé qu'il était nécessaire d'observer une période de réflexion, qui retarde à l'automne l'éventuelle ouverture de la conférence de Genève. Il n'en est pas moins opportun de faire le point sur cette question.

La nouvelle stratégie de la résistance

LE dernier Conseil national palestinien, réuni au Caire du 1er au 9 juin 1974, a été marqué par la victoire des partisans de l'établissement d'un « pouvoir national » dans les territoires palestiniens qui seraient évacués par Israël. Pour la première fois depuis sa création, la résistance s'est dotée d'un programme politique comportant des étapes distinctes du but ultime, qui est la libération de la Palestine. Jusque-là, tout était assimilé à l'objectif final qui servait de critère unique à la résistance pour établir ses alliances et définir sa ligne d'action.

Le Conseil national a ainsi consacré la réinsertion du mouvement palestinien — amorcée après les massacres de septembre 1970 — dans les rapports politiques existants et l'a considérablement renforcé, en élargissant son assise palestinienne et en augmentant le nombre de ses alliés dans le monde arabe et à l'extérieur. Jusqu'alors, le programme politique de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) ne s'adressait presque exclusivement qu'aux Palestiniens de l'exil. La notion de « retour », qui en était l'élément de base, ne pouvait en effet intéresser les Palestiniens des territoires occupés du fait de leur présence physique en Palestine. Or ce qui importe surtout à ces derniers, c'est d'acquérir une identité politique qui s'incarnerait dans un Etat souverain, indépendant de la Jordanie et d'Israël.

Le nouveau programme adopté par la résistance a permis également à cette dernière d'élargir le cadre de ses alliances. Au niveau arabe, plusieurs forces politiques, notamment les partis communistes, qui avaient jusque-là manifesté des réticences dans leur appui à la résistance, se sont ralliées à la nouvelle stratégie de l'O.L.P. Celle-ci a en outre empêché les régimes arabes, en particulier l'Egypte, de prendre prétexte, comme cela avait été le cas en 1970, de l'« extrémisme » de la résistance pour séparer la question du retrait des territoires occupés de celle de la solution du problème palestinien. D'autre part, la nouvelle position de la résistance lui permet d'escompter une aide beaucoup plus effective de la part de l'U.R.S.S. et des autres pays de l'Est, qui, ayant reconnu le droit à l'existence d'Israël, n'avaient jamais souscrit aux objectifs initiaux de l'O.L.P.

> *L'établissement d'un "pouvoir national" dans les territoires occupés devient l'objectif n° 1*

CETTE nouvelle orientation ne s'est pas faite sans difficulté. Les partisans du « front du refus » au sein de la résistance (Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), F.P.L.P. — commandement général et Front de libération arabe), soutenus par l'Irak, avaient, dès la cessation des hostilités en octobre dernier, mené campagne contre toute participation palestinienne à des négociations avec Israël. Au sein même du Fath, une opposition, vite résorbée il est vrai, s'était manifestée contre la position adoptée par la majorité des cadres de l'organisation. Il a fallu l'incapacité des adversaires d'un règlement politique à définir une stratégie cohérente, la prise de position des Palestiniens des territoires occupés en faveur de la création d'un Etat indépendant et l'accord sur le dégagement des forces sur le Golan pour assurer la victoire des partisans de la nouvelle ligne.

Cette victoire, pour importante qu'elle soit, n'est cependant pas décisive. Trop de forces s'opposent encore à la présence des Palestiniens à Genève. Tout d'abord la Jordanie, qui, tout en continuant à contester la représentativité de l'O.L.P., a entrepris, au cours des derniers mois, de réaffirmer sa présence en Cisjordanie.

La résistance doit également faire face à Israël, qui, depuis la guerre d'octobre, n'a cessé d'affirmer son opposition à toute négociation avec les Palestiniens. Les dirigeants israéliens espèrent, en adoptant une telle attitude, renforcer la position du roi Hussein et gagner le temps nécessaire pour affaiblir la résistance. Cette dernière se trouve en effet confrontée à une situation dangereuse : si elle accepte, comme le lui demande avec insistance l'Egypte, de geler ses activités militaires et de se réconcilier avec la Jordanie, elle se départit d'un moyen de pression important, démobilise les masses palestiniennes dans les territoires occupés et à l'extérieur, et justifie a posteriori la position des partisans du « front du refus » ; si, par contre, elle rejette les propositions égyptiennes, elle court le risque de voir l'Egypte et peut-être la Syrie en prendre prétexte pour se tourner vers la Jordanie, et pourrait se retrouver dans une situation difficile au Liban, où des raids presque quotidiens sont lancés par les Israéliens dans le but de provoquer de nouveaux affrontements libano-palestiniens.

LA situation de « ni guerre ni paix », qui a été rétablie au Proche-Orient depuis l'accord sur le dégagement des forces sur le front syro-israélien, porte également préjudice à la résistance dans la mesure où elle permet aux Etats-Unis de consolider leurs positions dans toute la région sans pour autant satisfaire les revendications qui étaient à l'origine de la guerre d'octobre. L'accueil triomphal réservé au président Nixon en Egypte a profondément choqué et inquiété les Palestiniens. Les assurances que leur a prodiguées le président Sadate n'ont pas calmé leurs appréhensions. Bien au contraire, la plupart des dirigeants de la résistance semblent aujourd'hui convaincus que les Américains ne se départiraient de leur appui au roi Hussein que si une nouvelle direction palestinienne, favorable à leurs intérêts, était formée. Or une telle direction n'existe pas à l'heure actuelle. Elle pourrait éventuellement être constituée à partir des éléments les plus réactionnaires de la résistance — aujourd'hui écartés des postes de responsabilité — auxquels seraient adjoints des notables de Cisjordanie.

Le jeu des adversaires de la résistance se trouve facilité par la présence au sein du mouvement palestinien d'un courant hostile à la négociation, représenté par les trois organisations qui se réclament du « front du refus ». Ce courant estime que la résistance ne doit pas se compromettre dans une négociation avec Israël, mais doit poursuivre la lutte armée jusqu'à la libération de toute la Palestine. Cette attitude rejoint objectivement celle adoptée par la Jordanie, qui considère que la question du retrait israélien de Cisjordanie ne doit pas intéresser la résistance dont l'objectif essentiel est de trouver une solution à l'ensemble du problème palestinien. Pour les partisans du « front du refus », qui jouissent d'un appui politique et matériel considérable de la part de l'Irak, l'ennemi principal à l'heure actuelle n'est pas la Jordanie, Israël ou les Etats-Unis, mais la direction de la résistance. Aussi l'action qu'ils déploient vise surtout à neutraliser les efforts en cours pour assurer, conformément au programme du Caire, l'établissement d'un « pouvoir national » dans les territoires occupés. Leurs efforts n'ont certes qu'une portée limitée, en raison de la faiblesse des trois organisations hostiles à la nouvelle ligne, mais ils risquent d'être exploités par les adversaires de la résistance pour contester à cette dernière sa qualité de « représentant unique du peuple palestinien ».

POUR faire face à toutes ces menées hostiles, la résistance dispose de moyens qui ne sont pas négligeables. Tout d'abord, l'état de mobilisation qui règne dans les territoires occupés limite considérablement la liberté de manœuvre des notables cisjordaniens. L'O.L.P. dispose en outre avec le Front national palestinien dans les territoires occupés, qui regroupe les mouvements de résistance, le parti communiste et les organisations syndicales et estudiantines, d'une force agissante qui lui permet de s'opposer efficacement aux projets de la Jordanie et d'Israël.

Sur la scène arabe, les dirigeants palestiniens peuvent tirer profit de la faiblesse relative des régimes confrontés pour la plupart à des problèmes considérables. Si l'on excepte l'Egypte, qui, avec la guerre d'octobre et les promesses américaines d'aide économique, s'est accordée un répit important, les autres pays doivent faire face à des difficultés en relation avec la crise économique et sociale provoquée par l'inflation mondiale, le conflit israélo-arabe et la politique expansionniste de l'Iran dans le Golfe. Mais les Palestiniens espèrent que les revers spectaculaires subis par l'U.R.S.S. en Egypte l'amèneront à soutenir plus activement la résistance et à forcer les Etats-Unis à nuancer leurs positions en ce qui concerne le problème palestinien.

SAMIR FRANGIE.

Les chances d'ouverture en Israël

LA politique du nouveau gouvernement israélien a-t-elle changé à l'égard du problème palestinien ? Apparemment non. Les bombardements aériens des camps de Palestiniens au sud du Liban, faisant suite aux tueries de Maaloth et de Shamir, sont bien dans la tradition dayanienne. Peu de temps avant sa démission, le général Dayan avait déclaré : « *Si les villes et villages au nord d'Israël ne peuvent vivre dans la tranquillité et continuent à être l'objet d'attentats perpétrés par des terroristes venant du Liban, la vie dans le sud du Liban deviendra intenable.* » Les raids ordonnés par M. Rabin paraissent directement inspirés par ces paroles. Et, dans son discours-programme prononcé devant la Knesset le 4 juin 1974, le nouveau premier ministre, M. Itzhak Rabin, déclarait — fidèle à la ligne de Mme Golda Meïr — qu'il n'y avait pas de place pour un deuxième Etat arabe (en plus de la Jordanie) à l'est de l'Etat d'Israël. Il s'est également déclaré opposé à toute participation de l'O.L.P. aux négociations de Genève.

Cependant, il serait imprudent de conclure que le nouveau premier ministre a décidé de reprendre à son compte la politique de ses prédécesseurs. En fait, il s'agit moins d'une reprise que d'une absence de politique. M. Rabin n'a encore eu ni le temps ni les possibilités d'élaborer une éventuelle politique de rechange. Venu au pouvoir dans des circonstances difficiles, ayant eu toutes les peines du monde à former son gouvernement au milieu de graves luttes intestines qui déchiraient (et déchirent encore) le parti travailliste, M. Rabin, qui dispose d'une seule voix de majorité au Parlement, ne pouvait pas — sans courir au suicide politique — amorcer un tournant dans le problème le plus délicat de l'affrontement israélo-arabe : la question palestinienne. Ici, plus encore qu'ailleurs, il fallait éviter de faire des vagues et apaiser les inquiétudes éventuelles afin de ne pas s'exposer à une attaque frontale, non seulement de M. Menahem Begin et des députés religieux, mais aussi de Golda Meïr, Moshe Dayan et autres travaillistes qui votaient pour le gouvernement Rabin à contrecœur, uniquement par discipline de parti.

> *Une déclaration d'intention devrait favoriser les éléments modérés au sein de l'O.L.P.*

En plus, M. Rabin se présentait au Parlement, à l'ombre des massacres de Kyriath-Shmoneh et de Maalot, au moment où toute la presse et certains ministres réclamaient la peine capitale pour les fedayin coupables de mort d'homme. Le climat n'était certes pas favorable pour inaugurer une politique de compréhension à l'égard des revendications palestiniennes.

IL est donc prématuré de juger l'attitude de M. Rabin face aux Palestiniens. Cependant, dans le fameux « colloque de généraux » auquel participèrent sept anciens chefs d'état-major israéliens, organisé par le quotidien *Maariv* et publié le 16 février 1973, M. Itzhak Rabin affirmait : « *Il n'y a pas de vraie paix possible sans une solution du problème palestinien. Mais qu'est donc le problème palestinien ? Il se compose de deux éléments : 1) le droit des Palestiniens à l'autodétermination nationale ; 2) la question des réfugiés. Si l'on ne s'attaque pas aux deux volets du problème, on ne peut résoudre la question palestinienne.* » Cette prise de position, antérieure à la guerre d'octobre 1973, ressemble paradoxalement à la revendication de l'O.L.P. exigeant aujourd'hui l'amendement de la résolution 242 du Conseil de sécurité parce qu'elle ne parle que des réfugiés sans mentionner le droit à l'autodétermination du peuple palestinien.

Mais l'analyse des données du problème est une chose, les solutions proposées en sont une autre. M. Rabin rejette, bien entendu, le « programme maximum » de l'O.L.P., c'est-à-dire le remplacement de l'Etat d'Israël par un Etat palestinien. Mais il est également hostile au « programme minimum » de l'O.L.P., notamment à la création d'un Etat palestinien dans les territoires qui seraient évacués par Israël en Cisjordanie et à Gaza. M. Rabin estime qu'une telle « mini-Palestine » ne serait ni valable ni viable. Ne serait-ce que parce que la majorité des Palestiniens se trouveraient à l'extérieur de cet Etat, en Transjordanie et dans d'autres pays arabes.

La raison majeure de l'opposition de M. Rabin à l'O.L.P. se trouve cependant ailleurs. Convaincu, sans aucun doute, qu'il faut chercher une solution politique au conflit entre le droit à l'autodétermination nationale des Israéliens et le même droit des Palestiniens, M. Rabin estime néanmoins que cette solution doit être élaborée avec le roi Hussein et pas avec M. Yasser Arafat. Pourquoi cette préférence ? Pour deux motifs essentiels. Tout d'abord parce qu'il serait plus facile d'arriver à un *modus vivendi* avec le roi Hussein, qui n'aspire pas, contrairement à M. Arafat et aux autres dirigeants de l'O.L.P., à obtenir, à terme, la disparition de l'Etat d'Israël. Ensuite et surtout parce que les bons rapports entretenus par Washington avec Israël et avec la Jordanie devraient faciliter un accord avec Amman. Pour M. Rabin, la clé du problème est l'attitude des Etats-Unis. Certains commentateurs israéliens lui reprochent ironiquement d'oublier parfois qu'il n'est plus « *l'ambassadeur des Etats-Unis en Israël...* ». Sans doute, il ne suffirait pas d'un rapprochement entre les Etats-Unis et M. Arafat pour que M. Rabin change brusquement son fusil d'épaule. Mais cela l'amènerait incontestablement à réétudier sérieusement toutes les données du problème, sans préjugés et sans hystérie.

M. RABIN n'ignore pas que la position des Etats-Unis a évolué. Les divers porte-parole officiels américains insistent, depuis un bon moment déjà, sur la nécessité de tenir compte des « *aspirations légitimes du peuple palestinien* ». M. Joseph Sisco l'a rappelé, un peu brutalement, au lendemain même du discours de M. Rabin à la Knesset où il rejetait toute négociation avec l'O.L.P.

Dans le communiqué conjoint Nixon-Sadate, la phrase disant qu'une paix juste et durable au Proche-Orient doit prendre en considération les intérêts légitimes de tous les peuples de la région, y compris ceux du peuple palestinien, n'est pas passée inaperçue à Jérusalem. Mais on y a également pris note, quoique plus discrètement, de la déclaration de M. Sadate où ce dernier assurait M. Nixon que donner satisfaction aux Palestiniens ne signifiait pas la destruction d'Israël. Selon le professeur Ben-Porath, commentateur de la radio israélienne, cette prise de position publique du président Sadate est très importante, car elle pèse ouvertement sur le débat qui se déroule au sein de l'O.L.P. et renforce la tendance modérée.

Si M. Yasser Arafat faisait une déclaration similaire à celle du président Sadate, deviendrait-il un interlocuteur valable pour M. Rabin ? Peut-être. Mais M. Rabin ne l'a pas dit. Et certains hommes politiques israéliens, qui soutiennent son gouvernement, le déplorent et l'invitent à en prendre l'initiative. Le général Haim Herzog, célèbre commentateur militaire israélien et membre du parti travailliste, demande au gouvernement Rabin d'annoncer qu'il est prêt à négocier avec les Palestiniens, mais pas avec des hommes qui dénient à l'Etat d'Israël son droit à l'existence. Au sein du gouvernement même, le ministre de la Santé, M. Victor Chem-Tov (Mapam) estime qu' « *Il faut regarder non seulement en direction du Caire mais aussi vers Amman et surtout vers les Palestiniens. Il faut percer une voie en direction des Palestiniens, du côté d'Amman et en Cisjordanie* ». Les Américains sont également d'avis qu'il est dangereux d'ajourner indéfiniment la question jordano-palestinienne et M. Henry Kissinger a conseillé à M. Rabin d'agir avant que la « *voix d'Arafat n'étouffe celle de Hussein* ». En Cisjordanie occupée, la population palestinienne semble avoir définitivement abandonné Hussein en faveur de l'O.L.P. La naissance et le développement (malgré les arrestations et les expulsions israéliennes) du Front national palestinien dans les territoires occupés sont fort significatifs. Plus révélateur encore est l'abandon du roi Hussein par le vieux notable féodal Muhammed Ali Jaabari, maire de Hébron, qui vient de basculer dans le camp de l'O.L.P.

On commence à se rendre compte à Jérusalem que, sans la présence à Genève d'un facteur palestinien représentatif, les négociations de paix risquent de ne pas aboutir. Au cours des semaines à venir, les pressions sur le gouvernement israélien en faveur d'une ouverture en direction des Palestiniens vont sans doute augmenter. Plusieurs hauts fonctionnaires américains dans l'entourage de M. Kissinger estiment qu'une déclaration d'intention du gouvernement israélien proclamant sa volonté de discuter avec des Palestiniens prêts à faire la paix avec Israël assurerait la victoire définitive des modérés au sein de l'O.L.P., permettrait une réconciliation entre le roi Hussein et M. Arafat, et ouvrirait la voie à la négociation.

VICTOR CYGIELMAN.





Rêves et cauchemars de la junte

La classe moyenne chilienne, qui avait accueilli avec enthousiasme le putsch militaire du 11 septembre, n'a pas tardé à déchanter : au lieu de s'améliorer, la situation économique s'est détériorée à une cadence accélérée. Les couches sociales hostiles à la politique du président Allende n'avaient reculé, pour l'abattre, devant aucun procédé, et elles avaient notamment pratiqué sur grande échelle des spéculations et thésaurisations qui n'avaient pas peu contribué aux difficultés de l'Unité populaire. Pour les possédants et pour les privilégiés, le retour à la propriété privée signifiait automatiquement un essor de leur prospérité. Leur espoir est déçu par une inflation qui, pour certains produits, atteint 2 000 %, et par un ralentissement de la production.

Incapable de maîtriser l'évolution des prix, la junte ne s'estime pas moins en mesure de diriger un pays où, par les moyens de la dictature, elle supprime toute opposition sans pour autant parvenir à dominer le chaos économique qu'elle a elle-même créé. C'est essentiellement en cela que les militaires chiliens se distinguent des militaires brésiliens. Depuis un peu plus de dix ans, la dictature brésilienne a réussi à écraser les forces d'opposition et les mouvements « subversifs » mais, grâce à sa nombreuse population, à ses vastes ressources naturelles et à d'énormes investissements étrangers, elle a provoqué un illusoire « miracle » économique. Si celui-ci a un « secret », le Chili ne peut espérer en bénéficier : il ne dispose en effet que d'un marché intérieur très limité, et ses richesses naturelles, en dehors du cuivre déjà exploité, ne sont pas suffisantes pour attirer d'importants investissements étrangers.

En désespoir de cause, la junte a décidé de mettre en vente des paquets d'actions d'entreprises appartenant au secteur d'Etat. Elle espère ainsi se procurer les devises étrangères qui, malgré le soutien des Etats-Unis, lui font cruellement défaut. Et le nouveau gouvernement constitué début juillet à Santiago, officiellement pour redresser la situation économique, n'a pas de chances de se trouver plus efficace que le précédent.

Ainsi les couches sociales qui, en septembre, acclamaient la junte, n'ont pas encore fini de sortir de leur rêve. Déjà déçues, elles entrent pourtant dans une ère de cauchemar marqué par tous les abus de la répression.

Contre les travailleurs devenus des étrangers dans leur propre pays

Un fascisme créole en quête d'idéologues

Par ARMAND MATTELART

AVANT le 11 septembre 1973, on nous promettait l'Espagne et nous avons eu le Brésil ; après le 11 septembre, alors qu'on nous promettait le Brésil, nous sommes en train d'hériter de l'Espagne.

Sous l'Unité populaire, le thème et le souvenir menaçant de la guerre civile espagnole, de ses milliers de victimes, fournirent constamment des titres aux journaux conservateurs et des mobiles à ses manifestations de masse. Le coup du 11 septembre mit un terme violent à ces conjectures. Les putschistes suivirent le modèle éprouvé en 1964 par les militaires brésiliens pour renverser — avec l'appui des Etats-Unis — le président constitutionnel. Après le coup d'Etat chilien, des civils qui avaient aidé à renverser Joao Goulart confessèrent au *Washington Post* (6-1-1974) leur participation directe au complot contre le président Allende : collectes de fonds parmi les hommes d'affaires brésiliens, remise personnelle de ces fonds à *Patrie et Liberté*, entraînement de ce groupe paramilitaire d'extrême droite par le Mouvement anti-communiste brésilien (MAC), planification des manifestations de femmes, création d'un bureau d'études de l'opinion publique chargé d'organiser les campagnes de presse et de rumeurs. Les civils auxquels on doit ces confessions poussèrent le cynisme jusqu'à avouer que *« la subversion contre Allende fut extraordinairement bon marché ; l'argent que nous envoyions du Brésil parcourait un long chemin sur le marché noir »*.

A dix mois du coup d'Etat, cependant, les généraux chiliens ne semblent pas suivre exactement les sentiers tracés pendant la période insurrectionnelle de la bourgeoisie, qui leur prépara le 11 septembre. La première *« Déclaration de principes »* émise par la junte, au cours du mois de mars dernier, montre que le modèle de fascisme qu'ils entendent instaurer au Chili revendique une autre paternité que celle de la « Sorbonne », ou académie de guerre brésilienne, même si la taxonomie qu'ils emploient est parfois la même.

Avec quelle tradition « nationale » la junte prétend-elle renouer ? Quels sont ces idéologues du passé qu'elle déterre pour les appeler à la rescousse ? Quels sont les groupes d'aujourd'hui qui lui prêtent leur concours pour élaborer sa doctrine ? Et, pour cette dernière, à travers quelles méthodes de manipulation et d'endoctrinement pense-t-elle l'introjecter dans la population ?

La résurrection de Portales

LE général Pinochet donna lecture de la *« Déclaration de principes »* le 11 mars, date commémorative du putsch, dans l'édifice Diego Portales. Parmi les invités d'honneur, deux ex-présidents. Une absence significative : celle d'Eduardo Frei. Pinochet ne devait-il pas en effet accuser la démocratie chrétienne d'avoir, au même titre que les mouvements de la gauche populaire, contribué à la *« décadence du pays »* et à lui faire perdre son *« caractère national »* ? Il devait surenchérir en soulignant son caractère sectaire, l'origine étrangère de ses sources financières et idéologiques (lavant par là même la junte de tout soupçon à ce sujet). Il ne s'agissait en fait que de l'aboutissement de la lutte sourde qui avait opposé les secteurs de la bourgeoisie hégémonique, la classe traditionnellement dominante, et ce parti des « classes moyennes », à partir du moment où celui-ci avait brigué le pouvoir. Lutte qui, pour des raisons tactiques d'union contre les forces marxistes, s'estompa pendant les trois années du régime populaire.

L'édifice même dans lequel le général Pinochet prononçait sa déclaration était un puissant symbole de cette rupture de trêve : on se rappellera en effet que, dès le soir du 11 septembre, avant de remplacer comme siège du nouveau gouvernement le palais de la Moneda brûlé et saccagé, cet édifice fut rebaptisé. D' « Edifice Gabriela-Mistral », du nom de la poétesse chilienne, prix Nobel de littérature, de filiation démocrate-chrétienne, il devint l' « Edifice Diego-Portales ». Dès le mois d'octobre, Pinochet consacrait la réalité de ce nouveau patronyme en se proclamant *« inspiré par l'esprit portalien qui illumine cette salle »*. La *« Déclaration de principes »* fait largement étalage des mêmes auspices. La résurrection de Diego Portales était donc aussi significative que l'absence de Frei.

Qui est Diego Portales ? Les historiens de la classe dominante comparent le génie politique de ce fondateur de la République à celui de Napoléon ou de Bismarck. Et pourtant, si on devait le jumeler avec quelque autre personnage de l'histoire de ces latitudes, c'est Thiers qu'il faudrait évoquer. Après avoir obtenu des galons dans l'activité commerciale, fidèle représentant du parti conservateur, il devint premier ministre dans les années 1830. Il est notamment connu comme le *« véritable fondateur de l'armée chilienne »* ; celui qui en fit *« le garant de la patrie »* en jugulant les traditions de *caudillisme* héritées des guerres d'Indépendance, en en faisant un corps professionnel et hiérarchisé (avant que le Prussien Korner, brillant officier de la guerre franco-prussienne, ne parachève cette tâche), en instaurant le service militaire obligatoire et en créant la fête nationale du 18 septembre *« pour éveiller le sens patriotique des classes populaires »* (1). C'est donc à son plus éminent supérieur dans le temps que Pinochet rendait ce jour-là un hommage à titre posthume.

La doctrine politique de Portales, contenue dans la Constitution de 1833 (qui consacre le suffrage censitaire et fait en outre de la religion catholique, apostolique et romaine, la religion d'Etat), réclamait un *« gouvernement fort, centralisateur, dont les hommes seraient de véritables modèles de vertu et de patriotisme afin de remettre les citoyens sur le chemin de l'ordre et des vertus »*, un gouvernement *impersonnel, non partisan, fort* et *austère*. On retrouvera ces mêmes principes dans la déclaration prononcée le 11 mars 1974 par Pinochet : *« En vertu de l'inspiration portalienne qui lui sert de guide, le gouvernement des forces armées et de l'ordre exercera avec énergie le principe d'autorité, se réservant le droit de sanctionner de façon draconienne toute manifestation d'indiscipline ou d'anarchie. Il dépersonnalisera le pouvoir en évitant tout caudillisme étranger à notre idiosyncrasie »*... Et, pour parfaire ce premier rapprochement, citons un passage placé un peu plus bas dans la déclaration : *« Le gouvernement nationaliste reconnaît et proclame comme valeur fondamentale de l'âme nationale...* (entre autres) *LA SOBRIETE ET L'AUSTERITE DE CEUX QUI COMMANDENT, symbole de nos meilleures traditions nationales. »*

C'est encore à Portales que l'on doit la consolidation de la structure latifundiaire du pays puisqu'il rétablit la loi des *« mayorazgos »* (qui interdisait, en consacrant le droit d'aînesse, la division des terres), et c'est à son instigation que se créa, en 1838, la première organisation patronale : la Société nationale d'agriculture (S.N.A.) qui, cent cinquante ans plus tard, sera l'une des têtes de pont de la « ligne de masse » de la bourgeoisie chilienne contre les forces populaires. Une fois passé à la postérité, ce personnage historique qui voyait dans son pays l' *« Angleterre du Pacifique »* — source de tant de mythes entretenus subtilement par la culture dominante, brutalement interrompus un beau matin — devint pour ses partisans, au fur et à mesure que passaient les années, le symbole de l'idéal perdu et de l'utopie à restaurer.

Pendant la période du Chili populaire, Portales redevint, grâce à l'extrême droite nationaliste, le symbole de la patrie *« qui transcende les individus, les partis et les idéologies »*, le juge suprême qui dicte sentence contre le marxisme, *« idéologie étrangère »*, et le condamne *« pour délit de haute trahison à la patrie »*. Pour les corporations du patronat, du petit, du moyen et du grand commerce, des transports et des divers corps professionnels, il redevint ce *« brillant commerçant qui forgea la République et qui signala au pays les grandes lignes de sa vie institutionnelle »* (cinq pages du *Mercurio* lui furent consacrées ; le « Jour du Commerce » fut célébré avec une emphase sans précédent le 6 juin 1972).

Sous cette égide plus ou moins envahissante de Portales, comment s'organisent les divers groupes qui prêtent leur concours d'idéologues à la junte ? Il faut remonter un peu plus loin pour expliquer ce qui se passe aujourd'hui. Sous le gouvernement de Frei (1964-1970), on assista à une certaine acceptation de l'affrontement de classes. Le réformisme démocrate-chrétien était déjà une dose trop forte pour cette bourgeoisie hégémonique qui jusqu'alors avait réussi à résorber les pressions des secteurs moyens et populaires, et qui, cependant, tout paradoxal que cela puisse paraître, n'avait pas pu présenter son propre candidat aux élections et dut négocier avec le candidat démocrate-chrétien. Sa résistance, au cours des six années de la présidence de Frei, s'opéra sur deux fronts en particulier :

— Le *front agraire*, où la réforme ne faisait pourtant appliquer que timidement les recommandations modernisatrices de l'Alliance pour le progrès, risquait cependant d'entamer dangereusement de puissants privilèges sous la pression croissante des paysans *encadrés par les partis* populaires ;

— Le *front universitaire*, où le mouvement étudiant, à partir de l'université catholique de Santiago, qui constituait le plus vieux fief académique de la bourgeoisie chilienne, inaugurait l'assaut contre les universités, occupait les locaux jusqu'à obtenir gain de cause en donnant le coup d'envoi à la réforme universitaire.

Pendant cette période donc, commencèrent à surgir dans les secteurs de la classe dominante des mouvements politiques d'un nouveau type, en même temps qu'on assistait à son ressaisissement idéologique.

En 1966, apparut le mouvement FIDUCIA fondé par de jeunes étudiants et professeurs de l'université catholique de Santiago, reliés originellement au parti conservateur (parti de caractère beaucoup plus clérical que le parti libéral, d'esprit nettement encyclopédiste, avec lequel il fusionna, sous Frei, après plus de cent quarante ans de vie autonome, pour fonder le parti national) et fils d'une aristocratie agraire en décadence du fait qu'elle ne pouvait s'appuyer, à la grande différence de la bourgeoisie hégémonique présente dans tous les secteurs de l'activité économique, sur d'autres intérêts que ceux de la propriété terrienne. FIDUCIA était une organisation d'inspiration religieuse dont les militants s'identifiaient comme les *« croisés de l'anticommunisme »*. Leur écusson reproduisait l'effigie du croisé accompagné des images de la Vierge et du Sacré-Cœur. Jusqu'à l'élection d'Allende, cette organisation sera la seule à rassembler des *« professionnels de la contre-révolution »*. Leur lutte contre le communisme se confondait, dans cette période précise du régime *démocrate-chrétien*, avec la lutte contre la doctrine qui inspirait ce régime, *« affreuse mixture de christianisme et de communisme qui a introduit dans le catholicisme une confusion corrosive »*. Avec l'appui de l'évêque de la ville de La Serena et de certains parlementaires (Mönckeberg, Amunategui), ce petit groupe fonde la Société chilienne de défense de la Tradition, de la Famille et de la Propriété (T.F.P.). Cette association est le calque de la société homologue, fondée au Brésil en 1960 par Plinio de Correa de Oliveira, théoricien fanatique de la lutte contre le marxisme et contre Goulart, et auteur de nombreux livres contre la réforme agraire, contre le contrôle des naissances, etc.

Vers la même époque, la T.F.P. brésilienne essaima d'ailleurs dans tout le continent, et en particulier en Argentine, en Uruguay et au Venezuela. Un peu plus tard elle le fit en Equateur, en Colombie, au Pérou et aux Etats-Unis. Le recensement de ses militants et sympathisants accuse un chiffre beaucoup plus élevé que celui de sa clientèle réelle. C'est ainsi que ce mouvement parlait de ses 280 000 militants et sympathisants en Argentine, 1 600 000 au Brésil et 120 000 au Chili, chiffre jamais atteint ; 1 200 ou 1 500 militants fanatiques serait un nombre beaucoup plus proche de la réalité en ce qui concerne le Chili.

(Lire la suite page 8.)

(1) Pour une étude apologétique de Portales, cf. H. Sepulveda, *El Mito portaliano : clave de nuestro destino historico*, Santiago, Chili, 1954.

(Suite de la page 7.)

Sous Frei, déjà, la T.F.P. brésilienne entame une collaboration, restreinte au plan idéologique, avec la T.F.P. chilienne. Pour le compte de la T.F.P. chilienne, un Brésilien, Fabio Vidigal Xavier da Silveira, écrira par exemple un livre que le gouvernement démocrate-chrétien censurera et qui ne pourra circuler que de façon clandestine. Dans cet ouvrage intitulé *Frei, le Kerensky chilien*, ces organisations d'extrême droite chilienne et brésilienne critiquent avec âpreté la politique agraire de Frei, la réforme constitutionnelle du droit de propriété privée, ainsi que la politique d'organisation communautaire du régime démocrate-chrétien, Frei, Kerensky chilien ou antichambre du communisme. A partir de septembre 1970, les croisés de la lutte idéologique se convertissent en croisés de la lutte armée et, avec le concours de leurs collègues brésiliens, favorisent et permettent la formation du front nationaliste Patrie et Liberté. La T.F.P. proprement dite se replia à Buenos-Aires, à Sao-Paulo et à Caracas, et dans cet exil continua son travail de sape idéologique.

Mais l'apport le plus important à la lutte contre la démocratie chrétienne d'abord et contre l'Unité populaire ensuite ne provint pas de ce groupe d'activistes. Il procéda d'une couche technocratique — étroitement liée au capitalisme monopoliste et dépendant — composée de prêtres intégristes, d'historiens hispanistes, de jeunes ingénieurs, économistes et sociologues formés pour la plupart aux Etats-Unis, et enfin de nombreux anciens fonctionnaires du gouvernement de Jorge Alessandri (1958-1964). Ce groupe s'agglutina autour des postulats doctrinaires d'une organisation semi-clandestine, aux bases tout aussi dogmatiquement cléricales que FIDUCIA, qui s'appelle l'*Opus Dei*.

C'est vers 1958 qu'un prêtre venant de l'université de Pampelune introduisit au Chili l'Opus Dei. Deux maisons de retraite furent très rapidement fondées, ainsi qu'une école d'agriculture, tandis que des hommes de paille permettaient d'investir dans certaines banques et entreprises du clan Edwards (propriétaire du *Mercurio*) et du clan Matte-Alessandri (de la famille de l'ex-président). En 1962, l'Opus Dei chilien était le principal bénéficiaire des fonds nord-américains canalisés à travers le Congrès pour la liberté de la culture, grâce auxquels il fonda diverses revues pour contrecarrer l'influence du centre d'études sociales établi par les jésuites et réuni autour de leur revue *Mensaje*, organe d'expression des chrétiens rattachés à l'aile la plus progressiste de la démocratie chrétienne.

Dès 1949, l'Opus Dei s'était installé outre-Atlantique, au Mexique et aux Etats-Unis. En 1965, il arrivait au pouvoir en Argentine avec le général Juan Carlos Ongania. Vers 1966, pour parachever les bases latino-américaines de son *« internationale intégriste »*, il s'installa en Colombie, au Pérou et au Venezuela, où il contrôle de préférence les écoles universitaires et les mass media.

Dès le début de la réforme agraire démocrate-chrétienne, les technocrates de cet institut séculier prodiguèrent leurs conseils aux grands propriétaires fonciers réunis dans la Société nationale d'agriculture et les aidèrent à concevoir leur résistance au réformisme de la démocratie chrétienne en des termes plus séculiers que ceux qui leur étaient proposés par FIDUCIA. C'est à l'instigation de l'Opus Dei que commença à se constituer la doctrine *« grémialiste »*, version créole et ravalée du vieux corporatisme fasciste. Sous Frei, ce corporatisme permit aux latifundiaires de redéfinir leurs organisations de classe et de camoufler la défense de leurs intérêts politiques en défense d'intérêts propres à la « profession d'agriculteur ». Dans le milieu universitaire, ce corporatisme permit également aux étudiants d'extrême droite de légitimer leurs positions réactionnaires, sous le couvert de la défense du *« statut académique et scientifique »*, contre la politisation introduite selon eux par le mouvement de la réforme universitaire. Sous l'Unité populaire, le corporatisme servit, on le sait, d'épine dorsale à tout le mouvement de résistance des patrons, des commerçants, des camionneurs et des corps professionnels organisés par l'alliance entre la démocratie chrétienne et la droite traditionnelle (2).

Parmi ces membres de l'Opus Dei, quelques noms se détachent. Dans le domaine agraire, un personnage important fut Julio Philippi Izquierdo, chef de l'Opus Dei chilien, trois fois ministre sous Alessandri, juriste auteur de la loi de réforme agraire promulguée par Alessandri et révoquée par Frei, actuellement chargé par la junte de renégocier tous les contrats d'expropriation des mines de cuivre appartenant à la Kennecott et à l'Anaconda. Dans le domaine universitaire, on distingue Jaime Guzman, ancien membre de FIDUCIA et de Patrie et Liberté, un des leaders de la sédition contre Allende, chargé cinq jours après le coup d'Etat, avec d'autres membres de l'Opus Dei, de rédiger une nouvelle Constitution et un des auteurs de la « déclaration de principes » prononcée en mars dernier. A la formation du corporatisme universitaire participa également J.M. Ibañez Langlois, prêtre intégriste, formé à Madrid, aumônier général de l'Opus Dei au Chili, critique littéraire du *Mercurio*, journal dans lequel l'Opus Dei occupe des postes stratégiques. Gravitent également autour de l'Opus Dei la plupart des économistes et sociologues qui conseillent le ministre de l'économie, M. Fernando Leniz, ex-président du conseil du *Mercurio*, et le président de la Banque centrale, le général Cano. Parmi eux, M. Emilio Sanfuentes, chroniqueur économique du *Mercurio*, membre du conseil de rédaction de la revue de l'Opus Dei ; S. de Castro, J. Villarzu, etc., tous sortis de l'université de Chicago, où ils furent les élèves de George Schulz, actuel secrétaire au trésor des Etats-Unis et ancien doyen de l'école d'économie de Chicago.

La droite démocrate-chrétienne et les syndicats

SOUS Allende, l'Opus Dei se consacra surtout à la lutte idéologique. Il fonda, sans s'afficher publiquement, la revue *Que Pasa*, utilisa la chaîne de télévision de l'université catholique de Santiago et assura la planification des thèmes éditoriaux du *Mercurio*, sans interrompre, en accord avec Patrie et Liberté et FIDUCIA, son travail auprès des officiers supérieurs des forces armées, auxquels les unissent très souvent des liens familiaux. Le 4 mars 1972, lorsque la droite décida d'avoir recours au mouvement de masse pour renverser Allende en provoquant les militaires, quatre des principaux membres de l'Opus Dei étaient présents à cette réunion au cours de laquelle fut décidée la première grande grève patronale, celle d'octobre 1972.

Ces mouvements se sont développés en marge de l'essentiel de la hiérarchie ecclésiastique. Ils ont certes compté (et continuent de compter) sur l'appui de quelques évêques, mais l'épiscopat chilien a démontré, en son temps, qu'il était l'allié des partisans de la réforme agraire, et il a appuyé la réforme universitaire dans les universités qui relevaient de son autorité, et qui constituèrent précisément les premiers terrains de lutte à ce sujet. L'opposition entre la majorité de l'épiscopat et ces groupes minoritaires de catholiques fanatiques subsiste toujours (la récente déclaration des évêques, approuvée par 20 voix contre 4, s'explique parfaitement à la lumière de ces antécédents), et, au mois de février dernier, dans la revue de la T.F.P. chilienne, on pouvait encore lire : *« Le cardinal Silva Henriquez eut avec Allende une collaboration étroite, et qui a revêtu un caractère opportun et indispensable. L'autodémolition de l'Eglise fut un facteur de démolition du Chili. »*

Plus discret dans sa lutte contre la hiérarchie ecclésiastique, l'Opus Dei laissait entrevoir dernièrement ses positions actuelles, en commentant la récente déclaration épiscopale. Dans un éditorial de la revue *Que Pasa*, un de ses membres écrit : *« Des critiques sur la situation du pays et la politique du gouvernement suprême sont en train de surgir... Les évêques appellent à la réconciliation nationale... Cependant, ils paraissent retomber dans l'éternel vice des déclarations épiscopales, à savoir : parler avec un vague absolu sur des thèmes techniques qui échappent totalement à leur compétence. Par exemple, ils demandent une nouvelle Constitution. Pourquoi ? Ils ne le disent pas. Ils émettent des réserves sur la « déclaration de principes » de la junte, sans préciser en quoi elles consistent. Ils expriment les « craintes » que leur inspire la politique économique du gouvernement, sans expliquer comment elle devrait être (ou ne pas être). Dans un but pratique, on n'a que faire de ces observations vagues, qui sèment la confusion et qui réduisent, par leur manque de fondement solide, la portée de cette partie du document épiscopal où il est fait référence à des thèmes — comme celui des « droits de l'homme » — spécifiques à la mission de l'Eglise. »*

D'autre part, à la suite du revirement à droite de la démocratie chrétienne sous l'Unité populaire, certaines personnalités des secteurs les plus à droite de la démocratie chrétienne commencèrent à entrer en contact avec l'extrême droite cléricale. L'ancien ministre du travail sous Frei (qui eut alors la triste responsabilité du massacre des mineurs du Salvador en 1966), M. William Thayer, est un des cas les plus représentatifs. Recteur de l'université de Valdivia lors du coup d'Etat du 11 septembre, il fut le seul à qui la junte offrit de rester à son poste et qu'elle honora — avant de le nommer ambassadeur à l'UNESCO — en le chargeant de trouver *« des mécanismes de participation »* pour les ouvriers dans les entreprises. M. William Thayer, à titre de membre du conseil de direction de l'Institut américain pour le développement du syndicalisme libre (I.A.D.S.L.), fondé par les Etats-Unis pour lutter contre la pénétration du communisme dans le mouvement ouvrier latino-américain, a créé la plate-forme qui a assuré au corporatisme chilien les experts et les fonds nord-américains pour développer le mouvement de masse des corporations contre le gouvernement populaire. Beaucoup d'autres conseillers de Frei ont suivi le même chemin. On les retrouve particulièrement dans les organismes du cuivre (l'ancien ministre des mines sous le régime démocrate-chrétien, M. Eduardo Simian) et à la Banque centrale (M. Carlos Massad, ancien président de cet organisme sous Frei, par exemple). Mais jusqu'à présent le privilège de juriste-idéologue du Nouvel Ordre Moral est exclusivement réservé à l'extrême droite traditionnelle.

Sur le plan syndical, certains dirigeants démocrates-chrétiens collaborent avec la junte et l'aident à mettre en place *« les nouvelles relations sociales dans l'entreprise, placées sous le signe de l'intégration et de l'harmonie sociale »*. Le plus éminent est l'ancien dirigeant de la Confédération unique des travailleurs (CUT), M. Manuel Rodriguez, qui eut le 1er mai le privilège de prononcer un discours sur la *« participation des travailleurs »* dans l'édifice Diego-Portales. En octobre 1973, il fut un des premiers à être envoyé à l'Institut de formation de syndicalistes que l'I.A.D.S.L. possède en Virginie. Son second, également formé à cette école, est président de la Confédération des travailleurs métallurgiques et est employé par la Standard Electric de l'I.T.T.

De leur propre aveu, les généraux chiliens n'étaient pas préparés à prendre le pouvoir. Ils s'émerveillaient par exemple des connaissances que possédaient les militaires péruviens en matière économique et sociale et, il n'y a pas plus de deux ans, ils reconnaissaient que la comparaison ne jouait pas en leur faveur. L'unique cours qui leur était donné à l'Ecole de guerre en matière de « sciences sociales » n'était-il pas un cours sur la sécurité sociale ?

S'ils possédaient de bons techniciens en matière de génie militaire et de télécommunications, ils étaient tout à fait dépourvus en ce qui concernait l'élaboration d'une doctrine politique. Une fois estompés les partis, le seul groupe à pouvoir jouer le rôle d' *« intellectuel organique »* de la junte ne pouvait être que l'Opus Dei, au moins comme noyau central autour duquel graviteraient d'autres formations, tout aussi admiratrices de Portales et de l'hispanité. Leur tour de force consiste à avoir coulé les concepts portaliens hérités des références historiques sélectionnées par la classe dominante dans le moule de leur technocratie « moderniste » empreinte de cléricalisme. Les journaux et les revues qui circulent au Chili ont qualifié cette nouvelle idéologie *« non influencée par ces concepts et ces attitudes de provenance étrangère qui ont précipité le Chili vers la décadence et la désintégration »* de « jet *portalien* », un Portales de l'ère aérodynamique !

Visitons donc ce « jet » :

C'est une *doctrine confessionnelle* qui inspire la « déclaration de principes ». La junte proclame *urbi et orbi* être guidée par la conception chrétienne de l'homme et de la société. *« L'homme a des droits naturels antérieurs et supérieurs à l'Etat. Ce sont des droits qui procèdent de la nature même de l'être humain, parce qu'ils ont leur origine dans le créateur. L'Etat doit les reconnaître et en réglementer l'exercice... »* Reprenant à leur compte les vieux principes exprimés par le théologien économiste Malthus il y a près de deux siècles, les membres de la junte, derrière leur parodie égalitaire, en arrivent à justifier l'inégalité sociale : *« C'est une obligation pressante des temps modernes de transformer l'égalité devant la loi en une véritable égalité de chances face à la vie, en refusant d'admettre d'autre source d'inégalité entre les êtres humains que celle qui provient du Créateur et du plus ou moins grand mérite de chacun. »* Cette conception de droit naturel de source divine anime également leur justification de l'intangibilité du droit de propriété, leur dénonciation de l'avortement (un des passages de la « déclaration » du général Pinochet qui a provoqué le plus d'applaudissements dans la salle).

Ce retour à *« la tradition chrétienne de la patrie »* ne peut être dissocié du retour à la *« tradition hispanique »*. Les deux termes iront toujours de pair et deviendront synonymes l'un de l'autre. C'est ce même concept d'hispanité que l'on retrouve dans la définition franquiste du pouvoir, avec cette différence que la conception franquiste est soutenue à partir du pôle dominant, celui de l'ancien colonisateur, tandis qu'ici elle est acceptée par la société dépendante. Comme l'ont montré d'autres auteurs, le concept d'hispanité, proche de l'idée mussolinienne d'*imperium*, est le succédané des postulats racistes caractéristiques du nazisme (3). Un tel concept débouche explicitement au Chili sur le refus du métissage et de la présence indigène au long de l'histoire, mais, de plus, à travers une série de permutations, il en arrive à ne plus considérer comme tenants de ces valeurs hispanistes qu'un noyau raréfié d'aristocrates décadents : le peuple travailleur se trouve éliminé de l'ensemble d'individus que recouvre le concept de nation. Comme le remarque un historien latino-américain qui vécut le coup d'Etat au Chili : *« Les militaires de Pinochet ont traité les ouvriers du Chili comme le conquistador Pedro de Valdivia avait traité les Indiens mapuches, et le fait qu'au nom de la « justice de Dieu » ils brûlèrent aussi les corps des étrangers* (en septembre, la xénophobie était un rite) *montre à quel point ils considéraient les ouvriers du Chili, cette plèbe, comme des étrangers eux aussi. Les ouvriers marxistes de l'Unité populaire étaient en effet d'une certaine façon étrangers par rapport à la paradoxale histoire oligarchique du Chili, qui, à vrai dire, ne fut brisée que deux fois, la première fois avec Balmaceda, la seconde avec Allende. »* (4).

La société que veut instaurer la junte se présente comme le *dépassement du dilemme capitalisme-communisme*, thème que l'on retrouve invariablement dans toutes les idéologies qui s'articulent sur le fascisme. *« Cette définition traduit une conception du bien commun qui diffère tout autant de celles que souscrivent l'individualisme libéral et le collectivisme totalitaire... La véritable idée du bien commun s'éloigne de ces deux extrêmes et les dépasse... La possibilité d'une société d'inspiration marxiste doit être refusée pour le Chili, étant donné son caractère totalitaire, destructeur de la personne humaine, qui contredit notre tradition chrétienne et hispanique. D'autre part, les sociétés développées de l'Occident, bien qu'elles offrent un visage autrement acceptable que la précédente, ont débouché sur un matérialisme qui étouffe l'homme et, du point de vue de l'esprit, le réduit à l'esclavage. »*

La nouvelle société sera une *société dépolitisée où la technique remplacera désormais les idéologies*. Sans fixer de terme au laps de temps pendant lequel les forces armées et les forces de l'ordre entendent retenir le pouvoir politique, la junte propose une nouvelle organisation du pouvoir social, qui permettra selon elle, à travers la participation de tous les citoyens, de constituer une *« démocratie moderne »*. Cette démocratie moderne, qualifiée de *« démocratie organique »*, terme emprunté à l'Etat franquiste, ne peut s'obtenir qu'en dépolitisant tous les organismes intermédiaires entre l'individu et l'Etat. Les corporations (*gremios*) constitueront la base de ce nouveau pouvoir social, étant donné qu'elles permettent la prétendue restauration de la technique et l'expulsion parallèle de la politique. *« Dans une société moderne, les corporations sont appelées à être les canaux de transmission de l'apport technique, nécessaire pour permettre au gouvernement de prendre des décisions [...] Dans un monde où les problèmes revêtent chaque jour davantage un caractère technique et de moins en moins idéologique, la fonction de coopération en matière technique ouvre une nouvelle et ample perspective au corporatisme chilien. »* Nous assistons donc au *« crépuscule des idéologies »*, thèse d'ailleurs très chère à l'Opus Dei, et qui permet à ses idéologues de protéger les intérêts politico-économiques des classes dominantes, en se cachant derrière l'alibi de la technocratie. *« Il faut techniciser la société, et que la parole de ceux qui possèdent la connaissance l'emporte sur les consignes. »* Ce leitmotiv vaut autant pour les organisations de travailleurs, les corps professionnels, le patronat et les étudiants que pour les organisations à base territoriale comme les municipalités. *« Se trouve donc formellement interdite toute intervention directe ou indirecte des partis dans la formation et les activités de ces corporations, quelle que soit leur nature. »*

Pour la junte, le nationalisme chilien, d'inspiration portalienne, n'est pas une idéologie mais un style de conduite. Comme l'ont fait remarquer avec emphase les analystes de la revue de l'Opus Dei chilien, ce concept de *style de conduite* (pour banal qu'il puisse paraître) a sa source dans la doctrine du fondateur de la phalange, José Antonio Primo de Rivera.

Ayant proclamé la fin des idéologies, la junte ne pouvait que décréter la caducité de *« toute conception qui suppose et fomente un antagonisme irréductible entre les classes sociales. L'intégration spirituelle du pays sera le ciment qui permettra d'avancer vers le progrès »*. Le terme de classe se trouve banni du langage et, avec lui, le concept de prolétaire. Est également abolie cette vieille dichotomie — qui continue à structurer plus que jamais la réalité agraire — entre « latifundistas » et « campesinos » (paysans) : on ne parlera plus dorénavant que d'agriculteurs. Il n'y a plus de prolétaires : il n'y a plus que de futurs propriétaires. Beaucoup de ces principes étaient déjà connus de la population chilienne, sous leur forme de propagande démagogique, depuis le 26 mai 1971, date à laquelle ils apparurent dans le premier manifeste de Patrie et Liberté, reproduit sur-le-champ dans le quotidien *El Mercurio*.

Dans leur volontarisme aux prétentions constitutionnelles, les généraux paraissent oublier que Portales se faisait moins d'illusions qu'eux sur la réelle efficacité d'une constitution quand il écrivait à l'époque où il préparait celle de 1833 : *« Aucune constitution, bonne ou mauvaise, ne servira à rien si le principal ressort de la machine est brisé. »* (*Epistolario*, lettre n° 231.)

« Tradition - Famille - Propriété » s'installe à Paris

LES Sociétés de défense de la Tradition, Famille et Propriété d'Amérique latine et des Etats-Unis ont décidé de créer un siège à Paris, qui assurera désormais la liaison avec tous ceux qui s'intéressent à la pensée et à l'action de leurs militants. Ce centre servira de correspondant en Europe et assurera la distribution des publications de ces sociétés, soit neuf revues : Catolicismo, éditée au Brésil ; Covadonga, au Venezuela ; Crusade for a Christian Civilisation, aux Etats-Unis ; Cruzada, en Colombie ; Fiducia, à Santiago-du-Chili ; Lepanto, en Uruguay ; Reconquista, en Equateur ; Tradicion y Accion, au Pérou ; Tradicion, Familia, Propiedad, en Argentine.

La première publication en langue française vient de sortir des presses sous le titre : Allende et sa voie chilienne... pour la misère (*), qui contient une analyse (effectuée par des membres de la T.F.P. du Brésil, d'Argentine et du Chili) des trois années du gouvernement populaire. Les buts de l'institution sont résumés en ces termes dans la note de présentation rédigée par les sociétés qui patronnent cette première publication :

« Les Sociétés de défense de la Tradition, Famille et Propriété sont des sociétés civiques qui ont pour principal objectif la sauvegarde des valeurs fondamentales de notre civilisation chrétienne contre le travail de sape du socialisme et les assauts violents du communisme... C'est ce souffle missionnaire qui anime ces jeunes quand ils parcourent, par groupes d'une dizaine, un pays aussi vaste que le Brésil, ne comptant que sur leur foi et la solidarité de leurs sympathisants, pendant des mois, pour diffuser partout l'idéal dont ils sont les apôtres... Toutes les campagnes lancées par les T.F.P. ont pour but la défense de la civilisation chrétienne. Ainsi la campagne contre le divorce au Brésil en 1966, qui a recueilli un million de signatures... Mais qui dira toute l'importance de ces mobilisations de l'opinion ? De cette action d'enracinement dans les mentalités d'une idéologie anticommuniste ? On en a vu l'influence au Brésil, en 1964, avec la chute du président pro-communiste Joao Goulart ; au Chili, en 1973, avec l'opposition irréductible du peuple à Allende, et, tout récemment, au Venezuela, avec la chute de la démocratie chrétienne aux dernières élections présidentielles. »

(*) Publié aux éditions Tradition-Famille-Propriété, 5, rue du Cirque, Paris (8e).

L'état de guerre psycho-politique

POUR imposer ce projet volontariste, il n'y a que deux façons de procéder : la terreur des armes et la répression psychologique. La première, à laquelle participent les groupes paramilitaires, a déjà fait l'objet de nombreuses dénonciations. La seconde consiste à mettre tout l'appareil idéologique (famille, école, mass media) au service de ce projet. Il faut, comme le dit Pinochet, *« dérouter le marxisme dans la conscience des Chiliens »* ; ou encore *« l'ordre, la propreté matérielle de nos villes et la discipline de nos actes seront le reflet de l'épuration morale de la patrie »*. Le cléricalisme militaire transforme la chasse aux sorcières en une chasse au diable. Comme l'exprimait, dans une entrevue, un des principaux responsables de l'Opus Dei : *« Une grande part de ce qu'on appelle « la nouvelle théologie », « la nouvelle liturgie », « la nouvelle morale », cette saoulerie de mondanités qui, sous l'étiquette de la libération, est en train de se développer dans le monde catholique, est le fruit de l'apostasie, de la tristesse, de la corruption : le diable est derrière tout cela... Il est derrière la révolution sexuelle de la société permissive, dans les coulisses de la politique internationale, dans la manipulation psychologique et génétique, dans le contrôle de la natalité, etc. »*

Après que les moyens de diffusion dont disposaient les forces de la gauche ont été purement et simplement confisqués ou détruits, le jour même du coup d'Etat, on voit la démocratie chrétienne perdre progressivement ses propres moyens d'expression : au cours des trois derniers mois, elle a procédé à la fermeture de son quotidien *La Prensa*, de sa radio principale Balmaceda, tandis que devait quitter la « chaîne 13 » le curé Raul Hasbun, qui pourtant avait fait preuve de ses bons offices séditieux. En échange, l'extrême droite a créé deux revues : *El Pais* et *Orden Nuevo*. Dans le projet relatif à la restructuration des systèmes de radio et de télévision, on lit que *« pour des raisons de sécurité nationale et pour mettre un terme aux abus qui se sont commis dans l'octroi indiscriminé des concessions (...), il est proposé que tous les équipements de transmission par radio ou télévision appartiennent aux forces armées »*. L'armée exercerait donc son contrôle totalitaire sur les moyens jusqu'à ce que *« le peuple ait été rééduqué et que les valeurs morales soient solidement enracinées dans tous les secteurs de la population »*. Seulement alors, on pourrait considérer le retour au système de propriété privée des moyens de communication.

Ce rapport fut rédigé par le gérant de la radio qui appartient à la Société nationale d'agriculture, M. Carlos Ashton, ancien officier de marine qui vient de reprendre du service et a été promu au rang de chef du service de diffusion extérieure de la junte. A ce titre, il a déjà monté une machine pour répondre à ce qu'il estime être *« la campagne communiste mondiale contre le Chili »*, et il a acheté à cette fin des espaces quotidiens dans quatre cent cinquante stations de télévision aux Etats-Unis et dans plus de mille stations de radio du même pays. Dans la même équipe de responsables de cette politique de communication de la junte, on trouve M. Federico Willoughby, secrétaire de presse de la junte, ancien fonctionnaire de l'ambassade des Etats-Unis et ex-chef de relations publiques de la filiale de la Ford Motor Co, responsable sous Allende de la revue de la Société nationale d'agriculture ; M. Renato Deformes, employé de l'agence de publicité nord-américaine Mc Cann Erickson, fonctionnaire de l'USIS (United States Information Service) ; M. Dario Aliaga, également fonctionnaire de l'USIS ; et ainsi de suite.

Pour ménager une issue aux obsessions grises du présent, le projet d'installation de la télévision en couleurs est agité par cette même équipe qui a envoyé ses représentants négocier avec les entreprises électroniques multinationales : ne serait-ce pas là, en dépit des contradictions avec la situation économique qui caractérise le Chili, un marché tout trouvé pour la production brésilienne qui aspire à s'épancher sur le continent depuis 1971 ? A partir de ce petit domaine du divertissement — bien nécessaire dans une situation si répressive — on voit combien il est utopique de penser en *« nationaliste portalien »* dans les structures actuelles de l'impérialisme moderne. Les généraux oublient que Portales n'a jamais connu le Chili du nitrate et du cuivre.

ARMAND MATTELART.

(2) Pour une analyse de la stratégie de la bourgeoisie chilienne sous Frei et Allende, cf. A. Mattelart, *la Bourgeoisie à l'école de Lénine*, Politique aujourd'hui, janvier 1974, Paris.

(3) Cf. Guy Hermet, *la Politique dans l'Espagne franquiste*, A. Colin, Paris, 1971.

(4) René Zavaleta, *El Poder dual en América Latina*, Mexico, Siglo XXI, 1974. En 1891, la bourgeoisie hégémonique fit avorter la *« révolution bourgeoise »* du président Balmaceda, qui cherchait à limiter la pénétration étrangère dans les mines, et le força à se suicider. Parmi les contre-révolutionnaires les plus actifs de cette période, on retrouve des personnages des mêmes familles qui sont mêlées au coup d'Etat du 11 septembre. Ainsi Agustin Edwards Ross, grand-père de l'actuel propriétaire du *Mercurio*, Agustin Edwards Eastman.

En raison de la répression et de l'aggravation de la misère sociale

Les étapes de l'affrontement entre l'Église et la junte

Une personnalité ecclésiastique chilienne nous adresse l'article ci-dessous :

CES derniers mois ont été marqués par l'affrontement entre la junte militaire et l'Eglise catholique. Ce conflit en reflète un autre : celui qui oppose la junte à la démocratie chrétienne. Il a des répercussions au sein de la hiérarchie catholique où il engendre des divisions politiques qui apparaissent au grand jour. Pour saisir le sens de ces événements, il convient de distinguer trois périodes :

— La première s'étend du 11 septembre à la fin de décembre : l'épiscopat légitime la junte et engage avec elle une collaboration prudente et réservée ;

— La seconde, de janvier à mars 1974, est marquée par les pressions que les évêques exercent sur les communautés chrétiennes, notamment les prêtres et les religieux qui se sont donné pour tâche la défense des persécutés ; elle correspond aussi à la rupture entre la junte et la démocratie chrétienne ;

— Enfin, la troisième période est caractérisée par un éloignement des évêques à l'égard de la junte ; le conflit est rendu public le jour où le cardinal Silva Henriquez, archevêque de Santiago, prononce l'homélie de Pâques.

L'Eglise chilienne a été l'une des rares institutions que le putsch militaire n'ait pas détruites. Parlement, municipalités, universités, écoles, partis politiques, syndicats, etc., tout fut submergé par la marée « rénovatrice » des militaires putschistes. L'Eglise, en tant qu'institution autonome à caractère religieux, a été davantage ménagée par une junte qui se déclare catholique et cherche une légitimation religieuse à son action politique. L'attitude de l'épiscopat national à l'égard du régime militaire qu'il reconnaît est plutôt prudente.

La première déclaration de l'épiscopat reconnaissait les erreurs de l'Unité populaire — ce qui lui permettait de se ranger du côté de la junte — et en même temps elle sollicitait modération pour les vaincus et respect pour ceux qui honnêtement avaient cru dans l'expérience de l'Unité populaire. Dès cet instant, le conflit se produisit : tous les moyens de communication étant engagés dans une campagne pour discréditer personnellement et moralement Salvador Allende, le cardinal demanda le respect pour celui *« qui, il y a quelques jours encore, était président de la République »*. Une telle attitude s'opposait objectivement aux désirs de la junte militaire, et cette déclaration ne fut pratiquement pas publiée... Les évêques, quant à eux, manifestèrent quelques jours plus tard leur intention de collaborer activement à la tâche de *« reconstruction nationale »* entreprise par le nouveau gouvernement. Ce qui revient à dire que l'Eglise n'entrait qu'avec précaution dans le jeu de la junte.

Par exemple, le 18 septembre, jour de la fête nationale, où est traditionnellement chanté un *Te Deum* solennel en la cathédrale de Santiago, en la présence du président de la République et des autorités, le cardinal refusa de célébrer cette cérémonie (certains évêques, en province, se plièrent, volontairement, aux désirs de la junte) et proposa une cérémonie d' « oraison pour la paix » dans une église de Santiago à laquelle assistèrent finalement les membres de la junte. Même si la différence entre les deux cérémonies est subtile, et bien que le cardinal ait déclaré que *« l'Eglise reconnaît et sert le gouvernement que le peuple se donne »*, les Chiliens ne furent pas dupes et n'y virent pas une légitimation sans réserve de la junte (1).

Un autre fait important et peu connu se produisit le même jour. L'épiscopat n'avait pas formellement condamné les *« Chrétiens pour le socialisme »*, mouvement de prêtres et de laïcs opérant dans les milieux populaires et qui avaient rendu public leur engagement avec la gauche chilienne depuis le début de l'année 1971. En avril 1973, la conférence épiscopale avait décidé d'interdire aux prêtres et aux religieux de militer dans ce mouvement ; néanmoins, cette décision ne fut pas exécutée, sans doute pour ne pas indisposer le gouvernement de l'Unité populaire.

C'est seulement le 13 septembre, deux jours après le putsch, que les évêques décidèrent de mettre cette décision à exécution et de publier le document contre les « chrétiens socialistes », document préparé depuis de longs mois.

Le 7 octobre, le pape, dans une allocution dominicale, fit une brève allusion aux *« tristes nouvelles sur la répression violente au Chili »*. La junte réagit vivement et rendit visite au cardinal. Celui-ci profita de l'occasion pour obtenir de la junte certains avantages en faveur des persécutés politiques, mais à son tour il fit quelques concessions. Le cardinal reconnut dans une conférence de presse qu'il était préoccupé, au même titre que la junte, de l'image *« déformée »* et *« mensongère »* du Chili présentée à l'étranger. *« Nous devons nous aider mutuellement afin d'informer le Saint-Siège ainsi que toutes les autorités du monde de la réalité chilienne »*, déclara-t-il, et il partit à l'étranger pour accomplir cette mission. Cependant, certaines déclarations ambiguës faites à *l'Osservatore romano* (5 novembre 1973) — et qui d'ailleurs ont été fortement critiquées en Europe — produisirent une réaction immédiate du porte-parole militaire à Santiago. C'est alors que la presse chilienne commença à attaquer ouvertement le cardinal, haï par la droite bien avant le putsch en raison de sa collaboration avec Allende et l'Unité populaire.

En décembre, le secrétaire exécutif de la conférence épiscopale, Mgr Oviedo Cavada, envoya aux conférences épiscopales de l'Amérique et des autres pays un rapport secret sur l'Unité populaire et l'attitude des évêques après le putsch militaire, *« pour contrecarrer l'action de la presse internationale »* (y compris de nombreux journaux catholiques) qui a *« déformé »* les événements du Chili. Ce document (2) révèle le caractère nettement politique et favorable à la junte. Toutefois, il contient quelques données falsifiées sur la répression militaire. L'évêque, quelques jours plus tard, fut démis de ses fonctions, ce qui laisse supposer que ce document n'avait pas été approuvé par la conférence épiscopale.

Les réactions des communautés chrétiennes

DEPUIS le putsch, de nombreux prêtres, religieux et mouvements catholiques et protestants se sont donné pour tâche de sauver les dirigeants politiques et syndicaux, d'apporter leur aide aux détenus des stades, des prisons et des camps de concentration, ainsi qu'à leurs familles, ce qui comporte évidemment un certain risque personnel. L'Eglise, malgré les restrictions imposées par l' *« état de guerre interne »*, se montra capable, plus que n'importe quelle autre institution, de réaliser un travail considérable pour la défense des droits humains bafoués. De plus, lorsque les licenciements se généralisèrent dans le pays, le peuple, à la recherche de travail, se tourna désespérément vers elle. Le Comité pour la paix, à caractère œcuménique, présidé par l'évêque auxiliaire de Santiago, Mgr Fernando Aziztia Ruiz, reçut toutes sortes de pétitions, y compris des dénonciations de tortures. Il se chargea aussi de la recherche des disparus, de la distribution des fonds étrangers pour créer des emplois artisanaux en faveur des chômeurs de plus en plus nombreux dans les banlieues des grandes villes. Evidemment, l'action de ce comité est une goutte d'eau dans un océan.

Cette action, réalisée par les curés, vicaires et autres chrétiens qui perçoivent plus clairement la répression et la souffrance des masses populaires, contribue à radicaliser ceux qui, parmi eux, étaient au début favorables à la junte. Ils ont eu une influence déterminante sur la conférence épiscopale qui s'est réunie en février. Les témoignages irréfutables de tortures, de violations de la loi et d'actes de répression ne pouvaient plus être ignorés. Les évêques se mirent d'accord pour envoyer une lettre à la junte, lui demandant de mettre fin à ses excès. Le résultat de cette démarche ne fut pas très satisfaisant et, dès lors, les premiers signes d'éloignement à l'égard de la junte s'amorcèrent.

Un autre fait va dans le même sens : c'est l'évolution politique de la junte elle-même et sa rupture avec la démocratie chrétienne.

Le 11 mars, six mois exactement après le putsch, le général Pinochet a rendu publique une *« déclaration de principe »* délimitant le cadre d'action de son gouvernement. Cette déclaration affirme s'inspirer d'une *« conception chrétienne de l'homme et de la société »*.

Mais aussi la junte s'attaque à la démocratie chrétienne et, par conséquent, aux évêques, qui en sont, dans leur grande majorité, des sympathisants. La décadence du Chili, affirme le document, a été engendrée puis alimentée par des *« gouvernements partisans et sectaires, ainsi que par la prédominance de doctrines politiques d'origine étrangère qui ont fait perdre le sens de la nationalité et de ses objectifs. »* Et il ajoute : *« Les deux groupes politiques majoritaires du Chili, le marxisme et la démocratie chrétienne, étaient internationaux à de multiples égards. »* A partir de janvier, la politique économique de la junte, sous la conduite de M. Leniz, jusqu'à ce moment-là président du quotidien *El Mercurio*, appartenant au clan Edwards, lié aux compagnies multinationales, se précise en mettant ses atouts dans le développement du capital monopoliste aux dépens des capitalistes moyens, des employés, des classes moyennes de la population et, évidemment, des ouvriers dont les salaires se réduisent notoirement en termes réels. Les évêques ne réagissent guère devant cette déclaration de principe sinon pour dire qu'ils sont satisfaits de l'inspiration chrétienne du gouvernement militaire même s'ils ne sont pas toujours d'accord avec la manière dont le document présente la doctrine chrétienne. En tout cas, les conditions d'un durcissement des relations sont réunies.

Le conflit, en effet, ne va pas tarder à se manifester, et l'enchaînement *chronologique* des événements en précise bien la signification.

1) *Dans son homélie de Pâques, le cardinal* se plaint que les autorités n'écoutent pas ses innombrables appels pour la défense des droits humains. Il prie pour *« ceux qui sont persécutés, pour ceux qui souffrent en prison, pour ceux qui ont dû quitter le pays »*. Cette déclaration intervient après une lettre signée par un très grand nombre de prêtres de Santiago lui demandant d'intervenir pour dénoncer les violations des droits humains. Elle constitue le premier avertissement public de l'Eglise à la junte. Celle-ci réagit en invoquant une prétendue menace de mort qui pèserait sur le prélat et elle lui impose une escorte policière.

2) *Déclaration de l'épiscopat :* quelques jours après, en avril, l'épiscopat proclame que l'Année sainte commencerait, au Chili, sous le *« signe de la réconciliation »*. Le document approuvé par la majorité des évêques (il n'y a pas eu d'unanimité) exprime aussi la préoccupation des évêques au sujet des prisonniers politiques, des pratiques arbitraires de la justice militaire, des tortures, etc. Il dénonce aussi la politique économique du gouvernement, qui défavorise surtout les travailleurs, et la réforme de l'éducation (3).

3) *Conférence de presse du général Leigh,* commandant en chef des forces aériennes et membre de la junte : il affirme qu'il ne veut pas polémiquer avec l'Eglise, mais que la déclaration de l'épiscopat *« ne représentait pas l'opinion de tous les évêques »*.

4) *Le journal* El Mercurio *entre aussi dans le débat,* avec plus de subtilité que le général Leigh. Il approuve entièrement le cardinal et les évêques, affirme qu'il y a des accusations qu'il faut préalablement prouver et que, si des erreurs ont été commises, on peut toujours les corriger. Le journal du clan Edwards fixe les grandes lignes de la politique de la junte : éviter toute querelle avec l'Eglise, car aucun gouvernement ne peut rester au pouvoir s'il n'a pas l'appui de cette puissante institution. Il souligne habilement les points d'accord existant entre l'Eglise et la junte ; sur ce fait, le cardinal part en voyage une seconde fois pour informer le pape et parcourir d'autres pays. Profitant de son absence, une certaine presse se déchaîne à nouveau contre lui.

5) *Le 1er mai, dans la cathédrale de Santiago,* l'épiscopat appelle à célébrer le jour de la fête du travail. La JOC (Jeunesse ouvrière catholique) y participe. Une nombreuse assistance prie pour les ouvriers en prison, pour les martyrs de la classe ouvrière, pour les dirigeants persécutés : c'est un défi ouvert aux autorités militaires.

6) *Campagne pour la paix et l'Année sainte ;* l'archevêché de Santiago a lancé la consigne : *« réconciliation entre tous les frères »*. En l'absence totale d'activités politiques, cette campagne religieuse prend une coloration politique. Elle prévoit des réunions de discussion se terminant par un grand pèlerinage national au temple de Maipu, cela curieusement au moment où le couvre-feu interdit toute réunion.

7) *Le Comité pour la paix* élabora un rapport sur cent trente-quatre cas de disparus dans les mois de janvier, février et mars, et sur lesquels des témoignages irréfutables avaient été fournis. Ce rapport, présenté à la réunion des évêques du mois d'avril, donna lieu à la déclaration dont on a parlé précédemment. Le directeur du journal mexicain *Excelsior*, qui se trouvait à Santiago, entra en possession de ce rapport et le publia au Mexique ; il cita les cas d'au moins douze personnes tuées en cours d'interrogatoires, de tortures avec des acides, des cigarettes, à l'électricité, de viols, etc. Le Comité pour la paix, devant le scandale produit au Chili, déclara ne pas avoir donné ce document aux journalistes, sans nier pour autant son existence. Le ministre de l'intérieur, le général Bonilla, convoqua l'évêque Ariztia, président, et le jésuite Salas, secrétaire exécutif du Comité, devant les journalistes, et les soumit à un véritable interrogatoire. Cette conférence de presse marqua le sommet du conflit public entre l'Eglise et la junte.

8) *Réaction des évêques de droite :* l'évêque de Valparaiso, Mgr Tagle, à la suite de la déclaration des évêques, prononce un sermon dans lequel il fait une comparaison monstrueuse entre le pays et un malade qu'il faut amputer d'une jambe. Ainsi justifie-t-il le meurtre de nombreux ouvriers, la répression et la torture. Un autre évêque, Mgr Fresno, d'un diocèse du nord du Chili, présente aussi la junte comme *« envoyée du ciel »*. D'autres évêques qui, initialement, avaient appuyé l'action militaire, comme Mgr Valdes de Osorno et Mgr Vicuna de Chillan, à présent se sont tus.

9) *Expulsions des prêtres accusés de mener une action subversive :* Le porte-parole de la junte annonça à la télévision qu'une *« cellule politique ou militaire du MIR, n° 3 »* avait été découverte dans une banlieue et qu'elle était composée de prêtres et de diacres du mouvement Chrétiens pour le socialisme. Il s'agissait de montrer que l'Eglise était imprégnée de marxisme. Mais la prétendue appartenance de cette cellule au MIR est en contradiction avec l'affirmation selon laquelle elle préparait la résistance armée et recevait directement des instructions officielles de Moscou. L'objectif était d'expulser du pays les prêtres engagés dans les banlieues de Santiago.

10) *Le retour du cardinal :* L'archevêché lance un appel pour accueillir le cardinal qui rentre de Rome. Il avait été attaqué, dans la presse et par certains chrétiens durant son absence, et les évêques auxiliaires de Santiago avaient été obligés de faire une déclaration publique dans laquelle ils assumaient sa défense. Dans un accueil presque solennel, la cathédrale était pleine de monde, ainsi qu'une partie de la place d'armes. La police ne tarda pas à faire son apparition. Le cardinal se limita donc à répéter presque textuellement les paroles de son homélie de Pâques et ses critiques antérieures à l'égard de la junte. Il semble se sentir assez fort pour se permettre de le faire.

Ce conflit avec l'Eglise met la junte devant un ennemi difficile à vaincre. Elle ne peut se battre ouvertement contre les évêques sans prendre le risque de perdre l'appui de la plupart des gens simples, sensibles aux valeurs religieuses.

(1) Cf. *Coup d'Etat au Chili*, de Gonzalo Arroyo, Editions du Cerf, Paris, 1974, le chapitre l' « Epreuve de vérité », pages 69 à 78.

(2) Ce document a été distribué en secret aux conférences épiscopales du monde entier, mais la junte le connaissait depuis le mois d'octobre. Cf. : *« Fe cristiana y actuacion politica »* dans *Documentos del episcopado*, Chile, 1970-1973, Editions Mundo Limitada, Santiago, avril 1974.

(3) Cette déclaration a été accompagnée d'une introduction rédigée par le cardinal au moment où il l'a publiée, introduction qui affaiblissait le texte lui-même. Cependant, cette introduction ne figure pas dans la version officielle distribuée dans les églises, montrant ainsi qu'elle n'avait pas été approuvée par la conférence épiscopale.

Dévaluations, suppression des contrôles de prix, inflation

La dégradation de l'économie frappe durement les salariés et menace les petits producteurs

Par ALBERTO MARTINEZ ECHEVERRIA *

POUR justifier son coup d'Etat, la dictature militaire chilienne a répété avec insistance que le gouvernement de l'Unité populaire cherchait à ébranler l'économie du pays afin de pouvoir justifier ensuite une complète socialisation de l'économie et préparer un coup d'Etat sanglant contre ceux qui auraient pu s'y opposer. Avec le temps, cette accusation a perdu de sa force et, selon le ministre de l'économie de la junte (1), les « dégats » causés par l'Unité populaire se réduiraient pour l'essentiel au domaine financier.

Selon les idéologues de la dictature, notamment le ministre de l'économie, la cause fondamentale du déséquilibre financier aurait été le système de taux de change multiples en vigueur sous Allende, comportant, d'après eux, des taux fictifs, sans rapport avec la réalité et déformant les relations de prix sur le marché national et avec l'étranger. Un autre facteur de déséquilibre aurait été un système rigide de contrôle des prix, empêchant le développement de la concurrence et les initiatives des entrepreneurs. Sont également incriminés : un système de subvention des prix des produits de grande consommation — pour les maintenir à un niveau démagogique, trop éloigné des coûts réels — et, enfin, l'augmentation continue du déficit fiscal qui nécessitait un recours systématique aux émissions de la Banque centrale et à l'augmentation de la monnaie en circulation.

Décidée par la junte dès les premiers jours du mois d'octobre, la dévaluation est un des piliers de sa politique économique à court terme. Selon *El Mercurio*, l'un des principaux organes au service de la dictature (6 octobre 1973), *« une altération de la parité de change peut à court terme, si elle s'accompagne d'autres mesures, produire un impact économique supérieur à celui de la réforme agraire et de la nationalisation du cuivre... »* Le rôle ainsi attribué à la dévaluation est disproportionné, mais il correspond parfaitement au mythe...

Cette dévaluation porta le taux de change des importations des différentes catégories de marchandises à un niveau unique de 280 escudos par dollar, équivalant à 4,6 fois la moyenne des taux multiples qui existaient antérieurement (tableau I, page 10). Le taux de change des exportations a également été établi à 280 escudos par dollar, avec une seule exception pour le cuivre, dont le taux de change a été fixé à 110 escudos par dollar. Par la suite, les exportations de la moyenne et petite industrie minière devaient être rattachées au taux de 280 escudos par dollar.

Mais la moyenne du taux de change n'est pas le seul élément à prendre en considération ; il faut tenir compte aussi des proportions dans lesquelles ce taux a été modifié, selon les produits. Les plus touchés ont été les aliments et le pétrole ; les articles de luxe, en revanche, font l'objet d'une dévaluation relativement insignifiante. Ainsi, les denrées alimentaires de première nécessité ont subi un impact huit fois supérieur à celui des articles de luxe. La pression sur les matières premières industrielles a, elle aussi, été considérable. Les conséquences immédiates de cette dévaluation sur les prix ont été si brutales que les responsables économiques de la junte ont préféré maintenir une subvention partielle de denrées alimentaires comme le lait, le pain, l'huile, le sucre et le thé, jusqu'au mois de janvier 1974 : c'est en effet ce mois-là qu'allait être calculé le réajustement des salaires, et il fallait atténuer l'effet de la dévaluation sur l'indice des prix à la consommation.

La modification des taux de change n'étant pas uniforme, les prix relatifs des différents produits se sont eux aussi modifiés. Le tableau I montre que les prix de gros des denrées alimentaires importées ont automatiquement été augmentés de 1 020 % à la suite de la dévaluation. Il est clair, dans ces conditions, que la production agricole atteindra un niveau de prix semblable — que les prix soient libres ou non — puisque la plupart des denrées importées sont aussi produites sur place. D'autre part, le prix des matières premières industrielles importées doit s'accroître d'au moins 520 % : celui des produits similaires locaux aura tendance à augmenter dans la même proportion, plus ou moins rapidement, entraînant à son tour les prix des autres produits.

Les agriculteurs, et en particulier les producteurs de blé et de maïs, voient ainsi leur prix de vente augmenter de 1 020 %, alors que leurs coûts s'accroissent en moyenne dans une proportion inférieure : 1 020 % pour les grains, 520 % pour les engrais (la subvention accordée à ces deux produits étant supprimée), 520 % pour les biens industriels intermédiaires, 370 % pour les biens d'équipement. Comme les salaires de la main-d'œuvre n'ont augmenté que de 400 %, les profits des agriculteurs progressent en valeur nominale de plus de 1 020 % et en valeur réelle de plus de 100 %. Cet avantage semblerait avoir diminué ces derniers temps en raison de nouvelles hausses des coûts, dépassant celles qui résultaient strictement de la dévaluation. La situation des producteurs maraîchers — petits et moyens propriétaires pour la plupart — est moins avantageuse : avant la dévaluation, les prix de vente établis par le marché étaient déjà à leur niveau maximum. Pour cette catégorie d'exploitants, les coûts augmenteront donc autant que les prix, sinon davantage. Au terme de ce processus, néanmoins, la quasi-totalité de l'amélioration des profits agricoles aura été financée par l'augmentation des prix supportée par la population. En outre, l'accroissement du revenu agricole intéressera au premier chef les grands et moyens producteurs capitalistes et les intermédiaires, qui dominent la production privée et celle des « asentamientos » (2). On pourrait appliquer le même raisonnement aux autres secteurs de l'économie, les conclusions seraient identiques.

Pour les exportations de la grande industrie minière, un taux spécial de change a été fixé à 110 escudos par dollar. Ainsi, la Banque centrale, seul organisme autorisé à acheter et vendre des devises pour les mouvements commerciaux, a-t-elle pu acheter des dollars à 110 escudos par dollar et les revendre à 280 escudos. Portant sur les exportations prévues des grandes mines de cuivre en 1973 (environ 1 000 millions de dollars), cette opération aurait permis d'obtenir quelque 170 000 millions d'escudos dans une période d'un an, somme équivalant à presque une fois et demie le déficit fiscal de l'année 1973 (3).

(Lire la suite page 10.)

* Ancien directeur de l'industrie et du commerce au ministère de l'économie, M. Echeverria fut aussi, sous le gouvernement Allende, responsable de la planification industrielle à la CORFO (Corporacion de Fomento de la Produccion) et éditorialiste à *Chile Hoy*.

(1) Cf. revue *Que pasa*, Santiago-du-Chili, 22 février 1974.

(2) Un « asentamiento » correspond, en principe, à un ancien domaine exproprié en vertu de la réforme agraire ; c'est une unité de base d'exploitation agricole.

(3) En raison de la hausse ultérieure du prix du cuivre, le résultat a largement varié. La valeur annuelle des exportations peut osciller autour de 2 000 millions de dollars. De même, les modifications ultérieures du taux de change ont augmenté la différence entre la valeur de chaque dollar à la vente et à l'achat.

(Suite de la page 9)

Ces revenus additionnels obtenus par les secteurs capitalistes les plus puissants et par les finances publiques ne sont rien d'autre que la contrepartie de l'augmentation exorbitante des prix des biens de consommation essentiels qui frappe les salariés. Pourtant, les porte-parole de la junte (*El Mercurio*, « Temas economicos », 6 octobre 1973) mettent l'accent sur les avantages du mythe : accélération du développement par une allocation plus efficace des ressources ; accroissement de l'emploi par une hausse relative du coût des équipements ; diminution du déficit budgétaire, etc., sans relever les problèmes réels : renchérissement insoutenable du coût de la vie et crise de la petite et moyenne entreprise qui voit son pouvoir d'achat brusquement diminué.

Un décret publié quelques jours après la dévaluation a mis fin au système de fixation par les organisme d'Etat des prix des articles « *déclarés de première nécessité ou d'usage et consommation courants, soit nationaux, soit importés. Les prix seront dorénavant déterminés par les producteurs et importateurs en tenant compte des facteurs permettant de couvrir les coûts légitimes de production ou d'importation..., d'un niveau raisonnable de profit, des impôts qu'établissent la loi et d'autres frais normaux* ». (*El Mercurio*, 21 octobre 1973.)

Toutefois, cette libéralisation admettait une exception importante pour les biens de consommation essentiels (4), dont les prix devaient rester soumis au contrôle absolu des autorités économiques.

Tant le ministre de l'économie que ses porte-parole ont justifié cette mesure de libéralisation par la nécessité d'obtenir des prix plus réalistes, qui permettraient d'allouer les ressources avec plus d'efficacité et d'en finir avec... « *le contrôle sans discrimination des prix qui est devenu le principal facteur d'inflation* » (*El Mercurio*, 20 octobre 1973).

Evidemment, la dévaluation implique une croissance énorme des coûts industriels et des prix des aliments. Néanmoins, la philosophie de la libéralisation consiste à permettre une augmentation des prix, sauf pour les articles soumis à un contrôle, jusqu'à l'épuisement des revenus monétaires de la population, spécialement ceux des travailleurs. A ce stade, le jeu de la concurrence ajusterait les niveaux relatifs, produisant ainsi la stabilité désirée. On sait que dans le schéma idéologique de la concurrence parfaite aucun producteur ne peut dépasser le niveau des prix que fixent l'offre et la demande, sous peine d'être immédiatement exclu du marché. Mais cette façon de présenter le problème passe sous silence une série de réalités dont deux au moins méritent d'être soulignées.

En premier lieu, il est absurde de diviser l'économie en deux parties, l'une monopolistique et l'autre de libre concurrence, qui fonctionneraient dans une indépendance quasi totale, et d'essayer de contrôler la première au moyen d'une vingtaine de produits. Les monopoles, qui se manifestent directement dans quelques branches et sous-branches, exercent, en effet, une influence sur l'ensemble de la structure productive. Il n'est pas possible de trouver une seule ligne de production où la plupart des entreprises ne dépendent pas des grandes sociétés pour leurs fournitures et approvisionnements en demi-produits.

C'est ainsi, par exemple, que la production des poulets et des œufs met en jeu une infinité de petites et moyennes unités ; néanmoins, la production de poussins d'un jour et d'aliments pour la volaille est concentrée dans une douzaine d'entreprises au maximum. Les petits et moyens producteurs compétitifs, malgré tous leurs efforts, ne pourront jamais empêcher que le niveau des prix soit déterminé par leurs fournisseurs, ces derniers agissant d'un commun accord, discrètement et sans difficulté.

Dans ces conditions, il est clair que la pression monopolistique sur les prix aura pour effet permanent de restreindre le volume physique des ventes et de la production, du fait de la diminution du pouvoir d'achat des salaires. De leur côté, les producteurs compétitifs se verront pris dans un étau, entre la rigidité des prix de leurs fournitures et la faiblesse de la demande des consommateurs. Voyant leurs revenus se réduire proportionnellement, au fur et à mesure du ralentissement de leur activité productive, certains seront condamnés à disparaître du marché.

Responsables et porte-parole de la dictature n'ont cessé de mener une intense propagande contre les pratiques monopolistiques. Pourtant, chaque fois qu'un cas concret de dénonciation est présenté dans la presse, il ne s'agit que d'honoraires des collèges professionnels (médecins, avocats, notaires) ou de l'initiative de quelque association de petits ou moyens producteurs qui essaient de se défendre contre les vrais monopoles. Et cette « dénonciation » des monopoles par l'appareil idéologique prend des allures de défi quand ce même appareil se plaint « des dispositions qui restreignent la liberté de travail », faisant ainsi allusion à la non-mobilité des travailleurs (5), accusant ces derniers de pratiques « monopolistiques » (*El Mercurio*, « Temas economicos », 9 mars 1971). La libre concurrence invoquée par les idéologues de la junte au nom de l'efficacité signifie en réalité que les monopoles ont toute liberté pour extorquer des revenus aux travailleurs et aux moyennes et petites entreprises.

La dévaluation et l'élimination du contrôle des prix se sont traduites par une hausse considérable du coût de la vie. D'après l'Institut national de la statistique, organisme chargé du calcul officiel de l'indice des prix à la consommation, les variations pour les derniers mois de l'année 1973 auraient été les suivantes :

Période	Augmentation mensuelle
Septembre-août	16,9 %
Octobre-septembre	87,6 %
Novembre-octobre	5,7 %
Décembre-novembre	4,7 %

Plusieurs raisons permettent d'affirmer que le calcul de cet indice a été l'objet d'une grossière manipulation, d'autant que les autorités mises en place par la junte n'ont guère montré de scrupules pour régler des problèmes bien plus importants que celui-là.

En fait, il est techniquement impossible que, si les hausses se sont produites dans la deuxième quinzaine du mois d'octobre, l'indice ait augmenté de 87,6 % ce mois-là et seulement de 5,7 % pendant le mois de novembre (6). Si l'on refait les calculs en se fondant sur les hypothèses les plus conservatrices, il apparaît que l'augmentation au mois de novembre a dû être au minimum de 47 %, et de 175 % dans les deux mois où la hausse s'est manifestée (7), c'est-à-dire qu'au mois de novembre le niveau général des prix a été d'environ trois fois celui du mois de septembre et non pas 1,9 fois comme la junte le soutient. Un échantillon élémentaire de quelques produits de grande consommation confirme que cette affirmation est une hypothèse minimale (voir tableau II).

Enfin, n'importe quel calcul global indirect de l'indice prouve aussi qu'il y a eu escamotage (8).

En corrigeant le seul mois de novembre, on obtient le pourcentage exact des hausses intervenues entre septembre et décembre (voir tableau III).

Sur la base de cette manipulation, la junte a annoncé que les rémunérations seraient relevées à partir de janvier 1974 proportionnellement à la hausse des prix, c'est-à-dire de cinq fois. A vrai dire, une diminution de plus de 40 % du pouvoir d'achat des salaires et des traitements était en train de se produire, aussi importante que celle du mois de janvier 1973 — le pouvoir d'achat s'était déjà détérioré aux mois de novembre et décembre 1972 (9).

Dans l'attente des crédits extérieurs

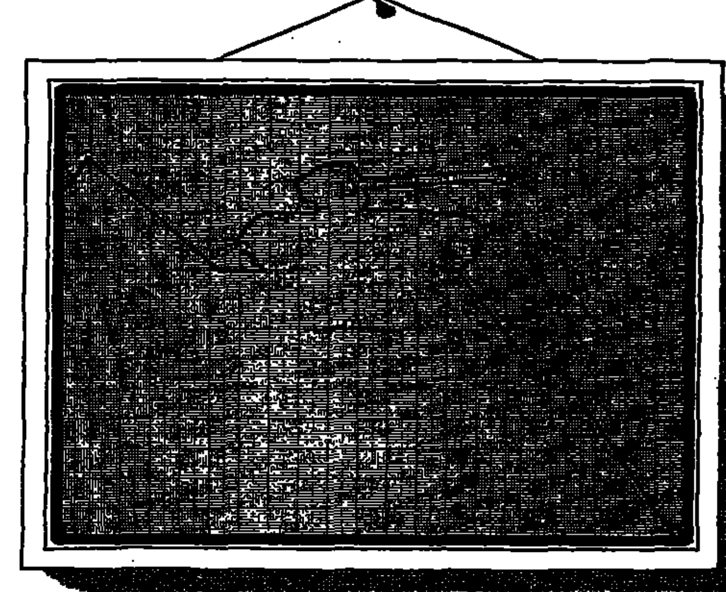
PENDANT les premiers mois de cette année le rythme de la hausse des prix s'est de nouveau accéléré, selon des sources officielles :

Période	Hausse mensuelle	Hausse cumulée
Janvier 1974-décembre 1973	14,1 %	14,1 %
Février 1974-janvier 1974	24,5 %	42,1 %
Mars 1974-février 1974	14,2 %	62,3 %
Avril 1974-mars 1974	15,3 %	86,9 %
Mai 1974-avril 1974	8,7 %	103,3 %

Les responsables de l'économie expliquent ces augmentations par l'influence des prix internationaux et par l'élimination des subventions à certains produits. Ils affirment que si ces subventions avaient été maintenues, l'augmentation des prix aurait eu des conséquences encore plus grandes sur le déficit fiscal. La seule manière de financer le budget serait ainsi de réduire les subventions. Procéder ainsi revient en fait à faire retomber le financement du déficit budgétaire sur les salaires et les traitements, puisque l'élimination des subventions atteint des produits alimentaires de grande consommation populaire : pain, huile, sucre, thé, lait.

En vérité, la junte s'est engagée à suivre l'orthodoxie du Fonds monétaire international, qui exclut toute forme de subvention : « *Le gouvernement aurait déjà accepté de mettre fin aux subventions pour offrir une garantie autorisant l'accès aux indispensables crédits extérieurs.* » (*Que Pasa, 22 janvier 1974.*)

Dans les explications officielles, on ne trouve pas trace de la cause de pression permanente sur les prix que constituent les dévaluations périodiques qui se sont produites au cours de ces derniers mois. Pourtant, jusqu'au 21 mars, huit nouvelles modifications du taux de change sont intervenues. Ce taux est passé de 280 à 525 escudos par dollar, c'est-à-dire que la valeur établie au mois d'octobre a été presque doublée. D'autre part, en raison de la rigidité des taux des profits, des rentes et des intérêts, toute augmentation des frais courants ou fixes se répercute rapidement sur les prix.



Après l'élimination des subventions, après les dévaluations nécessaires pour obtenir un taux de change unique, après la réduction du déficit fiscal et le contrôle énergique de l'expansion du crédit, les conditions ne seraient-elles pas créées pour réduire à un minimum les pressions de l'inflation et contrôler ensuite l'augmentation des prix ?

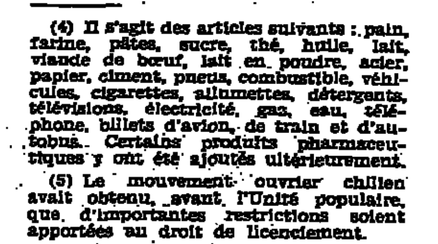
Les théoriciens du régime en semblent convaincus. Dans leur schéma, à partir d'une situation comme celle-là, les seules pressions nouvelles à redouter proviendraient de la nécessité d'augmenter les salaires pour compenser partiellement la perte du pouvoir d'achat. C'est-à-dire que désormais les causes de l'inflation résideraient dans le désir irraisonné des travailleurs d' « *améliorer leur niveau de vie* ». Mais tant que le taux de profit, en particulier dans les grandes entreprises, restera aussi rigide — les mesures prises par la junte ont tout fait pour renforcer cette rigidité, — n'importe quelle augmentation de salaires se répercutera immédiatement sur les prix.

Les responsables économiques de la dictature pensaient certainement éviter le problème en faisant appel à des sacrifices transitoires, imposés par les armes, en vue d'une stabilité et d'une amélioration futures qui paraissent chaque jour plus lointaines.

Malheureusement pour les fabricants de mythes, même s'ils réussissent à maintenir le niveau de vie misérable des ouvriers et des employés, ou à le réduire encore, les pressions inflationnistes ne disparaîtront pas pour autant. On a déjà souligné que l'économie chilienne était dominée par l'influence des monopoles. Dans le régime de liberté des prix qui a été établi, ces monopoles ont réduit la consommation d'une grande partie de la population de façon radicale. Mais le niveau de la production est affecté, sauf quelques exceptions mineures, par la réduction drastique de la capacité de consommation du pays. Les chutes verticales des ventes pendant les mois d'octobre et de novembre de 1973, qui commencent d'ailleurs à se reproduire, sont assez connues. Or la diminution des ventes a une influence presque immédiate sur la production et sur l'emploi.

On pense souvent que le niveau exceptionnel atteint par le prix du cuivre pourrait atténuer considérablement les pressions de l'inflation en permettant une augmentation des importations. Le problème actuel n'est plus celui d'un excès de demande monétaire pouvant être satisfait par une disponibilité additionnelle de biens. Bien au contraire, la réduction radicale du pouvoir d'achat maintient la demande à un niveau de contrainte, si l'on parle en termes réels. On s'efforcera donc d'utiliser l'augmentation des revenus du cuivre pour accroître les réserves en devises. Quelques cris d'alarme commencent à se faire entendre à propos de la croissance de ces réserves, et un mouvement s'est déjà amorcé pour stimuler les importations au moyen d'une réduction des tarifs. Ces mesures peuvent effectivement noyer les pressions de l'inflation, mais toujours sur la base d'une contrainte sur le niveau d'activité économique industrielle. En fait, seul un processus d'investissement très accéléré, qui augmenterait rapidement l'emploi et la demande malgré la diminution des salaires et des traitements, pourrait sortir l'économie chilienne de ce cercle vicieux. La junte militaire et ses conseillers économiques attendent avec confiance que les investissements étrangers et les nouveaux marchés extérieurs de la production industrielle les sortent du puits. Mais il faudra beaucoup de temps, au moins deux ou trois ans, pour que ces facteurs produisent leurs effets. Pour l'instant, le système reste déchiré entre la crise de la production et la stagnation engendrée par l'inflation.

ALBERTO MARTINEZ ECHEVERRIA.



(4) Il s'agit des articles suivants : pain, farine, pâtes, sucre, thé, huile, lait, viande de bœuf, lait en poudre, acier, papier, ciment, pneus, combustible, véhicules, cigarettes, allumettes, détergents, télévisions, électricité, gaz, eau, téléphone, billets d'avion, de train et d'autobus. Certains produits pharmaceutiques y ont été ajoutés ultérieurement.

(5) Le mouvement ouvrier chilien avait obtenu, avant l'Unité populaire, que d'importantes restrictions soient apportées au droit de licenciement.

(6) L'indicateur est une moyenne des prix du mois, et par conséquent le résultat du mois d'octobre est une combinaison des prix de la première quinzaine, semblables à ceux du mois de septembre, et de ceux de la deuxième quinzaine d'octobre, déjà majorés. C'est seulement en novembre que disparaît l'influence de la première quinzaine d'octobre et que les nouveaux prix se manifestent clairement. Ce phénomène est si largement connu que, dans les jours qui ont suivi immédiatement l'annonce de l'indice du mois d'octobre, les autorités ont averti qu'un nouvel impact allait se produire au mois de novembre, dû aux incidences du mois antérieur.

(7) En réalité, ce minimum a même été largement dépassé. Selon une publication officielle de l'Institut national de la statistique, l'augmentation cumulée des prix de gros en octobre et en novembre 1973 a été de 387,5 %. C'est à partir de ce chiffre que le calcul devrait être repris pour les prix de détail, avec un résultat certainement très supérieur. En oubliant de manipuler *aussi* l'indice des prix de gros, les idéologues de la dictature fournissent eux-mêmes des verges pour se faire battre ! Non seulement la manipulation devient irréfutable, mais elle apparaît aussi dans toute sa grossièreté.

(8) Si la composition sectorielle de la valeur agrégée des biens finaux par rapport aux prix de 1972, services exclus, est multipliée par les indices estimés de l'augmentation des prix (importation 5,6 fois, agriculture 4 à 5 fois, industrie 2,5 à 3 fois), il en résulte que le total doit se situer à un niveau de prix de trois fois supérieur.

(9) En fait cette diminution a certainement dépassé 50 %, si l'on tient compte de la remarque faite précédemment (note 7) à propos des prix de gros.

Tableau I. — MODIFICATIONS DU TAUX DE CHANGE DES IMPORTATIONS

Les denrées alimentaires ont été, avec le pétrole, les plus touchées par la dévaluation.

GROUPES DE PRODUITS	Part dans les importations du Chili	Taux de change au 10-9-73 (nombre d'escudos pour 1 dollar)	Nouveau taux de change	Augmentation (en pourcentage)
A. Produits alimentaires et pétrole..	37 %	25	280	1 020 %
B. Matières premières industrielles (textiles, chaussures, produits métalliques et mécaniques, etc.)	31 %	45	280	520 %
C. Equipements et pièces de rechange (matériel de transport inclus)	37 %	60	280	370 %
D. Articles de luxe (1)	15 %	200	280	40 %
TOTAL ou MOYENNE	100 %	50	280	460 %

(1) Sous l'Unité populaire, les catégories 1 et 2 des articles de luxe avaient des taux de change respectifs de 120 à 240 escudos pour 1 dollar.

Tableau II. — HAUSSE DES PRIX DE QUELQUES ARTICLES SELECTIONNES

Une augmentation réelle plus forte que ne le laissent entendre les calculs officiels.

Produits (1)	Unité	Prix au 10-9-73 (en escudos)	Prix au 31-10-73 (en escudos)	% d'augment. du 10-9 au 31-10	Prix au 31-1-74 (en escudos)	% d'augment. du 10-9 au 31-1
Pain	(2) kg	11,50	40,00 (3)	348	134,00	1 165
Sucre	(2) »	25,00	120,00 (3)	480	280,00	1 120
Lait	(2) litre	7,00	30,00 (3)	429	60,00	857
Huile	(2) »	36,00	352,00 (3)	978	460,00	1 278
Transport	(2) 1 voyage	4,00	13,00	325	30,00	750
Cigarettes	(2) paquet	45,00	70,00	155	150,00	333
Essence couran.	(2) litre	3,00	35,00	117	95,00	3 170
Essence super.	(2) »	9,00	70,00	978	140,00	1 555
Kérosène	(2) »	1,50	10,00	667	65,00	333
Pâtes	kg	26,00	50,00	192	320,00 (4)	1 230
Thé	kg	40,00	300,00 (3)	750	1 120,00 (4)	2 800
Café soluble	boîte	13,00	—	—	750,00 (4)	5 770
Allumettes	paquet	20,00	—	—	80,00 (4)	400
Butane	bouteille	55,50	195,00	351	1 200,00 (4)	2 160
Savon	pain	1,50	—	—	57,00 (4)	—
Cinéma	entrée	20,00	130,00	650	200,00 (4)	1 000

(1) Tous les produits sont sous contrôle officiel des prix sauf : savon, café soluble, produits textiles et cinéma.
(2) Revue *Que Pasa*, Santiago-du-Chili, 23 février 1974. Le reste correspond à des observations faites directement à Santiago.
(3) Subventionnés, du mois d'octobre 1973 au mois de février 1974.
(4) Prix au 11 mars 1974.

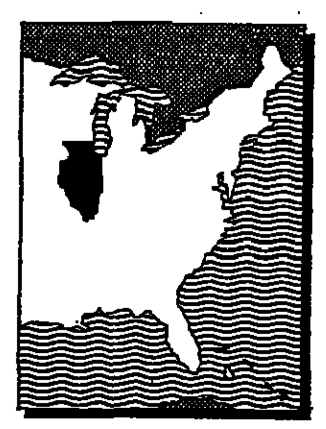
Tableau III. — AUGMENTATION DE L'INDICE LES PRIX A LA CONSOMMATION

La junte minimise les hausses survenues en novembre 1973.

Période	% d'augmentation officiel	% d'augmentation corrigé	% d'augmentation (Augmentation cumulée) officiel	% d'augmentation (Augmentation cumulée) corrigé	Indice (décembre 1972 = 100) officiel	Indice (décembre 1972 = 100) corrigé
Décembre 1972-septembre 1973	192,8	192,8	192,8	192,8	292,8	292,8
Septembre-octobre 1973	87,6	87,6	449,2	449,2	549,2	549,2
Octobre-novembre 1973	5,6	47,0	480,5	708,0	580,5	808,0
Novembre-décembre 1973	4,7	4,7	507,8	746,0	607,8	846,0

Supplément

L'ILLINOIS



au cœur du Middle-West

Chicago, Chicago !

De notre envoyé spécial
ALAIN-MARIE CARRON

TEMPS mort. Chicago, un lundi après-midi, ne travaille pas. Le calme de ses rues, réchauffées par le soleil de mai, l'apparente à une ville de province française. Qu'est-il arrivé à ce géant de sept millions et demi d'habitants, le plus grand du pays à maints égards, mais au bout du compte toujours second derrière New-York, qu'il tente, dit-on, de rattraper dans une lutte rageuse ? C'est aujourd'hui « Memorial Day », jour des anciens combattants.

Chicago somnole paresseusement au bord du lac Michigan, parce que toutes les entreprises privées, imitant l'exemple général, ont donné congé à leurs employés. Mais, seul, comme il en a le droit, l'Etat de l'Illinois a refusé de déplacer le Memorial Day, qu'il célébrera comme d'habitude, dans trois jours.

Des voiles blanches, visibles jusqu'à l'horizon, se croisent sur le lac, et des bateaux à moteur s'approchent à quelques mètres du rivage. Des baigneurs courageux s'aventurent dans l'eau froide. Des cyclistes, par centaines, passent sur la voie goudronnée qui longe la plage de sable. Des adolescents, blancs, noirs, hispano-américains (on dit *latinos*) ou asiatiques zigzaguent entre les promeneurs. Un jeune père de famille, de l'espèce « non conformiste » si tant est que ce mot ait encore un sens (il a les cheveux noués dans le dos en une longue queue de cheval) promène sa petite fille, qui trône à l'arrière du vélo sur un petit siège de plastique jaune. Sa femme le suit, avec un autre enfant. Les couples plus âgés ne manquent pas, et l'on peut même reconnaître un conseiller municipal, qui pédale lentement, perdu dans sa méditation. Cette mode du vélo-promenade tient autant, semble-t-il, de la distraction sociale — un nombre considérable de jeunes gens y entraînent leur petite amie — que du sport. Indifférent à tout, debout à l'ombre d'un arbre, un Noir joue pour lui seul du saxophone. Les visages paraissent tranquilles et reposés ; il flotte, au bord de l'eau, un petit air de fête.

Massives, silencieuses, les voitures quittent le bord du lac pour rejoindre l'artère la plus élégante, Michigan Avenue. Elles passent au travers du décor grandiose des buildings, immeubles d'habitation ou centres commerciaux, comme le Hancock building, cierge noir dont la structure externe est constituée d'immenses X de métal, dessinant dans leurs superpositions des triangles qui vont en se rétrécissant jusqu'au dernier étage, le centième. Aujourd'hui, cette ville dans la ville, cinquante étages d'appartements, cinquante étages de bureaux, est presque entièrement vide. Les verres teintés des vitres renvoient comme des soleils noirs la lumière sur la place nichée au pied de cette falaise.

Histoire d'un château d'eau

DE l'autre côté de la place, ou presque, se dresse une autre tour, minuscule en comparaison, un château d'eau de style néo-gothique, achevé en 1867. Michigan Avenue fait à cet endroit-là un coude, qui serait, selon le mot d'un auteur américain, « *la seule génuflexion devant l'histoire qu'ait jamais faite Chicago* ». Devant ce castelet de pierre jaune, une plaque gravée, scellée sur une stèle de granit, rappelle l'ancienneté de l'édifice. Certains promeneurs indélicats ont abandonné devant elle des tasses en carton, des papiers gras. Par contre, un bon père de famille, d'origine hispanique, fait lire à son fils âgé d'une douzaine d'années ce fragment de l'histoire de « *nos ancêtres les Américains* ».

La scène pourrait paraître d'une insupportable platitude. Pourtant, elle se reproduit souvent et, pour ceux qui la vivent, elle est grave. Le désir d'assimilation, profond, tenace, de dizaines de millions d'Américains qui ne sont pas nés aux Etats-Unis, ou dont les parents étaient des immigrants, est sans doute un des principaux facteurs de cohésion et de dynamisme de la société américaine. L'immigrant, qu'il soit Polonais, Allemand, Irlandais, Lithuanien, Mexicain, Chinois, ou n'importe quoi d'autre — la liste, notamment à Chicago, est presque interminable, — n'a pas de prévention contre la société dans laquelle il s'installe, elle est trop différente de ce qu'il a pu connaître. Il arrive souvent à l'Irlandais de détester son voisin polonais, mais tous les deux éprouvent pour l'Amérique de la vénération : leurs familles sont venues la faim au ventre — et quelle faim ! — et ce pays leur a donné du travail et promis la richesse.

Les débuts de Chicago tiennent en un mot : « énergie ». Au premier coup d'œil, la ville semblait n'avoir aucune de ces caractéristiques prometteuses qui font un « site naturel ». Vers 1823, un voyageur remarque au contraire que le regard ne trouve rien où s'arrêter et que l' « *uniformité du paysage* » est d'une « *fatigante monotonie* ». En 1827, selon le témoignage d'un soldat, Chicago « *était composé de six ou sept familles américaines, d'un certain nombre de sang-mêlé et d'un groupe d'Indiens errants et malades* ». Il eût fallu être un visionnaire pour prévoir que ce hameau bénéficierait un jour d'un double accès à la mer vers le nord, par les Grands Lacs et le fleuve Saint-Laurent, vers le sud, par un canal qui rejoindrait le Mississippi. En outre, demi-hasard, demi-nécessité, Chicago devait devenir un des buts de la course infernale que se livrèrent les compagnies ferroviaires pour rallier l'est et l'ouest du continent. La prairie allait se transformer en champs de blé et en pâturages, et l'exploitation de l'acier devait se développer sur les bords du lac. En fait, ce site était prédestiné.

Bien avant de pouvoir jouir des clémences du ciel, les habitants de Chicago durent résoudre les problèmes les plus prosaïques, dont ceux de l'approvisionnement en eau et de l'état des rues. Celles-ci étaient des enfers de poussière l'été, des enfers de boue l'hiver. De place en place, des panneaux y signalaient les endroits les plus dangereux : ils portaient la mention « *no bottom* » (pas de fond) ou même, parfois, « *man lost* » (un homme perdu). De ce point de vue, les rues restèrent « dangereuses » très longtemps. On construisit d'abord des trottoirs, ce qui permettait aux piétons de se sécher les pieds avant de devoir replonger tôt ou tard dans la boue, puis des chaussées de bois, faites de planches montées en parquets — l'innovation fut saluée comme une grande découverte — le pavement des rues, trop cher, n'intervint que beaucoup plus tard.

Pourtant, Chicago profitait de toutes les nouveautés techniques pour se développer. Par un froid matin d'octobre 1848, une locomotive d'occasion vieille de onze ans fut utilisée pour la première fois. Cette année-là, Chicago n'avait pas beaucoup plus de 2 kilomètres de voies ferrées. Six ans plus tard, elle était devenue le centre ferroviaire de l'Ouest.

La croissance de la ville à cette époque est prodigieuse. En 1871, une voyageuse anglaise, Mrs. Lippincott, affirme qu'il s'agit là « *d'une des choses les plus stupéfiantes de l'histoire de la civilisation moderne* ». Avec peut-être une pointe de désapprobation, elle constate que la ville grandit « *toute la nuit* », « *les jours de l'Indépendance, et les jours du Sabbat, et tous les jours* ». Déjà, les trains qui traversent cette ville de trois cent mille habitants transportent, écrit-elle, « *sept cent mille personnes par an* ». La ville devient bientôt le centre de l'abattage des porcs et aussi, ainsi que l'indique un guide publié aux environs de 1860, « *la grande cité bovine du monde.* » En 1868, McCormick, l'inventeur de la moissonneuse-batteuse, vend dix mille engins par an, dont beaucoup à l'étranger. L'industrie du fer, et bien sûr celle de la conserve, naissent à peu près à la même époque.

(Lire la suite page 14.)



(Chicago Association of Commerce and Industry.)

SEARS BUILDING, L'IMMEUBLE LE PLUS HAUT DU MONDE

La capitale incontestée de l'architecture technologique

Un marché à conquérir

LES firmes de l'Illinois sont, comme on pouvait s'y attendre, très actives en ce qui concerne les investissements à l'étranger. Parmi la liste des cinq cents plus grosses compagnies américaines établie par le magazine *Fortune*, cinquante-cinq ont leur siège à Chicago avec, pour plus d'une quarantaine, une filiale en France. International Harvester, John Deere, Caterpillar, Abbott Laboratories, Standard Oil of Indiana, Borg Warner, Cargill, Motorola, Pullman..., pour ne citer que quelques noms parmi les plus connus.

C'est en 1908, par exemple, qu'International Harvester s'est installé en France, où se concentrent actuellement ses plus importantes opérations européennes ; au total, plus de cinq mille cinq cents personnes réparties dans quatre unités de production, dont deux à Croix, près de Lille, et à Saint-Dizier, dans l'Est, où sont fabriquées des machines agricoles, et les deux autres près de Lyon et de Roanne, où sont localisées les usines de sa filiale Yumbo (excavateurs). En 1972, International Harvester installait ses quartiers généraux européens à Paris, tout en gardant le centre de direction de Yumbo à Lyon.

Les grandes banques de Chicago, comme la Continental Bank ou la First National Bank of Chicago, ont créé depuis plusieurs années des succursales à Paris, tandis que d'autres, comme la Northern Trust ou la Harris Trust, y ont des correspondants.

Si l'implantation de ces quelques grands noms de Chicago est très ancienne, elle est aussi activement sollicitée par la French Industrial Development Agency (FIDA), représentant aux Etats-Unis de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR). Activement dirigé à New-York par Mme Marie-Monique Steckel, ce bureau a une double mission : informer les milieux d'affaires américains des possibilités d'investissements, industriels et tertiaires, en France ; prospecter les entreprises ayant des projets d'investissements afin de les inciter à s'implanter en France dans certaines régions désignées comme prioritaires par le gouvernement, et de les aider dans leurs études de localisation et leur installation.

Développement des investissements en France

AINSI, en 1973, la FIDA a activement participé à l'implantation de seize unités de production nouvelles et de cinq centres de recherche ou d'administration en France, qui créeront cinq mille emplois dans les trois années à venir. Les secteurs de la mécanique, de la métallurgie, de l'électricité et de l'électronique représentent la plus grosse part de ces implantations. Aucune de ces unités de production ne s'est installée dans la région parisienne, mais à Béthune, Saint-Nazaire, Bordeaux, Toulouse..., toutes régions prioritaires du point de vue de l'aménagement du territoire français. Preuve, s'il en était besoin, que les compagnies américaines ne rechignent pas, après des études de localisation poussées, à s'implanter dans des régions périphériques.

C'est pourquoi, ayant pris conscience, il y a près de trois ans déjà, du poids économique et de l'importance de l'Illinois aux Etats-Unis, la FIDA a créé en 1972 une antenne permanente à Chicago même (dirigée aujourd'hui par M. Xavier Barbet). Celui-ci entretient un contact régulier et personnel avec plus d'une centaine d'entreprises de l'Illinois, dont quatre-vingt-cinq à Chicago.

(Lire la suite page 12.)



Un marché à conquérir

(Suite de la page 11)

Aussi, comme fruit de ses premiers efforts, on peut citer l'installation en France des entreprises suivantes :

— Gould, création d'une unité de production d'échangeurs de chaleur à Givors, près de Saint-Etienne (cent cinquante emplois prévus) ;

— Baxter Laboratories (produits médicaux), qui s'implante à La Chartre dans le Centre (cinq cents emplois prévus) ;

— Archer - Daniels - Midland, création d'une unité de trituration de soja à Brest (cent emplois prévus) ;

— Motorola à Angers en 1972 (mille emplois projetés), implantation la plus significative des entreprises de l'Illinois au cours des deux dernières années.

Et, dans le secteur tertiaire que la DATAR considère comme prioritaire actuellement :

— Le quartier général européen d'International Harvester à Paris ;

— La direction de Quaker Oats (alimentation, chimie, jouets) à Rueil-Malmaison ;

— Et, au début de l'année, l'implantation de G.D. Seale (pharmacie), en collaboration avec les laboratoires Clin-Midy), dans le centre scientifique de Sophia-Antipolis près d'Antibes, au cœur du parc d'activités scientifiques et industrielles de la Valbonne (cent emplois projetés).

Que la France ait un programme d'aide aux investissements étrangers comme les autres pays européens, que ses dirigeants, comme M. Jérôme Monod, directeur de la DATAR, viennent dans le Middle-West pour promouvoir ce programme, pour parler de la révolution industrielle française et prendre un contact personnel avec les dirigeants de quelques sociétés, cela apporte aux compagnies de la région de Chicago la preuve tangible que la France n'est pas aussi « anti-américaine » qu'il le paraîtrait au premier abord.

Car la France, immanquablement associée à la bonne cuisine, aux parfums et à la mode, ne pèse pas ici d'un poids très grand dans le monde des affaires. La plupart des sociétés n'orientent que rarement leurs premières recherches sur la France lorsqu'elles ont un projet d'investissements en Europe. L'attention des investissements américains se portait hier encore plutôt vers l'Angleterre — mais les problèmes syndicaux inquiètent, — l'Allemagne, où désormais la main-d'œuvre est hors de prix, la Belgique et la Hollande, qui ont une vieille tradition d'accueil, l'Irlande et l'Espagne, qui disposent de programmes d'aide très attrayants. De ce point de vue, l'élection de M. Giscard d'Estaing a réanimé l'image de la France dans cette région de Chicago, bastion des valeurs traditionnelles. Et le fait que le nouveau président ait prononcé une allocution en anglais lors de sa nomination a été tout particulièrement remarqué ici.

Si les compagnies de l'Illinois sont bien représentées sur la scène internationale, qu'en est-il des compagnies françaises en Illinois ? Leur présence est très faible — reflétant ainsi la situation au niveau des Etats-Unis dans leur ensemble — puisqu'en 1972 les investissements directs français n'étaient que de 321 millions de dollars, bien inférieurs à ceux de l'Angleterre (4,581 millions), des Pays-Bas (2,331 millions), de la Suisse (1,595 millions) et de l'Allemagne (807 millions).

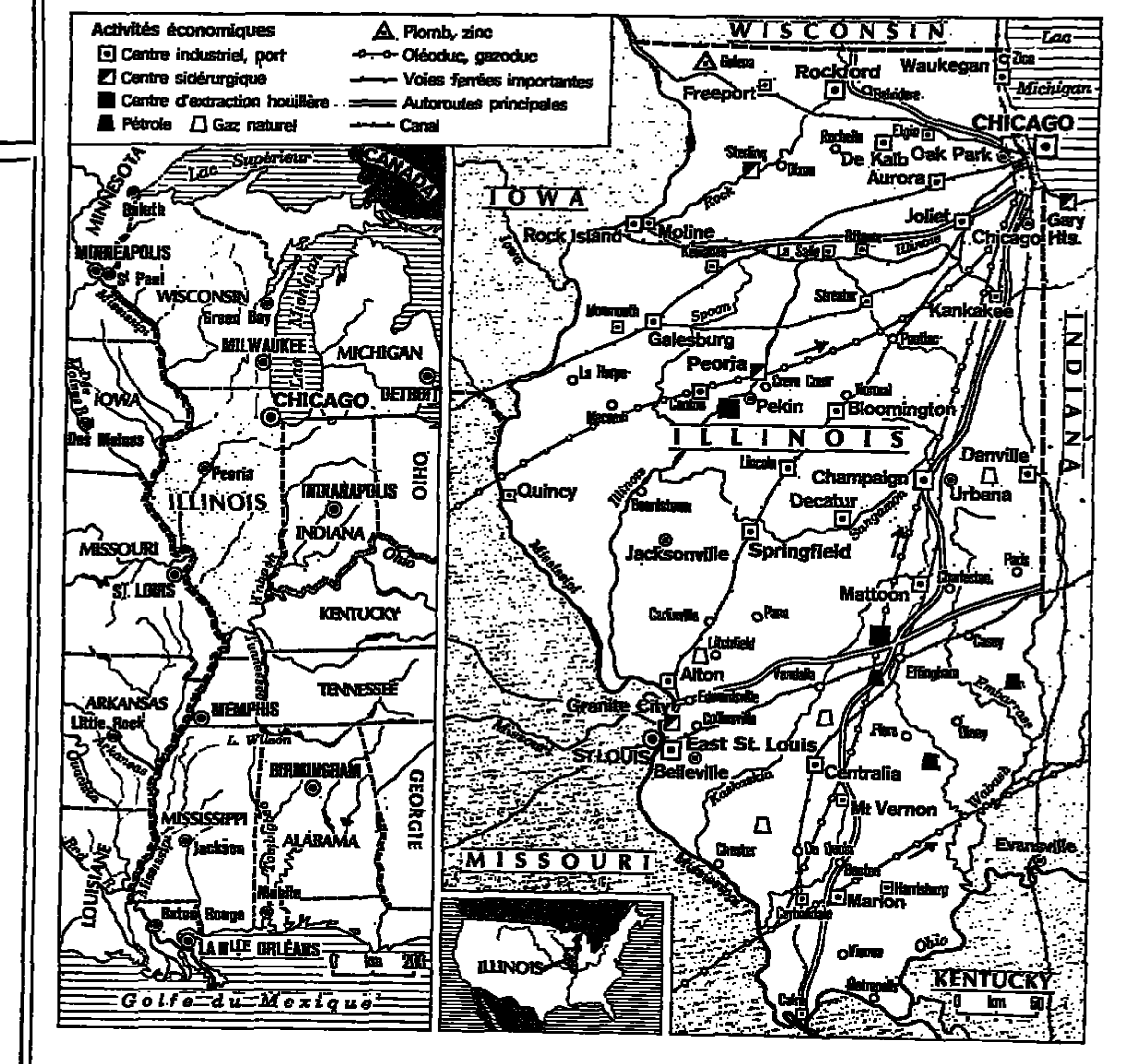
Moins d'une douzaine de compagnies françaises ont une filiale dans l'Illinois et la quasi-totalité ne sont que des filiales de distribution : la Télémécanique, Leroy-Somer, Gachot... Parmi les opérations récentes on peut noter la prise de participation majoritaire dans Lincoln Laboratories, fabricant de produits pharmaceutiques à Decatur dans l'Illinois, par l'Institut Mérieux et l'acquisition par le groupe Le Creuset (articles de cuisine en fonte émaillée) de leur distributeur à Chicago. Un groupe alimentaire français serait en négociation avec une entreprise de l'Illinois. Le bilan est maigre, mais le réveil s'amorce.

Premier centre industriel parmi les agglomérations américaines et capitale de l'Etat le plus exportateur des Etats-Unis, Chicago est aussi un centre international sur le plan financier.

La création, cette année, par le Chicago Mercantile Exchange, d'un nouveau marché monétaire international, dont l'activité atteint déjà plusieurs milliards de dollars, a attiré l'attention des milieux d'affaires internationaux. En outre, la ville s'ouvre désormais davantage aux étrangers. Le Chicago Board of Trade, le Chicago Mercantile Exchange et le Midwest Stock Exchange acceptent maintenant comme membres à part entière des agents de change et des banques d'affaires étrangers. Le Japon, déjà très actif comme investisseur étranger dans le Midwest (Sony vient d'acquérir la division de télévision de Motorola, malgré des démêlés avec le département de la justice, « encouragés » par son concurrent américain Zenith), y a déjà des représentants. Récemment aussi, la Chambre de l'Etat a modifié la législation bancaire de l'Illinois qui interdisait aux banques, qu'elles fussent nationales ou étrangères, d'ouvrir une succursale sur le territoire américain. Une douzaine de banques étrangères, notamment la B.N.P. et le Crédit Lyonnais, opèrent à Chicago.

Car Chicago et l'Illinois peuvent offrir beaucoup : l'agglomération de Chicago est la première parmi les trente-six plus grandes villes américaines pour les dépenses immobilières, pour les investissements industriels, pour le taux de croissance dans le secteur privé, pour la valeur des produits transportés (et pour le nombre de golfs [cent trente-huit]), alors qu'elle arrive au quatre-vingt-septième rang en ce qui concerne la criminalité et au douzième pour la pollution. Une chance qu'il appartient aux compagnies françaises de saisir. Mais la France industrielle du vingtième siècle est-elle aussi « aventurière » qu'au temps héroïque du Père Marquette ?

F. B.



TROIS SIÈCLES D'HISTOIRE

1673. — LE PERE JESUITE Jacques Marquette et son compagnon Louis Joliet descendent le Mississippi jusqu'à l'embouchure de l'Arkansas et remontent le fleuve en empruntant la « rivière des Illinois ».

1703. — LES JESUITES TRANSFERENT le centre de leur mission auprès des Indiens de Des Pères (aujourd'hui Saint-Louis) aux rives de la Kaskaskia, fondant ainsi le hameau de Kaskaskia, premier « pôle de développement » de ce qui deviendra l'Illinois.

1717. — UN DECRET ROYAL rattache l'Illinois à la Louisiane française.

1763. — PAR LE TRAITE DE Paris, la France cède à la Grande-Bretagne ses possessions à l'est du Mississippi.

1787. — LE CONGRES ADOPTE l' « ordonnance du Nord-Ouest », qui tente d'organiser les terres sous-peuplées que lui livre l'Indépendance, reconnue en 1783.

1800. — LE CONGRES DECOUPE dans ces territoires l' « Indianna Territory », dont l'Illinois fait encore partie.

1803. — LES TROUPES AMERICAINES construisent le fort Dearbon, site du Chicago futur.

1818. — L'ILLINOIS ACCEDE A la dignité d'Etat à part entière (Statehood), formant le vingt et unième Etat de l'Union. Shadrach Bond en est le premier gouverneur. Son « lieutenant gouverneur » s'appelle Pierre Ménard.

1831. — LES PARENTS D'ABRAHAM Lincoln viennent s'installer dans le comté de Mâcon. Trois ans plus tard, Abraham siège à l'assemblée de l'Etat.

1839. — LA CAPITALE EST fixée définitivement à Springfield, au centre de l'Etat.

1858. — LINCOLN AFFRONTE son adversaire Stephen. A. Douglas au cours de six « face à face » dans la compétition pour un des deux sièges sénatoriaux de l'Etat. Lincoln est battu mais, par sa campagne, prend une « dimension nationale ». Il est élu président en novembre 1860, ce qui contribue à déclencher la guerre de Sécession.

1865. — LE CADAVRE DU PRESIDENT assassiné est ramené en grande pompe à Springfield.

1871. — LES 8 ET 9 OCTOBRE, un incendie ravage le centre de Chicago.

1886. — PREMIERS TROUBLES sociaux — émeute du Haymarket Square. L'inventeur des wagons-lits, George Mortimer Pullman, laissera en 1894 tirer sur un camp de terrassiers qui revendiquent.

1892. — LA CONVENTION DEMOCRATE de Chicago confère la candidature présidentielle à Grover Cleveland, qui choisit pour vice-président Adlai Stevenson, grand-père du futur gouverneur de l'Illinois (1949-1953) et adversaire malheureux d'Eisenhower en 1952.

1939. — L'ILLINOIS DEVIENT LE quatrième Etat des Etats-Unis pour la production du pétrole.

1968. — LA CONVENTION DEMOCRATE de Chicago, dans un tumulte resté historique, désigne Hubert Humphrey comme candidat à la Maison Blanche.

— L'Illinois célèbre le cent cinquantième anniversaire de son entrée dans l'Union.

1971. — RICHARD J. DALEY, LE « boss » de l'Etat, est élu pour la cinquième fois maire de Chicago.

UNE ÉCONOMIE SAINE, TOURNÉE VERS L'EXTÉRIEUR



Par FRANÇOIS TERBA

« *LA région de Chicago, dans un rayon de cent cinquante miles autour de la ville, est la première du monde en termes de production de revenus, de fabrication de produits destinés à l'exportation, la première dans les domaines de la métallurgie, des minoteries, de l'imprimerie commerciale, de la vente par correspondance. La demande étrangère, en ce qui concerne les biens de consommation, continuera dans l'avenir prévisible à entretenir le boom de l'économie du Middle West. Les fondations de l'économie américaine sont extraordinairement fortes. Le pire n'arrivera pas. Le monde continuera de tourner et d'aller de l'avant. Nous rencontrerons des difficultés passagères mais je ne saurais être plus optimiste.* »

M. Stuits, président du conseil d'administration de l'American National Bank and Trust Company of Chicago, est un homme heureux. M. Thomas Coulter, président de la Chambre de commerce de Chicago, ne l'est pas moins. Il insiste lui aussi sur la demande en biens de consommation dont le niveau, dit-il, « *n'a jamais été aussi élevé dans tous les pays neufs* », sur les avantages naturels de la région de Chicago, sur la situation de l'emploi dans ce domaine. Le proverbe américain qui affirme « *si tu ne peux pas trouver de travail à Chicago, tu ne trouveras du travail nulle part* », continue à son avis d'être vrai.

L'Illinois occupe-t-il vraiment une place exceptionnelle au sein de l'économie américaine ou n'est-ce là qu'un enthousiasme de commande ? Le monde entier a rêvé du Chicago des abattoirs aujourd'hui disparu ; du personnage d'Al Capone qui appartient à l'histoire, mais il a quelque peu oublié depuis la deuxième ville des Etats-Unis et l'Illinois, perdus dans la monotonie supposée de la grande prairie. Les hommes d'affaires, notamment, pensent souvent avoir « découvert » les Etats-Unis dès qu'ils se sont familiarisés avec l'économie de la Californie et celle de l'Etat de New-York. Aussi peut-on céder pour une fois à l'ivresse des chiffres et tenter de voir comment les onze millions cent treize mille habitants de cet Etat produisent à eux seuls 5,10 % du produit national brut des Etats-Unis (deux cent trois millions deux cent onze mille habitants).

D'après les chiffres du dernier trimestre, le P.N.B. de l'Etat d'Illinois, pour l'année 1973, devrait s'élever à 80 milliards 900 millions de dollars ; soit une progression de 2 milliards 200 millions par rapport au dernier trimestre de 1972. La production agricole représente 1 milliard 26 millions de cette croissance (ventes de blé à l'U.R.S.S., production du soja), la production manufacturée 945 millions. Les services, le commerce et les activités économiques publiques ont également progressé ; les autres secteurs sont en baisse. En 1973, ce P.N.B. a augmenté de 11,2 % par rapport à 1972. En dollars réels ou constants, ce chiffre correspond à une augmentation de 5,6 % par rapport à 1972, ce qui constitue la plus importante progression depuis 1966. L'habitant de l'Illinois a bénéficié en 1972, après paiement des impôts locaux et d'Etat, d'un revenu supérieur à celui d'un habitant des dix autres Etats les plus peuplés du pays, à l'exception du New-Jersey.

Cette richesse est concentrée dans l'agglomération de Chicago, qui compte à elle seule près de huit millions d'habitants. Le P.N.B. des huit comtés qui composent, pour le statisticien, l' « aire métropolitaine de Chicago » s'est élevé en 1973 (d'après les chiffres du dernier trimestre) à 65 milliards 572 millions de dollars, soit une progression de 12 % par rapport au P.N.B. (révisé) de 1972. Le montant des salaires payés dans l' « aire métropolitaine » en 1973 a atteint 34 milliards de dollars, contre 30 milliards 484 millions en 1972. Le salaire moyen d'un ouvrier de Chicago est passé de 9 820 dollars en 1972 à 10 650 dollars en 1973.

Pour ce qui est du revenu des personnes privées dans l'agglomération de Chicago, les chiffres totaux sont respectivement 42 milliards 703 millions en 1972 contre 47 milliards 470 millions en 1973.

Les bénéfices des sociétés, après réajustement de la valeur des stocks ont atteint, dans l'agglomération de Chicago, 5 milliards 570 millions en 1972, et 6 milliards 960 millions en 1973 : 6,3 % du total comparable au niveau du pays. Le chiffre d'affaires du secteur industriel dans la même zone a progressé en 1973 de 18 % par rapport à l'année précédente et a été porté à 48 milliards 264 millions, alors que la valeur de la production s'élevait à 40 milliards 859 millions. Il s'agit là d'un record absolu, dû en partie à la hausse des prix qui, pour de nombreuses industries, et particulièrement dans le domaine alimentaire, a été considérable.

L'industrie alimentaire dispute traditionnellement la première place à l'industrie métallurgique. 1973 n'a pas fait exception à la règle ; les produits métallurgiques sont arrivés premiers et les produits alimentaires seconds. L'industrie électrique et électronique vient en troisième position ; son chiffre d'affaires dans l' « aire métropolitaine » de Chicago a été de 5 milliards 629 millions en 1973, une progression de 16,5 %. Les produits métalliques viennent ensuite avec 4 milliards 607 millions de chiffre d'affaires, suivis par les machines autres qu'électriques. Une autre industrie très importante de l'agglomération de Chicago est l'industrie chimique et des produits dérivés : plastique, matériaux synthétiques, produits pharmaceutiques, savons et détergents, cosmétiques, peinture, encre, colle, explosifs, etc. Cette industrie a progressé en 1973 de 12,7 % et réalisé un chiffre d'affaires de 3 milliards 718 millions de dollars. L'industrie de l'impression et de l'édition est en cinquième position. Ce groupe englobe presque toutes les activités qui se rattachent à l'imprimerie, depuis les journaux quotidiens ou périodiques jusqu'aux matériaux d'imprimerie eux-mêmes. Les plus grandes imprimeries du monde (exception faite des imprimeries d'Etat) se trouvent dans l'agglomération de Chicago. Cette branche d'activité a elle aussi progressé en 1973 de 13,2 % avec un chiffre d'affaires de 3 milliards 136 millions.

Les ventes en gros dans l'agglomération de Chicago ont également atteint un record en 1973, leur chiffre d'affaires de 53 milliards 600 millions représente une progression de 21 % par rapport à l'année précédente. Ces chiffres ne tiennent pas compte des entreprises situées à l'extérieur de l' « aire métropolitaine » de Chicago.

La vente à l'étranger

EN 1973, l'Illinois est devenu le premier Etat exportateur des Etats-Unis, ravissant ainsi la première place à la Californie. La valeur des exportations de l'Etat a dépassé 5 milliards de dollars en 1973, alors qu'elle n'était que de 3,7 milliards en 1972. Les exportations de produits manufacturés représentent 80 % de ce total : 4 milliards de dollars. Le chiffre des ventes de cet Etat à l'étranger en 1971, 2 milliards 800 millions de dollars, permet de mesurer la croissance de ce secteur en deux ans : 43 %.

La situation remarquable des exportations s'explique par la structure de l'économie d'Etat. La diversification de l'industrie de l'Illinois (aucune activité ne compte pour plus de 10 % du total) lui permet de résister avec succès à la compétition internationale et aux aléas économiques — ce qui n'est pas le cas de la région de Detroit par exemple, très touchée par la crise pétrolière — et de tirer ainsi bénéfice de l'expansion du commerce mondial.

La balance commerciale américaine révèle que l'Illinois occupe une place essentielle dans les secteurs exportateurs du pays alors que, dans les domaines où les Etats-Unis sont importateurs nets, la part de l'Illinois est très modeste. En outre, dans un grand nombre de secteurs où les Etats-Unis connaissent un déficit de leur balance commerciale (alimentation, matériel de transport et métaux, par exemple), l'Illinois est un exportateur net. Les dernières statistiques publiées par le Department of Commerce, qui portent sur l'année 1969, montrent que les secteurs les plus exportateurs sont dans l'ordre : ceux de la mécanique non électrique (moteurs, turbines, matériel agricole, et des travaux publics), qui représentent 23,4 % des exportations totales. On y retrouve les plus grandes sociétés de Chicago : International Harvester, John Deere, Caterpillar, F.M.C., Borg Warner, Pullman, etc.

Le secteur des métaux, 19,8 % des exportations totales, a bénéficié cette année d'une demande mondiale très importante. En outre, le contrôle des prix imposé par l'administration fédérale, très mal accepté dans cet Etat, d'esprit très libéral, a encouragé de nombreuses sociétés à vendre une plus grande partie de leur production à l'étranger où les prix sont libres.

En 1971, les exportations de l'Illinois représentaient 5,8 % de la valeur totale des livraisons des entreprises de l'Etat. On estime que le nombre total des emplois créés par les activités exportatrices est de cent quarante-six mille. Ce chiffre inclut les emplois directement liés aux exportations, soit soixante-huit mille personnes, et les emplois indirects soixante-dix-huit mille personnes. En outre, si l'on tient compte de l'effet multiplicateur — c'est-à-dire les emplois résultant des revenus et consommation additionnelle des industriels, ouvriers et agriculteurs, qui tirent leurs revenus des exportations, — le nombre d'emplois total dérivés du commerce international atteindrait cinq cent mille.

L'Illinois exporte plus du quart de sa production agricole, essentiellement soja, maïs et blé. Dans ce secteur, les exportations de l'Illinois auront atteint 1 milliard 300 millions de dollars en 1973, soit un taux de croissance de plus de 50 % par rapport à 1972. Cela explique en partie pourquoi les entreprises illinoises situées hors de l'agglomération de Chicago exportent une part sensiblement plus grande de leur production que les entreprises de la capitale économique de l'Etat.

Efficacité de l'infrastructure

L'ILLINOIS dispose d'une infrastructure solide, efficace, ouverte sur l'étranger comme sur l'arrière-pays. Le réseau de communications de l'Etat est de première qualité. L'Illinois est le second Etat après le Texas — dont la surface est cinq fois plus grande que la sienne — pour le nombre de kilomètres de voies ferrées et de voies routières. O'Hare International est l'aéroport le plus fréquenté des Etats-Unis — plus de treize millions de passagers en 1970 — relié à tous les plus grands centres internationaux. Depuis l'ouverture du Saint-Lawrence-Seaway en 1959, le trafic international à travers les Grands Lacs a augmenté très rapidement. En outre, le port de Chicago a accès à toute la grande plaine américaine par l'Illinois River reliée à la grande artère fluviale des Etats-Unis : le fleuve Mississippi — qui débouche sur le golfe de Mexico, ouvert sur la mer des Caraïbes et l'Atlantique. Les expéditions de marchandises dans les Grands Lacs par le Saint-Lawrence-Seaway atteignent 300 millions de tonnes par an. Ce réseau fluvial canalise plus de 12 % de tout le trafic portuaire étranger des Etats-Unis, et Chicago est plus d'un tiers à l'origine de ce trafic international. Le port de Chicago a des liaisons fréquentes avec cent vingt ports dans soixante-cinq pays. D'où l'absolue nécessité de trouver un remède au mal qui menace l'expansion de ce complexe fluvial qui arrive bientôt à saturation. Insuffisamment entretenus, les chenaux s'enlisaient progressivement et le tirant d'eau des bateaux a dû être réduit. Ayant pris conscience du danger, les autorités de la ville mettent au point un programme d'expansion du port ; mais un problème n'a pas encore trouvé sa solution, les déchets du dragage ne peuvent plus, pour des raisons écologiques, êtres déversés dans le lac Michigan, et aucun nouveau site n'a pu encore être trouvé.

L'Illinois gardera-t-il sa place de premier exportateur des Etats-Unis ? Les effets cumulatifs des dévaluations du dollar et la forte demande mondiale des produits agricoles et des métaux permettent de le penser. De plus, la puissante Chambre de commerce de l'Illinois renforce encore son action pour pousser les entreprises de cet Etat à exporter davantage, éveiller l'intérêt de la communauté internationale à l'égard du dynamisme de Chicago. Dans ce domaine, le grand événement de l'année dernière a été l'Export to Japan trade fair où plus de quatre cents compagnies et organisations ont présenté leurs produits à six cent cinquante acheteurs japonais.



Chicago,

(Suite de la page 11.)

La construction se poursuit à un rythme effréné (l'invention des autobus à chevaux permet de construire des zones résidentielles plus loin du centre). Les « changements de décor à vue » de la ville fournissent aux voyageurs un spectacle qui les étonne toujours profondément : les maisons, qu'elles soient de bois ou de maçonnerie, sont *« roulées »* d'un point à un autre, les occupants restant à leurs fenêtres ou sur le pas de leur porte. Il ne fait plus aucun doute cette fois que Chicago est déjà, et deviendra chaque jour davantage, un grand centre urbain. Mais, un dimanche soir, le 8 octobre 1871, le feu prend dans une étable, à l'extrémité sud-ouest de la ville. Attisé par le vent, il atteint les maisons voisines. L'incendie s'amplifie et acquiert une force inouïe, saute la rivière Chicago. En trois jours, il ne reste plus rien de la ville si ce n'est ce château d'eau près duquel sera construit le Hancock building, qui avait été bâti spécialement pour résister au feu. Cent mille personnes sont sans abri. Le 11 octobre, l'éditorialiste du *Chicago-Tribune* titre *« cheer up ! »* (« haut les cœurs ! »). Plus optimiste que jamais, un agent immobilier rouvre une boutique au milieu des ruines, avec cet écriteau : *« Tout perdu, sauf femme, enfant et énergie. »* En une semaine cinq mille quatre cent quatre-vingt-dix-sept maisons temporaires furent rebâties et deux cents habitations solides commencées.

Les " lumières de Daley "

SUR la place de l'hôtel de ville, non loin de la célèbre sculpture métallique de Picasso, un orchestre pop a monté une estrade et donne un concert gratuit pour une centaine de jeunes, assis sur des chaises, et quelques vieillards qui somnolent sur un banc et que les stridences aiguës des guitares électriques font par moments sursauter. Dans l'hôtel de ville pour raison d'Etat et besoin de se distinguer, comme nous l'avons dit, règne une grande animation en frappant contraste avec le reste de la ville.

La commission des finances du conseil municipal tient séance dans une petite salle du troisième étage. Il s'agit de discuter et d'adopter différents chapitres d'un projet d'emprunt de 40 millions de dollars, proposé par le maire Richard Daley pour l'amélioration et le développement de Chicago.

A la droite du président de séance, M. Keane, président de la commission des finances, bras droit du maire Richard Daley depuis des années — et aussi intéressé, dit-on, par l'argent que son maître l'est par le pouvoir. Les rapporteurs viennent présenter à leur tour les divers chapitres du projet. Assis perpendiculairement à eux, les conseillers municipaux membres de la commission. Derrière les conseillers, des journalistes, assis sur des chaises ou par terre, debout, causant entre eux. Adossés aux murs de la salle, de simples citoyens — la réunion est publique — des techniciens de l'administration municipale concernés par les projets mis en discussion, deux ou trois agents de police en uniforme. Dans le couloir, un conseiller municipal fait devant une caméra de télévision un commentaire « à chaud » sur un des premiers chapitres examinés dans la matinée.

Le débat porte sur un projet de 8 millions de dollars qui prévoit le remplacement de quatre-vingt-cinq mille lampes au mercure actuellement utilisées pour l'éclairage des rues par des lampes à vapeur de sodium. Le rapporteur souligne que cette installation doublera la puissance d'éclairage, permettra une économie d'énergie de 250 000 dollars, et réduira le taux de criminalité nocturne. Le projet paraît séduisant, généreux même. La discussion entre le rapporteur et le public est extrêmement précise, mais toujours courtoise, semble-t-il. Les journalistes interviennent au moins autant que les membres du conseil municipal.

Les deux modèles des lampes circulent dans l'assistance, pendant qu'un conseiller pose toutes les questions imaginables sur leurs caractéristiques techniques. Le débat se déplace ensuite vers le problème de la protection de la nature, et la discussion devient plus incisive. Certains dans l'assistance demandent que des études plus poussées soient menées avant qu'on n'installe le nouvel éclairage, qui risque de nuire à la croissance des arbres. Le rapporteur répond en citant des rapports d'experts sur les résultats obtenus dans une zone-pilote. Un conseiller demande alors que la séance puisse se poursuivre dans une autre salle, plus grande, et peut-être même un autre jour. Il signale qu'une dame, qui voudrait témoigner, a constaté personnellement un cas où les arbres ont souffert de ce type d'éclairage. Son intervention paraît un peu déplacée, ou hors du sujet. Ce qui frappe surtout, c'est la franchise du débat, le caractère public de cette discussion, qui est financièrement très lourde de conséquences. Décidément, la démocratie américaine...

Nous rejoignons dans le couloir le conseiller qui souhaitait que l'on déplaçât la séance. Il se nomme Léon Després, et il est d'origine française. Démocrate comme le maire, il est pourtant l'un des sept opposants (le conseil ayant cinquante membres, le maire dispose donc d'une majorité plus que confortable). Il a, si l'on ose dire, une « lumière noire » à projeter sur ce débat. *« Ce que vous avez vu est une mise en scène,* dit-il. *Ils ont choisi exprès de tenir cette séance un jour où personne ne se trouve en ville, dans une petite salle. Ils vont faire traîner la discussion en longueur jusque vers seize heures. Alors seulement, les simples citoyens qui désirent témoigner pourront le faire. Mais beaucoup de journalistes seront déjà partis, et leurs propos ne seront pas rapportés. De toute manière, le projet sera voté, nous ne serions que sept à nous y opposer. Et d'ailleurs, comment le faire ? Cet énorme emprunt de 40 millions de dollars prévoit quatre-vingt-onze projets d'aménagements. Qui peut honnêtement refuser qu'on améliore l'éclairage des rues ? Mais tous ces projets ont un caractère électoral. Ils sont destinés à nourrir la campagne de la « machine »* (l'organisation politique du maire) *pour les prochaines élections municipales. Ces 40 millions constituent en tout cas un lourd endettement pour la ville. On n'aurait pas besoin de souscrire cet emprunt si tant d'argent ne partait pas en faveurs, prébendes et pots-de-vin. (...) Ce qui fera vendre tout ça, ce sont les éclairages ; on les appellera les « lumières de Daley », et on oubliera la note de 40 millions et les 24 millions d'intérêts. »*

Dehors, les rues du centre de la ville sont silencieuses, parcourues par de rares voitures, traversées de piétons tranquilles. Dans des villes comme New-York, ou Newark, dans le New-Jersey, le centre des villes est inhabité, dangereux dès six heures du soir. A Chicago, il conserve une population de petites gens : Blancs, « Latinos » ou Noirs. Sous le toit métallique formé par la voie du métro, une jeune maman « latino » tient par la main ses deux enfants endimanchés, avant de les conduire vers quelque visite de famille. Devant le néon triste des cinémas, que la lumière rousse de cette fin d'après-midi éclipse, des couples de Noirs (bijoux, pendentifs et bimbeloteries de métal doré pour lui, ainsi qu'un grand chapeau de feutre) regardent les photos affichées, celles de *l'Exorciste*, de *Magnum force* ou du dernier film de karaté « made in Hongkong » ; rien qui puisse adoucir les mœurs. Un Blanc hirsute et ivre reste planté au bord d'un trottoir, et seul un cataclysme pourrait semble-t-il le secouer assez pour qu'il arrache à son cerveau malade une idée, un désir et même peut-être un geste.

L'immigrant

LE spectacle de ce centre fait pour la foule et le bruit, et maintenant à demi déserté, impose l'idée que la « vraie vie » de Chicago (celle dont les représentants de la ville accepteraient de se prévaloir) est ailleurs. Cette vie-là fleurissait sur les bords du lac, fraîche et joyeuse. Elle doit renaître, plus loin, au-delà de ce bras mort ou des fonds impénétrables que sont les quartiers noirs du sud-ouest (zones pourtant résidentielles au début du siècle), et les quartiers d'immigration récente des Hispano-Américains, des « Latinos », qui, aux abords de la 18e Rue, s'enfuient en courant lorsqu'ils entendent un cri (*« la migra, la migra ! »*) qui les prévient anonymement que des agents des services de l'immigration se trouvent dans les environs. La « vraie vie », celle dont on caresse l'idée, et la vraie ville même ne sont pas faites pour eux. Ils ont droit pour l'instant à la vie vraie, à la pauvreté et à leur ration quotidienne de discrimination et d'incompréhension « ethniques ». C'est maigre et indigeste pour potage mais — toute réserve faite pour le cas des Noirs évidemment — beaucoup d'entre eux considèrent cela comme la règle du jeu.

De ce point de vue habiter un ghetto ou un quartier délaissé leur paraît naturel parce que, en principe, provisoire. L'expansion de la ville a marché de pair avec le vieillissement des familles et l'arrivée de nouvelles vagues d'immigrants. Au fur et à mesure que les descendants du premier arrivé s'enrichissent ou, simplement, acquièrent une certaine aisance, ils se déplacent vers des zones plus résidentielles. La modification de la géographie humaine correspond à l'évolution du pouvoir. Dans les faits, sinon dans les principes, la démocratie, ou le pouvoir qui administre la ville ou l'Etat ne sont pas au service de tous au sens où nous l'entendons en Europe mais au service de ce qui rend la ville plus riche. Ce sont les investisseurs, les industriels, les gens qui ont des revenus réguliers et suffisants pour épargner, qui font la richesse de la ville et son dynamisme. N'ont-ils pas travaillé dur pour cela, et leurs parents probablement en-



هكذا من الأصل

Chicago

Chicago !



core plus ? Cette ville appartient donc aux plus forts parmi ceux qui la font. Les autres, les derniers venus, devront attendre leur tour, même si cela doit prendre plusieurs générations. Mais d'ailleurs, affirme ici la « sagesse populaire », les meilleurs et les plus acharnés pourront, *« s'ils le veulent vraiment »*, réussir tout de suite.

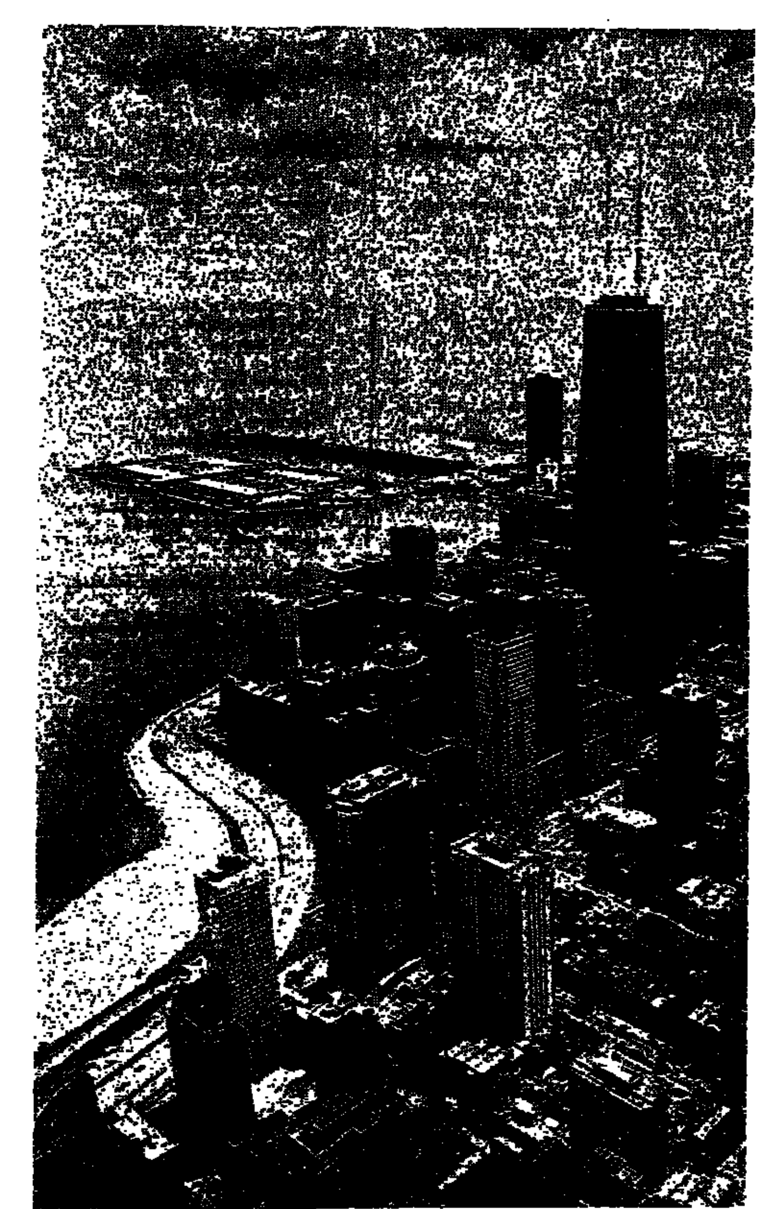
Quand on a vraiment réussi, on peut habiter un appartement luxueux au bord du lac, une maison avec un beau jardin dans une banlieue aisée et s'inscrire au club de golf voisin. Bien sûr, la réalité se révèle mille et une fois plus complexe. L'origine « ethnique » de l'immigrant est un facteur important de la vie sociale. Il pèse sur la destinée des individus, mais leur offre aussi l'appui substantiel des liens tribaux. La rigidité des liens « ethniques » tend, dit-on, à se relâcher. C'est que l'immigration elle-même s'est considérablement ralentie et que les hommes qui arrivent aujourd'hui à l'âge du commandement ne sont plus de la première génération. Du temps de leurs parents, ou de leurs grands-parents, les quartiers étaient hermétiquement fermés aux « ethnies » voisines. A l'époque où le maire de Chicago était enfant, il n'aurait pas songé sérieusement à s'aventurer seul dans le quartier voisin peuplé de Polonais. De même, aucun Noir ne se serait hasardé dans le sien, Bridgeport. Aujourd'hui, dans cette zone intermédiaire entre les quartiers pauvres et les banlieues cossues, il y a encore des quartiers irlandais, « bohémiens » (le terme désigne les représentants des peuples d'Europe centrale : Lithuaniens, Hongrois, Roumains, Croates, Serbes), polonais ou allemand. Dans un de ceux-là, quand nous sommes allés acheter du pain dans une boulangerie, on s'est adressé à nous en allemand.

D'Al Capone à la mafia noire

AU fil du temps cette « dérive » du pouvoir, qui recouvre plus ou moins l'évolution des réalités ethniques, engendre de singulières relèves. On pourrait prendre, entre dix exemples, l'histoire du crime, qui a connu à Chicago des jours heureux qu'il faut brièvement relater.

La prospérité du « syndicat du crime » à Chicago eut pour origine principale le zele intempestif d'une madame Frances Williard, d'Evanston (banlieue sud de Chicago), et de ses disciples, qui au terme d'une campagne fanatique obtinrent du Congrès l'amendement de la Constitution interdisant la vente et la fabrication d'alcool. Le 17 janvier 1920, l'acte légal qui le rendait exécutoire plongeait le pays dans la prohibition

Le chef de gang le plus important avant le célèbre Al Capone, Big Jim Colossimo, fut enterré le 15 mai 1920 avec solennité. La procession était ouverte par mille membres du « club démocratique du premier arrondissement », en chapeau haut de forme, parapluie roulé sous le bras et brassard noir. Trois juges suivaient le cercueil, le ministre adjoint de la justice de l'Etat saluait la foule de sa voiture. Suiveurs de nature, marchaient derrière neuf conseillers municipaux, au coude à coude avec des membres du gang, dont un certain Johnny Torrio qui, soit dit en passant, était probablement l'instigateur de l'attentat qui mit fin à la carrière de son ami et patron. Dans la foule (près de quatre mille personnes) des amis du défunt qui venaient ensuite, on reconnaissait des juges de district, des fonctionnaires de différents grades, des tueurs à gages, des proxénètes, des voleurs. Chicago n'avait pas connu un tel enterrement depuis le passage de la dépouille mortelle d'Abraham Lincoln. Elle n'avait pas non plus apporté jusque-là de preuve plus éclatante de la collusion entre les politiciens et la pègre.



LE QUARTIER RESIDENTIEL AU BORD DU LAC
A droite : la haute silhouette sombre du Hancock Building.

Succédant à Colossimo, Torrio se mit en mesure de développer ses affaires et fit venir, pour le seconder dans les basses besognes dont il ne voulait plus se charger, Scarface Al Capone, originaire de Brooklyn, qui n'était jusque-là qu'un détrousseur enclin à tuer ses victimes quand elles lui résistaient trop. Une guerre sans merci opposa très vite les deux hommes à des gangs rivaux des quartiers nord de la ville: il y eut des morts, beaucoup, et quelques beaux enterrements. Après le retour de Torrio en Italie (il se retira des affaires, fortune faite, mais après avoir reçu cinq balles dans le corps au cours d'une embuscade et passé neuf mois en prison pour un délit mineur), Al Capone devint véritablement le seul chef de gang de la ville. Pour y parvenir, il fit exécuter ses adversaires au cours d'un mitraillage qui eut lieu le soir de la Saint-Valentin, en février 1929. Curieusement, les tueurs responsables du massacre furent trouvés morts quelques mois plus tard, dans un parc, troués de balles et le crâne fracassé. Quelques informateurs hardis racontèrent à la police que Capone avait invité à dîner ces trois hommes — qu'il commençait à craindre — et leur avait cassé la tête à la fin du repas avec une batte de base-ball.

Capone régna sans partage jusqu'en 1931. Il était célèbre dans le monde entier, on tournait des films inspirés de son personnage. A Chicago, les membres de la haute société faisait tout pour se trouver dans la salle lorsqu'il lui arrivait de se rendre au théâtre, huit gardes du corps assis autour de lui. Capone fut envoyé, comme l'on sait, à Alcatraz pour une histoire de fraude fiscale, et le gangstérisme rentra dans des limites plus raisonnables.

Les temps ont changé, Chicago est une ville où l'on se sent peut-être davantage en sécurité la nuit qu'à New-York ou San-Francisco. Le crime organisé existe toujours. Mais il abandonne de plus en plus les activités grossières et trop voyantes. Les vieilles familles ont aujourd'hui des affaires honnêtes, investissements industriels ou commerciaux. Une étude récemment publiée a constaté que dans une famille italienne liée depuis ses origines au « syndicat », à la quatrième génération *« quatre hommes seulement sur vingt-sept étaient impliqués dans le crime organisé »*. Par contre, de même que les juifs succédèrent dans ce domaine aux Irlandais, les Italiens aux deux premières catégories, on voit naître aujourd'hui, à un niveau plus modeste, une « organisation » noire et même hispanique (Cubains, Porto-Ricains). Les gangs de Noirs ne sont encore que moyennement organisés, mais ils pourraient aboutir dans une dizaine d'années à une structure comparable à celle de la Mafia. Chez les Noirs, la cohésion du gang n'est pas assurée par le sens de la famille, comme dans les groupes italiens ou siciliens, mais plutôt par des liens noués entre adolescents dans les gangs de rues ou dans les prisons.

Sept heures du matin. M. Boyle, Moses, Mazurski, O'Horgan ou Liberman, peu importe son nom, quitte sa maison, située dans une « communauté » très « exclusive », au nord-ouest de Chicago, bien au-delà des quartiers pauvres, des centres d'industrie légère, des cimetières de voitures, de la ville « utile ». Il jette un regard satisfait à la pelouse qu'il a tondue hier, monte dans son interminable voiture bleu foncé et roule, un kilomètre et demi, jusqu'à la gare. Vingt-cinq minutes de train pour arriver au cœur de Chicago. La compagnie Northwestern utilise des wagons à deux étages, jaune et vert, impressionnants par leur hauteur. Il n'y a que deux arrêts avant la gare centrale. La majorité des passagers paraissent de condition aisée, ce qui est conforme à la sélection par l'argent que doivent traduire les différentes zones d'habitation.



CHICAGO EN 1845 (d'après J. Wellington Norris).

Au même moment, cinq autres compagnies ferroviaires privées, les trains du Chicago Transit Authority, les seize lignes d'autobus suburbains, le métro, transportent plus d'un million de personnes, depuis les autres banlieues riches ou pauvres. Quarante-cinq pour cent des gens qui travaillent dans le centre de la ville utilisent pour se rendre à leur travail des transports publics exceptionnellement bien organisés. Les autres prennent les autoroutes, dont la municipalité a toujours favorisé la construction. Etre sur l'autoroute John-Kennedy aux heures de pointe a quelque chose de fascinant (surtout si l'on part de l'aéroport international O'Hare, où les avions — Boeing 747 ou jets privés — font la queue à l'entrée de la piste d'envol, d'où ils décollent au rythme d'un avion par minute). Au milieu de cette autoroute passent les deux voies surélevées du train de banlieue. Le va-et-vient des rames de train dans les deux sens, la densité de la circulation et la hâte des automobilistes, les ponts, les échangeurs routiers, les masses sombres ou rouge brique des usines et des entrepôts, l'agression constante des panneaux publicitaires, à hauteur d'homme ou au trentième étage, l'horizon des gratte-ciel, monolithes refermés sur eux-mêmes et par là évocateurs de mille autres activités humaines, découvrent l'autre visage de Chicago : une ville faite pour le travail.

La voie de l' « El » (pour *elevated*), le métro aérien, a donné son nom au quartier central, le « Loop », qu'il entoure d'un cercle de fer. La vibration des rails, qui se transmet à la rue quand passe une rame, le claquement des portes et le bruit des départs et des arrêts, le spectacle de ses wagons gris arrêtés dans une courbe, juste au-dessus de la chaussée, cet étrange ruban d'ombre qu'il dessine sur la rue, font de l' « El » un personnage vivant, totémique.

Les petites secrétaires, les petits fonctionnaires, les grands patrons, ont été happés par les ascenseurs qui les laisseront quelque part entre le premier et le centième étage : au travail. Mais non pas avec frénésie, le terme serait ici très impropre. Chicago et ses habitants rappellent Lyon à certains égards et les traits de caractère que l'on prête aux habitants de cette ville. Rien de fantasque, les pieds sur terre, un grand intérêt pour les affaires, qui se mènent avec un dynamisme tempéré de prudence. Le Midwest et sa campagne sont aux portes de la ville. Personne ne perd jamais ce double objectif : assurer le développement de l'entreprise pour laquelle on travaille et en même temps sa carrière personnelle.

La vie comme elle va

CHICAGO a cinquante-deux des cinq cents plus grandes entreprises américaines. Mais l'éditorialiste Mike Royko, du *Chicago-Tribune*, note dans sa chronique quotidienne que l'on continue d'expulser des vieilles gens de leur maison parce qu'ils doivent 50 dollars au fisc et que la législature de l'Etat a désigné pour concevoir un projet de loi plus humain un certain M. Blair, qui a précisément fait sa fortune en organisant la vente des maisons saisies par l'administration des impôts.

Le revenu par famille est, à Chicago, le plus élevé des Etats-Unis. Un jeune homme qui n'est pas content du sien s'empare, en plein milieu de la matinée, de 175 000 dollars de bijoux dans une des grandes bijouteries du centre de la ville

Chicago est le premier centre de transport des Etats-Unis, aussi bien par air que par terre. Dans un quartier au sud de la ville, Mme Virginia Kohler, directrice d'une école secondaire, doit affronter une violente manifestation de parents d'élèves, tous d'origine hispanique, qui estiment que l'enseignement que reçoivent leurs enfants est insuffisant et que, par sa faute, ils *« n'arriveront à rien dans la vie »*.

Chicago est le premier centre de vente par correspondance des Etats-Unis, le premier centre d'imprimerie commerciale, le premier centre de fabrication d'appareils de radio et de télévision. Dans les studios de la N.B.C., MM. Kumpfin et Kupnicet enregistrent une émission très écoutée : Maya Angelou, écrivain noire, répond aux questions avec une bouleversante sincérité. Bill Cosby, un acteur noir, lui donne la réplique devant les caméras de la télévision, avec un mélange de liberté, d'irrespect et de sérieux. Cosby est pressé d'aller jouer au tennis. C'est d'ailleurs pour cela qu'il est venu en tee-shirt blanc et pantalon de survêtement. La vie comme elle va. *Business as usual*...

ALAIN-MARIE CARRON.

LA VIE CULTURELLE

L'alliance des affaires et des beaux-arts

Par ALAIN CLEMENT

A en croire la chronologie, la vie culturelle de l'Illinois aurait deux siècles de retard sur celle de la côte atlantique. En 1647, le Massachusetts Bay Colony introduit l'enseignement primaire obligatoire. En 1650, Harvard University reçoit ses statuts officiels alors qu'il faudra attendre 1853 pour que l'Illinois, promu au rang d'Etat en 1818, inaugure, dans la ville de Peoria, sa première école secondaire (« high school »). Quant à Chicago, une bourgade à l'époque il est vrai, le livre n'y fait pas son apparition avant 1832, la même année où un rapport constate que sur cinquante-deux foyers, vingt-sept n'ont personne sachant lire ou écrire.

Ces rapprochements ne tiennent compte ni de l'étirement du territoire, ni d'un peuplement plus que clairsemé, ni surtout des premières semences de civilisation jetées sur le sol de cette « wilderness » (« désolation » serait la traduction ici adéquate) par des missionnaires — jésuites, récollets, sulpiciens — prêts à tous les sacrifices (1) pour évangéliser les peuplades locales, et les quelques Français « de conséquence », selon le vocabulaire d'époque, qui transportèrent au cœur des forêts et au milieu de leurs labeurs un souci atavique d'urbanité et de style. Quel meilleur hommage leur rendre que l'éloge que leur décerna un quaker de qualité, Morris Birkbeck, agronome éclairé, correspondant de Jefferson et fondateur, avec son ami George Flower, de la première communauté agricole britannique « Albion », entre les deux bras de la rivière Wabash ? Il écrit au sujet des Français de la région : **« C'est un trait relevant du caractère national et que je ne puis expliquer mais qui, comme phénomène, est hors de discussion : la politesse française subsiste jusqu'à ce que soit effacée la dernière trace d'origine française. Un Canadien français qui, après avoir passé vingt ans de ses années de formation parmi les Indiens, s'établit dans l'arrière-pays des Etats-Unis, conserve la marque profonde des bonnes manières françaises... jusqu'à la quatrième, peut-être la dixième génération. »** Ce que Birkbeck attribue non à un sentiment de supériorité mais au contraire à une « **disposition conciliante** » (2).

Quoi qu'il en soit, au temps de l'apostolat et du rayonnement de la « Nouvelle France » (dont on peut voir d'émouvants vestiges à Sainte-Geneviève, au sud de Saint-Louis, qu'elle précéda comme siège épiscopal) succéda l'âge de la pénétration en masse et du rendement. D'où le dilemme classique du Middle West, qui répugne à la fois à l' « oisiveté » dispendieuse associée à toute idée d'activité non immédiatement payante, et le soupçon que les choses de l'esprit et de l'art ne sont pas un luxe décadent. Cette tension est exprimée à merveille par un **businessman** de Chicago qui, au début de ce siècle, s'évertue à dissuader la jeunesse de gaspiller son temps en études forcément superflues puisque, « **à soixante-quinze pour cent la vie consiste à gagner de l'argent** », tout en reconnaissant que la fréquentation d'un collège est un facteur assurant « **position et standing social** ». Rien que « l'école de Chicago » en architecture, qui depuis la fin du dix-neuvième siècle, unit tout naturellement le fonctionnel et l'original, suffirait à démontrer l'inanité de cette contradiction.

L'essor de l'université

PEUT-ETRE y a-t-il plus encore. La culture n'est pas qu'un divertissement : c'est un facteur de fixation et d'intégration. La « machine » démocrate de l'Illinois a sans doute « négocié » les rivalités entre les quelque trente « ethnies » de Chicago et ses environs, mais la plupart du temps en perpétuant les enclaves tribales, sans se soucier de les ouvrir les unes aux autres. Si certaines d'entre elles — au premier rang, probablement, à supposer qu'un tel classement soit possible, nous trouverions la colonie allemande et la colonie juive — n'avaient assumé la tâche d'animer et de financer un développement culturel littéralement « métropolitain », et maintenant de classe internationale, on peut se demander ce qui serait advenu de l'équilibre interne de l'Etat, s'il aurait dépassé de beaucoup le sinistre tableau qu'en donnait Georges Duhamel dans ses **Scènes de la vie future,** ou pu faire oublier aussi complètement le noir passé qu'un **Scarface** n'immortalise plus que pour les cinéphiles.

Germains, israélites : honneur soit rendu à leur contribution. Mais c'est un protestant, baptiste de surcroit, John D. Rockefeller, qui, en 1891, fonde « Chicago University » (effectifs actuels : dans les huit mille étudiants), la première aux Etats-Unis à créer dès 1892 une unité de sociologie. Université-pilote à bien des égards, elle conserve son rang en haut de la liste dressée en 1971 par l' « American Council of Education » grâce à ses départements en « sciences de l'homme » — ce qui ne l'a pas empêchée de récolter trente et un prix Nobel depuis sa fondation. Elle peut également s'enorgueillir d'avoir eu sans doute le plus jeune « président » d'université privée, Robert Hutchins, nommé en 1929 alors qu'il avait trente ans et dont l'ouvrage « **l'Enseignement supérieur aux Etats-Unis** » (3) provoqua une de ces controverses célèbres qui agitent périodiquement un monde universitaire en quête permanente d'adaptation et de renouvellement. Comme on le voit, Chicago ne tarde pas à rattraper le temps « perdu » : elle compte aujourd'hui plus de trente universités, dont deux catholiques, Loyola et De Paul.

Les pouvoirs publics de l'Etat prirent en cette matière un départ moins rapide. Le « Morrill Act » voté par le Congrès en 1862 pour favoriser la création d' « agricultural and mecanic arts colleges » en les dotant généreusement de terres appartenant au domaine fédéral (d'où leur nom de « land grant colleges »), soit pour s'y établir, soit pour en tirer revenu, suscite moins d'émulation que de frictions et de surenchère entre les localités qui entendent bien s'approprier cette aubaine. Ce sera finalement Urbana, à l'est de Springfield, qui l'emportera, et qui reste de nos jours, avec son satellite de Campaign, le centre d'un système d'université d'Etat, prospère, ramifié et diversifié à l'extrême, comprenant près de cent mille étudiants.

Marchands et mécènes

MAIS l'exemple donné par John Rockefeller sera très tôt suivi et l'on peut se demander si Chicago ne dispute pas à New-York la primauté du mécennat. Ce sera en tout cas une ressource inépuisable de vitalité intellectuelle et artistique. Les grands marchands, ces intermédiaires décriés ailleurs, ont une vocation de médiateurs. Alors que Chicago n'est guère qu'un lieu de passage et d'échange, l'un des leurs, Walter Loomis Newberry, prévoit dès 1832 de léguer sa bibliothèque personnelle aux chercheurs. En 1885, la « Newberry Library », véritable « collection de collections » allant de la première édition d'Homère à un fonds renfermant livres rares et manuscrits sur l'expansion de l'Ouest américain, est installée dans son premier local. D'acquisition en acquisition, c'est maintenant un des hauts lieux de la bibliophilie américaine.

C'est également à l'initiative d'un pionnier de la vente par correspondance, Marshall Field, que l'on doit ce qui deviendra, par étapes, le grand « Field Museum of Natural History ». Ce sont des particuliers qui permettent les premières acquisitions, en 1890, de l' « Art Institut », un des plus beaux musées des Etats-Unis qui, à côté des grands maîtres flamands, italiens et espagnols, expose une trentaine de chefs-d'œuvre de l'école française, dont l' « Ile de la Jatte » de Seurat, une douzaine de Monet, des Renoir, des Degas, etc., tous provenant de legs successifs d'amateurs locaux. Le musée, dont l'entrée est gratuite depuis 1960, ne compte pas moins de 40 000 donateurs réguliers. Et que dire des collections si privées qu'on ne les visite que sur rendez-vous et, bien sûr, recommandation — comme celle où l'on peut admirer à la fois les premiers Mondrian (au motif indéfiniment répété : tête de chrysanthème noyée dans le bleuâtre) et les derniers Van Gogh ?

Le nouveau building de la « First National Bank of Chicago », ce « monolithe de granit » dressé depuis 1969 au milieu du quartier des affaires de la ville, n'a-t-il pas été conçu pour intégrer à ses panneaux intérieurs une collection de peintures, des anciens aux ultra-modernes, déjà capable d'entrer en compétition avec celle de la « Chase Manhattan Bank de New-York (1 400 pièces contre 1 800) ? Chagall couronnera cet effort par la commande qu'il exécute en ce moment d'une mosaïque rectangulaire de vingt-trois mètres de long destinée à recouvrir la murette de la terrasse que s'est aménagée en rez-de-chaussée la « First National ». Don privé, là encore, financé par la famille Prince, descendants d'un richissime baron du rail, qui annexa à son « empire » les fameux abattoirs aujourd'hui démontés et dispersés.

L'influence germanique n'a pu manquer d'être prépondérante dans la création, en 1891, de l'Orchestre symphonique de Chicago et, en 1910, de la première « opera society » — genre d'entreprises qui, aux Etats-Unis, ne reçoivent aucune subvention publique et dont, en conséquence, le budget est à la merci de largesses individuelles. Chaque production sur la scène de l'Opéra est une performance financière autant qu'artistique. En 1962, par exemple, la somme nécessaire à combler le déficit courant de l'Opéra et à préparer pour 1963 une « saison » de seulement huit semaines se montait à 1 million de dollars.

S'il y a un « miracle » Solti à Chicago, il est à la fois d'ordre musical — ce qui ne surprendra pas les Parisiens, qui sont familiers de l'ancien « conseiller musical » de Rolf Liebermann à l'Opéra, et directeur de l'Orchestre de Paris, ou simplement ont entendu ses enregistrements — et d'ordre sentimental. Il est vrai que l'orchestre et l'élite de Chicago ont d'emblée « adopté » Solti — peut-être avec plus de ferveur que nos compatriotes. Du coup, les bourses se sont déliées. Les cotisations volontaires sautèrent de 426 000 en 1968 à 1 600 000 dollars en 1972, l'industrie et les grandes sociétés multipliant presque par dix leur concours, ce qui porte le « capital placé » de l'orchestre à 7 millions de dollars. Avec une base aussi solide, il est logique que le déficit annuel soit le plus modique depuis 1963, et qu'un chef de l'envergure de Solti ait les moyens d'une politique musicale cohérente. Pour beaucoup de critiques américains, l'Orchestre symphonique de Chicago surpasse désormais l'Orchestre philharmonique de New-York — et, comme sa longue tournée européenne de 1971 en atteste, il n'a pas à craindre la concurrence étrangère. D'ailleurs, pour le Chicagoen moyen, c'est d'office « **the best in the world** ».

Evidemment, la « vie culturelle » n'est pas faite uniquement de monuments isolés et de promesses inconcevables sans la mobilisation intensive d'un mécénat opulent. Elle se situe au niveau de tous les jours — niveau où l'Illinois ne cesse de faire des progrès. Après tout, Chicago est pratiquement la seule cité américaine à ne pas être condamnée à la diète du journal unique. Le **Chicago Tribune,** du défunt colonel McCormick, tire à 700 000 exemplaires et n'est plus, il s'en faut, l'organe d'un « américanisme » aussi agressif qu'étriqué. L' **Evening News** (une des affaires de la firme Marshall Field) a pour caricaturiste Bill Maudlin, dont le dessin irrésistible et vengeur est reproduit à travers tous les Etats-Unis. Les stations de radio-télévision sont tout aussi esclaves qu'ailleurs du matraquage publicitaire, mais avec, de temps à autre, des éclaircies sur l'écran et sur les ondes.

Peut-être la concentration sur le « grand Chicago » de sept des onze millions d'habitants d'un Etat qui s'étend sur un sixième de la superficie de la France s'exerce-t-elle aux dépens d'une « prairie » où l'on s'ennuie de plus en plus... Mais il ne nous est jamais arrivé de rencontrer quelqu'un ayant passé sa jeunesse dans un Chicago pourtant moins attrayant que celui de ses dernières métamorphoses exprimer le regret de ne pas avoir grandi ailleurs.

JEUX D'EAU SUR LA FIRST NATIONAL PLAZA

(1) Voir, entre autres, dans l'immense littérature des missions étrangères et des « relations » jésuites, l'ouvrage du Père François Roustang, s.j. *Jésuites de la Nouvelle France,* Desclée de Brouwer, Paris, 1961.

(2) Cf. *Prairie Albion,* par Charles Boewe, Southern Illinois University Press, Carbondale, 1962. Albion était, entre 1817 et 1825, une de ces innovations qui « valait le détour » du voyageur en quête de modèles à signaler à l'Europe fatiguée.

(3) R. Hutchins, « The Higher Learning in America », New Haven, 1936.

BIBLIOGRAPHIE

— Francis S. Philbrick : The Rise of the West, 1754-1830, New-York, 1965.

— Theodore Calvin Pease : The Story of Illinois. University of Chicago Press, 1949.

— Finis Farr : Chicago — a personal history of America's most American City, Arlington House, New Rochelle, New-York, 1973.

— Mike Royko : Boss — biographie de Richard Dalet, New American Library, New-York, 1971.

— The Illinois Fact Book and Historical Almanac, 1673-1968, compilé et composé par John Clayton, Southern Illinois University Press, Carbondale, 1970.

— Le chapitre sur l'Illinois de The Megastates of America — People, Politics and Power, par Neal R. Pierce, Norton éd., New-York 1972 (indispensable à la compréhension de l'histoire politique de l'Etat).

— Robert P. Howard : Illinois — history of the prairie state, William B. Eerdmans, éd., Grand Rapid, Michigan, 1972.



Après l'accord de principe sur la restitution du canal

Des négociations serrées sont engagées avec les États-Unis

Par JEAN-CLAUDE BUHRER

APRES l'accord de principe sur la restitution à terme de la zone du canal, signé le 7 février dernier par M. Henry Kissinger et le ministre panaméen des affaires étrangères, M. Juan Antonio Tack, l'atmosphère s'est nettement détendue à Panama. A la fin de l'année dernière encore, les négociations étaient au point mort et les dirigeants panaméens ne ménageaient pas leurs critiques à l'égard des Etats-Unis. Aujourd'hui, en nous recevant dans son bureau du ministère des affaires étrangères, M. Tack ne nous a pas caché sa satisfaction de voir s'ouvrir enfin de réelles possibilités de parvenir à un règlement durable avec Washington.

Jusqu'au début du siècle, Panama faisait partie intégrante de la Colombie, mais en novembre 1903, une révolte éclata fort opportunément dans cette province lointaine contre le gouvernement de Bogota. Avec l'aide de Washington, les insurgés parvinrent aisément à créer un Etat indépendant. Quinze jours après la proclamation de l'indépendance, les nouvelles autorités étaient amenées à signer avec Washington le traité régissant les conditions de construction et d'exploitation de la voie d'eau. En vertu de cet accord, Panama concédait à perpétuité aux Etats-Unis l'utilisation, l'occupation et le contrôle d'une bande de son territoire, d'une longueur de 65 kilomètres, s'étendant sur 8 kilomètres de chaque côté du canal. Celui-ci fut ouvert à la navigation en 1914.

« *En fait*, explique M. Tack, *le premier accord n'a pas été négocié mais imposé à Panama, sans tenir compte des aspirations légitimes de notre peuple. Il s'est ainsi créé au fil des années, au centre même de notre République, un Etat dans l'Etat, avec une administration différente dirigée par un gouverneur nommé par Washington, avec une police, des lois et des tribunaux nord-américains. Certes, le traité de 1903 a été révisé en 1936 et 1955, mais les principales revendications du peuple panaméen n'ont jamais été satisfaites. Du point de vue strictement économique, sans vouloir nier la contribution du canal au développement du pays, la participation de Panama aux bénéfices directs et indirects tirés du fonctionnement de la voie d'eau a été dérisoire, comparée aux énormes bénéfices tangibles et intangibles qu'en ont retirés les Etats-Unis.* »

Le statut du canal a en outre donné lieu à de nombreux incidents, parfois tragiques comme le 9 janvier 1964. Ce jour-là, une vingtaine de citoyens panaméens trouvèrent la mort lors de violents affrontements avec les forces de l'ordre de la zone. A la suite de ces événements, les relations entre les Etats-Unis et Panama furent suspendues pendant une période de trois mois, jusqu'à la signature, le 3 avril, sous les auspices de l'Organisation des Etats américains, d'une déclaration conjointe aux termes de laquelle les deux parties s'engageaient à reprendre leurs pourparlers. Mais ces négociations, perpétuellement rompues, puis reprises, s'étaient régulièrement soldées par des constats de désaccord. Jusqu'au 7 février dernier, aucune solution ne paraissait se profiler à l'horizon.

Certes, pour débloquer des pourparlers qui n'en finissaient pas, il a fallu beaucoup de persévérance et faire des concessions de part et d'autre. La détermination manifestée par le régime nationaliste du général Omar Torrijos, fermement décidé à rétablir la souveraineté nationale sur la zone du canal, a joué un rôle de premier plan dans cette évolution. Depuis le coup d'Etat d'octobre 1968, les nouveaux dirigeants panaméens n'ont négligé aucune occasion de réaffirmer les « *droits inaliénables* » de leur pays sur la voie d'eau. Ils ont mobilisé l'opinion publique et lancé une vaste offensive diplomatique pour faire admettre leurs revendications. « *Il y aura une explosion populaire,* devait déclarer à maintes reprises le général Torrijos, *s'il n'y a pas d'accord satisfaisant avec les Etats-Unis, et, au lieu de la réprimer, j'en prendrai la tête.* »

Au cours des dernières années, Panama n'a pas ménagé ses efforts pour porter le problème du canal devant l'opinion mondiale et obtenir le soutien de la communauté internationale, notamment des pays d'Amérique latine et du tiers-monde. « *Chaque jour,* nous confiait M. Tack, *nous affirmons davantage nos revendications en développant nos relations avec le tiers-monde.* » Dans cette optique, Panama entend devenir prochainement membre à part entière du groupe des non-alignés. Le gouvernement du général Torrijos a également reconnu l'indépendance de la Guinée-Bissau et, sans avoir encore formellement renoué avec La Havane, il multiplie les échanges culturels avec Cuba.

EN mars 1973, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu à Panama sa première réunion en Amérique latine : ce fut un incontestable succès pour la diplomatie panaméenne. Profitant de la tribune qui leur était offerte pendant quelques jours, les Panaméens n'ont pas manqué de mettre les Etats-Unis sur la sellette. Isolé, le délégué américain a finalement dû faire usage de son droit de veto (1) pour s'opposer à l'adoption d'une résolution sur le canal, laissant entrevoir la possibilité pour Panama de recouvrer un jour sa souveraineté effective sur l'ensemble de son territoire. Néanmoins, cette réunion aura fait ressortir la nécessité de mettre au point un nouveau traité et de trouver une solution de compromis.

Tout cela a amené le gouvernement de Washington à assouplir quelque peu sa position, et, malgré ses nombreux autres soucis, M. Kissinger a voulu montrer qu'il s'intéressait directement à cette affaire. En se rendant personnellement à Panama lors d'un voyage-éclair pour signer la déclaration de principe sur le canal, le secrétaire d'Etat américain entendait également donner un gage de bonne volonté à la veille de sa rencontre à Mexico avec les ministres des affaires étrangères latino-américains. La visite de M. Kissinger avait été précédée de plusieurs entretiens avec M. Tack et de conversations approfondies entre des représentants des deux pays.

Comme s'est plu à nous le rappeler le ministre panaméen des affaires étrangères, les Etats-Unis ont accepté, pour la première fois, de reconnaître publiquement les principales revendications de Panama. Tout d'abord, d'après l'accord de principe du 7 février, le traité de 1903 sera définitivement abrogé et remplacé par un traité entièrement nouveau. Ensuite, la clause de perpétuité sera éliminée et le nouveau traité comprendra une date d'échéance fixe. Mais, pour les Panaméens, ce qui est encore plus important, c'est d'avoir obtenu la reconnaissance de leur souveraineté et de leur juridiction sur la zone du canal.

Les grandes lignes du nouveau traité étant ainsi tracées, il reste à en définir les modalités d'application. Depuis le 8 février, des experts des deux pays sont à pied d'œuvre pour préparer une nouvelle rencontre entre MM. Kissinger et Tack, précédant les négociations proprement dites, qui se dérouleront alternativement dans la capitale américaine et à Panama. Les négociateurs auront pour tâche d'élaborer « *un traité juste et équitable pour éliminer une fois pour toutes les causes de conflit entre les deux pays* ».

De nombreux points d'interrogation n'en subsistent pas moins. Dans l'esprit de M. Kissinger, « *le nouvel accord devra restaurer la souveraineté territoriale de Panama, tout en maintenant les intérêts des Etats-Unis et leur participation dans ce qui représente pour nous une voie maritime internationale indispensable* ». De son côté, M. Tack tient un langage quelque peu différent : « *Pour Panama, le problème ne se limite pas à la simple négociation d'un traité purement juridique. Pour nous, il s'agit d'un objectif fondamental, qui est de consolider l'indépendance nationale. Nous pensons que, tant qu'il y aura au cœur même de notre pays une enclave de type colonial comme la zone du canal, nous ne serons pas véritablement indépendants.* »

Si la souveraineté de Panama sur la zone doit être reconnue dès l'entrée en vigueur du nouveau traité, le transfert progressif de la juridiction à Panama s'échelonnera sur plusieurs années. Les autorités panaméennes espèrent cependant que cette opération ne se prolongera pas au-delà de cinq ans. D'autre part, les négociateurs auront à régler le problème de la durée du traité. Selon les Panaméens, le nouvel accord ne devrait pas excéder vingt-cinq ans.

Le transfert des tâches administratives aux autorités panaméennes se fera progressivement pour qu'à l'échéance du traité Panama assume l'entière responsabilité du fonctionnement de la voie d'eau. Il est également prévu que Panama retirera désormais des bénéfices plus substantiels de l'exploitation du canal, sa position géographique constituant sa principale ressource naturelle. En outre, les projets de travaux d'élargissement de l'actuelle voie d'eau ou de construction d'un nouveau canal à niveau seront incorporés au traité.

L'un des aspects les plus épineux des négociations sera sans conteste celui de la défense du canal. Actuellement, les Etats-Unis entretiennent dans la zone plusieurs bases et écoles militaires, sans oublier le Southern Command, centre de leur dispositif de défense en Amérique latine. Panama souhaite que la présence de ces installations ne porte pas atteinte à son intégrité et espère parvenir à la longue à une neutralisation du canal. En attendant, pour la première fois, les Etats-Unis ont reconnu dans la déclaration de principe du 7 février le droit de Panama d'être associé à la protection de la voie d'eau.

« *Si tout va bien,* nous a déclaré le ministre panaméen des affaires étrangères, *le projet de traité pourrait être paraphé cette année encore. Ensuite, avant qu'il ne soit signé formellement, il sera soumis par voie de référendum à l'approbation du peuple panaméen.* » « *Pour nous,* a ajouté M. Tack, *l'accord de principe passé avec M. Kissinger est un minimum. Nous ne transigerons pas, nous ne reculerons pas. Mais, à un petit pays comme le nôtre, on ne peut pas non plus demander d'aller plus loin.* »

(1) Voir « Panama ne s'incline pas devant le veto de Washington », par Roque Javier de Laurenzo, *le Monde diplomatique*, avril 1973.

RÉP. DOMINICAINE

Face à une opposition désorganisée

Le triomphe facile d'un président sans parole

Par CLAUDE-CATHERINE KIEJMAN

POUR la troisième fois consécutive — 1966, 1970, 1974, — le Dr Joachim Balaguer, candidat du parti réformiste, a été élu président de la République Dominicaine le 16 mai, alors qu'il s'était engagé en 1970 à être le dernier président à se succéder à lui-même. En dépit d'un taux exceptionnellement élevé d'abstentions (près de 50 % selon l'opposition), le président Balaguer a eu la victoire facile. Contre lui, un seul candidat : l'amiral en retraite Lajara Burgos, représentant d'un petit parti de droite, le parti démocratique populaire, qui n'est même pas sûr d'avoir un seul représentant élu au Parlement. L'avant-veille de l'élection, son adversaire principal, M. Antonio Guzman, candidat de la coalition d'opposition de l' « accord de Santiago » regroupant quatre partis allant de l'extrême droite à l'extrême gauche, s'était en effet retiré de la course, dénonçant une « fraude colossale ».

Ainsi, une fois de plus dans cette petite île caraïbe soumise pendant plus de trente ans (1930-1961) à la dictature de Trujillo, la démocratie s'est confirmée comme un leurre. Depuis sa première élection en 1966, le Dr Balaguer, ancien serviteur zélé de Trujillo et homme des Américains, a réussi à se maintenir en équilibre grâce à un dosage savant de manœuvres et de mesures tour à tour favorables aux masses populaires et aux intérêts financiers. Un exemple : en 1972, il promulgue une loi de réforme agraire réformiste et progressiste qui touche les grands propriétaires terriens (56 % des terres sont aux mains de 1 % des « tenatenientes »). Mais cette mesure ne concerne pas les immenses domaines de la compagnie américaine Gulf and Western, qui couvrent les meilleures terres de l'est de l'île. Jusqu'à maintenant, d'ailleurs, les grands propriétaires semblent avoir assez facilement résisté à la loi. Les compagnies étrangères à capitaux en majorité américains et canadiens comme l'Alcoa et la Falcombridge, qui exploitent les principales ressources minières du pays, la bauxite, le fer et le nickel, peuvent rapatrier leurs bénéfices tout en payant un minimum d'impôts : ce qui a valu au régime l'attention des investisseurs et des organismes de crédit internationaux.

SUR le plan politique, la presse et surtout les multiples chaînes de radio privées jouissent d'une liberté surprenante puisqu'elles permettent à l'opposition de s'exprimer avec virulence quotidiennement. Mieux, en février dernier, le Dr Balaguer s'est offert le luxe de proposer la légalisation, après onze ans d'interdiction, du parti communiste dominicain, dont les membres sont, selon ses propres termes, « *de jeunes intellectuels inspirés du marxisme* ». Néanmoins, depuis 1966, il n'a cessé de mener une politique systématique de répression contre la gauche et l'extrême gauche, notamment contre le M.P.D. (Mouvement populaire dominicain), très actif dans les campagnes et dont les principaux leaders ont été assassinés en République Dominicaine et à l'étranger. Enfin, en 1973, après le débarquement du colonel Caamano, leader de la révolution de 1965 exilé à Cuba, des centaines de militants de gauche appartenant à tous les partis furent arrêtés. L'ancien président et le secrétaire général du P.R.D., M. Pena Gomez, s'étaient vus contraints d'entrer dans la clandestinité.

Réformes timides, corruption, répression, conjoncture économique favorable avec l'augmentation du prix du sucre et le développement du tourisme : telles sont les armes qui ont permis au Dr Balaguer, soutenu par l'armée, de monopoliser le pouvoir pendant tant d'années. Mais la tâche lui a été grandement facilitée par les faiblesses de l'opposition, les multiples divisions intervenues depuis 1965 à l'intérieur de la gauche. Même le parti révolutionnaire dominicain (P.R.D.), le plus important parti de masse, n'a pas résisté aux querelles intestines. En novembre 1973 M. Juan Bosch, qui l'avait fondé en exil près de trente ans auparavant, abandonnait le parti en laissant la direction à son second, M. Francisco Pena Gomez. L'ancien président fondait alors le parti de libération nationale. Les raisons de cette rupture, à la fois d'ordre tactique et d'ordre personnel, restent peu claires. Déjà lors du débarquement du colonel Caamano en février 1972, des divergences sur la conduite à suivre s'étaient fait jour entre les deux dirigeants, M. Juan Bosch s'étant déclaré hostile à l'aventure dans les conditions existantes. La mésentente devait s'aggraver par la suite, M. Juan Bosch accusant de « droitisme » M. Pena Gomez, qui s'élevait de son côté contre l'autoritarisme du premier. A quelques mois à peine des élections, c'était une fois encore faire le jeu du Dr Balaguer.

Dans cette situation, comment l'opposition allait-elle se lancer dans la course électorale ? Pour sa part, M. Juan Bosch, partisan de la création d'un front d'opposition sans élections, faisait savoir qu'en aucun cas il ne jouerait le jeu électoral étant donnée l'absence d'une situation démocratique (il avait déjà adopté cette attitude en 1970). Après plusieurs tentatives, les autres forces de l'opposition parvinrent à un regroupement pour le moins hétéroclite. Fin 1973, par l' « accord de Santiago », une coalition réunissant l'extrême gauche et l'extrême droite (Mouvement populaire dominicain, P.R.D., parti social chrétien, et parti Quisqueyano du général Wessin y Wessin, responsable du coup d'Etat contre M. Bosch en 1963) présentait une double candidature : celles de M. Guzman, du P.R.D., à la présidence, et du général Wessin y Wessin, encore en exil, à la vice-présidence. Proposant un programme réformiste, cette coalition formulait un certain nombre de conditions au Dr Balaguer pour prendre part au jeu électoral : libération des prisonniers politiques, retour de tous les exilés (plusieurs centaines), fin de la répression, égalité des moyens pour la campagne électorale. Comme à son habitude, le Dr Balaguer promit, mais sans rien faire

FAUTE de combattants, il était donc à nouveau réélu en mai dernier. Divers indices, dont les grèves qui ont paralysé récemment les principales villes du pays, indiquent toutefois que son nouveau règne sera agité. La première réaction à sa réélection, celle de M. Juan Bosch, a été d'appeler à la formation d'un grand mouvement national pour lutter contre une troisième réélection du président. Mais l'expérience passée incite à se demander si cette initiative ne constitue pas tout au plus un vœu pieux.

LA POURSUITE DE L'AIDE AMÉRICAINE AU VIETNAM DU SUD

Comment Washington a trompé le Congrès et le public

Par D. GARETH PORTER *

L'INFORMATION soumise par l'administration Nixon au Congrès et au public a franchi depuis longtemps les bornes du débat démocratique pour devenir un élément du syndrome de Watergate : illégalité cachée et duperie du public. Pour dissimuler son aide à l'offensive militaire du régime Thieu et le refus de s'engager dans une confrontation politique avec le gouvernement révolutionnaire provisoire (G.R.P.) et avec d'autres adversaires, l'administration a réussi à fabriquer le spectre imaginaire de la traîtrise communiste et d'une imminente offensive militaire. Cet épouvantail reposait, du reste, sur une présentation volontairement erronée.

C'est en donnant de faux renseignements que l'administration a pu manipuler le Congrès en novembre et en décembre derniers, pour garantir au régime Thieu un niveau d'assistance militaire et économique lui permettant de persévérer dans son attitude militaire agressive.

Cette tactique remonte aux premières semaines après le cessez-le-feu, quand les opérations militaires offensives du régime Thieu étaient largement diffusées dans la presse étrangère. Pour détourner l'attention, MM. Nixon et Kissinger se sont tous deux publiquement efforcés de minimiser l'importance des combats qui transgressaient les accords. Dans une interview télévisée à la N.B.C., M. Kissinger a dit par exemple que les combats ne l'inquiétaient pas, car *« comment les deux camps parviendraient-ils, après tout, à établir leurs zones de contrôle, si ce n'est en s'étudiant mutuellement ? »*. Contrastant avec cette attitude désinvolte, l'administration lança cependant une campagne systématique, accusant les Nord-Vietnamiens de graves violations des clauses concernant l'introduction d'hommes et de matériel au Sud-Vietnam.

Le 1er mars, plusieurs jours après que le gouvernement Thieu eut accusé les communistes d'avoir fait entrer des missiles sol-air à Khe-Sanh, dans la province de Quang-Tri, le délégué américain à la Commission militaire interalliée menaça de *« prendre les mesures nécessaires »* pour détruire les missiles unilatéralement. La publicité donnée aux accusations des États-Unis et du gouvernement de Saigon, ainsi que les photographies aériennes de la base de Khe-Sanh avant et après l'entrée en vigueur de l'accord, ont masqué le fait que des missiles Sam-2 avaient été utilisés à Quang-Tri en 1972, au début de l'offensive de printemps, comme la presse américaine l'a relaté à l'époque. Les fonctionnaires américains, comme ceux de Saigon, n'avaient, en fait, aucune preuve de l'entrée de missiles dans la province de Quang-Tri *après* l'accord. Ils ont simplement souligné le fait que les missiles ne se trouvaient pas à Khe-Sanh *avant* le 27 janvier. Les missiles ont disparu plus tard, provoquant l'inquiétude de l'éditorialiste Joseph Alsop pour qui ces missiles pourraient être cachés dans la jungle à l'ouest de Khe-Sanh — et révélant ainsi, par inadvertance, l'emplacement probable des Sam-2 *avant* l'accord.

Cette première tentative pour créer l'impression de la mauvaise foi communiste a donné le ton pour la fin de 1973. Elle reposait sur le fait que les journaux, le Congrès et le public étaient disposés à croire tout ce qui leur serait dit des Nord-Vietnamiens et du G.R.P., du moment que ces informations provenaient des services de renseignements américains, et d'oublier que de telles données peuvent être présentées de façon erronée, utilisées à des fins politiques en les présentant hors du contexte ou en les amputant d'une partie essentielle. Ainsi les « photographies aériennes » de Khe-Sanh avant et après le 27 janvier ont été présentées comme la preuve décisive d'une violation de l'accord, bien qu'elles n'aient aucun rapport avec la véritable question, qui était de savoir à quel endroit les missiles avaient été repérés avant cette date.

L'administration poursuivit sa tactique en s'attaquant ensuite à *« l'infiltration »* nord-vietnamienne en général. Le 10 mars, le porte-parole du Pentagone annonça que des troupes nord-vietnamiennes, des chars et du matériel militaire avaient traversé le Laos en direction du Sud-Vietnam après le cessez-le-feu. Il déclara en outre que 250 chars et 30 000 hommes de troupe avaient fait mouvement vers le Sud par le Laos — déclaration qui fut fréquemment reprise les jours suivants. Elle donnait nettement l'impression que 250 chars et 30 000 hommes avaient été ajoutés aux forces communistes après le cessez-le-feu, et suggérait des préparatifs en vue d'une nouvelle offensive qui tenterait de renverser l'équilibre militaire. Le 15 mars, M. Nixon lui-même accentua cette impression en accusant publiquement les Nord-Vietnamiens de transgresser l'accord en introduisant des armes et du matériel, et il proférait la menace à peine voilée d'une reprise des bombardements du Nord-Vietnam ou des zones du G.R.P. si les infiltrations ne cessaient pas.

L'impression ainsi créée aboutissait à une présentation totalement fausse à la fois de l'équilibre militaire au Sud-Vietnam et de la politique des Nord-Vietnamiens et du G.R.P. envers les accords de Paris. En premier lieu, les chiffres communiqués par le Pentagone concernaient la saison sèche 1972-1973 tout entière, qui débuta en novembre 1972, et non la période postérieure au cessez-le-feu. Ainsi que les enquêteurs de la commission sénatoriale des affaires étrangères l'ont appris de fonctionnaires américains à Saigon et à Bangkok à la mi-avril 1973, quelque 25 000 hommes de troupe nord-vietnamiens avaient déjà fait route le long des pistes de ravitaillement venant du Nord au moment du cessez-le-feu. Et malgré l'entrée au Sud-Vietnam d'environ 15 000 hommes de troupe pendant les dix premières semaines du cessez-le-feu, selon ces fonctionnaires ce chiffre suffisait à peine, conformément aux accords, à remplacer les pertes au combat et l'unique division qui regagna le Nord pendant cette période.

Ces fonctionnaires admettaient également qu'une faible quantité des trois cents chars et du matériel militaire envoyés au Sud pendant la saison sèche était effectivement entrée dans le Sud après la signature de l'accord. Ils confirmaient aussi que les centaines de camions qui circulaient sur les pistes de ravitaillement en mars et en avril — et au sujet desquels la Maison Blanche éleva de vives protestations — transportaient essentiellement de la nourriture, de l'habillement et des fournitures médicales pour la population civile des zones du G.R.P., toutes choses licites selon l'accord de Paris.

Pour mettre ce déplacement d'équipement militaire et de forces humaines dans la bonne perspective, il faut rappeler que, pendant que ces troupes et ce matériel faisaient route en direction du Vietnam du Sud, les États-Unis renforçaient massivement l'armée du régime Thieu en ajoutant à son arsenal plus de mille trois cents avions, huit cents hélicoptères, un nombre substantiel de chars et de véhicules blindés et des armes lourdes. Les accusations selon lesquelles Hanoï compromettait sérieusement l'équilibre militaire étaient donc nettement trompeuses.

Ces accusations ignoraient aussi le fait que la formulation de l'article 7 des accords précisait que le contrôle du réapprovisionnement militaire et l'interdiction d'introduire un personnel militaire nouveau ne seraient appliqués qu'après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. De l'aveu même de Washington, il n'y a pas eu de cessez-le-feu effectif ; au contraire, le premier mois se signala par des combats intenses, y compris une campagne de trois semaines lancée par Saigon, avec sept bataillons d'infanterie et une colonne blindée, pour reprendre la ville côtière de Sa-Huynh, enlevée par le G.R.P. la nuit précédant l'entrée en vigueur du cessez-le-feu. Les documents dont les services de renseignements américains se sont emparés ont démontré que le G.R.P. était décidé, dès le début, à respecter le cessez-le-feu, et qu'il a délibérément évité toute action offensive contre les zones ou les unités de Saigon.

L'art d'obtenir des crédits

C'EST principalement à cause des faux rapports de l'administration que le Congrès et la presse n'ont élevé aucune critique en 1973 contre le viol systématique du cessez-le-feu par le gouvernement Thieu, quand celui-ci établissait des postes militaires illégaux, envoyait des troupes terrestres pour balayer les zones du G.R.P., bombardait et canonnait ses villages, terrains d'aviation et voies de communication. Il régnait toutefois un certain scepticisme quant au niveau de l'assistance militaire et économique réclamé par l'administration, et un mouvement d'opinion notable pour amener des coupes sombres dans ce budget.

C'est dans ce contexte que des rumeurs commencèrent à circuler en octobre, faisant état de la possibilité d'une nouvelle offensive communiste au Vietnam du Sud. La première insinuation de ce genre, publiée par le *New York Time* du 25 octobre, citait de hauts fonctionnaires du renseignement disant que le Vietnam du Nord avait envoyé soixante-dix mille hommes de troupe au Sud depuis la signature de l'accord. Cette déclaration sous-entendait qu'un renforcement massif des troupes nord-vietnamiennes dans le Sud avait eu lieu depuis l'accord signé neuf mois plus tôt. Mais, en fait, l'estimation officielle des services de renseignements démontrait que le niveau des troupes nord-vietnamiennes au Sud était stationnaire depuis la fin de janvier 1973. Le 30 janvier, le *Washington Post* faisait paraître un article de Tad Szulc, qui dispose d'excellentes sources dans le milieu du renseignement, qui rapportait que l'estimation par la C.I.A. des troupes nord-vietnamiennes dans le Sud était passée du chiffre de cent quarante-cinq mille, indiqué par M. Kissinger quelques jours plus tôt, à environ cent soixante mille. Selon une information officielle donnée par un fonctionnaire du département d'État au représentant Les Aspin, en décembre dernier, l'estimation de l'effectif des troupes nord-vietnamiennes au Sud était encore de cent cinquante mille à cent soixante-dix mille hommes.

On avait ainsi créé l'impression trompeuse d'un renforcement important des troupes, en omettant de mentionner le nombre des pertes, et surtout en ne faisant pas état du nombre d'hommes ayant regagné le Nord pendant l'année 1973. Selon le *Los Angeles Times*, on pense que ce chiffre aurait atteint quarante mille à cinquante mille hommes pendant l'année qui suivit l'accord.

Si la C.I.A. trompait le public, le département d'État se montrait encore moins scrupuleux. Le 30 octobre, son porte-parole informa la presse que les Vietnamiens du Nord avaient augmenté leurs effectifs, en passant de cent cinquante mille hommes au moment de l'accord à cent soixante-dix mille, et déclarait que cette infiltration *« nous suggère une éventuelle offensive »*. Le public et les journalistes n'ont pas compris que ce chiffre était l'estimation *minima* pour la fin janvier 1973, et l'estimation *maxima* pour la fin d'octobre. En juxtaposant ces deux chiffres, le département d'État fabriquait sur le papier un renforcement nord-vietnamien fictif.

Ayant ainsi suscité de nouvelles inquiétudes, de hauts fonctionnaires de l'administration ont laissé filtrer au *Washington Star News* que des plans étaient élaborés pour faire face à une *« nouvelle grande offensive de Hanoï que les services de renseignements pensent voir débuter dans les six semaines à venir »* (2 novembre 1973). Pendant tout le mois de novembre, alors que les demandes d'aide étaient étudiées par les commissions et à la Chambre, l'administration, selon Leslie Gelb du *New York Times*, *« informait discrètement les membres du Congrès de ce qui était présenté comme la vraisemblance d'une nouvelle attaque nord-vietnamienne »*.

Afin que la crédibilité de ses services ne soit pas atteinte par l'annonce d'une offensive qui n'aurait pas lieu, on cite M. Kissinger lui-même disant le 16 novembre que l'éventualité d'une offensive nord-vietnamienne était descendue *« à moins de 50-50 »*. Mais ce désaveu donnait encore beaucoup de champ aux intrigants de l'administration pour arguer que l'éventualité d'une offensive était encore trop élevée pour négliger les demandes d'aides. De la même façon, M. Robert S. Ingersoll, désigné par l'administration comme secrétaire d'État adjoint pour les affaires d'Extrême-Orient et du Pacifique, informa la commission des affaires étrangères du Sénat, à la fin de novembre, que le *« renforcement »* des troupes nord-vietnamiennes dans le Sud *« peut annoncer une éventuelle attaque à un moment quelconque dans l'avenir »*, tout en notant l'absence de *« preuve actuelle d'une imminente attaque de front »*. Pendant la discussion du projet de budget militaire, en novembre et en décembre, les porte-parole de l'administration ont continué à exploiter avec succès la menace d'une offensive communiste au Sud. Dans une interview plus tardive, un membre du Vietnam Working Group du département d'État a admis que l'information transmise aux membres du Congrès sur la vraisemblance d'une offensive *« a eu une influence, en particulier sur les discussions du budget militaire. Je ne sais si ce fut un facteur important, mais ce fut un facteur »*.

Les 19 et 20 décembre s'achevait la consultation des derniers rapports du budget d'aide militaire et économique pour l'Indochine, qui était rapidement accepté par le Congrès. Alors le ton des informations de l'administration changea brusquement. On découvrit soudain qu'il y avait des preuves nettes que les communistes vietnamiens renonçaient à une offensive importante en 1974. Des articles du *Baltimore Sun*, le 3 janvier, et du *Washington Star News*, le 8 janvier, faisaient la même remarque dans des termes précis. Le Bureau central pour le Vietnam du Sud, principal organe du parti communiste dans le Sud, avait indiqué pour 1973 les buts de la révolution dans le Sud, disait *The Sun*, tout en mettant en doute un retour à l'offensive militaire. Le *Star News* rapporte que *« les fonctionnaires du département d'État et du Pentagone constatent que tous les documents saisis suggèrent que Hanoï ne prépare pas une vaste attaque cette année »*.

Toutefois, selon les fonctionnaires des services de renseignements américains, les documents capturés auxquels il est fait allusion étaient en fait à leur disposition *dès la fin octobre*. Un fonctionnaire du Pentagone informa le 31 octobre le correspondant du *Baltimore Sun*, Charles Corddry, que les documents du Bureau central pour le Vietnam du Sud contenaient des directives concernant les objectifs révolutionnaires de l'année à venir et soulignaient qu'aucune offensive n'était prévue. Les objectifs définis dans ces documents, d'après ce fonctionnaire, sont de défendre le territoire du G.R.P., de contraindre Saigon à se soumettre aux accords de Paris, de protéger la récolte de riz, et d'obtenir du riz des zones sous contrôle gouvernemental.

Un autre analyste du gouvernement, interrogé fin décembre, confirma que des documents saisis en octobre insistaient sur la nécessité de réagir vigoureusement aux initiatives militaires de Saigon ; mais ils disaient clairement aussi que les forces de l'armée de libération ne devaient pas provoquer la suspension du cessez-le-feu. Ainsi, alors que l'administration amenait le Congrès et le public à croire que le prétendu *« grand renforcement militaire »* du G.R.P. suggérait que l'offensive communiste était *« éventuelle »* et même *« probable »*, ses propres services de renseignements démontraient qu'une telle offensive avait été définitivement écartée.

Cette manœuvre présentant de façon erronée les données fournies par les services de renseignements faisait partie intégrante de la stratégie d'intervention de l'administration Nixon au Vietnam du Sud. Elle était indispensable pour obscurcir le fait que Hanoï et le G.R.P. désiraient vivement rétablir la paix au Sud et qu'ils étaient prêts à porter la confrontation au niveau politique. Mais si le peuple américain devait comprendre nettement que l'accord de Paris offrait une alternative à la permanence de l'intervention américaine au Vietnam, il serait bien difficile au Congrès de continuer à assurer des fonds pour la guerre.

* Auteur de *The Myth of the Bloodbath : North Vietnam Land Reform Reconsidered*. D. Gareth Porter est un chercheur de l'International Relations of East Asia Project, à Cornell University.

CORRESPONDANCE

AMÉRICAINS, BOUDDHISTES ET CATHOLIQUES

L'article de M. Tran Van Khiem, intitulé « La présence américaine, obstacle à la réconciliation » (le Monde diplomatique, *mai 1974), nous a valu une nombreuse correspondance, en particulier une lettre de M. Dao Van Thuy, secrétaire général de l'Association des bouddhistes d'outre-mer, dont voici les passages les plus significatifs :*

« L'article de M. Tran Van Khiem apporte un intéressant témoignage sur la mainmise américaine au Vietnam du Sud. Il appelle cependant quelques remarques de notre part, en particulier sur son jugement de l'action des bouddhistes sud-vietnamiens. (...)

» Il est incontestable que, comme l'écrit l'auteur, c'est la présence américaine qui constitue l'obstacle à la réconciliation ; encore faut-il que les Vietnamiens effacent réellement toute haine, tout malentendu, toute discorde et même reconnaissent franchement leurs erreurs passées, pour qu'enfin ils puissent, animés d'un esprit de fraternité et de tolérence, œuvrer ensemble pour la paix et le bonheur de notre peuple.

» De par son attachement passionnel au régime du président Ngo Dinh Diem — que l'histoire se chargera seule de juger — et de par son amertume (que la rédaction n'a pas manqué de souligner), M. Tran Van Khiem a porté des jugements extrêmement graves sur la lutte des bouddhistes sud-vietnamiens pour la liberté, la démocratie, la paix et l'indépendance nationale.

» En effet, non seulement M. Tran Van Khiem nie les persécutions religieuses dont les bouddhistes et les autres confessions ont été victimes sous le régime de Ngo Dinh Diem — en particulier au cours de l'été 1963 — persécutions sur lesquelles on dispose de nombreux témoignages, mais encore il va jusqu'à affirmer que les immolations de bonzes et les manifestations bouddhistes — dont les dirigeants étaient pourtant taxés par le régime Ngo Dinh Diem de crypto-communisme — ont été organisées par la C.I.A. Pour prouver que les sacrifices par le feu ne sont pas une protestation contre les persécutions religieuses, M. Tran Van Khiem donne comme argument qu'ils « ont toujours existé au Vietnam, même maintenant ».

» Cet argument est à la fois faux et cynique, car il passe délibérément sous silence les véritables motivations de ces sacrifices suprêmes : protestations contre la guerre, contre la présence américaine, objectif pour lequel combat l'auteur lui-même aujourd'hui. (...)

» Tout en appréciant les prises de position correctes de M. Tran Van Khiem sur la nécessité de combattre la domination américaine au Vietnam du Sud et sur la recherche de la paix par la réconciliation de tous les Vietnamiens, nous déplorons les jugements extrêmement graves sur la signification de la lutte des bouddhistes sud-vietnamiens. De tels jugements ne peuvent que nuire à la bonne entente entre les différentes communautés religieuses, en particulier catholique et bouddhiste, que la lutte pour la paix et la réconciliation nationale a rapprochées depuis plusieurs années. »

D'autre part, M. Cao Huy Thuan, auteur de plusieurs articles sur le mouvement bouddhiste, dont l'un publié dans le Monde diplomatique *de mai 1966, reprend certains arguments de la lettre de M. Dao Van Thuy et ajoute :*

« Partisan depuis longtemps de la paix et de la réconciliation nationale, je me réjouis de voir prendre position contre l'emprise américaine et pour la réconciliation entre Vietnamiens un membre de la famille de Ngo Dinh Diem, dont l'anticommunisme à outrance, érigé en doctrine nationale, et l'intransigeance bornée contre toute opposition quelle qu'elle soit sont à l'origine même de cette guerre fratricide, qui fait perdre l'indépendance nationale.

» Cependant, cet article contient des contre-vérités révoltantes qui indignent beaucoup de lecteurs dont moi-même. Je me bornerai à en citer les plus frappantes.

» Selon l'auteur de l'article, l'ex-président Ngo Dinh Diem « a signé sa propre condamnation à mort » à la fin de 1962 par « son refus d'accéder à la demande du président américain » d'envoyer quinze mille G.I. au Vietnam du Sud. Il cite à l'appui de cette thèse une lettre qu'aurait envoyée M. Diem au président Kennedy à la fin de 1962 en réponse à une lettre que ce dernier lui aurait envoyée auparavant. Je voudrais faire deux remarques à ce propos :

» a) Les deux lettres citées par l'auteur, si elles existent, constitueraient des documents historiques d'une grande portée. Or elles ne figurent pas dans les « Pentagon Papers » (...) ;

» b) L'existence de la correspondance citée par l'auteur est d'autant plus douteuse que, selon les « Pentagon Papers », il n'était nullement question pour les Américains, à la fin de 1962, d'envoyer des troupes au Vietnam du Sud. Tout au contraire, un plan de dégagement des forces américaines déjà engagées au Vietnam du Sud depuis 1961 avait été décidé à la conférence d'Honolulu tenue le 23 juillet 1962, le jour même de la signature par les quatorze pays participant à la Conférence de Genève de la Déclaration sur la neutralité du Laos. Ce « retrait en phases successives » (phased withdrawal) des troupes américaines fut motivé, selon les documents du Pentagone, par l'amélioration de la situation militaire en 1962 et par la croyance en la capacité de Diem de mener à bien la « lutte contre le communisme » avec une aide accrue des États-Unis : c'était en quelque sorte la « doctrine Nixon » avant la lettre.

» L'auteur s'est trompé sans doute de date, car le problème de l'envoi au Vietnam du Sud des troupes de combat américaines avait été examiné par Kennedy et avait fait l'objet des pourparlers avec le gouvernement de Diem en automne 1961, et non à la fin de 1962 (...). La politique américaine, favorable à la neutralité du Laos, inquiétait vivement Diem qui, redoutant que le Vietnam du Sud ne soit abandonné comme le Laos par le « monde libre », exigea des États-Unis un engagement plus direct pour montrer leur ferme volonté de rester au Vietnam. C'est dans cette angoisse que Diem a demandé — avec beaucoup de réticence, il est vrai — l'introduction au Vietnam du Sud des unités de combat américaines. (Voir notamment les câblogrammes de l'ambassade des États-Unis à Saigon datés des 1-10-1961, 13-10-1961 24-10-1961 et 18-11-1961...)

» L'auteur affirme que le conflit qui oppose les Américains à Diem s'explique par la volonté d'indépendance du leader sud-vietnamien, qu'il compare au général de Gaulle et au président Ho Chi Minh. Certes, Diem a tenu tête aux Américains, et c'est bien la raison pour laquelle ces derniers l'ont lâché. Mais la confrontation entre eux et lui était loin d'avoir le caractère d'une lutte pour la sauvegarde de l'indépendance du Vietnam du Sud. La politique néo-colonialiste américaine ne fut jamais remise en cause. Jamais il n'y eut désaccord entre les Américains et Diem sur l'objectif commun à atteindre, celui de transformer le Vietnam du Sud en un bastion anticommuniste, dans une Asie du Sud-Est placée sous la tutelle américaine. Ce qui a finalement provoqué la rupture entre le protégé et ses protecteurs, c'est la manière d'atteindre cet objectif, la méthode dictatoriale de Diem ne convenant pas, aux yeux de certains Américains, à la lutte antiguérilla. (...)

» D'année en année, le régime fort de Diem, qui avait tant plu aux Américains, devenait de plus en plus insupportable à la population, qui n'avait alors d'autres moyens d'y résister que de recourir aux armes. Et plus le régime se montrait exécrable, plus la lutte armée gagnait la population et menaçait l'entreprise commune de Diem et des Américains. (...)

» La confrontation entre le protecteur exaspéré et le protégé obstiné fut réelle et dure. Mais elle portait sur la manière de conduire une guerre impopulaire, non sur une question d'intérêt national. Ce que Diem a défendu avec acharnement à l'époque, ce n'était pas l'intérêt national mais sa propre conception de gouvernement, laquelle d'ailleurs a été condamnée sans appel par le peuple.

» Quant à l'affirmation selon laquelle les bouddhistes ont été manipulés par les Américains en 1963, le moins qu'on puisse en dire est que l'auteur de l'article serait le seul à y croire. On se rappelle, en effet, que sa sœur, Mme Ngo Dinh Nhu, et tout l'appareil de la guerre psychologique du régime ont mené à l'époque une vaste campagne de propagande accusant la révolte bouddhiste d'être manipulée par les... communistes et de faire le jeu des communistes. « Ce sont des hommes qui cachent leur cœur rouge sous leur robe de safran », déclarait Mme Nhu, parlant des bonzes. Mes amis ont été sauvagement torturés dans les prisons de Diem, pour avoir refusé de signer des aveux tout faits dénonçant les leaders bouddhistes, et notamment le vénérable Thich Tri Quang, comme des agents communistes travaillant pour Hanoï. D'agents communistes, les bouddhistes de 1963 sont devenus aujourd'hui, sous la plume de M. Tran Van Khiem, des agents américains ! (...)

» Quel est le premier journal à grand tirage qui aborde pour la première fois, dans les villes sud-vietnamiennes, le problème de la présence américaine ? C'est le journal bouddhiste Lap-Truong dont j'étais le codirecteur en 1963-1964. Et comment les bouddhistes peuvent-ils oublier la répression brutale qu'ont perpétrée les troupes de Saigon, avec l'aide des Américains, contre la population de Danang et de Hué, lors de la révolte bouddhiste de 1966 ? Les trois mots peints sur les murs de Danang, fief des bouddhistes, sont plus éloquents que tous les discours anti-américains : Hiroshima, Saint-Domingue, Danang.

» En ce qui concerne l'intention prêtée à M. Ngo Dinh Nhu de négocier avec Hanoï, une réflexion s'impose : Hanoï serait-il disposé à négocier avec un gouvernement qui se trouvait déjà sur le point de tomber comme un fruit pourri ? Quelle valeur pourrait-on attribuer à une offre — si offre il y avait — au moment où celui qui la fit était tout à fait hors d'état de l'exécuter. D'ailleurs, la publicité faite autour de l'intention de M. Nhu — à travers le journaliste américain J. Alsop et autres sources diplomatiques — incitait les observateurs à s'interroger sur son intention réelle. L'hypothèse d'un chantage de dernière heure vis-à-vis des Américains n'a pas été écartée.

» De toute façon, le Vietnam du Sud, de 1954 à 1963, tombait de plus en plus profondément sous la coupe américaine à tous les points de vue : militaire, économique, budgétaire (...) En somme, la tragédie de M. Diem est, selon le terme de M. Dean Rusk, dans son câblogramme du 1er novembre 1961, celle d'un cheval perdant (a losing horse). L'itinéraire est décidé par le cavalier, et non par le cheval. Dès que ce dernier montre les premiers symptômes d'essoufflement, ou s'écarte de l'itinéraire tracé, on l'abat.

» Bien sûr, il y en a, parmi les Américains, qui voulaient le garder encore. Tel le général P. Harkins, commandant en chef des forces armées américaines à Saigon, défenseur acharné de la cause de Diem. Voici ce qu'il disait — et ce serait aussi ma conclusion : « Je suggérerais que nous n'essayions pas de changer de chevaux aussi vite. Après tout, avec raison ou non, nous avons appuyé Diem durant huit longues et dures années. Pour moi, il semble incongru maintenant de le lâcher, de lui donner un coup de pied et de se débarrasser de lui. Les États-Unis ont été sa mère supérieure et son père confesseur depuis qu'il est en poste et qu'il s'appuie lourdement sur nous. » (Câblogramme du général Harkins à Saigon au général Taylor, 30 octobre 1963.)

» Étant un des premiers animateurs du mouvement bouddhiste, je crois qu'il était de mon devoir d'apporter une réponse à un article qui porte injustement atteinte à ce mouvement. »

L'Asie du Sud-Est entre dans l'ère post-américaine

Par T.-D. ALLMAN *

LA résidence officielle du Dr William R. Kintner, le nouvel ambassadeur des Etats-Unis, est protégée de la nouvelle Thaïlande par une clôture toute neuve de plus de 2 mètres de haut ; mais les changements y pénètrent tout de même. La presse thaï a découvert que la C.I.A. complotait contre le gouvernement civil de la Thaïlande, et les Américains n'arrivent pas à la faire taire. Une déclaration publique du Dr Kintner, aux termes de laquelle, sans les Etats-Unis, *« la Thaïlande n'est pas capable de préserver sa souveraineté et son indépendance »*, soulève dans le pays un tollé général.

« Les Américains, commente un journaliste thaï, *sont consternés de voir que nous sommes capables de penser par nous-mêmes. »*

Dans l'ensemble du Sud-Est asiatique, la consternation est de plus en plus à l'ordre du jour chez les Américains. Ils sont consternés parce qu'ils ne comprennent pas. Il y a dix-huit mois, personne à Bangkok n'aurait eu l'idée d'émettre le moindre doute sur les compétences de la C.I.A. ; il y a dix-huit mois, des phrases comme celles du Dr Kintner sur *« l'indépendance et la souveraineté »* n'auraient pas semblé empreintes de fatuité, mais plutôt d'une certaine majesté. Il y a dix-huit mois, la conviction que les populations du Sud-Est asiatique étaient incapables de préserver elles-mêmes leur souveraineté fournissait le motif officiel d'une intervention massive des Etats-Unis.

A présent, cette intervention a beaucoup perdu de son caractère massif. Mais ce qui en reste provoque de plus en plus d'irritation ; ou alors, simplement, on la juge superflue. *« Les Américains doivent se mettre dans la tête que les temps ont changé »*, déclarait voici peu un membre de la nouvelle Assemblée nationale thaïlandaise. Il ajoutait, avec la franchise désormais typique à Bangkok : *« Ils doivent comprendre qu'ils ne nous sont plus utiles à grand-chose. »*

Au Laos, le premier des « dominos », les Américains étaient encore utiles au prince Souvanna Phouma au mois d'août de l'année dernière : c'est à cette date, en effet, que le premier ministre laotien se réfugiait au domicile de l'ambassadeur des Etats-Unis, laissant au chargé d'affaires américain le soin de refréner les ardeurs putschistes de M. Thao Ma.

Mais dans ce pays sur lequel les Américains ont déversé plus de 2 millions de tonnes de bombes, les négociations avec le Pathet-Lao, quoique laborieuses, ont abouti début avril à la formation d'un gouvernement d'union nationale.

En Indonésie, le président Suharto a réagi aux manifestations de masse du mois de janvier en congédiant des fonctionnaires corrompus, tout en emprisonnant les dirigeants du mouvement étudiant et en interdisant des journaux d'opposition. *« Suharto essaie de ménager la chèvre et le chou »*, nous disait un visiteur venu de Djakarta. *« Mais vous noterez qu'on ne parle plus de communisme, cette fois. Ces mots-là sont devenus superflus. Nous ne sommes plus en 1965. »*

Nous sommes en 1974, même à Singapour, dont les rues soigneusement entretenues sont aussi vides de manifestants juvéniles que de papiers gras. Mais, là aussi, un changement fondamental s'est opéré au cours des douze mois qui viennent de s'écouler. Il y a dix-huit mois, M. Lee Kuan Yew apparaissait comme le dernier chef d'Etat du Sud-Est asiatique à s'être converti à la théorie des dominos, et il faisait vœu que Singapour demeurerait *« aux avant-postes de la liberté »* quand bien même les *« communistes »* poursuivraient leur avance jusqu'au détroit de Malacca. Les Américains voyaient cet ancien socialiste de Cambridge et la presse qu'il contrôle manifester une sympathie toujours croissante à l'égard non seulement de leurs *« asiedollars »*, mais de leurs illusions vacillantes.

Aujourd'hui, la question n'est plus de savoir ce que les Américains souhaitent acheter, mais ce que Singapour veut vendre. En novembre dernier, ses raffineries avaient annulé leurs contrats de fourniture de fuel aux bases américaines. Les quantités de pétrole qu'elles reçoivent désormais dépendent d'une offre mondiale que l'Amérique — même après le voyage de M. Nixon au Proche-Orient — ne saurait garantir, et des convenances de la sécurité de Singapour dans un équilibre où les Etats-Unis ne sont plus le facteur dominant.

Jadis, Singapour voulait être l'Israël du Sud-Est asiatique. Aujourd'hui, à l'instar de tous ses voisins, l'île a pris parti pour les Arabes. Les communiqués gouvernementaux ne parlent plus du danger communiste mais des droits inaliénables des Palestiniens. *« Notre économie dépend à 75 % du pétrole arabe »*, explique un industriel de Singapour. *« Quelles garanties les Américains peuvent-ils nous donner de ce côté-là ? »*

La Malaisie a maintenant reconnu Pékin — geste qui s'inscrit dans les efforts qu'elle fait en vue de parvenir à une neutralisation régionale. Quant à la Thaïlande, elle achète à présent du pétrole à la Chine. Pour ce fonctionnaire américain, il est douteux que le président Nixon décide jamais, quoi qu'il arrive, une reprise des bombardements en Indochine. Il soutient que ce n'est pas à cause du Watergate, mais à cause du pétrole : *« Savez-vous combien il faut de carburant pour alimenter un B-52 ? »* Toujours est-il que le gouvernement thaï a réussi à obtenir le principe d'une élimination progressive des bases et annoncé clairement qu'elles ne seront plus jamais utilisées pour des opérations offensives : ainsi l'Amérique se voit-elle privée de la dernière base sûre d'intervention dont elle disposait sur le continent du Sud-Est asiatique.

Voilà tout juste quatre ans, devant la tournure prise par les événements au Cambodge, M. Nixon proclamait : *« Le temps ne joue plus en faveur des communistes. »* Aujourd'hui, les B-52 eux-mêmes ne suffiraient peut-être pas à rompre le nœud coulant qui se referme autour de Lon Nol. La Birmanie même s'est enfin dotée d'une Constitution, tandis qu'aux Philippines, la démocratie à l'américaine est morte depuis plus d'un an.

La survie de Thieu

DIX-HUIT mois après le départ des dernières unités terrestres américaines, il reste quand même un point lumineux sur la carte politico-militaire que les Américains ont dressée de l'Asie du Sud-Est : Thieu est toujours en place à Saigon. C'est un fait : dix-huit mois après la conclusion des accords de Paris, la situation a moins évolué au Vietnam du Sud (le plus important de tous les « dominos ») que dans tout le reste de l'Asie du Sud-Est. Les statistiques de la « paix » au Vietnam doivent paraître d'une rassurante familiarité aux responsables de la stratégie américaine : dans l'année qui a suivi le prétendu « retrait » des Américains du combat, plus de 274 millions de dollars de munitions américaines ont été déversées sur le Vietnam ; elles ont fait cinquante-huit mille victimes e. huit cent mille nouveaux réfugiés.

Pourtant, en ce qui concerne les Américains, la survie même de Thieu consacre le triomphe définitif de la tactique sur la stratégie et des moyens sur les fins en Asie du Sud-Est : le seul pays à être « sauvé » est celui qui a été détruit, et sa survie apporte un démenti final aux adages conventionnels qui ont réglé la conduite de toute une génération de responsables de la politique américaine.

Vingt années durant, toute la politique américaine en Asie du Sud-Est est restée fondée sur l'unique présomption suivant laquelle la tournure prise par les événements dans les pays qui s'étendent de la Birmanie à l'Indonésie était *fonction* de l'issue des événements du Vietnam. Mais si tel avait bien été le cas, l'Asie du Sud-Est n'aurait qu'à peine changé à la suite du retrait américain, car la guerre n'a pas cessé pour autant au Vietnam : elle est simplement entrée dans une phase statique.

Mais, au lieu de cela, l'Asie du Sud-Est a été ébranlée dans ses fondements mêmes et la période qui vient de s'écouler a vu des changements sans précédent.

Signification de l'intervention

LA raison en est que l'avenir de tout le Sud-Est asiatique est resté suspendu pendant plus de dix ans à quelque chose d'infiniment plus important qu'une simple guerre civile dans un pays de dimensions moyennes. L'essentiel n'était pas le Vietnam, mais le caractère massif de l'intervention américaine elle-même et ce qui est advenu de la volonté des Etats-Unis d'imposer à l'Asie du Sud-Est, hétérogène par tradition, une unité qui lui faisait par ailleurs défaut.

Jusqu'à un certain point, on peut évaluer financièrement les changements qui se sont produits en Asie du Sud-Est. Il y a treize ans, à l'époque où John F. Kennedy proclamait qu'il *« irait partout et paierait n'importe quel prix »*, les ressources américaines semblaient aussi inépuisables que la capacité de l'Asie du Sud-Est à les absorber paraissait limitée. Mais, dès 1968, dans son discours d'abdication, qui suivit de très peu l'offensive du Tet, Lyndon Johnson était contraint de reconnaître que la *« menace communiste »* n'était pas seule en cause et qu'il existait un autre danger : le dollar était menacé dans son rôle de *« clé de voûte du système financier et du commerce international »*.

Il a fallu cinq années et deux dévaluations à M. Richard Nixon pour enrayer l'hémorragie de la prospérité américaine. Et, à présent que l'Asie du Sud-Est n'est plus inondée de dollars américains, les bases américaines, la guerre américaine, l'idéologie américaine y perdent tout leur sens : c'est que les Américains n'ont plus les moyens de leur donner un sens. L'année dernière, l'administration Nixon a consacré au Sud-Est asiatique près de 1 500 millions de dollars. Il y a cinq ans, les Etats-Unis y engloutissaient la même somme *chaque mois*. A la même époque, il y avait sept cent mille Américains en Asie du Sud-Est ; à l'heure actuelle, ils sont moins de soixante mille.

Aussi longtemps qu'elle a duré, l'intervention américaine a imposé à l'Asie du Sud-Est sa politique, sa rhétorique ; elle a fixé à la région un cadre de définitions préconçues qui a toujours été beaucoup plus important en lui-même que les résultats militaires qui en étaient le produit. Le pilonnage des campagnes indochinoises par l'artillerie et l'aviation américaines n'ont jamais eu qu'une signification très abstraite à Singapour et en Thaïlande — voire à Saigon, à Vientiane et à Phnom-Penh. Ce qui importait réellement, c'était l'intervention elle-même dans ce qu'elle avait de massif ; car c'est l'intervention qui engraissait les élites régnantes parfaitement semblables d'une demi-douzaine de pays ; qui formait des dizaines de milliers d'officiers ; qui envoyait plus de cent mille étudiants originaires des pays de l'Asie du Sud-Est dans des universités américaines ; qui fixait arbitrairement le cours de certaines monnaies. L'intervention a profondément modifié la démographie du Laos, du Cambodge et des deux Vietnams ; elle a recruté et payé des administrations entières ; c'est à travers elle que l'américain est devenu la *lingua franca* de l'ensemble de l'Asie du Sud-Est, y supplantant l'anglais, le néerlandais et le français.

Jusqu'à l'année dernière, l'intervention américaine donnait au gouverneur de province thaï, au général cambodgien, à l'homme d'affaires chinois, au directeur de journal philippin, au trafiquant d'héroïne laotien, au pilote d'hélicoptère sud-vietnamien, au docker de Singapour et à bien d'autres une communauté d'intérêts qu'ils n'auraient jamais eue normalement : il était dans leur intérêt à tous que les Américains gardent leurs illusions sur l'Asie du Sud-Est. L'Amérique n'était pas seulement le plus important fournisseur d'armes des forces de Thieu : elle jouait le même rôle vis-à-vis de celles de Ne Win et — par prise de guerre interposée — vis-à-vis des « Méos rouges » de Thaïlande. Les dépenses des permissionnaires américains n'enrichissaient pas que Bangkok, mais aussi Penang, Manille et Singapour. Dépassant de très loin les Européens, et même les Mongols et les Indiens, les Américains ont été à deux doigts d'imposer une unité à l'Asie du Sud-Est, par-delà toutes les différences linguistiques, politiques et culturelles.

Résurgence des diversités

POURTANT, ce qui frappe à présent que la plus grande partie du poids américain est ôtée, c'est la rapidité avec laquelle les unités forcées ont disparu pour être remplacées, dans certains cas, par de nouvelles, mais le plus souvent par la résurgence d'une diversité qui existait déjà bien avant Lyndon Johnson — et Karl Marx.

Aussi longtemps qu'elle a duré, l'intervention américaine, non contente de déplacer les lignes de force à l'intérieur de l'Asie du Sud-Est, a modifié les rapports de la région avec les deux grandes puissances asiatiques, le Japon et la Chine. Mais, en l'espace d'un an, les sentiments antijaponais s'y sont généralisés, et ils y sont aujourd'hui beaucoup plus forts que ne le fut jamais l'anticommunisme. Ils continuent de croître, d'ailleurs ; cela ne vient pas seulement de la puissance économique du Japon en elle-même, mais également du fait qu'il ne reste plus assez de dollars américains pour compenser les déficits commerciaux avec le Japon.

Quant à l'hostilité jadis manifestée par la région à l'égard de la Chine, elle a cessé d'être profitable et tend à s'émousser. La démonstration de force de Pékin aux îles Paracels a suscité moins de cris d'alarme qu'une simple émission de Radio-Pékin ne l'aurait fait il y a cinq ans. Au lieu de cela, on entend dire à présent en Asie du Sud-Est ce qui aurait passé pour une énormité à la belle époque de l'enthousiasme pro-américain : que les îles Paracels n'ont aucun intérêt et que, en dépit de tout ce que peut affirmer l'ambassadeur Kintner, l'Asie du Sud-Est a su préserver son *« indépendance et sa souveraineté »* face à la Chine, ce pendant plus de vingt siècles, sans l'aide des Américains.

L'ironie la plus cruelle du nouvel état de choses qui s'est créé en Asie du Sud-Est est que le changement devient de moins en moins dramatique au fur et à mesure que l'on se rapproche des zones qui furent le théâtre de l'intervention militaire directe des Américains, où les blessures sont les plus profondes et où l'administration Nixon concentre à présent toutes les ressources qui lui restent.

Car, même en Indochine, on assiste à une résurgence de conditions que l'intervention américaine n'avait occultées que de façon provisoire. L'espace de toute une génération, les Américains se sont évertués à *« sauver »* le Laos d'un *« coup de force communiste »*. Et pourtant, bien que les raids de bombardiers américains sur le Laos soient abruptement passés de quinze mille par mois à zéro, le résultat n'a pas été ce que craignaient les Américains : le pays n'est pas tombé sous la coupe des communistes. Le Laos a simplement retrouvé ses anciennes lignes de partage du dix-neuvième siècle entre les forces siamoises et les forces vietnamiennes — celles-là mêmes que l'explorateur français Auguste Pavie avait découvertes en son temps. Car le Laos n'a jamais été capable de faire quoi que ce soit de concerté, même pas de tomber comme un « domino ».

Au Cambodge, malgré toutes les interventions étrangères, la tradition a toujours été, au contraire, une tradition d'unité nationale. Là non plus, l'arrêt des bombardements américains n'a pas eu pour conséquences la victoire du *« communisme »* et la défaite de la *« liberté »*. Mais les partisans de Norodom Sihanouk et les Khmers rouges sont parvenus à mettre en échec la tentative américaine d'imposer au Cambodge un cessez-le-feu *« à la laotienne »* et de créer ainsi une partition nationale *de facto*.

Au Vietnam, la guerre continue. Mais elle ne se livre plus, comme au temps des Américains, au nom de la *« démocratie »*, de l' *« autodétermination »*, de la *« sécurité nationale »* et de la *« liberté »*. On y retrouve simplement (comme au dix-huitième siècle, ou même au seizième siècle) la lutte entre l'unité nationale et les privilèges locaux d'une élite coupée de la communauté — lutte qui, au Vietnam, n'a jamais eu de cesse.

Tandis que l'Asie du Sud-Est retombe dans ses divisions anciennes, le phénomène le plus frappant n'est pas la fin d'une guerre au Laos ni la poursuite d'une autre guerre au Cambodge ; ce n'est pas non plus la mort d'une forme de démocratie aux Philippines ni la naissance d'une autre forme de démocratie en Thaïlande. Le plus étonnant est de constater que l'Amérique ne se préoccupe plus guère de ce que la réalité de l'Asie du Sud-Est ne veut pas se conformer à l'image que les Américains s'en étaient faite.

Presque du jour au lendemain, l'Asie du Sud-Est a cessé d'être l'obsession nationale des Américains ; elle n'est plus qu'une ancienne extravagance dont le souvenir s'efface déjà de leur mémoire. Les Français avaient eu la même attitude à l'égard de l'Indochine, il y a vingt ans. Et les raisons qui font que les Américains se désintéressent aujourd'hui de l'Asie du Sud-Est sont les mêmes que celles qui poussèrent alors les Français à faire une croix sur l'Indochine : l'instabilité politique et financière dans la métropole, la crise de l'énergie, les complications de la détente et le Proche-Orient sont désormais les préoccupations dominantes d'une nation qui ne peut plus perdre son temps et dilapider sa fortune dans une guerre dont l'enjeu principal n'est ni sa sécurité ni ses matières premières, mais seulement son amour-propre.

L'Asie du Sud-Est retourne lentement à une légitime obscurité. En attendant, il y a de moins en moins d'émissions de télévision, d'articles de journaux et de manifestes d'intellectuels pour nous rappeler que le massacre dure encore, et que le 1/2 % du budget américain qui continue d'être dirigé — presque par réflexe — vers Saigon et Phnom-Penh suffit à perpétuer bien des tragédies et à renvoyer aux calendes bien des solutions.

Ces vérités, pour aussi significatives qu'elles puissent être, ne font que refléter les derniers vestiges d'une époque qui touche à sa fin. La transformation du Sud-Est asiatique ne peut que s'accentuer avec le temps. Non que les Américains aient perdu toutes leurs illusions (l'expérience de l'ambassadeur Kintner en Thaïlande montre bien que ce n'est pas le cas), mais parce que leur capacité à forcer les autres à nourrir les mêmes illusions qu'eux a très fortement diminué. Pour la première fois depuis 1954, le fait dominant pour l'Asie du Sud-Est n'est pas que la guerre du Vietnam dure encore, mais que l'ère post-américaine a commencé.

* T.D. Allman, du St. Antony's College à Oxford, est Américain. Il collabore régulièrement au *Guardian* et à d'autres journaux.

L'IMPÉRIALISME QUOTIDIEN

"Hearts and Minds", un film de Peter Davis

« EN 1946, Ho Chi Minh pensait que le Vietnam ne comptait pas assez ; qu'il se trouvait trop loin ; que nous le négligerions. Trop petit pour jamais attirer l'attention des Etats-Unis. » *Cette révélation, qu'apporte Daniel Ellsberg dans* Hearts and Minds, *peut surprendre aujourd'hui, compte tenu du caractère naturel que l'Amérique a su donner à son intervention dans le conflit indochinois. C'est sur une considération de même nature, en prenant le problème à rebrousse-poil, que Peter Davis a bâti l'armature de son film dont l'interrogation fondatrice cherche surtout à repérer, à déceler les traits culturels qui, par-delà de flagrantes considérations économiques et politiques, ont favorisé l'extension irrationnelle de la guerre du Vietnam et permis, par le nombre d'atrocités commises par les soldats américains, d'atteindre au génocide.* Hearts and Minds *se propose de traquer l'impérialisme américain dans son labeur quotidien de corruption des mentalités ; il constitue de la sorte une tentative d'essai cinématographique pour expliquer les assises psychosociales d'une guerre qui demeure un scandale pour la raison libérale américaine.*

L'auteur procède en premier lieu au dépistage du réseau de contre-vérités, d'allégations et de phobies qui ont enserré peu à peu les Etats-Unis dans la logique de l'intervention. Candidement interrogés, certains dirigeants américains avancent, inquiets, des excuses d'ordre politique : « Si nous perdons l'Indochine nous perdrons le Pacifique, et nous serons une île dans une mer communiste. » *D'autres, plus cupides, voient dans l'intervention une manière de conserver l'accès à des matières premières indispensables pour l'industrie américaine :* « Si l'Indochine tombait, l'étain et le tungstène de la péninsule de Malacca cesseraient d'arriver. » *Les autres, enfin, plus cyniques, n'hésitent pas à déclarer que les Américains interviennent* « pour venir au secours d'un pays victime d'une agression étrangère ». *Quoi qu'il en soit, Peter Davis sait que d'autres interventions (Guatemala, Cuba, Saint-Domingue...) ne se soutenaient pas d'arguments différents. Il y a donc une logique extravagante qui réglemente les agressions américaines mais qui lui paraît insuffisante pour élucider les origines du comportement individuel des militaires américains dont les excès de brutalité lui semblent dériver d'un certain nombre de règles, de valeurs, qui ordonnent le fonctionnement même de la société américaine.*

LE film discerne en particulier trois de ces protocoles, que nous pourrions appeler des « structures d'aveuglement », *et qui ont pour fonction d'occulter, de masquer, de disséminer le sens profond d'un acte sous un fatras de significations secondes, purement formelles.*

Ainsi Peter Davis montre comment, par la multiplication des relais technologiques entre un militaire et sa victime, l'armée parvient à noyer la dimension politique d'un acte de guerre. Un pilote de bombardier, le regard serein, déclare : « Quand on vole à 800 kilomètres/heure on n'a pas le temps de penser à rien d'autre. On ne voyait jamais les gens. On n'entendait même pas les explosions. Jamais de sang ni de cris. C'était propre — on est un spécialiste. J'étais un technicien. » *Ainsi cette première structure d'aveuglement fait que la conscience du pilote, piégée par le mythe de la performance technique, néglige de considérer les conséquences de son geste, d'assumer la responsabilité de son action.*

Une deuxième structure apparaît en quelque sorte comme le complément de celle-là ; elle consiste à transformer toute participation, dans un domaine quelconque, en une compétition obstinée où il importe surtout d'aller à l'extrême bout de ses forces dans le but de gagner. L'objectif final efface maintenant toute considération sur les étapes intermédiaires. Peter Davis, en montage alterné, compare l'attitude des militaires au Vietnam à celle des joueurs de football américain : tous les coups sont permis pour remporter la victoire, même si on ignore les raisons du combat. Des soldats, interrogés en plein baroud, avouent ne pas savoir pour quoi ils se battent ; l'un d'entre eux est même persuadé que c'est pour aider les Nord-Vietnamiens. Un officier résume : « Une longue guerre, difficile à comprendre, mais nous y sommes allés pour gagner. » *La banalité de l'objectif camoufle la complexité de l'enjeu.*

Le troisième élément de déculpabilisation, qui empoisse d'ailleurs les deux premiers, est cette sorte de psychologie des peuples qui permet d'épingler mécaniquement aux habitants d'un pays un chapelet de comportements-types, d'atavismes, de tares, qui constituent la base prétendument scientifique du racisme le plus primaire. Un officier américain raconte aux enfants d'une école primaire ses impressions sur l'Indochine : « Les Vietnamiens sont très retardataires, très primitifs ; ils salissent tout. Sans eux le Vietnam serait un beau pays. » *On perçoit clairement le regret d'une* « solution indienne », *que le général Westmoreland lui-même a dû être tenté d'appliquer, car, dit-il,* « les Orientaux attachent moins de prix à la vie que les Occidentaux ».

PAR la clarté de sa démarche, Peter Davis met ainsi en pratique une conception du cinéma direct, plus rigoureusement analytique ; il s'attache à réfléchir sur les mobiles du comportement des soldats américains ; il attribue par ailleurs au conflit vietnamien une valeur d'épiphénomène, de symptôme d'une vaste maladie : la violence américaine, dont il étudie les applications militaires, guerrières, un peu dans le style de ce que Cinta Firestone dans Attica *avait réalisé pour mettre à nu le fonctionnement de la répression policière.*

A l'heure des bilans pour les intellectuels des Etats-Unis, le film de Peter Davis présente une originalité certaine qui le démarque des autres réalisations américaines sur le même thème comme In The Year Of The Pig *(E. de Antonio, 1969)* ou Winter Soldier *(collectif, 1973) respectivement plus historique et plus expiatoire que ce pondéré* Hearts and Minds.

IGNACIO RAMONET.

L'ÉMIGRATION ALGÉRIENNE EN FRANCE

Rompre le dernier lien colonial

(Suite de la première page.)

Des détails horribles accompagnent les mentions *« découvert noyé »*, *« tué par balles »*, *« découvert mort étranglé »*, etc. Dans la colonne *« circonstances et préjudices »* on se voit obligé de lire, pour un cas parmi d'autres : *« L'intéressé aurait été surpris en train de voler dans un poulailler. Il a été frappé à coups de bâton par le propriétaire et est décédé le même jour à l'hôpital. »* Dans cet exemple, choisi à dessein, il y a une apparence de motif à l'agression mais, dans presque tous les cas, la victime est découverte *« inconsciente »*, *« grièvement blessée »* et décède *« sans avoir pu être entendue »* des suites de *« coups et blessures »*, impliquant que les auteurs sont rarement retrouvés.

Il serait mal venu de s'appesantir sur ces faits, les travailleurs algériens, les autres aussi, il faut le dire, répugnant à s'apitoyer sur leur sort et encore plus à ce que les Français le fassent pour eux.

Il y a, en effet, quelque chose de choquant à vouloir rappeler à tout moment à des étrangers les humiliations qu'ils subissent dans le pays d'accueil et les risques qu'ils encourent à accepter de venir travailler dans une société dite *« évoluée »*. Une campagne sur les misères des émigrés algériens *« pour leur faire prendre conscience qu'ils sont victimes du racisme »* est pire pour eux que de supporter les humiliations elles-mêmes. Aussi le gouvernement algérien n'a-t-il guère exploité ce thème. Ayant jugé la situation intolérable, il a exigé vigoureusement que la sécurité de ses ressortissants soit correctement assurée, et a suspendu l'émigration. Il reste que la société française est globalement responsable, politiquement et économiquement, des conditions de vie et de travail qu'elle fait aux travailleurs étrangers en général et à l'importante minorité algérienne en particulier. Ce n'est pas sans inquiétude que l'on voit se transformer Barbès et certains quartiers d'autres grandes villes françaises en autant de Harlem, situation à laquelle la police française ne s'adapte que trop facilement.

Le flux migratoire arrêté, la population algérienne en France était estimée par le ministère de l'intérieur au 31 décembre 1973 à 845 689 personnes, dont 535 282 hommes, 83 488 femmes et 226 919 enfants. Qu'elle est sa situation ?

Une importante diversification

SANS vouloir en refaire ici l'historique, et bien que l'on ignore l'influence de beaucoup de facteurs, tous les observateurs s'accordent à dire que l'émigration algérienne a beaucoup varié dans le temps. Au départ, elle concernait essentiellement des ruraux : un membre de la famille s'exilait pour quelques années, l'argent qu'il envoyait était un élément *indispensable* à la survie de son groupe d'origine (1). Lorsqu'il revenait, le frère ou le cousin partait à son tour, une rotation organisée diminuait la durée des séjours. Pour le monde rural, cette pratique était, avec le départ vers les villes, la seule réaction possible au fonctionnement du système économique aberrant de la période coloniale. Bien qu'ayant peu d'éléments sur l'impact du retour de l'émigré sur son groupe d'origine, on sait cependant qu'à cette époque, par accord tacite, une censure très stricte du groupe existait sur tout ce qui s'était passé en France. La loi du silence couvrait la parenthèse qui s'était ouverte puis refermée dans la vie de presque tous les membres du village. Le milieu d'origine avait encore, alors, une très grande puissance de réintégration. Le retour de l'émigré s'accompagnait de gestes rituels : faire le tour des champs, sortir la charrue même « hors saison » et, bien sûr, reprendre le costume traditionnel. La réapparition à la djemaa (assemblée de village) consacrait une *réinsertion* authentique.

Par la suite, l'émigration s'est diversifiée, d'autres activités que celles de salariés sont apparues. Des commerçants, des hôteliers, des restaurateurs, des artisans se sont installés en France avec d'autant plus de bonheur que la clientèle de leurs compatriotes augmentait. L'émigré lui-même était plus fréquemment quelqu'un qui avait déjà eu un contact avec la ville. L'émigration prolongeait en sorte un exode rural qui ne cessait de croître avec l'impéritie coloniale.

Après 1962, le sens de l'émigration algérienne s'est compliqué de facteurs politiques. Le laxisme des accords d'Evian et les allées et venues qu'il a permis pendant trois ans, les habitudes acquises, les affaires existantes, la rentrée en France d'Européens auxquels certaines familles d'Algériens étaient sentimentalement liées, l'orientation du nouveau régime algérien et les difficultés économiques des premières années après l'indépendance, ont fait de la France *le lieu idéal de l'alternative à l'Algérie nouvelle*. Il suffit pour s'en convaincre d'estimer combien d'Algériens ont encore aujourd'hui plusieurs cartes d'identité. Enfin, depuis 1965, la poursuite de la réalisation d'objectifs socialisants en Algérie a donné à l'émigration une allure que l'on pourrait presque qualifier d'« anticastriste », toutes choses égales par ailleurs. En quelques années, *une société algérienne complète* s'est reconstituée en France avec ses professions libérales, ses fonctionnaires au statut ambigu, ses homme d'affaires, ses rentiers, ses agents immobiliers, ses négociants, ses industriels, ses commerçants, ses étudiants, et enfin ses travailleurs manuels qui, tout en restant l'élément majeur, constituent désormais la base de la pyramide. La répartition précise des Algériens par catégorie socio-professionnelle, qui permettrait d'évaluer l'importance de cette évolution, est extrêmement mal connue.

Les estimations donnent pour les catégories professionnelles autres que les ouvriers : plus de cent cinquante exploitants agricoles, six mille à sept mille patrons de l'industrie et du commerce, mille cinq cents à deux mille cadres supérieurs et professions libérales et environ mille cinq cents cadres moyens. A l'intérieur de chaque catégorie, il est possible que l'éventail des situations économiques soit assez large, de même que pour les catégories d'employés, de contremaîtres et de personnel de service. Cependant, même s'il est facile d'en souligner la faiblesse numérique, il existe incontestablement une frange d'éléments aisés dans la population algérienne en France (2). Sa présence est même grandissante : au cours de l'année 1973, sept cents nouvelles cartes de séjour ont été délivrées à des commerçants, industriels et artisans, vingt-cinq à des membres de professions libérales.

En définitive, cette hiérarchie sociale permet la reconstitution des relations de clientèle qui ont cours dans la société algérienne traditionnelle.

Des relations bouleversées

QUE se soit par le biais des liens économiques ou par celui des alliances familiales (puisqu'il existe désormais un « marché » matrimonial algérien en France) ou encore, à un niveau inférieur, par l'existence d'éléments de la vie traditionnelle, comme des marabouts à Saint-Etienne par exemple, les relations hiérarchisées et codifiées de la société algérienne, et souvent avec ce qu'elles comportent de plus *rétrogrades*, se trouvent reconstituées et peuvent fonctionner d'une *manière autonome* sur le sol français. Dans cette perspective, les ouvriers algériens ne sont pas *seulement* un sous-prolétariat surexploité, *« fer de lance de la classe ouvrière française »*, ils sont *en plus* une catégorie sociale d'étrangers aux prises avec leurs propres structures réactionnaires.

Une partie de la lutte apparemment confuse que le pouvoir poursuit à Alger pour l'émergence d'une société progressiste se déroule aussi en France où s'est installée une société « de recours » ; l'évolution des conditions officielles de l'émigration algérienne fixées pour la première fois en 1964 constitue sans doute un aspect de cette lutte. En dépit de la volonté de certains responsables, les étapes de la mise en place de la législation, le contrat de travail puis la carte de main-d'œuvre, enfin le contingent, ont institutionnalisé peu à peu l'émigration et ont bouleversé son fonctionnement. Le système actuel interdit les possibilités de rotation et le retour de l'émigré à court terme. Le détenteur d'une carte de résidence possède une sorte de « visa » pour la France qui le *« condamne à l'émigration »* pour une longue période. Mieux encore, lors d'un retour, il peut, sa carte en poche, occuper temporairement et sans risque (c'est-à-dire sans jouer le jeu des orientations du pays) un emploi en Algérie.

Cette situation a complètement bouleversé la relation entre l'émigré et son groupe d'origine : il sait que son séjour à l'étranger sera long et il s'entoure dès que possible de sa femme et de ses enfants (soixante-sept mille familles début 1974) ; il sait aussi que plus le séjour est long plus le retour sera difficile. En son absence, la vie en Algérie change, des activités se créent, de nouvelles décisions sont prises, le pays affirme son identité. A la fois sacrifié et privilégié, l'émigré effectue désormais son retour dans l'indifférence. Quelques détails matériels, des comportements, des attitudes qui n'eussent pas été admises autrefois, lui permettent quelquefois de faire impression, mais le groupe d'origine, engagé ailleurs, concerné par de nouveaux objectifs nationaux, a perdu un pouvoir réintégrateur qui n'a plus de sens. La « réinsertion » est devenue un objectif strictement économique. Menée par quelques sociétés nationales, dont la S.N.S. et la SONACOME (3), en vue d'utiliser la qualification acquise par certains émigrés, elle a donné peu de résultats en raison de la désadaptation de l'émigré à la société algérienne nouvelle.

D'autre part, en France, le développement de l'immigration familiale, conséquence de l'allongement des séjours, soulève de nouveaux problèmes. La reconstitution d'une vie familiale, loin de faciliter l'intégration (en admettant que celle-ci puisse être un objectif), éloigne encore l'émigré de la société du pays d'accueil, accentue le repli de la communauté sur elle-même et renforce les valeurs traditionnelles dont la femme est la « gardienne ». Une enquête récente montrait que si 86 % des femmes algériennes de moins de trente ans résidant en France n'avaient pas été consultées sur le choix de leurs époux, il y en avait encore 47 % qui approuvaient cette procédure. Il n'est pas certain que la même enquête, réalisée en Algérie, aurait donné un résultat aussi élevé pour ce dernier pourcentage.

Egalement lié à la présence d'une émigration familiale, le croit démographique (vingt-cinq mille naissances par an environ) gonfle rapidement les effectifs totaux de la population algérienne en France et pose le problème de la scolarisation des enfants. Sans vouloir souligner certains aspects de ce qu'il est convenu d'appeler la *« dépersonnalisation »* culturelle, au demeurant largement répandue en Algérie même dans certains milieux, il reste à bien mesurer, ici encore, à quelle condition la seconde génération de l'émigration désormais *« instruite »* pourra être réinvestie dans l'édification de l'Algérie. Ainsi à la question soulevée, l'année dernière à Alger, par des enfants d'émigrés, sur la possibilité d'obtenir des bourses du gouvernement algérien pour suivre des études à l'Université française (même dans des matières enseignées dans des universités algériennes), le ministre algérien de l'enseignement supérieur répondait par l'affirmative, sous certaines conditions d'engagement à terme. Cet exemple ramène tous les problèmes posés par l'émigration à un premier principe, né de la permanence d'un nationalisme vivace qui affirme sa volonté théorique de ne pas « perdre » un seul Algérien, fût-il d'ailleurs fils de harki ou ancien harki lui-même, mais à condition qu'il accepte l'évidence des conditions très dures dans lesquelles le pays doit se construire.

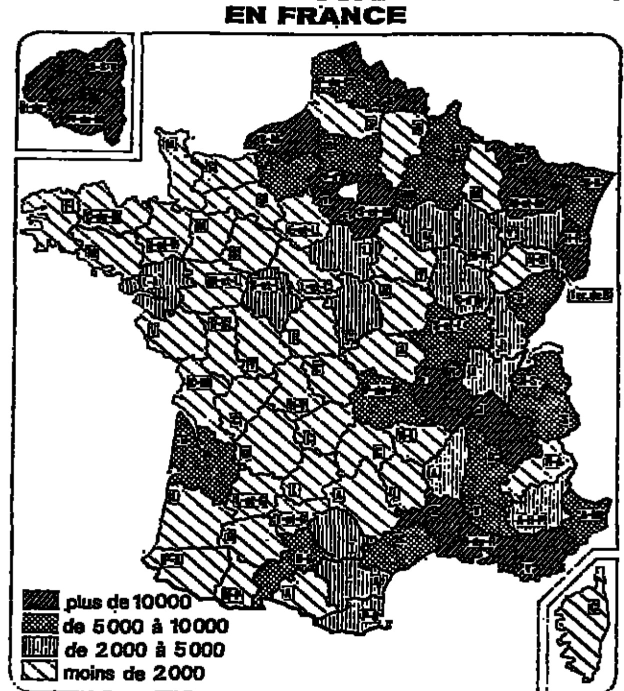
Le second principe relève, quant à lui, du rôle économique dévolu jusqu'ici à l'émigration. Traditionnellement, l'émigré est considéré comme un actif et un épargnant. De ce point de vue, l'émigration a toujours fait l'objet d'une attention particulière de la part des planificateurs algériens. Le plan triennal (1967-1969) et le premier plan quadriennal (1970-1973) ont été élaborés en tenant compte des rentrées en devises que l'émigration procurait et de l'allégement qu'elle apportait au marché de l'emploi. Mais cette règle a aussi perdu de son sens. Pour des raisons à la fois politiques et économiques, il arrive que le groupe d'origine demande maintenant à l'émigré d'épargner en France plutôt que de renvoyer en Algérie des sommes qui ne lui sont *plus toujours indispensables*. Désormais des émigrés disposent d'un livret de Caisse d'épargne, réserve en *francs* d'un groupe donné. A cette nouvelle tendance s'ajoutent les trafics de compensation entre le dinar et le franc, et la diminution relative des possibilités d'épargne des travailleurs en raison de l'augmentation de l'immigration familiale et de l'augmentation du coût de la vie en France. En quelques années, le montant des sommes envoyées en Algérie est passé de 1 200 millions à 700 millions de francs. Cette baisse a amené l'année dernière le ministre des finances algérien à établir à l'entrée en Algérie la parité entre le franc et le dinar, soit un gain au change de 12,5 % pour faire rentrer l'argent de l'émigration.

Quant à la situation de l'emploi en Algérie, et les perspectives que pouvait lui apporter l'émigration, les prévisions les plus optimistes n'envisageaient pas d'amélioration avant 1985-1987. A cette date seulement l'Algérie aurait la possibilité de créer autant d'emplois chaque année qu'il arriverait de jeunes sur le marché du travail, et il resterait à éponger le reliquat de « chômeurs » accumulé jusque-là. Dans ces conditions, conserver un contingent annuel à l'émigration ne consiste qu'à faire quelques milliers de privilégiés, tandis que le rôle de soupape donné implicitement à l'émigration prend une signification politique *conservatrice*. Ecarter la possibilité d'inclure l'émigration dans les calculs et les prévisions économiques, c'est consacrer l'ultime rupture avec les habitudes coloniales.

Il faudrait bien alors radicaliser les mesures économiques et politiques, orienter l'économie vers un type de développement peut-être moins sophistiqué que le modèle actuel, démocratiser les décisions et les moyens d'action. D'une pression populaire interne accrue sortirait une société qui serait *sans recours* jusqu'à ce qu'on soit, en Algérie, mieux que partout ailleurs.

Tel était sans doute le pari que le pouvoir proposait à sa bureaucratie. Pourrait-il le tenir ?

RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES 845 000 RESSORTISSANTS ALGÉRIENS EN FRANCE



L'Etat et les syndicats

LA logique qui se dégage de la nouvelle attitude algérienne est dans l'ensemble mal perçue du côté français. Il semble que les autorités ne réussissent pas à se dégager d'un credo général qui contrarie dans une certaine mesure la bonne volonté de leurs initiatives pratiques. Il tient en trois points.

— En premier lieu, il y aura toujours assez de pays suffisamment pauvres (sans parler des TOM-DOM) pour souhaiter se débarrasser de leur main-d'œuvre. On ne prévoit donc guère autre chose à long terme qu'une « offre » infinie des pays exportateurs de travailleurs (qui sont en position de demandeurs).

— En second lieu, on constate que la France continue de souffrir d'une insuffisance chronique de population à laquelle s'ajoute un vieillissement qui ne prendra fin que dans les années 80. Elle a le *« pourcentage de vieillards le plus élevé du monde »* et *« au vingtième siècle l'immigration a enrichi la France de six millions six cent mille personnes, compte tenu des descendants étrangers »* (4). Aussi, l'assimilation des étrangers continue-t-elle d'être un objectif parfaitement retenu et avoué, ainsi exprimé par exemple : *« Dans une forte proportion, les immigrés sont destinés à devenir des résidents permanents, dont les enfants s'intègrent totalement à la société locale et d'une façon irréversible »* (5). Chaque émigration, suivant l'ethnie, se trouve de fait affectée d'une sorte de coefficient d'assimilabilité ;

— En troisième lieu, et d'une manière contradictoire, il est clair que la main-d'œuvre étrangère doit aussi être le plus élastique possible pour suivre au mieux les aléas de la conjoncture économique française. On trouve sous la plume des experts de l'O.C.D.E. des conclusions telles que : *« Le pays d'émigration ne serait pas seulement un*

(1) Le concept de groupe n'a pas ici valeur scientifique stricte. Il peut signifier famille au sens plus ou moins large, fraction de village, ou village tout entier, c'est-à-dire tout ensemble de personnes bénéficiaires des ressources de l'émigration, sachant combien les canaux de cette redistribution sont complexes.

(2) Les avoirs algériens en France sont très mal connus : on les estime à 3 milliards de F.

(3) S.N.S. : Société nationale de sidérurgie ; SONACOME : Société nationale des constructions mécaniques.

(4) Ces citations sont tirées d'un manuel scolaire de géographie de première.

(5) *Hommes et migrations.*

L'évolution des accords avec Paris

1. - LES ACCORDS D'EVIAN :

Ils prévoyaient la liberté de circulation entre la France et l'Algérie. Des arrivées importantes d'Algériens en 1963 ont préoccupé les gouvernements algérien et français et un contrôle sévère a été institué à Marseille. En 1964, l'accentuation du mouvement migratoire s'est poursuivie. Le solde, c'est-à-dire la différence entre les entrées et les sorties, était positif pour la France dans la proportion suivante :

— janvier 1964	*+ 3 000*
— février 1964	*+ 17 000*
— mars 1964	*+ 30 000*

Devant cette situation, des négociations ont été engagées.

3. - LES ACCORDS DU 10 AVRIL 1964 :

Leur but était d'organiser et de régulariser le mouvement migratoire. Ils comprenaient plusieurs points :

— un contrôle médical était effectué en France à l'arrivée des travailleurs, les inaptes étaient renvoyés ;

— quatre fois par an, la France informait l'Algérie des contingents susceptibles d'être accueillis ;

— l'arrivée des familles accompagnant les travailleurs était conditionnée à l'existence d'un logement décent ;

— un contrat de travail était exigé au départ.

L'application de ces accords a entraîné un ralentissement du courant migratoire, et le solde devint négatif pour la France dès le mois de mai 1964 :

— mai 1964	*— 5 773*
— juin 1964	*— 4 461*
— juillet 1964	*— 6 643*

A la fin de l'année 1964, l'excédent enregistré au début de l'année était résorbé. Cependant, des difficultés dans les modalités d'application sont apparues, nécessitant un nouvel accord.

3. - LES ACCORDS DU 27 DECEMBRE 1968 :

Ils organisaient avec plus de rigueur encore les modalités et le contrôle de l'émigration.

a) *La situation des ressortissants algériens résidant en France avant le 1er janvier 1969 était régularisée. On distinguait :*

— les ressortissants algériens résidant en France depuis moins *de trois ans au 1er janvier 1969. Ils étaient dotés automatiquement d'un certificat de résidence pour une période de cinq ans, sans autre formalité que de présenter un document justifiant de leur identité ;*

— les ressortissants algériens résidant en France depuis plus de trois ans au 1er janvier 1969 : ils étaient dotés automatiquement d'un certificat de résidence pour une période de dix ans.

b) *Un contingent annuel de trente-cinq mille travailleurs algériens (sans compter les familles) était fixé. Chaque partant recevait une carte délivrée par l'ONAMO (Office national de la main-d'œuvre) validée par l'application du timbre de la mission médicale française, après le contrôle sanitaire effectué en Algérie. Ensuite, le travailleur avait neuf mois pour trouver du travail en France ; s'il n'en avait pas trouvé au terme de cette période, il était tenu de rentrer en Algérie. Dans le cas contraire, une carte de résidence lui était délivrée pour cinq ans, équivalant pour le travailleur algérien à la carte de séjour.*

D'autres catégories étaient prévues dont l'entrée en France était soumise à la possession d'un passeport :

— les non-salariés inscrits sur les registres du commerce ou des métiers ;

— les Algériens justifiant de moyens d'existence ou d'une attestation d'un ordre professionnel ;

— les malades ;

— le départ de la famille était autorisé, toujours conditionné par l'existence d'un logement décent ; la composition de la famille étant limitée au conjoint, aux enfants mineurs de moins de dix-huit ans ou à charge.

4. - LES ACCORDS DE DECEMBRE 1971 :

Le contingent annuel était réduit à vingt-cinq mille travailleurs.

Les dispositions du précédent accord restaient en vigueur. Au cours des négociations, l'accent a été mis sur l'article 4 de l'accord de 1968, consacré aux conditions de logement et à l'accès aux enseignements réservés aux travailleurs étrangers et aux stages de formation professionnelle.

5. - LA DECISION DU 19 SEPTEMBRE 1973 :

Le président Boumediène annonçait la suspension de l'émigration, à la suite des incidents racistes de l'été. Au moment de la décision, vingt et un mille travailleurs étaient déjà entrés en France depuis le début de l'année. Les négociations qui auraient dû commencer à la fin de l'année 1973, en particulier pour régulariser la situation des travailleurs qui ont obtenu leur carte de résidence pour cinq ans à la suite de l'accord de 1968, n'ont pas eu lieu. Aucun nouveau travailleur algérien n'est donc entré en France officiellement depuis le mois de septembre ; l'Algérie semble décidée à maintenir cette situation.

هكذا من الأصل

réservoir de main-d'œuvre, il jouerait éventuellement un rôle d'abri et de décompression « conservant » la force de travail en congé pendant la période économique défavorable. A ce titre, il valoriserait considérablement le service rendu aux pays d'économie industrielle. » (6).

A partir de ces trois postulats, une attitude non conformiste telle que celle de l'Algérie ne peut engendrer que la perplexité (7).

A la décharge, si l'on peut dire, des services officiels, il faut constater que les syndicats ne réussissent pas toujours non plus à trouver le ton juste. Ils ont fait un énorme effort pour faire obtenir aux travailleurs étrangers les mêmes droits qu'aux travailleurs français, et ils ont en grande partie réussi. Mais l'intégration d'un travailleur étranger à la classe ouvrière française par le biais du syndicat n'est pas une stratégie totalement satisfaisante pour l'émigré qui ne revendique, tout bien considéré, que d'être « *un étranger à part entière* ». Lors des rencontres qui eurent lieu entre l'Amicale des Algériens en France et la C.G.T., et qui ont abouti cette année à un accord, le syndicat présenta à la première séance des Algériens syndiqués à la C.G.T. pour qu'ils discutent avec les Algériens de l'Amicale, ce qui incita évidemment celle-ci, à la séance suivante, à provoquer à son tour des discussions entre Algériens de l'Amicale syndiqués à la C.G.T. et la C.G.T. elle-même. D'un tel imbroglio, il ressort en simplifiant à l'extrême que, pour les uns, les travailleurs algériens font d'abord partie du prolétariat français et sont ensuite des étrangers algériens, tandis que, pour les autres, ils sont d'abord des étrangers de nationalité algérienne et ensuite des prolétaires.

L'affirmation selon laquelle le capitalisme nivelle les conditions et les situations n'est pas ici totalement vraie, justement parce que les employeurs tiennent au plus haut point à faire une distinction entre main-d'œuvre nationale et main-d'œuvre étrangère, non pour jouer sur la différence entre les salaires, mais pour exclure à terme le dialogue avec les syndicats. Des formules nouvelles d'utilisation de la main-d'œuvre étrangère voient le jour. La plus simple est celle de l'entreprise entièrement tenue par une main-d'œuvre étrangère. La plus compliquée, déjà proposée en France par un pays de l'Est et en cours d'étude par l'Algérie, est une sorte d'ingénierie à rebours. Une société d'Etat d'un pays en voie de développement réalise dans un pays industrialisé des travaux exigeant beaucoup de main-d'œuvre. Elle apporte, pour un chantier donné, son matériel, ses cadres, ses travailleurs, qu'elle paie. Cette évolution, qui n'est pas forcément désavantageuse pour l'émigré, ne peut susciter que l'hostilité des syndicats français. La seule réponse, si l'on veut opposer une résistance unie aux exigences patronales, est devenue l'accord entre syndicats et travailleurs étrangers, mais d'*organisation à organisation*. Que ces organisations soient pour le moment nationales et plus ou moins progressistes ne peut être qu'une étape.

En définitive, un pays exportateur de main-d'œuvre, et en particulier l'Algérie, ne peut que considérer la permanence du recours à l'émigration comme *une impasse politique grave*. L'émigration ne peut désormais être acceptée que dans deux cas : l'entente entre deux entreprises, avec rotation du personnel et formation professionnelle, comme c'est le cas entre la S.N. Metal algérienne et une société de forges de Saint-Etienne ; l'accord d'Etat à Etat assorti de conditions très strictes de formation des travailleurs conforme aux prévisions du plan du pays de départ, comme c'est le cas pour le contrat que l'Algérie vient de conclure avec la R.D.A. portant sur un petit nombre de travailleurs, échelonné sur plusieurs années (bien qu'il ne semble pas avoir fait non plus l'unanimité en Algérie).

De toute façon, les relations économiques portant sur les flux migratoires et l'utilisation de la main-d'œuvre étrangère dans les pays industrialisés s'inscriront tôt ou tard dans les relations globales entre pays riches et pays du tiers-monde. On pouvait estimer que l'Algérie avait anticipé dans cette voie. Quant à la France, il y avait beaucoup de chance pour qu'elle continue d'aller chercher une main-d'œuvre étrangère de plus en plus loin, et même de la payer de plus en plus cher, pour peu qu'elle ne doive pas remettre en cause un mode de vie et un mode de croissance économique qui paraîtront de plus en plus absurdes aux étrangers payés pour les entretenir.

RAOUL WEEXSTEEN.

(6) B. Kayser, *les Retours conjoncturels de travailleurs étrangers*, O.C.D.E., Paris, 1972.

(7) Après une période d'expectative, un nouveau contingent réduit de dix mille à quinze mille travailleurs serait prochainement proposé à l'Algérie. Celle-ci peut-elle accepter ?

BIBLIOGRAPHIE

- Jacques Augarde : **la Migration algérienne**, « Hommes et Migrations », n° 116, Paris, 1970, 160 p., 20 F. L'ouvrage reprend dans ses grandes lignes un rapport de l'auteur au Conseil économique et social en 1966 qui ne fut jamais diffusé. Un tour d'horizon très complet des principaux aspects de l'émigration algérienne en France.
- Madeleine Trebous : **Migrations et développement : le cas de l'Algérie**, O.C.D.E., Paris, 1970, 241 p., 18 F. Travail indispensable à la connaissance de la situation particulière de l'émigration algérienne. S'efforçant de se placer du point de vue de l'Algérie, l'auteur traite également des émigrés algériens en Belgique et en Allemagne fédérale. L'analyse des données économiques est remarquable et pratiquement exhaustive.
- Ahsène Zehraoui : **les Travailleurs algériens en France, étude sociologique de quelques aspects de la vie familiale**, Maspero, Paris, 1971, 174 p. (épuisé, nouvelle édition prévue pour septembre 1974). L'un des ouvrages les plus intéressants pour qui veut comprendre de l'intérieur le phénomène de l'émigration algérienne.
- Léon Gani : **Syndicats et travailleurs immigrés**, Editions sociales, Paris, 1972, 256 p., 9 F. Les relations syndicats-travailleurs immigrés, présentées sous l'angle historique, de 1918 à nos jours.
- Ali Salah : **La Communauté algérienne dans le département du Nord**, Editions Universitaires, Paris, 1973, 213 p., 25 F. Au niveau d'un département dont les Algériens constituent 2 % de la population. L'orientation générale du problème de l'émigration reste très classique et l'évocation de certains aspects (condition de la femme, mariages mixtes, etc.) n'est guère progressiste.
- Madeleine Trebous : **Vie et travail des Algériens en France**, Editions du Jour, Paris, 1974, 95 p., 14 F. Ouvrage collectif rédigé avec la participation de travailleurs algériens de chez Renault. La description des conditions de vie des travailleurs émigrés n'apporte rien de nouveau. Absence totale de références aux structures politiques et syndicales des Algériens en France.
- Smaïl Bendifallah : **l'Immigration algérienne et le droit français**, Librairie générale de droit et de jurisprudence, Paris, 1974, 311 p., 28 F. Premier ouvrage juridique retraçant l'ensemble des règles fixant les droits et les obligations des travailleurs immigrés algériens. Une pièce maîtresse du dossier par sa technicité sans prétention.

DEUX MEMOIRES A SIGNALER

- Mireille Duteil : **l'Emigration algérienne en France** (les incidences de la crise algéro-française sur l'émigration algérienne), faculté de droit, Alger, mars 1972, 183 p. Etude de la presse algérienne d'expression française de janvier à août 1971.
- Henri Le Masne : **les Emigrés algériens et la perspective de retour**, faculté de droit, Alger, mars 1974, 175 p. Les projets de 80 émigrés de la région Rhône-Alpes.

AU-DESSOUS DE LA LIGNE DE FLOTTAISON

Deux Algériens parlent

Par JEAN DUVIGNAUD

« TU crois que ça intéresse les gens, ce que je dis ? » Cette question revient tout au long des deux livres parus l'an dernier et dans lesquels parlent librement deux Algériens, travailleurs en France, Ahmed (1) et Mohamed (2)...

Deux « témoignages » comme on disait au temps de Gide. Mieux : ce sont des paroles retrouvées, étrangères à *toute* politique, toute idéologie, *tout* investissement intellectuel abstrait. On a placé ces deux hommes devant un magnétophone. Durant des heures. Durant des heures, ils ont parlé comme jamais sans doute ils n'avaient eu l'occasion de le faire. D'eux-mêmes, de la vie, de la France, de l'Algérie. Ils fabulent ? Qu'importe ! Nous accédons par-là aux bas-fonds de la vie quotidienne.

Deux hommes différents, sans doute... Mais différents pour nous ou pour l' « élite du pouvoir » qui rangera Ahmed dans la rubrique des « apolitiques » et Mohamed dans celle des « garés » : le premier a pris peur devant la violence de la guerre et il est revenu en France pour travailler. Le second, à dix-neuf ans, pressé de s'en tirer, s'est trompé de camp : il a suivi l'armée française et c'est aujourd'hui un apatride.

Le témoignage d'Ahmed suit la ligne de sa vie de grutier sur un chantier de construction parisien : travailleur en France, il retourne en Algérie dans son village durant la guerre : là, il ne reconnaît plus personne car tout le monde est coincé entre la menace de l'armée française et celle des maquisards. Sa femme elle-même travaille pour le Front. Son départ est une fuite. Du moins retrouve-t-il son travail en France ; il louvoie entre la police et les trésoriers de la résistance, survit, devient même indispensable sur son chantier. Vient alors la maladie, l'hôpital, la longue convalescence au cours de laquelle il raconte sa vie, non sans fierté : « Les tours, qui est-ce qui les a montées, les tours ? Quatre ans sans arrêt ! Jour et nuit ! C'est moi qui les ai montées. »

Mohamed, plus complexe, est aussi plus délirant. Il mêle fantasme et réalité. Cela résulte peut-être de sa situation de « porte-à-faux » : s'il s'est laissé entraîner par l'armée française, c'est d'abord parce que personne ne lui avait parlé, parce qu'il n'avait rien d'autre, exactement rien. Si bien qu'au moment de l'indépendance, réussissant à passer à travers les mailles du filet, il a survécu et s'est échappé pour moisir dans les « ghettos urbains » français. Son discours est moins pratique que celui d'Ahmed, mais il s'élève parfois à une étrange hauteur lyrique qui donne une force surprenante à ce Bardamu du Maghreb.

AVEC la parole retrouvée d'Ahmed et de Mohamed, nous plongeons au-dessous de la ligne de flottaison : les politiques manipulent les opinions et les sondages. Ils quantifient des attitudes qu'ils ont préalablement décomposées dans les rubriques d'un questionnaire : forme subtile de la « persuasion clandestine » à laquelle se prêtent trop de sociologues.

On ne dira jamais assez après Oscar Lewis combien l'écoute prolongée de la parole humaine apporte plus d'enseignements que les « sondages ». Et, bien entendu, pas de n'importe quels hommes. Pas des nantis, des individus sécurisés par une idéologie, une place dans la société politique, mais des inconnus, des marginaux, des maudits. Dire que les pouvoirs officiels entendent avec joie le message de cette face obscure de la réalité collective serait beaucoup espérer : que n'ai-je entendu, vers les années 60, quand j'ai tenté de me mettre à l'écoute du misérable village de Chébika au sud du Maghreb !

Car ce qui se dit là, à ce gisement profond de la vie quotidienne, est évidemment plus proche de cette authenticité, de cette « açala » dont on parle trop sans la connaître. Il faut féliciter M. Catani et l'anonyme observateur de Mohamed d'avoir placé l'analyse au plus riche niveau de la réalité sociale.

Ce gisement profond de la vie quotidienne, celui de l' « homme sans qualité », nous restitue seul la complexe et contradictoire réalité de la vie, nous replace dans le tissu interstitiel où germent les utopies, les idées qui ne sont pas encore explicites. Dans l'extraordinaire volonté de vivre de Mohamed et d'Ahmed se dessinent peut-être les lignes de force d'une « algérité » future, libérée du poids des idéologies européennes...

CES deux « témoignages » sont rédigés dans cette langue que M. Catani nomme fort heureusement le « francarabe » — mélange d'argot des chantiers français, d'expressions arabes plus ou moins transcrites, d'inventions pures. Et ce discours est d'une incroyable saveur.

Faut-il rappeler qu'une langue ne survit que dans la mesure où elle se trahit assez elle-même pour s'ouvrir aux multiples parlers non codifiés, quand elle s'accouple à des langages étrangers ou différents ? Que le purisme correspond aux périodes de maladie ou de rabougrissement d'une langue ou d'une nation — celle où des règles la protègent contre son propre changement ? Que la santé et la fécondité d'une langue — voyez Rabelais, voyez Joyce — résultent (et cela Hugo l'avait pressenti !) de sa fécondation par la parole délirante des bas-fonds ?

Il est impossible de savoir ce que la transcription écrite a fait perdre au parler brut enregistré au magnétophone. Transcription nécessaire. En tout cas, ces deux livres se lisent mieux que des romans : la classe intellectuelle aurait intérêt à découvrir la parole vivante pour mesurer la distance qui sépare les jeux abstraits du « texte », fût-il révolutionnaire, du gisement profond où se confondent et s'entrelacent le langage et l'existence collective.

(1) Ahmed, Le Seuil, Paris, 1973, 192 pages, 20 F.

(2) Journal de Mohamed, propos recueillis par M. Catani, Stock, Paris, 1973, 226 pages, 18 F.

Calendrier des fêtes nationales

16-31 JUILLET	
18 ESPAGNE	Fête nationale
20 COLOMBIE	Fête de l'indépendance
21 BELGIQUE	Fête nationale
22 POLOGNE	Fête nationale de la libération
23 EGYPTE	Fête nationale
26 LIBERIA	Fête de l'indépendance
28 PEROU	Fête de l'indépendance
1er-15 AOUT	
1 DAHOMEY	Fête nationale
1 JAMAIQUE	Fête de l'indépendance
1 SUISSE	Anniversaire de la fondation de la Confédération
6 BOLIVIE	Fête de l'indépendance
7 COTE-D'IVOIRE	Fête de l'indépendance
7 ILES MALDIVES	Fête de l'indépendance
9 SINGAPOUR	Anniversaire de l'indépendance
10 EQUATEUR	Fête de l'indépendance
15 REPUBLIQUE DU CONGO	Fête nationale
15 REPUBLIQUE DE COREE	Fête de l'indépendance

Le carnet des ambassades

- M. Pham Van Ba, ambassadeur, chef de la mission permanente du gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Vietnam du Sud, a offert une réception le 6 juin à l'occasion du cinquième anniversaire de la formation du G.R.P.
- A l'occasion de la fête nationale, l'ambassadeur des Philippines et Mme Luis Moreno-Salcedo ont donné une réception le 12 juin.
- A l'occasion de l'anniversaire de la reine Elizabeth, l'ambassadeur de Grande-Bretagne et Lady Edward Tomkins ont offert une garden-party le 13 juin dans les salons de leur résidence.
- M. Alfredo Lencastre da Veiga, ambassadeur du Portugal, a donné une réception le 14 juin à l'occasion de la fête nationale.
- A l'occasion de la visite en France d'une délégation du Narodno Sobranié, Assemblée bulgare, M. Ivan Boudinov, ambassadeur de la République populaire de Bulgarie, a offert le 18 juin un cocktail dans les salons de l'ambassade.
- M. Tsao Kuei Sheng, conseiller près l'ambassade de la République populaire de Chine, a donné une réception le 19 juin.
- M. Javer Malo, ambassadeur de la République populaire d'Albanie, a offert un cocktail le 21 juin.
- A l'occasion de leur départ, l'attaché de presse près l'ambassade des Etats-Unis et Mme John Trattner ont donné une réception le 24 juin.
- L'ambassadeur de Suisse et Mme Pierre Dupont ont offert une réception le 24 juin à l'occasion du départ du colonel et de Mme Raymond Evéquoz et pour présenter leurs successeurs, le colonel et Mme Alfred Bach.

Nécrologie

- Miguel Angel Asturias, prix Lénine de la paix 1966, prix Nobel de littérature 1967, ancien ambassadeur du Guatemala en France, est décédé le 9 juin à Madrid.

EN INDE MÉRIDIONALE

Les subtilités politiques du Tamil-Nadu

Par GILBERT COMTE

AU sud-est de l'Inde, les rizières du Tamil-Nadu miroitent sous le soleil, et reflètent vers l'infini les rayons d'une émeraude frissonnante. De l'aube au crépuscule, d'infatigables paysannes aux saris multicolores, courbées vers la terre fangeuse, travaillent en lignes sous la surveillance de quelque mari pointilleux, ensemencent, repiquent sans cesse derrière de gros bœufs noirs employés aux labours. Sur quelque 600 kilomètres d'une route encombrée par les autocars, les charrois et les bicyclettes, entre Madras et Maduraï, l'espace échappe rarement à leur épuisant labeur.

Grâce à lui, les parcelles cultivées s'étendent peu à peu à travers la campagne. Cet Etat de l'Union indienne, presque inconnu en France malgré 42 millions d'habitants resserrés sur 129 966 kilomètres carrés, mange à sa faim. Dans un pays traditionnellement dévasté par les disettes, il s'offre même le luxe extraordinaire d'exporter une partie de ses récoltes vers des voisins moins bien pourvus. Et puis, quand le tout puissant Congrès, le parti de Mme Indira Gandhi, domine généralement les autres provinces, il possède aussi l'étrange singularité d'obéir à un gouvernement local dirigé par l'opposition officielle du *Dravida Munnetra Kazhagam* (D.M.K.), c'est-à-dire Parti dravidien du progrès. Mais, à l'examen, une réalité plus subtile tempère quelque peu cette apparence...

Certes, l'immense peuple tamoul, majoritaire dans la contrée, maintient avec orgueil contre le centralisme de Delhi le souvenir de ses ancêtres dravidiens, jadis maîtres de la péninsule tout entière, puis chassés vers le Midi par les envahisseurs aryens descendus de l'Iran, à partir du deuxième millénaire antérieur à notre ère. A Madras, des statues de bronze érigées face au golfe du Bengale, sur le parcours d'un long boulevard maritime, commémorent le souvenir de leurs grands hommes : juristes, princes, poètes comme Kannaji, Tiruhalluvar, Barathi, parfois déjà célèbres dans l'Asie contemporaine du Christ.

Les héritiers de cette haute culture, jaloux de leur histoire, fiers de leur langue raffinée, s'acharnent courageusement à les défendre contre la pénétration étrangère. Massivement réfractaires au monothéisme du Nord, ils vénèrent toujours les dieux foisonnants de l'hindouisme : Brahmâ, Civa, Vishnu, la voluptueuse Lakshmi et Ganesh, le plus populaire de tous, avec sa malicieuse tête d'éléphant. Mais, surtout, le noir charbonneux de leur épiderme rappelle aux habitants du Tamil-Nadu qu'ils appartiennent à une race entièrement différente des Aryens au teint pâle de Bombay ou de Calcutta, encore humiliée par la servitude où la défaite de ses pères les jeta pendant plusieurs générations.

S'ils souhaitaient l'oublier, les descendants des vainqueurs arrivés naguère sur les bords de l'Indus par la passe de Peshawar ne manqueraient pas de leur remettre ces souvenirs en mémoire. Fort orgueilleux de leur peau claire, ils n'acceptèrent d'abord aucun métissage avec les vaincus si sombres de couleur, qualifiés avec mépris de *« dasas »*, c'est-à-dire *« accroupis »*, *« rampants »*. Le rigoureux système des castes, imaginé par les envahisseurs désireux de préserver leur sang de toute souillure, instaura une subordination implacable entre les habitants du pays, d'après leur aspect physique.

A la longue, évidemment, cette ségrégation n'empêcha pas un relatif mélange entre les ethnies. Comme il arrive souvent dans de telles circonstances, la nation asservie adopta peu à peu les mœurs de ses maîtres. Il se créa même dans ses rangs une aristocratie de brahmines arrogants, dure avec les humbles de sa propre terre. Son comportement renforça les discriminations entre les familles, les individus. Même de condition modeste, un Aryen du Cachemire se sentira toujours supérieur aux nobles noirauds des provinces méridionales. En bas de cette lourde hiérarchie, tout ensemble raciale et sociale, les paysans tamouls successivement écrasés par des hoberaux de même ascendance qu'eux, et le dédain héréditaire des gens du Nord, finirent par exécrer pareillement, sans distinctions ni nuances, les profiteurs parfois antagonistes des avanies qu'ils subissent depuis deux mille ans.

Le réveil des "rampants"

JUSQU'A l'indépendance, ils n'éprouvèrent qu'une sympathie douteuse à l'égard des bourgeois, patriotes mais férus de leurs prérogatives, rassemblés par Gandhi dans le parti du Congrès. En 1935, une Constitution libérale octroyée par la métropole dota les territoires d'assemblées locales élues. A la stupéfaction générale, un éphémère Parti de la justice, essentiellement hostile aux vieilles classes dirigeantes, l'emporta pendant quelques mois dans la région. Deux ans plus tard, sans doute, le Congrès redressa brillamment la situation. Il enleva la majorité à Madras. Mais le petit peuple des campagnes lui resta sourdement hostile. Sa réserve laissa un vague malaise dans les esprits.

Elle confirmait, en effet, la persistance d'un sentiment régional réfractaire aux séductions syncrétiques du nationalisme. En 1947, la naissance de l'Union indienne, patronnée par les intellectuels gentilshommes de Delhi, souleva peu d'enthousiasme. Malgré la présence à Madras d'une forte minorité musulmane, la partition du Pakistan ne provoqua pas davantage de troubles. Un implacable fanatisme religieux ensanglantait pourtant les autres provinces. Mais les dravidiens continuèrent à vivre en paix sans s'opposer sur la religion. Pour eux, les vrais clivages se situaient ailleurs.

La même année, l'attribution du poste de premier ministre au pandit Jawaharlal Nehru symbolisa décidément à leurs yeux l'emprise des nobles sur le nouveau pouvoir. Dès 1950, elle provoqua la création d'un mouvement hostile, qualifié de dravidien — le Dravida Kazhagam (D.K.) — par ses fondateurs eux-mêmes. Cette référence explicite aux ancêtres réveilla une fierté assoupie, un archaïsme sentimental perdu dans les brumes de l'histoire, comparable à celui du mot *« celte »* s'il servait à définir l'autonomisme breton dans la France contemporaine. Mais aucun adjectif ne pouvait mieux traduire le réveil de la conscience tamoule.

A Madras, le Congrès disposait alors d'une puissante machine électorale dominée par la haute figure de Komaraswani Kamaradj Nadar, politicien conservateur universellement respecté pour une rectitude morale très exceptionnelle dans son milieu. Grâce à lui, les champions de l'indépendance contrôlaient l'administration, le Vilhan Sabha — assemblée du territoire, — le gouvernement local, et une vaste clientèle rurale. Devant de tels adversaires, le D.K. se sentait bien faible.

Son impuissance, la vénalité notoire d'un trop grand nombre de ses chefs entraînèrent en 1954 une violente crise intérieure, et le départ des meilleurs propagandistes derrière le tribun Annadurai, peu connu encore, modeste mais efficace, sorti, comme d'ailleurs Komaraswani Kamaradj, d'une famille très humble. Les politiciens de Delhi prêtèrent peu d'attention à cet épisode. Annadurai ne s'était guère illustré pendant qu'ils combattaient eux-mêmes l'administration britannique. Ces hommes auréolés par la gloire ne s'inquiétèrent donc pas de le découvrir devant eux. Personne ne s'alarma non plus quand il fonda le D.M.K. avec une poignée d'amis sûrs.

Pendant quelques années, il s'efforça d'ailleurs en vain de remuer ses compatriotes. Après une rapide flambée de colère contre l'aristocratie provinciale et les gens du Nord, la population, retombée dans l'indifférence, partageait mollement ses votes entre une demi-douzaine de partis : Jan Sangh presque inexistant à l'extrême droite, Swatentra des petits et moyens propriétaires à droite, Ligue musulmane, Parti communiste indien — P.C.I. — encore considéré comme révolutionnaire à l'époque, et, au centre, l'inamovible Congrès, dominé par la puissante stature de M. Kamaradj.

En sourdine, mais sans précautions de vocabulaire inutiles, il exacerba le régionalisme latent de ses auditoires, leur haine viscérale contre les brahmines. Avec audace, il réclamait aussi une rupture franche entre le Tamil-Nadu et l'Union indienne, et la rédaction de tous les documents officiels dans la langue du pays à la place de l'indi imposé par le Nord. Après trois ans d'efforts, de pédagogie populaire, ses candidats enlevèrent treize mandats législatifs à l'assemblée territoriale, aux élections de 1957. Fort de ses cent cinquante et un représentants, le Congrès s'en effraya peu. Mais la popularité naissante de son chef propulsa encore en avant le D.M.K. au lendemain de cette première victoire. En 1962, il quadrupla presque ses effectifs au Vilhan Sabha et disposa dès lors de cinquante députés. Néanmoins, il lui fallut encore attendre cinq nouvelles années avant d'acculer ses concurrents à la plus incroyable débandade, et de prendre lui-même le pouvoir à Madras.

L'année décisive

DANS l'Inde d'aujourd'hui, 1967 laisse le souvenir d'un trouble immense où l'équilibre politique en place depuis l'indépendance, le système apparemment inébranlable laissé par Gandhi révélèrent soudain leur usure. Mme Indira Gandhi elle-même, fille de Jawaharlal Nehru, rompue à tous les stratagèmes politiques depuis sa jeunesse, devenue à son tour premier ministre quelques mois plus tôt, assista impuissante à la débâcle du parti paternel dans huit Etats de l'Union.

Avec le Tamil-Nadu, l'Orissa, le Bihar, l'Uttar-Pradesh, le Madhya-Pradesh, le Kérala, le Pendjab et le Nagaland échappaient brusquement à son emprise. Elle perdait en même temps la majorité au Lok Sabha (Assemblée nationale), où ses fidèles ne revenaient qu'à deux cent quatre-vingt-trois, sur cinq cent vingt pièces à pourvoir. Certes, le P.C.I. lui apporta bientôt son aide et confirma qu'il la soutiendrait contre la droite au Parlement central, même s'il formait dans les capitales de plusieurs provinces — à Lucknow, Bhopal, Patna — des cabinets de coalition avec les conservateurs, sans aucun souci de rigueur doctrinale. Leur secours sauva le gouvernement d'un désastre total. Mais il laissa son prestige amoindri, ses partisans frappés de stupeur.

A Madras, la défaite du Congrès dépassa toutes les appréhensions. Il ne retrouva qu'une cinquantaine de voix à l'Assemblée territoriale, quand le D.M.K. en arrachait cent trente-huit. Des causes multiples, contradictoires, provoquèrent ce retournement. Les vainqueurs s'avouèrent eux-mêmes surpris par son importance.

A droite, par exemple, le socialisme pourtant très raisonnable de Mme Indira Gandhi inspira une colère excessive dans la bourgeoisie, et détermina une foule de petits propriétaires à voter contre elle. Le chef local du Swatentra, M. C. Rajagopala-Chari, surmonta ses répugnances de brahmane envers la plèbe incarnée par Annadurai et entraîna une fraction importante des hautes castes à le soutenir. Dans le reste de la population, ce dépit suicidaire fortifia un immense désir de changement. Après vingt ans d'un pouvoir sans partage, le Congrès et son personnel incrusté dans les places n'inspirait plus qu'une profonde lassitude.

Certes, le désappointement des électeurs comportait quelque injustice. Malgré ses fautes, ses lacunes, sa suffisance, le gouvernement avait maintenu des institutions libérales dans un tiers-monde presque partout totalitaire. Il avait aussi accru les transports intérieurs, arraché des régions entières à leur isolement, irrigué, électrifié les campagnes avec une constance admirable. Au Tamil-Nadu, hélas ! une pénurie alimentaire localisée irrita l'opinion contre lui. Le D.M.K. exploita sans scrupule cette circonstance.

Mais, surtout, les patientes campagnes menées par son chef jusqu'au fond des villages contre l'arrogance nobiliaire, le centralisme de Delhi, l'abaissement du tamoul devant l'indi aboutissaient enfin. Le sursaut passagèrement apparu en 1935 avec le fugitif Parti de la justice, puis plus tard à la naissance du D.K., se répéta cette fois avec davantage d'ampleur et donna la majorité des suffrages aux dravidiens. Naturellement, les vaincus parlèrent de fraude électorale. Mais leur défaite suivait de trop près un mouvement général pour qu'il leur fût possible de s'obstiner longtemps dans une aussi mauvaise querelle.

Bien évidemment, le parti du premier ministre sortait écrasé de l'épreuve. Mais il apparut bientôt que Mme Indira Gandhi ne souffrirait pas de sa débâcle dans l'exacte proportion où le nombre des sièges perdus le laissait supposer. Au fond, la fille de Nehru se sentait des affinités avec le D.M.K. Les idées de gauche contenues dans son programme lui plaisaient davantage que le conservatisme vertueux de M. Kamaradj. Certes, ce lutteur intrépide l'avait portée au pouvoir, en février 1966, à la mort de son prédécesseur, Bahadur Shastri. Au moment où d'implacables dissensions personnelles déchiraient le comité exécutif du Congrès, le maître de Madras avait convaincu ses pairs de s'entendre sur l'héritière de leur ancien chef et de s'effacer devant elle.

Sans son concours, elle n'aurait jamais atteint d'aussi hautes responsabilités. Mais, pour un tempérament autoritaire comme le sien, la tutelle d'un trop puissant protecteur s'apparenta vite à une hypothèque. A peine installée à son poste, l'énergique femme commença par affaiblir lentement les artisans de sa fortune. Déjà, elle envisageait de rompre avec l'extrême droite du Congrès, responsable à ses yeux de la déroute gouvernementale. Un échec de M. Kamaradj au Tamil-Nadu ne la gênait donc pas outre mesure.

Consacré par le suffrage universel, celui-ci pouvait prétendre à la direction du pays, devenir un rival. Une telle perspective effrayait fort Mme Gandhi. Entre ce risque et une machination destinée à détruire un concurrent éventuel par le triomphe du D.M.K., il existait quand même quelque distance. Le sentiment public n'hésita pas à la franchir. A coup sûr, nul n'apporta jamais la moindre preuve d'un accord matériel entre Annadurai et le premier ministre. Mais, à défaut d'un concours direct, les signes d'une alliance tacite ne manquent pas.

Pendant la campagne électorale, l'habile femme évita de fournir à ses partisans de Madras tout l'appui qu'elle devait leur apporter. Sa méfiance envers leur chef les paralysa et hâta la victoire du parti dravidien. Sans les divisions adverses, il ne l'aurait peut-être pas emporté à si bon compte. La manœuvre réalisa aussi ce rare exploit d'abattre M. Kamaradj, né lui-même dans une caste inférieure, grâce à une réaction populaire contre les brahmines.

A peine connu, le succès de l'irrédentisme tamoul souleva un immense enthousiasme parmi les paysans, les petits salariés. Sans hésiter, Annadurai appela autour de lui des hommes nouveaux, souvent inconnus, de condition modeste eux aussi, mais énergiques, résolus à agir. Au mépris de toutes les règles admises, beaucoup d'entre eux, excellents orateurs en tamoul, ne parlaient pas un mot d'anglais. Ils n'en formèrent pas moins le gouvernement provincial. Celui-ci décréta aussitôt une baisse autoritaire des prix sur les produits alimentaires d'usage courant. Au cours des mois suivants, il réforma la gestion municipale de Madras, améliora l'éclairage et l'état des rues, finança la construction d'immeubles à loyers raisonnables au profit des petits travailleurs, répara les routes, et donna en un mot aux pauvres gens la certitude qu'enfin le pouvoir s'occupait d'eux.

En même temps, il atténua son séparatisme, cessa de réclamer une séparation entre le Tamil-Nadu et le reste de l'Inde. La substitution de la langue locale à l'indi suffisait d'ailleurs à satisfaire ses partisans. Cette modération apparut aussi à beaucoup comme la preuve d'une irrécusable connivence entre le D.M.K. et Mme Gandhi. Quelques mois plus tard, la mort inopinée d'Annadurai ne troubla pas leur bon ménage. Son second, M. Karunanidhi, ancien acteur de cinéma rendu célèbre par ses rôles de séducteur dans les films sentimentaux, auteur de poèmes et de contes en tamoul, recueillit aussitôt la charge de premier ministre et continua sa politique.

Cette succession paisible ne délivra cependant pas la fille de Nehru de tous ses soucis. En 1969, le malaise ne cessait de s'étendre dans d'autres territoires. Elle décida donc de s'appuyer sur la gauche, communistes compris, après un vigoureux nettoyage au sein de son propre parti. Elle nationalisa les principales banques, décréta l'abolition des privilèges princiers maintenus depuis l'indépendance aux maharadjas, et jeta ainsi la droite du mouvement dans une extrême fureur.

L'immense majorité de ses membres l'approuva néanmoins. Avec eux, elle forma un Nouveau Congrès. Les minoritaires, de leur côté, se regroupèrent en Ancien Congrès autour de M. Kamaradj. L'affaiblissement de celui-ci favorisa cette délicate chirurgie. Sa défaite vingt-quatre mois plus tôt privait en effet les conservateurs d'un bastion essentiel avec la ville de Madras. Deux ans après, l'épreuve rituelle des élections législatives obligea cependant la subtile tacticienne à dévoiler son jeu. En principe, elle devait soutenir simultanément ses amis du Nouveau Congrès contre la droite et le D.M.K. Mise au pied du mur, elle évita curieusement de trop se compromettre avec eux, comme si elle préférait répéter l'expérience de 1967. Elle ne choisit d'ailleurs pas cette formule sans d'excellentes raisons.

Après soixante-dix mois de règne, les collaborateurs d'Annadurai n'échappaient pourtant pas aux critiques. Dans leur crainte de perdre au cours d'un autre scrutin des places positivement tombées du ciel, ces hommes sans fortune n'avaient pas toujours su résister aux tentations d'un enrichissement rapide. Les travaux d'urbanisme qu'ils encouragèrent à travers la province développaient aussi un mouvement d'affaires favorable à de multiples trafics. Son flair proverbial dissuada Mme Gandhi de se formaliser de pareilles broutilles.

Une fois de plus, elle évita donc d'affaiblir d'aussi précieux adversaires, et de mettre un zèle intempestif au service de ses amis. Son réalisme reçut bientôt la récompense qu'il méritait. Sur les deux cent trente-quatre sièges de la nouvelle assemblée territoriale, M. Karunanidhi en remporta cent soixante-quinze, l'Ancien Congrès treize, un indéfinissable Bloc progressiste sept, le Swatentra six et le P.C.I. aucun. Malgré son régionalisme, le parti vainqueur déborda même vers les Tamouls émigrés à Delhi, et s'assura sous sa propre bannière vingt-trois représentants dans la capitale. Dès lors, il ne lui restait plus qu'à remplir avec audace son rôle étrange de force gouvernementale déguisée en mouvement d'opposition.

Mais si rien ne réussit comme le succès, il arrive aussi qu'une gloire trop éclatante éveille des ambitions excessives. Dès 1969, l'adresse heureuse de M. Karunanidhi suscita des envieux dans son entourage. Le trésorier du parti, M. G. Ramachandram, convoitait sa place. En septembre 1972, il se déclara scandalisé par l'indolence de ses amis devant la corruption galopante. Cette indignation trop tardive ne trompa personne. Mais la ruse n'en scinda pas moins le mouvement tamoul en deux, et l'hérésiarque fonda son propre groupe.

Rompu lui-même à un pragmatisme sinueux, il reprit point par point, sans en changer une virgule, le programme si populaire du D.M.K. Il se distingua simplement de l'organisation-mère en baptisant la sienne Anna Dravida Munnetra Kazhagam (A.D.M.K.), par référence au souvenir d'Annadurai, dont ses amis se proclamèrent bientôt les seuls véritables continuateurs. Naturellement, il promit de livrer une lutte impitoyable aux concussionnaires. Il rallia aussi à sa cause la respectable Rani Annadurai, veuve de son illustre inspirateur. Mais cette habile propagande portait trop la marque du professionnel, expert en démagogie, et provoqua peu de défections parmi ses anciens camarades.

En revanche, une élection partielle intervenue en mai 1973 à Dindigul, petite ville située à 30 kilomètres au nord de Maduraï, impressionna davantage. Son candidat, M. Maya Thévar, éloquent, actif, écrasa par 260 930 voix contre 96 496 celui du D.M.K. orthodoxe, M. K. Mutthuramalingam. Cette percée annonça une relative usure du parti dravidien, quelque peu compromis par sa coopération avec le gouvernement central. En février 1974, un autre scrutin dans le territoire de Pondichéry, naguère possession française, pourvu aujourd'hui d'une certaine autonomie dans le Tamil-Nadu, confirma cette tendance. Sur les trente sièges disponibles à l'assemblée législative locale, le D.M.K. en retrouva deux quand son nouvel adversaire en remportait une douzaine.

Jusqu'à présent, M. Karunanidhi oppose à l'adversité une inépuisable réserve d'astuce. Quelques jours après l'alerte de Dindigul, par exemple, de mystérieuses tractations s'engagèrent avec le Dr Handé, représentant du Swatentra à Madras, et le persuadèrent de rejoindre le D.M.K. Cette manœuvre, préparée sans bruit, liquida magistralement l'extrême droite dans des circonstances où l'agitation fomentée par G. Ramachandram pouvait la rendre dangereuse. En même temps, l'acteur de cinéma-poète neutralise la Ligue musulmane par sa tolérance, et entretient d'excellentes relations avec les communistes tamouls et leur chef, M. Kalyanasundaram.

Opportunisme général

A DEFAUT de contenter les idéologues rigoureux, cet opportunisme général épargne au Tamil-Nadu grèves et violences, ordinaires dans les autres Etats. Le régionalisme social du gouvernement, ses projets de nationalisation, retirent en effet à la gauche entreprenante bien des prétextes de s'agiter, voire d'exister, puisqu'il assume en bien des cas son programme et sa fonction. Pris à ce piège, le P.C.I. lui-même entrevoit qu'il ne peut survivre qu'à la condition de ne rien entreprendre.

Mme Gandhi calcula-t-elle dès l'origine cette combinaison dans le moindre détail ? Elle retire en tout cas de l' « opposition » dravidienne tous les avantages possibles qu'un parti officiellement lié à sa personne hésiterait peut-être à lui offrir. Au Lok-Sabah, les parlementaires du D.M.K. votent souvent avec les siens. Ils s'abstiennent vertueusement de tout contact suspect avec ceux de l'Ancien Congrès, bien qu'ils figurent ensemble hors de la coalition gouvernementale !

A Madras, ils assurent le calme dans l'un des territoires les plus peuplés de l'Union. Peu de partisans avoués du premier ministre lui rendent autant de services. Aussi la scission de M. Ramachandram et les récents succès de l'A.D.M.K. plongent-ils ses collaborateurs dans un embarras extrême. Tout coup sérieux porté au mouvement tamoul menace en effet de ricocher contre elle.

Ses adversaires présentent souvent cette femme courageuse, ondoyante, adroite, comme un génie négatif de la politique, plus apte à épouser l'événement qu'à le conduire, mal à l'aise devant les situations tranchées, les affrontements directs. Après l'alerte de Dindigul, à l'automne, elle inclinait encore à tenir la balance égale entre les deux fractions du parti dravidien, faute de savoir laquelle l'emportera sur l'autre.

Le scrutin plus grave de Pondichéry la gêne beaucoup plus, car les chances de G. Ramachandram lui échappent. S'il affaiblit durablement le D.M.K., ne faudra-t-il pas s'entendre avec lui ou, pis encore, avec l'intraitable Kamaradj ? Comme dans beaucoup d'autres pays, le système électoral ne proportionne pas très équitablement le nombre des sièges à celui des voix. Malgré deux cinglantes défaites, la droite garde une influence très supérieure à sa médiocre figuration parlementaire. A Dindigul, par exemple, son candidat, M. N.S.V. Christian, arriva sans mal en seconde position, avec 119 032 suffrages, quand ceux du D.M.K. et du Nouveau Congrès, MM. Muthurannalingam et Cheemaicharmy réunis, en totalisaient moins.

Dans l'absolu, rien n'empêche Mme Indira Gandhi de tenter pendant quelques mois un rapprochement circonstantiel avec M. Kamaradj, si elle surmonte ainsi la gêne produite par les divisions du D.M.K. Nul ne s'indignerait si elle dominait ses difficultés actuelles par un opportunisme résolu. A de rares exceptions près, aucun politicien autour d'elle ne se croit tenu à régler sa conduite d'après des principes inviolables. L'idée qu'il existe en ce domaine un minimum de morale suscite même l'hilarité. Or la fille de Nehru pratique en virtuose l'art national des retournements imprévus.

Comme celle de l'Inde tout entière, la modernisation complète du Tamil-Nadu exigera encore de gigantesques sacrifices, un changement de mœurs considérable. Malgré ses récents travaux d'urbanisme, Madras ressemble encore dans bien des endroits à un gros village, et porte tous les stigmates d'une détresse infinie. Des bœufs noirs efflanqués, des chèvres haves s'avancent en troupeaux jusque dans les faubourgs. Les paillotes rustiques les précèdent loin vers la grande artère commerciale de Mount-Road, vrombissante d'automobiles, empestée par les vapeurs d'essence dès 10 heures du matin. Près de l'hôtel Savéra, haut et luxueux immeuble de construction récente, les vaches mastiquent tranquillement de vieux journaux entre les trous des trottoirs crevés. Dans le quartier musulman, canards, coqs et chars à bœufs remplissent la chaussée d'un brouhaha rural. De jardins en palmiers innombrables, de petits écureuils gris se poursuivent jusqu'au cœur de l'agglomération.

L'horreur inévitable surgit avec les hommes. Près du marché maure, des chômeurs amaigris, aux gestes lents, couverts de haillons, hirsutes, campent en plein vent, sous des cahutes sordides confectionnées avec des morceaux de carton et des feuilles sèches. Leurs enfants demi-nus, décharnés, tragiques, disputent une nourriture parcimonieuse aux corbeaux sur des tas d'immondices. Près de la bruyante Esplanade Road, d'autres miséreux vivent en famille au bord de la rue, cuisinent leur maigre pitance sur des feux de bois allumés contre les murs.

Mais, simultanément, le socialisme pragmatique du D.M.K. ouvre les hôpitaux de la ville aux pauvres et donne des soins gratuits. Sur le boulevard maritime, les statues en bronze des grands Tamouls des siècles révolus rappellent aux illettrés qu'ils appartiennent à un peuple illustre, porteur d'une haute civilisation. Faute de remplir les estomacs, ce nationalisme exalte un puissant orgueil collectif. Aux brahmines exclusivement fiers de leur caste, il n'inspire sans doute qu'une bienveillante ironie. Mais les électeurs d'Annadurai, ceux de M. Karunanidhi et de son rival G. Ramachandram le prennent très au sérieux. Leur confiance réserve encore de beaux jours aux politiciens capables de s'en servir.